

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°342

SEPTEMBRE 2013

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KURDISTAN D'IRAK : ELECTIONS LEGISLATIVES DANS LE CALME**
- **TURQUIE : DES RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES DÉCEVANTES**
- **KURDISTAN D'IRAK : ATTENTAT MEURTRIER À ERBIL**
- **IRAN : SIX PRISONNIERS POLITIQUES KURDES EN DANGER DE MORT**
- **AIX-LA-CHAPELLE : REMISE DU PRIX DE LA PAIX AU LYCÉE INTERNATIONAL DE DUHOK**

KURDISTAN D'IRAK : ELECTIONS LEGISLATIVES DANS LE CALME

Les élections législatives du Kurdistan d'Irak, fixées au 21 septembre, se sont déroulées sans incident majeur, et les bureaux de vote fermèrent à 17 h 00. La participation a été forte (74%). Plus d'un millier de candidats représentant une trentaine de partis et de mouvements étaient en compétition, illustrant la diversité politique et culturelle du Kurdistan.

Très vite, alors que tombaient les premières estimations, il est apparu que le parti d'opposition Goran (Changement), dirigé par Nawshirwan Mustafa, a réussi à supplanter de façon incontestable son rival, l'Union patriotique du Kurdistan du président de l'Irak, Jalal Talabani, absent depuis plusieurs mois pour des raisons de santé.

Le Parti démocratique du

Kurdistan du président Barzani garde la première place, avec 37.79% des voix, Gorran suivant avec 24.21% et l'Union patriotique du Kurdistan n'en obtenant que 17.8%.

Les deux partis islamistes, Yekgirtu et Komal font respectivement 9.49% et 6.01%. Le reste des petits partis ramasse globalement 4.69% des voix.

Les résultats province par province :

– Erbil plébiscite incontestablement le parti présidentiel avec 48.22%, tandis que Gorran et l'UPK n'obtiennent que 18.4% et 12.89. Les deux partis islamistes sont à peu près à égalité, 6.55% pour Komal et 6.51% pour Yekgirtu, ce qui fait donc un score de 13.06 % pour les partis religieux, les autres formations se répartissant les 7.42% restant.

– Duhok, sans surprise, vote lar-

gement pour le PDK, avec 70.03% des voix. Yekgirtu, son principal rival dans la province, arrive loin derrière avec 12.77% et Komal ne fait que 1.08% L'UPK et Goran, partis très peu implantés dans cette province, font 5.67% et 2.88%, les autres formations se répartissant les 7.56% restant.

– C'est à Suleïmanieh que les choses ont le plus bougé. Goran remporte 40.8 % des voix, et l'UPK, avec 28.,62% des voix, devient, dans son bastion historique, le premier parti d'opposition, mais loin derrière sa branche dissidente, Goran. Le PDK y réalise un score de 11.03 % .Yekgirtu fait 10.27% et Komal 8.22%, et c'est dans cette province, réputée pourtant la plus « urbaine » et progressiste, que les deux principaux partis religieux font le plus haut score, avec 18.49% à eux deux. C'est

aussi dans cette province que les petits partis outsiders font un score quasi nul, 0.78%, ce qui laisse entendre que ses électeurs, très motivés pour un changement de pouvoir, se sont concentrés sur un vote « utile ».

Par rapport aux élections législatives de 2009, le PDK gagne 8 sièges (38 aujourd'hui, 30 en 2009). Gorran, s'il gagne environ 70 000 voix, perd un siège (passant de 25 à 24).

Les autres partis qui progressent sont Yekgirtu (+4), Komal (+2), tous les autres partis reculant ou ne gagnant pas plus d'un siège, le grand perdant étant l'UPK qui perd 11 sièges. En 2009, son alliance avec le PDK et la présence active du président

Talabani lui avait permis de faire meilleure figure.

Concernant les minorités, qui ont des sièges réservés : les Turkmènes, les Assyriens, Chaldéens et autres araméno-phones, ont respectivement 5 sièges, comme en 2009, et les Arméniens, un député. P

Le Parlement élu en 2013 doit être composé de 34% de députés féminins, un quota de 30% minimum étant imposé en faveur des femmes, toujours selon la constitution kurde.

Dès l'annonce officielle des résultats par la Haute-Commission électorale, les dirigeants de l'UPK ont assumé démocratiquement leur défaite, en se tenant pour « entièrement responsables » de cette défaite,

comme l'a publiquement déclaré Kosrat Rassoul, le vice-président du Gouvernement régional du Kurdistan et n° 2 du parti, ainsi que Barham Salih, ancien Premier Ministre du GRK. Hero Talabani, l'épouse de Jalal Talabani, qui occupait une position influente au sein du politburo de l'UPK, annonçait le 30 septembre sa démission, en déclarant que son parti avait besoin de se renouveler en son sein et qu'elle souhaitait en être le premier exemple.

Le vainqueur des élections, le PDK, devrait former, sinon un gouvernement d'union nationale, du moins une vaste coalition pour assurer la stabilité politique du Kurdistan dans un environnement particulièrement périlleux.

TURQUIE : DES REFORMES CONSTITUTIONNELLES DECEVANTES

Au cours de l'été, le PKK, en la personne de son nouveau dirigeant intérimaire, Cemil Bayik, avait annoncé, que sans mesure « concrète » de la Turquie, d'ici le 1er septembre, pour faire avancer le processus de paix, son mouvement le considérerait comme enterré.

Le 9 septembre, un communiqué émanant du conseil exécutif de l'Union des communautés kurdes (KÇK) et publié par l'agence de presse Firatnews annonçait le gel du retrait des forces armées kurdes, sans, cependant, déclarer la fin du cessez-le-feu ni remettre en cause la teneur du message politique d'Abdullah Öcalan :

« Notre mouvement croit au projet de démocratisation présenté par le leader Apo le jour du Newroz. C'est le seul moyen d'établir une fraternité entre les peuples vivant en Turquie, de résoudre la question kurde et de créer une Union démocratique du Moyen-Orient. La sus-

pension du retrait a pour but de pousser le gouvernement à prendre ce projet au sérieux et de faire ce qu'il faut ».

Le KÇK a aussi appelé le « peuple kurde et ses pouvoirs démocratiques » à renforcer leur lutte pour exhorter le gouvernement AKP à « abandonner son attitude irresponsable et à prendre des mesures pour le succès de la démocratie et une solution au problème kurde », afin de parvenir à la réalisation du « pas historique » fait par Öcalan.

Les réactions du parti kurde du BDP se sont faites plus conciliantes, et Gulten Kişanak s'est montrée plus mesurée dans ce constat d'échec, qualifiant le processus de ni « au point mort ni en progrès », et faisant juste état de « problèmes et tensions » (AFP) :

« Nous ne pouvons dire si le processus est achevé ou s'il a stoppé, parce que les négociations avec Öcalan continuent. »

Mais c'est surtout le paquet de réformes que le parlement turc devait voter qui apparaissait comme un possible « premier pas » de la Turquie, et Gulten Kişanak a fait part de son dépit de ce que le BDP n'ait pas été consulté à ce sujet, doutant qu'il satisfasse les demandes des Kurdes de Turquie.

Le BDP n'est d'ailleurs pas le seul parti à se plaindre de l'opacité qui a entouré l'élaboration des réformes ou du processus de paix. Kemal Kılıçdaroğlu, le leader du Parti républicain du Peuple, le laïc et nationaliste CHP, s'est plaint de même d'avoir été écarté :

« Abdullah Öcalan est assis à un bout de table et Erdogan à l'autre bout. Les deux se rencontrent, et marchent. Le public n'est pas informé de ce qui se passe. »

Le 30 septembre, Recep Tayyip Erdoğan présentait enfin ses réformes et le moins qu'on puisse dire, est qu'il a fait contre lui l'unanimité de son opposition, turque comme kurde.

La langue kurde ne sera pas autorisée dans les écoles publiques, uniquement dans les écoles privées, ce qui le ramène au rang des langues des minorités religieuses mentionnées dans le traité de Lausanne, (églises grecque et arménienne, mais pas les syriaques) tolérées dans les écoles religieuses.

L'autre grande demande du BDP, la levée du seuil de 10% aux élections législatives, qui lui permettrait de figurer au parlement autrement que sous couvert d'élus indépendants, fera l'objet de débats ultérieurs au Parlement, selon le Premier Ministre, avec 3 options possibles : son maintien, son abaissement à 5% ou bien sa suppression totale, avec un vote uninominal par circonscription.

Le seuil de 7% de voix qui permet à un parti d'être subventionné par l'État pourrait être abaissé à 3%.

Du fait que les lettres Q, X, W, interdites d'affichage public car non comprises dans l'alphabet turc, ne sont plus proscrites, on pourra écrire Newroz sur les affiches du Nouvel An Kurde, et les tournées

électorales des politiciens pourront se faire en discourant dans leurs langue maternelles, qualifiées de « dialectes autres que le turc ».

Les localités à noms araméens, arméniens et kurdes qui avaient été turquifiées pourraient reprendre leur nom d'origine, dont l'emblématique Dersim.

Les minorités religieuses n'obtiennent quasiment rien, sauf l'assurance que les moines du monastère de Mor Gabriel ne seront pas expropriés, mais le séminaire orthodoxe ne sera pas rouvert (une demande de l'Union européenne), pas plus que l'enseignement du clergé des syriaques orthodoxes permis

Dans le cas des Alévis, leur culte n'est toujours pas reconnu comme étant à part de celui des musulmans sunnites, mais les cemevi (lieux de cérémonies religieuses) ne seront pas entretenus et financés par l'État, au contraire des mosquées. L'islam est toujours enseigné et pas de façon facultative, dans les écoles publiques.

Quant à la majorité religieuse musulmane sunnite, les fonctionnaires féminins (hormis les juges, procureurs, policières et gendarmes) obtiennent le droit de porter le voile sur leur lieu de travail.

Dans son rapport, le Conseil des Sages, mis en place par Erdogan lui-même pour éclairer et suivre les différentes étapes du processus de paix turco-kurde et composé de différentes personnalités publiques, artistiques, politiques, avait pourtant préconisé un grand nombre de mesures, dont la plupart ont été superbement ignorées, comme une amnistie générale des combattants kurdes, l'abolition de la loi Anti-Terreur, une réforme du système judiciaire, une vaste opération de déminage des campagnes et des montagnes kurdes, le retour des réfugiés kurdes du camp de Makhmur (Kurdistan d'Irak) depuis les années 1990; la restitution aux Yézidis des terres confisquées et des facilités apportées à leur retour, que les Assyriens puissent éduquer leurs enfants dans leur langue, etc.

KURDISTAN D'IRAK : ATTENTAT MEURTRIER À ERBIL

Le 29 septembre 2013, un attentat-suicide avec deux véhicules piégés a frappé la capitale de la Région du Kurdistan d'Irak, en visant le quartier général des Asayish (services de sécurité).

Selon des témoins directs, cinq des terroristes se trouvaient dans une des voitures, qui ont enfoncé les barrières de sécurité et attaqué les gardes avec des grenades et des fusils. Les Asayish ont immédiatement ouvert le feu. Deux des terroristes sont alors sortis des véhicules. L'un d'eux portant une ceinture d'explosifs sur lui et a

été immédiatement abattu par le policier Hazim Madjid Mustafa, qui a succombé à l'explosion qui a suivi. C'est alors qu'un second véhicule, un minibus, a explosé à son tour, tuant quatre policiers des services de sécurité kurdes.

Six policiers des Asayish sont donc morts et 62 personnes, dont des civils, ont été blessées. C'est le premier attentat depuis celui de mai 2007, qui visait également des bâtiments officiels.

L'un des véhicules portait une immatriculation de la Région kurde, ce qui en principe ne concerne que les résidents mais qui a

pu être cédé illégalement à des étrangers.

La Région a été immédiatement mise en état d'alerte et bouclé par les autorités kurdes.

L'attentat a été revendiqué par l'organisation djihadiste État islamique en Irak et en Syrie (ISIS), une mouvance djihadiste très active en Syrie et en Irak. Mais les motifs ciblant le Gouvernement régional kurde sont peu clairs: En Syrie, ISIS affronte surtout les YPG (forces armées du PYD), avec qui le GRK entretient des rapports peu amicaux, de même qu'avec le gouvernement Maliki à Bagdad, autre cible désignée par ISIS.

IRAN : SIX PRISONNIERS KURDES MENACÉS D'EXÉCUTION

LAmnesty International a alerté, le 26 septembre, l'opinion publique internationale, sur l'exécution dont sont menacés six prisonniers politiques kurdes, condamnés pour le crime « d'inimitié envers Dieu » et d'avoir professé des idées « corruptrices ».

Deux de ces prisonniers ont été transférés en cellule d'isolement, et quatre autres sont menacés du même transfert, ce qui fait craindre une pendaison imminente, selon Hassiba Hadj Sahraoui, directrice-adjointe du département Moyen-Orient et Afrique d'Amnesty International. Ils sont actuellement détenus dans la

prison de Ghezel Hesar, à Téhéran.

L'Iran est le pays qui a le plus recours à la peine de mort, juste après la Chine. En 2013, plus de 400 exécutions ont eu lieu et de nombreux prisonniers, dont plusieurs Kurdes, sont menacés d'encourir le même sort.

AIX-LA-CHAPELLE : REMISE DU PRIX DE LA PAIX AU LYCÉE INTERNATIONAL DE DUHOK

Le 1er septembre, Journée internationale de la Paix, le Prix de la Paix d'Aix-la-Chapelle a été remis publiquement à trois écoles lauréates, deux allemandes et le lycée international de Duhok, fondé et dirigé par Mgr Rabban Al-Qas, évêque du diocèse de Zakho-Amadiyya.

Son discours de remerciement, prononcé en anglais, a été ensuite traduit et lu en allemand lors de la cérémonie. En voici la teneur :

« Je voudrais remercier le Prix de la Paix d'Aix-la-Chapelle de me permettre d'être ici aujourd'hui pour représenter l'École internationale de Duhok.

C'est un grand honneur de recevoir ce prix, d'une grande importance pour cette école, qui se démarque de toutes les écoles de sa région (le Moyen-Orient et, surtout, l'Irak), et qui a une signification et une place uniques pour les prochaines générations qui la fréquenteront et qui sauront qu'elle a rempli le but qu'elle s'était fixé, un objectif que nous nous sommes efforcés d'atteindre au mieux : la paix.

Fondée en 2004, cette école a été le fruit de mon expérience personnelle et de ma vie en tant qu'homme d'Église, depuis 1973,

au sein de la société du Kurdistan, une société qui, en dépit de toutes les difficultés, offre l'exemple de l'amour, de la fraternité et d'une vie pacifique. Kurdes, chrétiens, yézidis, Turkmènes, kakayis et bien d'autres vivent ensemble, sans distinction religieuse ou ethnique, conscients de la diversité dans laquelle vit la population, au Kurdistan comme dans les autres parties de l'Irak. Des millions de familles irakiennes ont émigré hors d'Irak, pour de multiples raisons, dont la première est la sécurité précaire. Ils émigrent aussi en raison de la terreur, du chômage et d'une éducation sans débouchés.

Mais le Kurdistan est un refuge sûr à présent. Beaucoup de chrétiens s'y rendent et, plutôt que d'émigrer, reviennent dans leurs villages d'origine, où ils trouvent désormais les meilleures conditions pour l'emploi, l'éducation et, surtout, une vie paisible pour faire subsister leurs familles. Cet environnement sûr est l'objectif du tout nouveau gouvernement de la Région du Kurdistan, qui s'adapte à la situation inédite de ces familles déplacées, revenues dans une région qui a grandement souffert, s'est relevée et se développe de la meilleure façon possible. Cette expérience, de plus de 40 ans maintenant, a forgé ma propre

philosophie ainsi que l'idéologie qui irrigue les jeunes cœurs des élèves qui fréquentent cette école aujourd'hui : il s'agit de bâtir une société pacifique et saine, sans aucune discrimination.

Ce que nous voyons tous les jours, aux informations, nous dit clairement vers où tend la situation au Moyen Orient. Nous entendons parler de guerres, de conflits et de différends au sein de la population d'un même pays ; nous avons assisté au Printemps arabe, cette amère expérience, qui a abouti à ce bain de sang interminable pour devenir, dans des pays comme l'Égypte, la Syrie et d'autres lieux, un pâle hiver dans lequel le peuple souffre considérablement.

Depuis que l'Irak a été libéré en 2003, il n'a pas connu une seule période de véritable paix. Nous entendons constamment parler de meurtres, d'enlèvements, d'explosions visant ceux qui vivent et respirent dans ce pays. Vous vous souvenez de ce qui a été perpétré contre des églises et des mosquées ; personne dans la société n'est épargné : chef religieux, personnalité politique, employé travaillant pour faire vivre sa famille, étudiant se rendant à l'école... C'est le résultat du fanatisme religieux qui se

dresse contre tous ceux qui ne servent pas ses intérêts, intérêts que d'ailleurs personne ne comprend vraiment clairement. Nous entendons chaque jour parler de gens tuant au nom de la religion, mais pourquoi ? Qu'est-ce qui nous arrive ? Avons-nous perdu notre humanité et notre respect les uns pour les autres ? Nous sommes dans un besoin urgent de nous aimer les uns les autres.

Tous les êtres humains sont nés libres. Nul n'a le droit de mettre des obstacles à la liberté de conscience, que ce soit dans le choix d'une religion, d'opinions politiques ou d'expression. C'est le B A BA des droits les plus élémentaires, dont chaque être humain doit jouir.

Le besoin de paix dans cette région et ce qui m'amène ici, devant vous, illustre bien le contraste entre ce qu'accomplit l'école et ce qui se passe dans la région à laquelle elle appartient ; nous faisons tous partie de ce monde et nous y contribuons, d'une façon ou d'une autre. Dans cette école, nous avons choisi de

nous tenir mutuellement la main et de voguer ensemble sur ce bateau, dont nous connaissons la destination, en ayant pris toutes les mesures nécessaires pour l'atteindre : la paix.

Chaque élève de l'école sait que ce qu'il apprend lors de sa scolarité va au-delà de ce qu'il étudie en vue d'un savoir académique : c'est l'amour, l'acceptation de son camarade de classe, de ses professeurs et, finalement, de tous ceux avec qui il interagit là où il vit. En accueillant de nouveaux élèves chaque année, l'école continue de diffuser ces valeurs bénéfiques que sont le respect et la tolérance entre étudiants et contribue de façon positive à la civilisation : c'est là l'effort constant de l'administration de l'école, des professeurs et des élèves eux-mêmes. Cela a payé : en étant aujourd'hui récompensé internationalement, notre effort à tous résonne dans le monde – et nous vous en sommes profondément reconnaissants.

Dans un monde troublé qui a besoin de paix, nous devons promouvoir les concepts fondamentaux pour embrasser l'humanité,

nous devons apprendre et enseigner à aimer les autres, à être gentils, généreux et tolérants. Si nous travaillons à planter ces graines dans l'esprit de la jeunesse, croîtra un monde où chaque cœur sera pur, doux et sans haine.

Pour finir, je voudrais remercier le comité du Prix de la Paix d'Aix-la-Chapelle et les citoyens d'Aix-la-Chapelle, qui ont fait tout leur possible, en apportant leur aide, leur soutien et leurs efforts sans relâche, pour témoigner partout de la paix. Je remercie tous ceux qui sont venus de plus loin qu'Aix-la-Chapelle d'être présents, les reporters, la presse ainsi que les auteurs du documentaire. Je vous remercie de votre présence aujourd'hui. Je présente à tous les salutations du Kurdistan d'Irak. J'espère que nous pourrons être, ensemble, des artisans de paix et de liberté dans ce monde.

Dieu vous bénisse tous. »

(*) Monseigneur Rabban Al Qas, Principal de l'École internationale de Duhok.

Les « preuves » des Etats-Unis contre la Syrie

Washington est convaincu de l'usage d'armes chimiques par Damas, ouvrant la voie à des représailles militaires

Washington
Correspondante

Le décor n'était pas aussi solennel que celui du conseil de sécurité des Nations unies le 5 février 2003. Mais le ton l'était. John Kerry, seul, debout dans la salle des traités du département d'Etat, a présenté vendredi 30 août les éléments accusant le régime de Bachar Al-Assad d'avoir déversé des armes chimiques le 21 août dans la banlieue de Damas, « *un crime contre l'humanité* » ouvrant la voie à des représailles militaires contre le régime syrien.

La Syrie n'est pas l'Irak, mais il était difficile de ne pas se remémorer Colin Powell, le secrétaire d'Etat de George W. Bush, brandissant la petite fiole qui était censée contenir l'anthrax de Saddam Hussein. John Kerry a lui-même fait le parallèle avec « *l'expérience irakienne* ». Cette fois, les services de renseignement américains ont

**Washington a
annoncé un bilan
effrayant de l'attaque
chimique : au moins
1 429 morts, dont
426 enfants**

« *revu et re-revu* » les éléments à charge, a-t-il assuré. Les Etats-Unis « *ne répéteront pas ce moment* ».

De la présentation 2013, il ne restera pas d'image-gadget. En fait d'accompagnement multimédia, la Maison Blanche s'est contentée de publier un document de quatre pages et une carte des douze sites qui ont été contaminés dans la région de la Ghouta. Pas d'image forte, mais l'accent passionné du secrétaire d'Etat qui a fait surgir les civils asphyxiés, toussant, vomissant, agités de spasmes puis inconscients. Et qui a annoncé un bilan effrayant : au moins 1 429 morts dont 426 enfants.

En 2003, le débat portait sur ce qu'on ne savait pas : Saddam Hussein avait-il bien détruit tout son



John Kerry, le 30 août à Washington, lors de la présentation des éléments de preuve de l'implication de Damas dans l'attaque chimique du 21 août. SAUL LOEB/AFP

stock d'armes de destruction massive ? John Kerry, lui, a construit tout son discours sur « *ce que nous savons* ». Le *New York Times* a compté 24 fois l'expression : « *We know* ». Le gouvernement américain « *sait* » que trois jours avant l'attaque, les équipes responsables des armes chimiques « *étaient en train de préparer des munitions chimiques* » - une précision qui, d'ailleurs, a déjà suscité un début de polémique : si les Américains avaient intercepté des communications, pourquoi n'ont-ils pas informé l'opposition syrienne ? Un haut responsable américain a

répondu que les renseignements n'arrivaient pas tous en temps réel.

En fait de preuves, le dossier - dans sa version non classée - l'autre ayant été communiquée au Congrès - est surtout constitué d'observations, de déductions et d'une centaine de vidéos émanant des réseaux sociaux. Toutes les roquettes sont venues du côté gouvernemental. Toutes sont tombées dans les quartiers rebelles. Les vidéos ont montré des morts, des blessés mais « *pas une égratignure* », a souligné John Kerry. Pas la moindre blessure par balle : « *Des rangées de morts et pas une*

Pour Damas, les « preuves » sont des « mensonges »

« *Ce que l'administration américaine a qualifié de preuves irréfutables (...) n'est rien de plus que d'anciennes histoires diffusées par les terroristes depuis plus d'une semaine, avec tout ce qu'elles comportent de mensonges, de fabrications et d'histoires montées de toutes pièces* », a déclaré le ministre syrien des affaires étrangères dans un communiqué lu à la télévision officielle syrienne.

Le ministère s'est dit « *étonné* » par le fait « *qu'une superpuissance trompe son opinion publique de cette manière naïve en s'appuyant sur des preuves inexistantes* ».

Le ministère « *s'étonne de même que les Etats-Unis fondent leurs positions de guerre et de paix sur ce qui est diffusé sur des réseaux sociaux et des sites Internet* », ajoute le communi-

quaire « *tache de sang sur les linceuls blancs* ». Soigneusement, le rapport évite de mettre en cause directement Bachar Al-Assad dans la décision d'utiliser les gaz neurotoxiques. Mais il est tenu pour responsable de la gestion de ses stocks, indique la Maison Blanche.

Le gouvernement américain « *sait* » aussi que les Américains sont « *fatigués* » de la guerre. A ceux-là, John Kerry a rappelé l'enjeu : la « *crédibilité* » des Etats-Unis dans le monde. L'Iran, la Corée du Nord, le Hezbollah « *observent* » et attendent de voir « *si la Syrie s'en tire* ». Dans les conversations avec le Congrès, la Maison Blanche fait aussi valoir qu'il en va de la crédibilité du président, qui a posé, il y a un an exactement, l'utilisation d'armes chimiques comme une « *ligne rouge* ». Un argument qui a fait dire au sénateur John McCain que le but d'une action militaire ne peut quand même pas être « *d'aider le président à sauver la face* ».

Les preuves étant posées, l'incertitude n'a pas diminué sur le calendrier de l'opération. A chaque apparition, Barack Obama, ainsi que le vice-président Joe Biden, essuie la même interpellation. La décision a-t-elle été prise ? Ceux qui surveillent la fumée blanche s'échappant de la Maison Blanche assuraient, samedi 31 août, que ce n'était plus qu'une question d'heures. Les inspecteurs de l'ONU, après une dernière visite dans un hôpital de la zone gouvernementale, où le régime leur avait présenté des soldats victimes présumées d'armes chimiques, ces « *courageux* » inspecteurs dont a parlé John Kerry, ne sont-ils pas déjà sortis de Syrie ?

L'administration Obama, de toute façon, ne compte pas attendre les conclusions des enquêteurs. Comme l'a rappelé le secrétaire d'Etat, leur mandat consiste à établir la présence de gaz toxique. En aucun cas d'attribuer les responsabilités.

Barack Obama débat-il avec lui-même comme il le fait à chaque grande décision ? Le destin le place devant un retournement de situation unique. Lui, le candidat anti-

guerre de 2003, élu sur une plateforme anti-Bush, à l'opposé de l'unilatéralisme et du mépris de l'ONU professé par son prédécesseur, le voilà sur le point d'ordonner des frappes sans la sanction de l'ONU et avec une coalition plus étriquée que celle qu'avait réunie George W. Bush.

L'ironie n'a échappé à personne. Et le 43^e président, justement, a été interrogé sur un parcours de golf de Dallas. S'il s'est interdit de commenter sur le fond (« le président a une décision difficile à prendre » ; « je n'étais pas un fan d'Assad, qui est un ami de l'Iran »), ses anciens amis s'en sont chargés pour lui. Comme Bill Kristol, le néoconservateur de choc : Barack Obama et John Kerry ont « ouvert les yeux » sur la nécessité de l'unilatéralisme, s'est-il félicité. « Cela fait chaud au cœur. »

Le parallèle irakien est évidemment un trompe-l'œil. Autant George W. Bush était pressé de renverser Saddam Hussein, autant Barack Obama freine des quatre fers. Il suffit de l'écouter, entouré des présidents baltes, quelques minutes après que son secrétaire d'Etat ait déclenché le compte à rebours. « Je n'ai pas décidé, répète-t-il. Et de décliner tout ce que sa réponse ne sera pas. « Pas de botte sur le terrain », pas de campagne « prolongée », pas d'opération « indéfinie », mais une action « étroite et limitée ». « Personne n'est plus las que moi de la guerre, a-t-il avoué. Mais une partie de nos obligations en tant que leader du monde est de faire en sorte que, quand un régime veut utiliser des armes qui sont interdites par les normes internationales (...), il soit tenu d'en répondre. »

Obama le « guerrier malheureux » comme l'a surnommé le magazine *Time*, n'est pas sans amertume. Il se retrouve poussé à une position de leadership à laquelle il s'est souvent dérobé. « Un tas de gens pensent qu'il faudrait faire quelque chose. Mais personne ne veut le faire », a-t-il regretté. ■

CORINE LESNES

Barack Obama risque d'être entraîné malgré lui dans la guerre

Michael Eisenstadt, expert militaire, met en doute la possibilité de mener des « incursions limitées » de l'armée américaine en Syrie

Washington
Correspondante

Comment « punir » Bachar Al-Assad ? Les spécialistes américains des affaires militaires sont sceptiques sur l'efficacité de la réponse « limitée » envisagée par Barack Obama contre le régime syrien. Et tout autant sur les proclamations de la Maison Blanche, répétées vendredi 30 août, affirmant qu'il n'est pas question de mission « prolongée ». Avant même l'attaque chimique du 21 août, le général Martin Dempsey, le chef d'état-major interarmées, avait mis le Congrès en garde : « Si nous passons à l'action, nous devons être prêts pour ce qui vient après. Il est toujours difficile d'éviter un engagement plus profond. »

Michael Eisenstadt, directeur des études militaires du Washington Institute for Near East Policy, un centre de recherches sur le Proche-Orient, à Washington, critique l'approche à reculons de l'administration Obama. « La Maison Blanche a eu le tort de télégraphier ses réticences, dit-il. Le régime de Damas a l'impression qu'il pourra passer au travers. » Il s'étonne aussi du langage employé par le président et ses conseillers. « Punir, faire "rendre des comptes" : c'est un

vocabulaire moral plus que stratégique, difficile à traduire en termes d'action militaire. »

Arabisant, officier de réserve, le chercheur a participé à la guerre du Golfe de 1991, puis douze ans plus tard, sous le mandat de George Bush, à l'autorité qui a administré l'Irak après la chute de Saddam Hussein. Pour lui, la façon la plus efficace de punir Bachar Al-Assad serait de s'en

« C'est la crédibilité des Etats-Unis qui est en jeu face à l'Iran et la Corée du Nord »

Michael Eisenstadt
Washington Institute
for Near East Policy

prendre à ses fidèles. « Par sécurité, il n'utilise que trois divisions sur les douze qu'il possède : la quatrième division, la garde républicaine, les forces spéciales. Elles sont composées de militaires ayant des liens de famille, dont la loyauté ne fait aucun doute. En 1998, pour l'opération "Renard du désert", en Irak, nous avons ciblé les gardes républicains. L'impact psychologique avait été fort. »

Mais avec la publicité qui entoure les possibles frappes américai-

Pour Ankara, une intervention doit faire tomber le régime

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est dit insatisfait, vendredi 30 août, d'une possible action militaire limitée contre la Syrie, estimant que toute intervention devait avoir pour objectif un changement de régime dans le pays. « Une intervention doit se faire sur le modèle de ce qui s'est produit au Kosovo, a-t-il dit à la presse, cité par la chaîne d'information NTV. Une

opération d'un jour ou deux ne suffira pas. L'objectif doit être de contraindre le régime à abandonner le pouvoir », a-t-il estimé. Auparavant le ministre des affaires étrangères avait affirmé que selon les renseignements des services secrets turcs, il n'y avait plus aucun doute sur la responsabilité du régime syrien dans l'attaque chimique du 21 août, près de Damas. — (AFP.)

nes depuis plusieurs jours, « les combattants ont eu tout le temps de se disperser dans la nature, regrette M. Eisenstadt. Les missiles Tomahawk risquent de tomber sur des chars vides. »

Détruire les armes chimiques n'est pas inconcevable. « On l'a fait en 1991 en Irak, dit le chercheur. Les bombes avaient fait de très petits trous dans les bunkers. Il n'y a pratiquement pas eu de fuites. Mais nombre de bunkers étaient vides. Les substances toxiques avaient été dispersées dans les champs, en dehors. » En Syrie, il faut s'assurer de la localisation des armes chimiques, ce qui suppose du renseignement. « Même si on sait où elles se trouvent, savons-nous exactement dans quel bâtiment ? »

Pour M. Eisenstadt, Barack Obama n'a pas le choix : « C'est la crédibilité des Etats-Unis qui est en jeu face à l'Iran et la Corée du Nord. » Il ne croit pas beaucoup aux représailles syriennes contre les alliés des Etats-Unis dans la région. « Assad n'aime pas prendre des risques, assure-t-il. Les Israéliens ont attaqué à cinq reprises des cibles en Syrie, ces dernières années. Il n'a jamais riposté. Il ne veut pas ouvrir un deuxième front avec Israël. »

En revanche, il juge qu'il sera difficile à l'administration Obama de ne faire qu'une incursion « limitée » dans le conflit syrien. « Une fois que vous avez utilisé la force militaire, l'adversaire va de nouveau vous mettre à l'épreuve. C'est l'expérience que nous avons eue en Irak, et celle que les Israéliens ont avec le Hezbollah ou le Hamas. » Si les premières frappes ne sont pas décisives, le dictateur syrien « essaiera d'utiliser de nouveau ses armes chimiques, prédit M. Eisenstadt, afin de montrer que Barack Obama n'est pas parvenu à ses objectifs ». ■

CORINE LESNES



2 septembre 2013

Face à Al-Assad père et fils, l'émoi sélectif

Yann RICHARD *Professeur émérite, Sorbonne nouvelle*

Hama, Halabja. Ces noms exotiques n'évoquent sans doute pas les grands drames qui ont suivi le 11 Septembre, en effet, on a cherché à oublier sitôt connus les massacres qui s'y sont passés. Je résume : en février 1982, en un week-end, l'armée de Hafez al-Assad a attaqué un bastion d'islamistes de la mouvance des Frères musulmans syriens et a fait environ 20 000 morts à Hama. Je dis bien 20 000 en deux jours, un nombre sans proportion avec les 100 000 victimes syriennes en deux ans dont les médias nous rebattent les oreilles pour diaboliser aujourd'hui l'ennemi de l'Arabie Saoudite. J'étais tombé à l'époque sur un reportage horrible de Libération, le seul journal qui avait un journaliste sur zone. On ne peut donc pas dire qu'on ne savait pas. Mais Assad père avait pour mission de faire respecter l'ordre et, comme

Moubarak, Ben Ali et Kadhafi dans leur royaume respectif, d'empêcher toute percée de l'islamisme politique après la révolution iranienne de 1979.

L'Iran, lui aussi, alors en guerre contre l'Irak, a fait comme si rien ne s'était passé : l'alliance avec le seul pays arabe qui lui restait fidèle était essentielle pour la jeune république islamique. La solidarité islamique en a fait les frais.

Halabja, mars 1988 : on est dans les derniers mois d'une guerre interminable dans laquelle le grand défenseur de l'Occident, Saddam Hussein, soutenu activement par la France, les Etats-Unis et la plupart des pays arabes et occidentaux, avait engagé son armée contre l'Iran. Pour en finir avec l'incontrôlable passoire qu'a toujours été la région kurde,

dont la population montagnarde déborde d'un pays à l'autre, Saddam Hussein a employé massivement l'arme chimique. Les composants étaient livrés par l'Allemagne. Tous les pays occidentaux ont observé, avec leurs jumelles et leurs espions, en espérant encore sans doute que Saddam Hussein les débarrasserait de Khomeiny. Personne n'a rien dit. Ce sont les Iraniens qui ont découvert le charnier innommable, de dizaines de milliers de cadavres et de blessés qu'ils ont évacués vers les hôpitaux européens. Ils révélèrent au monde le génocide kurde opéré par l'armée irakienne, mais il fallut encore plus de deux ans aux Occidentaux pour retourner leur alliance avec Bagdad, au prétexte de l'invasion du Koweït.

L'horreur - oserais-je dire relativement mesurée - de l'insoutenable attaque chimique de Assad fils contre sa population fait suite à deux ans de bombardements par un tyran sur sa propre population. Tyran ? Celui qu'on a invité, il y a peu, à parader à la tribune d'honneur du 14 juillet...

Aujourd'hui l'émotion télécommandée dans nos médias a une réelle origine, mais on l'utilise avec effroi : ce n'est plus le tyran d'hier contre une insurrection locale, ce n'est plus le gênant allié qui massacre ses Kurdes, c'est l'allié russe et iranien qui se cache derrière les décombres des villes syriennes qui nous fait peur. Il est trop tard. ♦

11 septembre 2013

Turquie: le PKK appelle à boycotter les écoles, soutenir les manifestations

ISTANBUL, 11 sept 2013 (AFP) - Les rebelles kurdes de Turquie ont appelé mercredi les familles kurdes à boycotter pendant une semaine les écoles pour revendiquer un enseignement dans leur langue maternelle et à soutenir les manifestations contre le gouvernement islam-conservateur.

"Il est important que tout notre peuple soutienne un boycott d'une semaine des écoles" à l'occasion de la rentrée scolaire, lundi prochain, a affirmé la direction du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans un communiqué cité par l'agence de presse kurde Firat.

"Les familles ne doivent pas envoyer leurs enfants à l'école pendant toute une semaine. Toutes les familles et leurs enfants doivent manifester le jour de la rentrée devant les directions de l'Education nationale en scandant « nous voulons un ensei-

gnement en langue maternelle+", a demandé le mouvement.

Cet appel intervient alors que le PKK a annoncé lundi avoir interrompu le retrait de ses troupes de Turquie en reprochant à Ankara de ne pas tenir ses promesses de réformes, dans le cadre des négociations de paix engagées fin 2012 avec le chef emprisonné de la rébellion, Abdullah Öcalan.

Le PKK exige notamment des amendements au code pénal et aux lois sur les élections, ainsi que le droit à l'éducation en langue kurde et une forme d'autonomie régionale.

Des discussions sur une réforme de la Constitution, qui devaient permettre d'introduire une partie des réformes souhaitées par les Kurdes, sont aujourd'hui paralysées, victimes de la rivalité entre la majorité et l'opposition.

Le PKK a également appelé mercredi les Kurdes à soutenir le mouvement de contestation contre le gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui a ébranlé le régime en juin et a commencé à reprendre de la vigueur en septembre.

"Le combat du peuple pour la démocratie en Turquie et le combat du peuple kurde pour la liberté et la démocratie vont s'unir", a déclaré le PKK.

"Ce combat continuera jusqu'à ce que le gouvernement de l'AKP (Parti de la justice et du développement, au pouvoir) fasse des pas importants vers la démocratisation et la résolution de la question kurde", a-t-il ajouté.

Abdullah Öcalan avait affirmé en juin qu'il trouvait le mouvement de protestation antigouvernemental "plein de sens" mais le PKK, dans le cadre des négociations de paix, n'avait pas appelé les Kurdes à le soutenir. □

Kerry builds case on Syria and defends U.S. delay

WASHINGTON

Secretary of state offers evidence of sarin gas in attack near Damascus

BY MICHAEL R. GORDON
AND SHERYL GAY STOLBERG

Secretary of State John Kerry on Sunday delivered a full-throated defense of President Barack Obama's decision to delay military action against Syria until Congress is consulted, but he also sought to build the case for action, saying that evidence showed that the neurotoxin sarin was used in the deadly Aug. 21 attack near Damascus.

It was the first time that the Obama administration had said what sort of chemical agent had been used in the attack, which the administration has said killed more than 1,400 people.

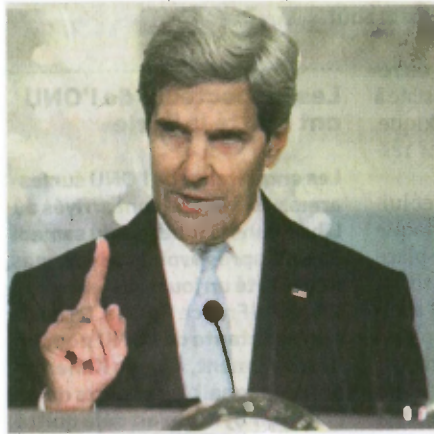
Mr. Kerry, who appeared on all five major television networks to defend the administration's planning, called Mr. Obama's surprise decision to delay a military response "courageous." But the unusual string of appearances by the secretary underscored the administration's tenuous position after a week of fits and starts over Syria.

Raising the stakes, Mr. Kerry said that a military response, and Congress's approval for it, was necessary to send a message to countries like Iran and North Korea that they should not pursue the development of weapons of mass destruction or consider using them.

Around the world, reaction to the delay was mixed. Rebel leaders in Syria expressed disappointment, while government leaders there questioned Mr. Obama's leadership, with some mocking the decision as a sign of weakness.

France, which has emerged as Mr. Obama's strongest foreign advocate for action following the unexpected vote by the British Parliament not to take part, said Sunday that it would await the congressional vote, which might not happen before next week, when lawmakers return from summer recess.

After the British vote and Mr. Obama's delay, President François Hollande of France may face political pressure to hold a parliamentary vote before any action. But under the French system, he would not be required to gain approval for a limited strike.



Nonetheless, the French interior minister, Manuel Valls, said Sunday that his country would not launch an attack on Syria by itself. "France cannot go it alone," Mr. Valls said, according to Reuters. "We need a coalition."

Both the U.S. House and Senate are expected to have votes sometime after Sept. 9, although Senator Harry Reid, the Democratic leader, said he would begin hearings this week. Speaking Saturday, Mr. Reid said that the horrific suffering caused by use of chemical weapons meant that a strike against Syria would be "justified and necessary."

Mr. Kerry said that the assessment that pointed to the use of sarin gas was based on hair and blood samples from emergency personnel who rushed to help the victims of the attack in the eastern suburbs of Damascus.

He told CNN that the United States acquired the evidence through "an appropriate chain of custody from east Damascus." The sample was not gathered by the United Nations inspectors who recently left Syria, he said.

One day after Mr. Obama stunned the world by halting what had seemed an inexorable march toward a cruise missile attack, Mr. Kerry, who has been the administration's most public advocate for mounting a military response, was left explaining the surprising reversal.

"I think the president realized in consultations with Congress that people wanted to weigh in," Mr. Kerry said on the CBS program "Face the Nation." "And he believed, after thinking about it, that the United States of America is much stronger when we act in concert."

Mr. Kerry, speaking on "Fox News Sunday," issued a pointed warning to Mr. Assad not to be "foolish enough" to take advantage of Mr. Obama's delay. He suggested the president would not wait for lawmakers' approval to order retaliation should another chemical attack occur before they return to Washington.

With an eye to the upcoming congressional debate, U.S. officials have been working behind the scenes to secure Arab League support for a strike.

Mr. Kerry spoke with his Saudi counterpart and the leader of the Syrian opposition on Saturday regarding the meeting, which was scheduled for Sunday night in Cairo.

day night in Cairo.

The administration's hope was that a statement of support from the Arab League would enable the United States to say that it had regional backing for tough action, helping to at least partly offset the British Parliament's decision — a stinging rebuke to Prime Minister David Cameron, and a jolt to the Obama administration's planning — not to join an American-led attack.

A critical question, as Mr. Obama's turnabout is weighed, is what effect the delay might have on the military impact of an eventual attack.

Jack Keane, the former army vice chief of staff, argued that it would give Syrian forces more opportunities to hunker down or move their artillery, missiles, other equipment and personnel into civilian areas that they know will not be targeted.

But Mr. Obama said that he had been assured by Gen. Martin E. Dempsey, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, that a delay would not affect the U.S. military's ability to carry out a potent strike. This would suggest that a significant number of the targets are stationary, like command centers and bases.

If Congress voted down Mr. Obama's request, he would become the first president in modern times to lose a vote seeking authorization for the use of force.

Despite the open skepticism from some lawmakers, Mr. Kerry predicted that Congress would not "turn its back" on its obligation to uphold international norms against the use of chemical weapons — an argument he repeated in each of his appearances.

But Representative Peter King, the New York Republican and former chairman of the House Homeland Security Committee, said that if a vote in the House were held today, Mr. Obama would likely lose as a result of the "isolationist wing" of the Republican Party.

"He believed, after thinking about it, that the United States of America is much stronger when we act in concert."

Mr. King maintained that Mr. Obama already had sufficient constitutional authority to act, adding, "This is a clear failure of leadership."

But Senator Jack Reed, Democrat of Rhode Island, said that he agreed with Mr. Obama's argument that the action would send a tougher signal if done with congressional support. "The president made the right decision," said Mr. Reed.

In appealing for congressional support, Mr. Kerry also invoked U.S. interests in protecting Israel, Jordan and other allies in the Middle East.

In recent days, as he built a case for intervention, Mr. Kerry has called the attack a "moral obscenity" and branded President Bashar al-Assad "a thug and a murderer." On Sunday, he likened Mr.

Assad to two other dictators — Adolf Hitler and Saddam Hussein — who in the past violated the international prohibition on the use of chemical weapons.

Several analysts said that Mr. Obama's reversal had badly damaged American credibility in the Arab world.

"He is seen as feckless and weak," said Salman Shaikh, of the Brookings Doha Center, adding: "Many Arab leaders already think that Obama's word cannot be trusted — I am talking about his friends and allies — and I am afraid

this will reinforce that belief."

Many Syrian opposition leaders expressed disappointment at the U.S. delay, and they called on Congress to approve a military strike.

The leaders said any intervention should be accompanied by more arms for the rebels, and Mr. Kerry suggested that Congress's increased role might indeed have that effect.

Still, some rebel leaders were angry. A member of Syria's opposition National Coalition, Samir Nachar, called Mr.

Obama a "weak president who cannot make the right decision when it comes to such an urgent crisis."

Syria's deputy foreign minister, Faisal Mekdad, told reporters in Damascus on Sunday that "it is clear there was a sense of hesitation and disappointment in what was said by President Barack Obama yesterday. And it is also clear there was a sense of confusion, as well."

INTERNATIONAL
Herald Tribune
SEPTEMBER 2, 2013

Attack Syria, talk to Iran

SYRIA I

While sending a strong military signal to Damascus, Washington should at the same time lay the diplomatic basis for an eventual peace settlement.

Anatol Lieven

The need for an immediate U.S. response in Syria to discourage the further use of chemical weapons does not change the fundamental dilemma of U.S. policy, which is that for very good reasons, the United States does not want either side to win this war. Victory for either side would mean dreadful massacres and ethnic cleansing, as well as an increased threat of international terrorism.

All of this is well known to policy makers in Washington, which explains President Obama's praiseworthy caution. What the administration now needs to do is to start thinking seriously about the real contours of a Syrian peace settlement, and to turn the Syrian crisis into an opportunity to rethink its overall strategy in the Middle East.

In the long run, if Syria is not to disintegrate as a country, there will have to be a peace settlement that guarantees the sharing of power among Syria's different ethno-religious groups. The participation of Russia, Iran and Iraq in such a settlement will obviously be essential.

Washington therefore needs to separate its immediate moral rhetoric in justifying an attack from the language it uses toward Moscow, Tehran and Beijing concerning Syria. It would be helpful in this regard for U.S. officials to remember two facts.

The first is that Russia's fears concerning the consequences of a rebel victory are neither wicked nor irrational, but are shared by very many analysts in the C.I.A., the State Department and the Israeli government.

The second is that in 1988, when Saddam Hussein used chemical weapons against Kurdish rebels and Iranian troops, Washington remained carefully

silent so as not to help the Iranian side in the war with Iraq.

That silence on Washington's part does not justify inaction now; but it should certainly discourage demonization of those who for legitimate rea-

sons fear the consequences of U.S. actions in Syria. U.S. language toward Moscow, Tehran and Beijing should be characterized by respectful disagreement, not arrogant and hypocritical hectoring.

The importance of Russia to the conflict in Syria lies both in its links to the Baath regime, and its good relations with Iran. A deeply negative consequence of the intensifying Syrian crisis has been to undermine the possibility of a new dialogue with Iran that was opened by the victory of the moderate President Hassan Rouhani in the June elections.

One of the grave problems of the Syrian civil war for U.S. policy has been that it has risked entangling the United

States even more deeply in an anti-Iranian (and historically at least, anti-Russian) alliance with the Sunni autocracies of the Persian Gulf that back the Syrian rebels.

This alliance sits badly with America's own secular and democratic values, with America's commitment to a Shiite-dominated government in Iraq and with America's hopes for progress in the Muslim world. The sponsorship of Sunni Islamist extremism by some of these states poses a threat to American security, and their pathological hatred for Shiism has contributed to deepening the Middle East's disastrous sectarian divides.

Using Moscow to develop new relations with Iran is therefore necessary not only for a resolution of the Iranian nuclear issue and (eventually) of the Syrian conflict, but also in the long run for the restoration of basic stability in the Middle East.

And it should be noted that while Russia has preserved good relations with Iran, it has also on occasion been prepared to be tough with that country. The intensified U.N. sanctions eventually agreed to by Russia and China had a severe effect on the Iranian economy and seem to have contributed significantly to Hassan Rouhani's victory in Iran's elections.

Of course, a Syrian peace settlement will be terribly difficult to achieve, and will probably not be achievable until both sides have fought themselves into a state of exhaustion.

Nonetheless, the basic contours of any long-term settlement are already clear, as is the need for Iranian and Russian participation. While sending a strong military signal to Damascus and other regimes to never again use chemical weapons, Washington should at the same time intensify attempts to lay the diplomatic basis for this eventual settlement.



A Syrian soldier in the Jobar neighborhood of Damascus.

ANATOL LIEVEN is a professor in the War Studies Department of King's College London and a senior fellow of the New America Foundation in Washington. A new edition of his book "America Right or Wrong: An Anatomy of American Nationalism" was published in 2012.

In Kurdish Syria, a Different War

By Daniel Wagner and Giorgio Cafiero
<http://fpif.org>

On August 15, a car bomb ripped through a Beirut suburb, killing 21 people. The explosion was but the latest in a wave of attacks across Lebanon throughout 2012 and 2013 that were linked to events inside Syria.

The ease with which violence in Iraq and Syria has negatively impacted surrounding countries underscores the declining significance of borders throughout the Levant. Sectarian and ethnic identities, rather than citizenship, are proving increasingly influential in shaping the political orientation of communities throughout the region. From Beirut to Baghdad, conservative Sunni Islamists wish to rid the Arab world of Iranian influence, weaken Hezbollah's position, and restore Sunni rule to Iraq and Syria. Naturally, the Levant's Shia and Alawite communities are unified in opposition to this agenda.

Amid these deepening regional divisions, a new opening has emerged for one of the Middle East's longest-suffering minority groups: the Kurds.

The shifting regional balance of power has enabled the Kurds to exercise greater control over their destiny. While the future is unpredictable, it is entirely plausible that Syria's Kurds will maintain autonomy in northeastern Syria when the dust eventually settles.

However, the ongoing war between jihadist and Kurdish militias over control of northern Syria—a conflict far less well known than the battle between Assad and the rest of the Syrian rebels—will likely lead to a major humanitarian catastrophe for Syria's Kurds before any political gains can be consolidated.

FILLING THE VACUUM

After the Syrian crisis erupted, the Kurds—who comprise 9 percent of Syria's population—were faced with a challenging dilemma. Both joining revolutionary forces and allying with the regime posed grave risks given the conflict's unpredictable nature. While some pundits have claimed that the Kurds ultimately sided with the regime, this assessment oversimplifies a complicated picture.

Syria's "Kurdish Spring" preceded the Arab Spring and began in 2004, when

anti-Assad Kurds were massacred in Qamishli for protesting against an Arab nationalist regime that had for decades dispossessed Kurdish farmers, confiscated Kurdish land, and outlawed the teaching of the Kurdish language. Yet the Kurds' grievances against the Assad regime failed to yield an alliance between the Free Syrian Army (FSA) and the Kurdish minority. The FSA's relationship with Turkey, combined with the Islamist and Arab nationalist identities of influential rebel factions, prompted many Kurds to fear a Muslim Brotherhood-led overthrow of the Ba'athist regime.

In July 2012, under pressure from a growing insurrection in the rest of the country, the Syrian government withdrew most of its security forces from the Kurdish-majority areas, leaving the Kurdish Democratic Union Party (PYD) as the de



Kurdish fighters along the Iran-Iraq border. (James Gordon / Flickr)

facto regional government. Assad's withdrawal was driven by three strategic calculations. First, the Syrian military sought to consolidate its resources toward the battles in Damascus and Aleppo. Second, given Turkey's support for the FSA, Assad wanted to deliver Ankara a tit-for-tat response to Turkish support for the Syrian rebels. Given that the PYD is affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK), which waged attacks against the Turkish state from Syrian soil under the later years of Hafez Al-Assad's rule, the Ba'athist regime sent a clear message to Ankara by offering a PKK-affiliate group a safe haven on Turkey's doorstep. Third, Damascus sought to further divide the opposition by seeking to enhance the allegiance of some Kurdish factions to the Ba'athist regime.

Since then there has essentially been a truce between the Syrian military and the PYD. Instead, throughout 2013, the PYD has been the target of ongoing attacks from Salafi jihadists determined to overthrow the Assad regime and deny the politically secular Kurds any spoils of the conflict. As the battles between the PYD and al-Qaeda-affiliated militias intensify, ethnic lines are increasingly being blurred, and a power vacuum has indeed developed.

Throughout the first week of August, the al-Qaeda-affiliated Jabhat Al-Nusra reportedly killed 450 Kurdish civilians in the border town of Tal Abyad. Other jihadists, meanwhile, shelled the Kurdish town of Ras Al-Ayn. The FSA has also waged attacks against the PYD on the grounds that the Kurdish militia is loyal to Assad's regime. However, some Arab groups in Syrian Kurdistan have offered up their full support for the PYD, for fear that Islamist extremists may be gaining control over the territory. The brewing Islamist-Kurdish war in northeastern Syria pressured 35,000 Syrian refugees to flee to Iraqi Kurdistan in mid-August. Shortly thereafter, Masoud Barzani—leader of Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG)—declared that the KRG was "prepared to defend" Syria's Kurds.

While many analysts doubt that the KRG's well-trained peshmerga fighters would enter Syria to fight on behalf of the PYD, the KRG's military training and financial support for the PYD underscores Barzani's greater pan-Kurdish policies. Barzani's likely motivation stems from his suspicion that a future war between central Iraq and the KRG could occur, and under such circumstances Syrian Kurdistan could provide strategic depth. In the meantime, the PYD's posture vis-à-vis the jihadist fighters is strengthened by the strategic depth provided by Iraqi Kurdistan. If violence continues to plague Syria's northeast, the border between Syrian and Iraqi Kurdistan may ultimately dissolve.

THE KURDISH SPRING

While most Syrian Kurds are Sunni Muslims, their staunchly secular politics pit them against the al-Qaeda affiliated groups seeking the creation of an Islamic emirate in Syria. Ethnic concerns, including the rebels' apparent hostility to Kurdish self-determination, exacerbate ➤

► the division. Reports of al-Qaeda fighters beheading Kurds and issuing calls for their extermination will only further expand the PYD's support base from secular Kurds.

As the majority of Syria's oil and gas reserves exist in northeastern Syria, the stakes are high for both sides. The geopolitical ramifications of an established autonomous Kurdish region—or independent Kurdish state—in northeastern Syria are complicated. From Turkey's vantage point, a PKK-run Syrian Kurdistan would constitute a major setback given the likelihood that the PKK would utilize the territory to launch attacks against the Turkish state (especially if the ongoing Turkey-PKK peace talks fail and the ruling leaders in Damascus and Ankara remain in power for the near to medium term). Turkish officials are naturally concerned about the prospects of Turkey's own Kurdish minority demanding greater autonomy from Ankara after being inspired by their Kurdish counterparts in Syria. That said, after the Gulf War, Turkey feared a semi-autonomous Kurdish state in northern Iraq, yet the KRG eventually became one of Turkey's closest Middle Eastern allies.

For Turkey to form a similar alliance with any semi-autonomous Kurdish state in Syria, the ongoing peace talks with the PKK would need to succeed (an unlikely prospect in the near term), or a pro-Turkish rival of the PKK would need to assume power in northeastern Syria (also an unli-

kely outcome given that the PYD is more heavily armed than its Kurdish rivals). For the time being, Ankara has supported jihadist militias in northern Syria not only to weaken the Assad regime, but also to weaken the PKK/PYD. However, Turkey is playing a dangerous game, as the establishment of a PKK/PYD-run Kurdish state along its border may prove to be less hostile than an al-Qaeda-run Islamic emirate on the other side of the border. For now, Turkey has hedged its bets.

The ongoing battle between Kurdish forces and al-Qaeda's Syria-based branches poses a difficult challenge for the United States. Wary of alienating its NATO ally Turkey, Washington has vested interests in the Syrian state's survival in a post-Assad era, and thus opposes a semi-autonomous or independent Kurdish state in northeastern Syria. However, the United States also has no interest in al-Qaeda affiliate groups maintaining control of a strip of land on NATO's Middle Eastern doorstep.

Washington could certainly benefit from gaining additional allies in the region. Given the pro-American orientation of Barzani's KRG, the Obama administration would be wise to establish ties with Syria's Kurds, given that the tide may continue to turn in the Kurds' direction over the long-term. If Western states decide to provide the Islamist rebels with more advanced weaponry that ends up being used against the PYD, this could sour Washington's

relationship with an autonomous Syrian Kurdistan in the future. There is little evidence that this has been considered by the Western countries arming the rebels.

Like their Iraqi counterparts, Syria's Kurds have sought to break free amid their country's chaos and violence. From their perspective, an independent Kurdish state was promised, but not delivered, by the powers that won World War I. Almost a century later, they smell a genuine opportunity for greater autonomy, and possibly independence. For generations, the Kurds' alliances have fluctuated given the region's fluid geopolitical developments and their need to play off their host governments' evolving tensions.

For now, Syria's Kurds are enduring a little-reported humanitarian crisis amid grave human rights abuses from al-Qaeda after decades of tyranny under the Assad government. In the longer term, the Kurds may ultimately achieve their dream of greater autonomy or independence. If so, the "Arab Spring" may be remembered more accurately as the Kurdish Spring. ♦

.....
Daniel Wagner is CEO of Country Risk Solutions, a cross-border risk advisory firm, and author of the book Managing Country Risk. Giorgio Cafiero is a regional analyst for Consultancy Africa Intelligence, a research analyst for Country Risk Solutions, and a contributor to Foreign Policy In Focus.



09 September 2013

Kurdish National Conference postponed once again

By Salih Waladbagi

The conference is regarded as a historic move in unifying Kurdish policy in the light of rapid change in the region

The Kurdish National Conference preparatory committee has decided to reschedule the conference for a second time. The conference is now expected to be held after the upcoming Kurdish parliamentary elections.

It was previously scheduled for September 15, but arguments over the number of the seats demanded by the Kurdistan Workers Party (PKK)



led to an initial delay. The conference has now been rescheduled for November 25.

Although several meetings have been held, it appears that the committee has been unable to resolve the seat allocation problem.

The PKK has demanded that the vast majority of seats should be allocated to the Kurdish par-

ties in Turkey and Syria.

In a statement, the committee reports that the political parties also say that it would be better to delay the event in the light of the upcoming parliamentary election.

The conference's primary aim is to gather together the Kurdish parties from across the Middle East. The Kurds are

regarded as the only major nation in the region that does not have an independent state of its own.

However, some foreign political analysts regard the upcoming conference as an important move towards the formation of a Kurdish state, and the Iraqi government and the neighboring countries that are home to large Kurdish minorities will definitely be keeping a close eye on the conference and what is discussed there.

President Barzani of the Kurdistan Region attended the first meeting of the preparation committee on August 22, 2013. Almost all the major Kurdish political parties in all four parts of Greater Kurdistan are represented on the committee. □

En cas de frappes, Assad menace « les intérêts de la France »

Le président syrien met en garde Paris et Washington contre les répercussions d'une intervention.

PROPOS RECUEILLIS À DAMAS PAR
GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

LE CHEF DE L'ÉTAT: syrien a accordé lundi matin un entretien exclusif à notre envoyé spécial.

LE FIGARO. – Pouvez-vous nous démontrer que votre armée n'a pas recouru aux armes chimiques le 21 août dans la banlieue de Damas ?
BACHAR EL-ASSAD. – Quiconque accuse doit donner des preuves. Nous avons défié les États-Unis et la France d'avancer une seule preuve. MM. Obama et Hollande en ont été incapables, y compris devant leurs peuples. Deuxièmement, parlons de la logique de cette accusation. Quel intérêt à attaquer à l'arme chimique, alors que notre situation sur le terrain est aujourd'hui bien meilleure qu'elle ne l'était l'année dernière ? Comment une armée, dans n'importe quel État, peut-elle utiliser des armes de destruction massive, au moment où elle progresse au moyen d'armes conventionnelles ? Je ne dis nullement que l'armée syrienne possède ou non de telles armes. Supposons que notre armée souhaite utiliser des armes de destruction massive : est-il possible qu'elle le fasse dans une zone où elle se trouve elle-même et où des soldats ont été blessés par ces armes comme l'ont constaté les inspecteurs des Nations unies en leur rendant visite à l'hôpital ? Où est la logique ? Qui plus est, est-il possible d'utiliser des armes de destruction massive dans la banlieue de Damas sans tuer des dizaines de milliers de personnes, car ces matières sont portées par le vent ? Toutes les accusations se fondent sur les allégations des terroristes et sur des images vidéo arbitraires diffusées sur Internet.



Ceux que nous combattons appartiennent à al-Qaida (...)
Le seul moyen de leur faire face est de les liquider

Le président syrien, Bachar el-Assad, a reçu Georges Malbrunot, lundi, à Damas.
PRÉSIDENTIE SYRIENNE

Les États-Unis affirment avoir intercepté un entretien téléphonique d'un haut responsable syrien reconnaissant l'utilisation d'armes chimiques ?

Si les Américains, les Français ou les Britanniques disposaient d'une seule preuve, ils l'auraient montrée, dès le premier jour.

Est-il possible que certains responsables de votre armée aient pris cette décision sans votre aval ?

Nous n'avons jamais dit posséder des armes chimiques. Votre question insinue des choses que je n'ai pas dites, et que nous n'avons ni confirmées ni niées en tant qu'État. Mais normalement, dans les pays qui possèdent une telle arme, la décision est centrale.

Barack Obama a reporté les frappes militaires contre la Syrie. Comment interprétez-vous cette décision ?

Certains ont vu en lui le chef d'une grande puissance, parce qu'il a menacé de déclencher la guerre contre la Syrie. Nous estimons que l'homme fort est celui qui empêche la guerre, et non celui qui l'enflamme. Si Obama était fort, il aurait dit publiquement : « Nous ne disposons pas de preuves sur l'usage de l'arme chimique par l'État syrien. » Il

aurait dit publiquement : « La seule voie est celle des enquêtes onusiennes. Par conséquent, revenons tous au Conseil de sécurité. » Mais Obama est faible, parce qu'il a subi des pressions à l'intérieur des États-Unis.

Que diriez-vous aux membres du Congrès américain, qui doivent voter pour ou contre ces frappes ?

Quiconque souhaite prendre cette décision doit au préalable se poser la question de savoir ce que les guerres récentes ont apporté aux États-Unis ou même à l'Europe. Qu'a gagné le monde en Libye ? Qu'a-t-il gagné de la guerre en Irak et ailleurs ? Que gagnera-t-il du renforcement du terrorisme en Syrie ? La tâche de tout membre du Congrès consiste à servir l'intérêt de son pays. Quel serait l'intérêt des États-Unis dans la croissance de l'instabilité et de l'extrémisme au Moyen-Orient ? Quel serait l'intérêt des parlementaires américains à poursuivre ce que George Bush avait commencé, à savoir répandre les guerres dans le monde.

Quelle sera votre riposte ?

Le Moyen-Orient est un baril de poudre, et le feu s'en approche aujourd'hui. Il ne faut pas seulement parler de la riposte syrienne, mais bien de ce qui pourrait se produire après la première frappe. Or personne ne peut savoir ce

qui se passera. Tout le monde perdra le contrôle de la situation lorsque le baril de poudre explosera. Le chaos et l'extrémisme se répandront. Un risque de guerre régionale existe.

Israël serait-il visé par une riposte syrienne ?

Vous ne vous attendez quand même pas à ce que je révèle quelle sera notre riposte.

Que diriez-vous à la Jordanie où des rebelles s'entraînent ?

La Jordanie a déjà annoncé qu'elle ne servira de base à aucune opération militaire contre la Syrie. Mais si nous ne parvenons pas à éradiquer le terrorisme chez nous, il passera tout naturellement dans d'autres pays.

Vous mettez donc en garde la Jordanie et la Turquie ?

Nous l'avons dit à plusieurs reprises, et nous leur avons envoyé des messages directs et indirects. La Jordanie en est consciente, malgré les pressions qu'elle subit pour devenir un lieu de passage des terroristes. Quant à Erdogan, je ne pense pas du tout qu'il est conscient de ce qu'il fait.

Quelle sera la réaction de vos alliés, le Hezbollah et l'Iran ?

Je ne veux pas parler à leur place. Cependant, leurs déclarations sont claires, et personne ne saurait dissocier les intérêts de la Syrie de ceux de l'Iran et du Hezbollah. Aujourd'hui, la stabilité de la région dépend de la situation en Syrie.

Que proposez-vous pour arrêter le bain de sang en Syrie ?

Au début, la solution devait être trouvée par un dialogue d'où naîtraient des mesures politiques. Aujourd'hui, la situation est différente. Nous combattons des terroristes. 80 à 90 % de ceux que nous combattons appartiennent à al-Qaïda. Ceux-là ne s'intéressent ni aux réfor-

« asseyons-nous ensemble pour trouver une solution » ?

En janvier dernier, nous avons lancé une initiative qui comprenait tout ce que vous venez de dire, et même plus. Cependant, l'opposition dont vous parlez a été fabriquée à l'étranger, elle ne dispose d'aucune base populaire en Syrie. Elle est *made in France*, *made in Qatar*, mais certainement pas *made in Syria*. Elle suit les ordres de ceux qui l'ont fabriquée. Il n'a donc pas été permis aux membres de

cette opposition de répondre favorablement à notre appel, ni aux solutions politiques pour sortir de la crise.

La France, après avoir été votre alliée à la fin des années 2000, est aujourd'hui alliée des États-Unis pour engager la force contre votre régime. Comment interprétez-vous ce changement ?

La relation que j'avais avec la France dans le passé n'était pas une relation d'amitié. C'était une tentative française de changer l'orientation de la politique syrienne, et ce à la demande des États-Unis. C'était clair pour nous, et cela s'est fait à partir de 2008 sous l'influence du Qatar. Pour être clair, la politique de la France vis-à-vis de la Syrie dépendait alors totalement du Qatar et des États-Unis.

Les parlementaires français se réuniront mercredi pour parler d'un engagement français contre la Syrie.

Quel message leur adressez-vous ?

Après l'invasion de l'Irak en 2003, la France a décidé de renoncer à son indépendance et est devenue un acteur subalterne de la politique américaine. C'était vrai pour Chirac, mais aussi pour Sarkozy, et aujourd'hui pour Hollande. La question est de savoir si la réunion du Parlement français signifiera que les Français retrouveront l'indépendance dans leur prise de décision. Nous souhaitons que ce soit le cas. Que les parlementaires français décident en fonction de l'intérêt de la France. Je leur demande : pouvez-vous soutenir l'extrémisme et le terrorisme ? Peuvent-ils se mettre du côté de ceux qui, comme Mohamed Merah, ont tué des innocents en France ? Comment la France peut-elle combattre le terrorisme au Mali et le renforcer en Syrie ? La France deviendra-t-elle un exemple de la politique du « deux poids deux mesures » promue par les États-Unis ? Comment les parlementaires français pourront-ils convaincre leurs concitoyens que la France est un État laïc, et en même temps appuyer ailleurs le confessionnalisme ; un État qui appelle à la démocratie mais dont les principaux alliés sont des États qui appartiennent au Moyen Âge comme l'Arabie saoudite.

La France est-elle devenue un pays ennemi de la Syrie ?

Quiconque contribue au renforcement financier et militaire des terroristes est

l'ennemi du peuple syrien. Quiconque œuvre contre les intérêts de la Syrie et de ses citoyens est un ennemi. Le peuple français n'est pas notre ennemi, mais la politique de son État est hostile au peuple syrien. Dans la mesure où la politique de l'État français est hostile au peuple syrien, cet État sera son ennemi. Cette hostilité prendra fin lorsque l'État français changera de politique. Il y aura des répercussions, négatives bien entendu, sur les intérêts de la France.

Jusqu'où êtes-vous prêt à vous battre ?

Nous avons deux choix : nous battre et défendre notre pays contre le terrorisme ou capituler.

Lorsqu'il s'agit d'une question patriotique, tout le monde se bat, et tout le monde se sacrifie pour sa patrie. Il n'y a aucune différence entre le président et un citoyen.

Vous ne contrôlez plus de larges parties du territoire.

Comment pouvez-vous les récupérer ?

Notre problème n'est pas d'avoir la terre sous notre contrôle. Il n'y a pas un endroit où l'armée a voulu entrer sans pouvoir y pénétrer. Le vrai problème réside dans la poursuite du passage des terroristes à travers les frontières. Il réside aussi dans le changement que les terroristes ont pu introduire sur le plan social dans les zones où ils ont pénétré.

Plusieurs journalistes français sont retenus en Syrie.

Avez-vous de leurs nouvelles ?

Est-ce le pouvoir qui les détient ?

S'ils sont otages chez les terroristes, c'est aux terroristes qu'il faut demander de leurs nouvelles. Si en revanche l'État arrête quiconque pour être entré dans le pays de manière irrégulière, il sera traduit en justice. ■

Si les Américains, les Français ou les Britanniques disposaient d'une seule preuve, ils l'auraient montrée, dès le premier jour

mes ni à la politique. Le seul moyen de leur faire face est de les liquider. Alors seulement, nous pourrions parler de mesures politiques. La solution aujourd'hui consiste à arrêter de faire venir des terroristes en Syrie, de leur fournir des armes, et de leur apporter un soutien financier et autre, comme le font l'Arabie saoudite en premier lieu, la Turquie, la Jordanie, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Seriez-vous prêt à inviter les responsables de l'opposition à venir en Syrie, à leur présenter des garanties sécuritaires ? À leur dire

La présidence Hollande prise à contre-pied par la décision américaine

Le chef de l'Etat s'est entretenu au téléphone avec Barack Obama

La décision du président américain Barack Obama, samedi 31 août, de solliciter le feu vert du Congrès américain, le 9 septembre, à une éventuelle intervention contre le régime de Bachar Al-Assad a semé le trouble au sein du gouvernement français. La montée en puissance, au cours des derniers jours, des dénonciations, tant à Washington qu'à Paris, d'un usage présumé d'armes chimiques par Damas, le 21 août dans les faubourgs de la capitale syrienne, semblait indiquer l'imminence de frappes contre les installations militaires du pouvoir syrien.

Toutefois, l'annonce de M. Obama a pris Paris à contre-pied, malgré les intenses consultations entre les deux pays. Du coup, le président François Hollande paraît isolé dans sa volonté de « sanctionner » rapidement le régime syrien, comme il l'a indiqué lors d'un entretien avec *Le Monde*, le 30 août. Et ce d'autant plus que le chef de l'Etat français est devenu l'interlocuteur privilégié de la Maison Blanche depuis le vote surprise de la Chambre des communes, le 29 août, rejetant toute participation britannique à une action militaire en Syrie.

À l'Élysée, on tente de minimiser cet embarras, en soulignant que le président Obama a informé, de vive voix, son homologue français de sa décision de recourir au Congrès, lors de leur entretien téléphonique de samedi. Cette conversation a débuté vers 18 h 15 et a duré une quarantaine de minutes, avant que M. Obama ne prenne la parole devant les Américains.

Du côté de l'Élysée, on insiste, à propos de cette conversation – la deuxième en deux jours entre les deux présidents –, sur le fait que « l'un et l'autre ont rappelé leur détermination de plus en plus grande à agir compte tenu des éléments, d'information probants qu'ils ont sur la production existante d'armes chimiques en Syrie ». L'Élysée précise aussi que François Hollande a indiqué à Barack Obama qu'il a saisi le Parlement



François Hollande, le 29 août, à l'Élysée. CHRISTOPHER MORRIS/VII POUR « LE MONDE »

français, qui doit se réunir mercredi 4 septembre.

Après cette conversation, une réunion informelle s'est tenue autour de M. Hollande avec le chef du gouvernement, Jean-Marc Ayrault, accompagné de trois de ses ministres, Laurent Fabius (affaires étrangères), Jean-Yves Le Drian (défense) et Manuel Valls (intérieur), ainsi que les responsables du renseignement, du chef d'état-major particulier de la présidence de la République, du secrétaire général de l'Élysée, Pierre-René Lemas, et des représentants de la cellule diplomatique de l'Élysée.

« Il n'y a pas de recul »

Au Quai d'Orsay, cependant, on ne cache pas avoir été décontenancé par l'annonce du président Obama. « Ce n'est pas forcément ce que l'on pouvait anticiper, compte tenu de la vigueur du discours de John Kerry », dit-on dans l'entourage de Laurent Fabius, en faisant allusion aux propos cinglants tenus, vendredi 30 août, par le secrétaire d'Etat américain, qui a dénoncé le « crime contre l'humani-

té » commis par le pouvoir syrien, le 21 août. « On pouvait alors imaginer que la décision américaine d'intervenir avait été prise », poursuit cette source.

Toutefois, tant au Quai d'Orsay qu'à l'Élysée, on juge que la donne n'a pas fondamentalement changé. « Obama n'a pas dit non, mais a expliqué qu'il a besoin de la légitimité politique du Congrès pour intervenir », souligne un diplomate. *Compte tenu de l'état de l'opinion américaine et des séquelles de dix ans d'engagements américains au Moyen-Orient, cela peut se comprendre. S'il faut attendre, on attendra : il n'y a pas de recul, la décision de principe d'agir ensemble pour punir un recours aux armes chimiques n'est pas remise en cause.*

En revanche, si le Congrès américain emboîte le pas à la Chambre des communes britannique et rejette, à son tour, toute participation à une intervention militaire, la France sera obligée de réviser de fond en comble sa stratégie. « Y aller tout seul n'aurait pas de sens », dit-on au Quai d'Orsay.

Autant dire qu'en l'espace de quelques jours, le climat s'est modifié. Au volontarisme affiché par le président Hollande, lors de son discours musclé devant la conférence des ambassadeurs, le 27 août, a succédé une certaine nervosité sur la tournure que pourrait prendre une coalition internationale contre le régime de Bachar Al-Assad. ■

YVES-MICHEL RIOIS
ET THOMAS WIEDER

In Syria crisis, Iran policy weighs on U.S.

WASHINGTON

Washington still seeks progress in nuclear diplomacy with Tehran

BY ROBERT F. WORTH

As the Obama administration makes a case for punitive airstrikes on the Syrian government, its strongest card in the view of some supporters of a military response may be the need to send a message to another country: Iran. If the United States does not enforce its self-imposed "red line" on Syria's use of chemical weapons, this thinking goes, Iran will smell weakness and press ahead more boldly in its quest for nuclear weapons.

But that message may be clashing with a simultaneous effort by U.S. officials to explore dialogue with Iran's moderate new president, Hassan Rouhani, in the latest expression of Washington's long struggle to balance toughness with diplomacy in its relations with a longtime adversary.

Two recent diplomatic ventures have raised speculation about a possible back channel between Washington and Tehran. Last week, Jeffrey D. Feltman, a high State Department official in President Barack Obama's first term who is now a senior envoy at the United Nations, visited Iran to meet with the new foreign minister, Mohammad Javad Zarif, and discussed possible reactions to a U.S. airstrike in Syria.

At the same time, the sultan of Oman, who has often served as an intermediary between the United States and Iran, was in Tehran meeting with Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Neither Mr. Feltman nor Sultan Qaboos bin Said al-Said of Oman has said anything about carrying messages between the two governments. Still, those overtures, along with some surprisingly mild noises from Iranian leaders, have raised hopes that Washington may be able to thread the needle — to strike Syria without compromising efforts toward an Iranian-American détente before meetings at the U.N. General Assembly this month.

Those hopes may well be premature: Even if Mr. Rouhani and his foreign minister are eager for a deal ending the dispute over the future of Iran's nuclear program, it is far from clear that they would be able to deliver one. Negotiations have been stalled since last year, and final authority on foreign policy

rests with Ayatollah Khamenei. The Iranian president's hand, whatever his politics, is weakened further during national security crises, analysts say, and hard-liners are likely to be empowered.

Like Mr. Obama, Mr. Rouhani — who has declared his goal of resolving tensions with the West and bringing "more transparency" to nuclear talks — is vulnerable to domestic conservatives, who still blame him for having signed an agreement opening Iran to U.N. inspectors in 2003, when he was Tehran's chief nuclear negotiator.

"I am convinced that Rouhani and Zarif want to overcome the hostility between the U.S. and Iran, but a military strike on Syria could be a spoiler," said Hossein Mousavian, a former nuclear negotiator for Iran who is now a visiting scholar at Princeton University in New Jersey.

Even as Secretary of State John Kerry worked to build support for a strike, his Iranian counterpart, Mr. Zarif, known as a moderate who hopes for dialogue, seemed to be working to avert one, declaring in an interview on Sunday that Iran warned the United States last year about chemical weapons getting into the hands of Syrian rebels. On Monday, he even tried to suggest that Mr. Obama was closer to his way of thinking, saying the U.S. president was being pushed toward war by hard-liners in his own government.

Nuclear weapons aside, the debate over chemical weapons has raised questions about the strength of Iran's commitment to the government of President Bashar al-Assad of Syria. Iran suffered terrible losses to chemical weapon strikes during its decade-long war with Iraq in the 1980s, and the issue is a delicate one for many Iranians. Mr. Rouhani

Mr. Rouhani wants "to overcome the hostility between the U.S. and Iran, but a military strike on Syria could be a spoiler."

aroused some controversy last week by strongly condemning the use of chemical weapons in Syria on his English-language Twitter feed, without saying who used them.

Mr. Zarif made similar comments on his Facebook page, and others went further, including a former Iranian diplomat who suggested that Iran should not put all its eggs in one basket. A former president of Iran, Ali Akbar Hashemi

Rafsanjani, was quoted in the Iranian state media accusing Mr. Assad of using

chemical weapons on his own people, though the government later disavowed those comments.

But Syria remains an essential ally for Iran, and a crucial link with Hezbollah, the Shiite movement based in Lebanon. There is no sign that Iran's leaders are backing off; an Iranian delegation visited Mr. Assad in Damascus on Sunday to reaffirm its country's commitment. But with the Iranian economy in tatters, the military support to Syria is costly.

"The question is, if things go badly for Assad on the battlefield, at what point would Iran let the rope go?" said Mehrzad Boroujerdi, the director of the Middle East studies program at Syracuse University in New York State.

If more evidence emerged that Mr. Assad's military had used chemical weapons, that would raise the political cost of continuing to support him, Mr. Boroujerdi added.

One thing is clear: The statements by Iran's leaders have shifted from earlier this year, when high-ranking Iranian officials said a foreign attack on Syria would be treated as an attack on Iran itself. There may even be some relief at the prospect of more direct U.S. involvement in the Syrian conflict, which has occasionally been cast as "Iran's Vietnam," some analysts say.

"The reality is that Obama's military action will make the Syrian tragedy his and not Iran's," wrote Farideh Farhi, an Iran scholar at the University of Hawaii, in an analysis published online at LobeLog.com. "And in Iran's postelection environment, in which the country has moved toward national reconciliation — both among the elite and between the government and the population — nothing suits the Islamic Republic better than divesting itself from this issue quietly."

For all their mutual antipathy, the United States and Iran may ultimately find common ground in Syria.

"The United States and Iran are fighting a zero-sum proxy war in Syria at the moment," said Karim Sadjadpour, an Iran analyst at the Carnegie Endowment for International Peace. "If and when Assad falls, the two sides will have a mutual adversary in radical Sunni jihadists."

Obama says world set 'red line' on Syria

STOCKHOLM

On eve of G-20 talks, he seeks wider support for strike against Assad

BY PETER BAKER

President Barack Obama declared Wednesday that the confrontation with Syria over chemical weapons was not a personal test for him but for Congress, the United States and the world, as he worked to strengthen support at home and abroad for a punitive strike in the face of continued, vigorous Russian opposition.

"I didn't set a red line," Mr. Obama said during a news conference here, as he opened a three-day overseas trip that will take him on Thursday to Russia amid intense debate over a possible U.S.-led cruise missile strike against Syria. "The world set a red line."

He added: "My credibility's not on the line. The international community's credibility's on the line. And America and Congress's credibility's on the line."

Mr. Obama's remarks came at a delicate moment in the international wrangling over whether to punish Syria for the deadly attack last month near Damascus, which left hundreds dead.

Much like his decision to seek congressional votes to support a retaliatory strike, the president appeared intent on breaking out of his isolation on Syria, with not only Russia blocking United Nations action but even Britain, America's strongest ally, opting against participating.

His comments came as President Vladimir V. Putin of Russia, his host for the Group of 20 meeting starting Thursday in St. Petersburg, laid down his own clear markers in opposition to any strike in Syria, dismissing U.S. assertions of Syrian government culpability as absurd.

The United States, Britain and France have said that a chemical attack on Aug. 21 killed hundreds of people — as many as 1,400, by the American count, including more than 400 children. Mr. Obama cited the children's deaths in particular when asked by a Swedish reporter whether he could make a moral case for action. When children are being gassed, he said, "the moral thing to do is not to



KEVIN LAMARQUE/REUTERS

stand by and do nothing."

But the U.S. evidence of Syrian responsibility was unconvincing, Mr. Putin told The Associated Press, adding that it seemed "completely ridiculous" to think that the Syrian Army would use chemical weapons when it held a battlefield advantage.

As the two superpower leaders prepared to take their case before fellow members of the Group of 20 — including President François Hollande of France, who supports a strike on Syria but faced his own parliamentary debate Wednesday, and President Xi Jinping of China, who opposes military intervention — Obama administration officials back in Washington pressed their all-out effort to secure lawmakers' backing for action.

Secretary of State John Kerry, testifying for a second day before congressional committees, maintained that a failure to act would send a dangerous message, not just to Syria but also to other unfriendly governments.

"We know that Assad will read our silence, our unwillingness to act, as a signal that he can use his weapons with impunity," he told members of the House Foreign Affairs Committee. "If we back down, if the world backs down, we have sent an unmistakable message of permissiveness. Iran, I guarantee you, is hoping we look the other way."

Members of the committee appeared divided. Representative Ed Royce, the California Republican who leads the committee, said he was skeptical that the United States would be able to avoid an escalation in fighting.

"The president promises a military operation in Syria of limited scope and duration," Mr. Royce said. "But the Assad regime would have a say in what happens next."

Representative Eliot L. Engel, a New York Democrat, said "there will not be American boots on the ground with respect to the civil war."

As Mr. Obama endeavors to build support at home and abroad, he and members of Congress saw new signs of deep public ambivalence. A new Washington Post-ABC News poll found that 59 percent of Americans oppose the proposed missile strike, with statistically identical levels of opposition from Democrats and Republicans.

While top leaders of both parties gave Mr. Obama their support Tuesday, deep divisions persist among rank-and-file members, particularly in the House.

Further complicating matters, Senator Rand Paul, a Kentucky Republican and a fierce opponent of military action in Syria, announced through an aide on Wednesday that he planned to filibuster

any effort to bring an authorization of military force to a quick vote in the Senate. That decision could delay any vote.

France held its own parliamentary debate on Syria on Wednesday. Al-

York Democrat, disagreed. Mr. Engel called on Congress to authorize a limited strike, which he said was needed to restore deterrence against the use of weapons of mass destruction.

"If we don't pass the authorization measure, what message will Assad get?" Mr. Engel said. "Iran? Hezbollah?"

Mr. Royce said that he was also troubled by the lack of international support, a point Mr. John Kerry had sought to rebut Tuesday in his testimony when he said that France, Turkey, Saudi Arabia and the United Arab Emirates were backing a military strike.

Mr. Kerry had stirred some confusion Tuesday by saying at one point that Mr. Obama needed the ability, if necessary, to send ground troops into Syria to protect chemical weapons from falling into extremists' hands. Later, he stepped back from that comment, insisting that

though the Hollande government does not need approval to take part in any action, it faced rising pressure to obtain it.

"France's vocation is not to await the American Congress' vote with its arms crossed," said Christian Jacob, the leader of the largest parliamentary group on the right. Mr. Jacob called for more active efforts to rally the support of European allies and to obtain a U.N. Security Council resolution before any intervention.

The French government, however, defended the principle of French military intervention in Syria without U.N. approval.

"To not act," Prime Minister Jean-Marc Ayrault said in an address to the lower house of Parliament, would be "to close the door on a political resolution to the conflict." France ultimately seeks to force the "departure" of Mr. Assad, Mr. Ayrault said, but that would not be the explicit goal of any strike.

In Stockholm, Prime Minister Fredrik Reinfeldt, standing at Mr. Obama's side during the news conference, urged waiting for a report from U.N. inspectors, who have sent samples from the scene of the attack to a Swedish laboratory, and said he preferred that any action be supported by the Security Council.

American officials have dismissed the U.N. investigation because it is charged only with determining whether there was a chemical attack, which Washington considers undisputed.

In Geneva, a day after the United Nations said the number of refugees fleeing Syria had passed two million, ministers from four bordering countries appealed Wednesday for an urgent and large hike in international support to handle the relentless flow of displaced people.

"We are at another threshold after the use of chemical weapons" in Syria, the Turkish foreign minister, Ahmet Davutoglu, told reporters in Geneva after a meeting with counterparts from Iraq, Jordan and Lebanon.

Rebel brutality poses dilemma as West weighs Syria strike

Some insurgents adopt same ruthless tactics used by Syrian government

BY C. J. CHIVERS

The Syrian rebels posed casually, standing over their prisoners with firearms pointed down at the shirtless and terrified men.

The prisoners, seven in all, were captured Syrian soldiers. Five were trussed, their backs marked with red welts. They kept their faces pressed to the dirt as the rebels' commander recited a bitter revolutionary verse.

"For 50 years, they are companions to corruption," he said. "We swear to the Lord of the Throne, that this is our oath: We will take revenge."

The moment the poem ended, the commander, known as the Uncle, fired a bullet into the back of the first prisoner's head. His gunmen followed suit, promptly killing all the men at their feet.

This scene, documented in a video smuggled out of Syria a few days ago by a former rebel who grew disgusted by the killings, offers a dark insight into how many rebels have adopted some of the same brutal and ruthless tactics as the regime they are trying to overthrow.

As the United States debates whether to support the Obama administration's proposal that Syrian forces should be attacked for using chemical weapons against civilians, this video, shot in April, joins a growing body of evidence of an increasingly criminal environment populated by gangs of highwaymen, kidnappers and killers.

The video also offers a reminder of the foreign policy puzzle the United States faces in finding rebel allies as some members of Congress, including Senator John McCain, press for more robust military support for the opposition.

The evidence of an apparent rebel-linked atrocity drew sharp reactions from some lawmakers and prompted extensive coverage on U.S. news programs on Thursday.

"I've always been concerned about the makeup of the opposition," said Senator Barbara A. Mikulski, a Maryland Democrat on the Senate Intelligence Committee. "We don't know who they are, we don't know what they are after, and we don't know what their intent is in terms of a future government."

And Representative Justin A. Amash, Republican of Michigan, referred in a Twitter post to "atrocities on both sides in Syria."

In the more than two years this civil



A video showed Syrian rebels and captured soldiers while a commander, right, recited a verse just before they were killed. The video was smuggled out of Syria a few days ago by a former rebel who grew disgusted by the killings.

war has carried on, a large part of the Syrian opposition has formed a loose command structure that has found support from several Arab nations, and, to a more limited degree, the West. Other elements of the opposition have assumed an extremist cast, and openly allied with Al Qaeda.

Across much of Syria, where rebels with Western support live and fight, areas outside of government influence have evolved into a complex guerrilla and criminal landscape. This has raised the prospect that U.S. military action could inadvertently strengthen Islamist extremists and criminals.

Abdul Samad Issa, 37, the rebel commander leading his fighters through the executions of the captured soldiers, illustrates that very risk.

Known in northern Syria as the Uncle because two of his deputies are his nephews, Mr. Issa leads a relatively unknown group of fewer than 300 fighters, one of his former aides said. The former aide, who smuggled the video out of Syria, is not being identified for security reasons.

Mr. Issa, a trader and livestock herder before the war, formed a fighting group early in the uprising by using his own money to buy weapons and underwrite the fighters' expenses.

His motivation, his former aide said, was just as the poem he recited said: revenge.

In Washington on Wednesday, Secretary of State John Kerry addressed the issue of radicalized rebels in an exchange with Representative Michael McCaul, a Texas Republican. Mr. Kerry

"We swear to the Lord of the Throne, that this is our oath: We will take revenge."

insisted, "There is a real moderate opposition that exists."

Mr. Kerry said there were 70,000 to 100,000 "oppositionists." Of these, he said, some 15 percent to 20 percent were "bad guys," or extremists.

Mr. McCaul responded by saying he had been told in briefings that half of the opposition fighters were extremists.

Much of the concern among U.S. officials has focused on two groups that acknowledge ties to Al Qaeda. These groups — the Nusra Front and the Islamic State in Iraq and Syria — have attracted foreign jihadis, used terrorist tactics and vowed to create a society in Syria ruled by their severe interpretation of Islamic law.

They have established a firm presence in parts of Aleppo and Idlib Provinces and in the northern provincial capital of Raqqa and in Deir al-Zour, to the east on the Iraqi border.

While the jihadis claim to be superior fighters, and have collaborated with secular Syrian rebels, some analysts and diplomats also note that they can appear less focused on toppling President Bashar al-Assad. Instead, they said, they focus more on establishing a zone of influence spanning the Iraqi province of Anbar and the desert eastern areas of Syria, and eventually establishing an Islamic territory under their

administration.

Other areas are under more secular control, including the suburbs of Damascus. In East Ghouta, for example, the suburbs east of the capital where the chemical attack took place, jihadis are not dominant, according to people who live and work there.

And while the United States has said it seeks policies that would strengthen secular rebels and isolate extremists, the dynamic on the ground, as seen in the execution video from Idlib and in a spate of other documented crimes, is more complicated than a contest between secular and religious groups.

Mr. Issa's father was opposed to President Hafez al-Assad, the father of Syria's current president, and disappeared in 1982, according to Mr. Issa's accounts.

Mr. Issa, the former aide said, believes that his father was killed during a 27-day government crackdown on the Muslim Brotherhood that year, known as the Hama massacre. By the time he was a young man, Mr. Issa was vocally anti-government and was arrested and imprisoned twice for a total of nine months, the former aide said.

When the uprising against Bashar al-Assad started two and a half years ago, the family saw it as a means to try to settle old scores.

At first, people who know Mr. Issa said, he was a protester, and then he led fighters in small skirmishes. By last year he was running a training camp in the highlands near Turkey.

By this year, the former aide said, he was gathering weapons from relatives and Arab businessmen he knew from his work as a trader and, at least once, from the Supreme Military Council of the Free Syrian Army, the rebel forces supported by the West.

Two representatives of the military council declined to comment on the council's military collaboration or logistical support for Mr. Issa's group. Mr. Issa could not be reached for comment over two days this week.

By the spring, his group had taken a resonant name: Jund al-Sham, which it shares with three international terrorist groups, and another group in Syria. Its relationship — if any — with these other groups is not clear.

Mr. Issa's former aide and two other men who have met or investigated him said he appeared to assume identities of convenience.

But, they said, one of his tactics has been to promise to his fighters what he calls "the extermination" of Alawites, the minority Islamic sect to which the Assad family belongs, and which Mr. Issa blames for Syria's suffering.

This sentiment may have driven Mr. Issa's decision to execute his prisoners in the video, his former aide said. The soldiers were captured in March when Mr. Issa's fighters overran a government checkpoint north of Idlib.

Their cellphones, the former aide said, had videos of soldiers raping Syrian civilians and looting. Mr. Issa declared them all criminals, he said, and a

revolutionary trial was held. They were found guilty.

Mr. Issa, the former aide said, then arranged for their execution to be videotaped in April so he could show his work against Mr. Assad and his military to

donors, and seek more financing.

The video ends abruptly after his fighters dump the soldiers' broken bodies into a well.

One of the participants, a young man wearing a purple fleece jacket, looks into the camera and smiles.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

FRIDAY, SEPTEMBER 6, 2013

U.S. threat to Assad inflames Iraqi Shiites

BAGHDAD

BY TIM ARANGO

Abu Mohaned spent Tuesday night washing the bodies of victims of that evening's car bombs, preparing them for burial. When several roadside bombs went off the next day, he did the same thing.

When he is not here, tending to the dead, he says, he is in Syria fighting to defend the government of President Bashar al-Assad. Both duties, he says, are in many respects part of the same fight — burying Shiites killed in sectarian fighting in Iraq, and blocking radical Sunnis from taking control of Syria.

Now that the United States is considering missile strikes on Syria, Iraqi Shiites like Abu Mohaned say they see history repeating itself — even if across a border — and they are prepared to once again take on a familiar adversary. If the United States strikes Syria, Iraqi Shiites will see it as their fight, too, and pour across the border to assist Mr. Assad, many people here said.

"No honorable man will accept what the Americans want to do in Syria," Abu Mohaned said, reflecting the view of Iraq's Shiite majority who see any threat to Mr. Assad as an intervention on the side of a Sunni-led, Qaeda-aligned rebellion.

As the debate over military action in Syria has unfolded in the West, Iraq's own painful history with American military intervention, and the false intelligence put forward to justify it, has in many ways provided a counternarrative to those who support intervention. Haunted by the intelligence failures, the British Parliament voted against strikes on Syria. For the same reason, the American public, polls show, is also hesitant to engage in a new military strike in the Middle East.

For Iraqis, the fate of the two countries is seen as inextricably intertwined, and thus they believe they have a great deal at stake in what decision is made in Washington.

"America wants to help the extremists to control Syria, but they are wrong because we will defend our sect," said Abu Mohaned, who is in his mid-40s and said any American military action would inspire Iraqi Shiites to send fighters and weapons into Syria. "They will commit a big mistake if they think it will be easy to strike Syria and change everything. We all have faith that God is on our side, and we will show them that the Shiites in all the world are able to fight their proxies from Al Qaeda and Nusra and the hated Free Syrian Army."

Iraqis have their own history to draw on in making judgments about possible American military intervention in Syria. The sort of limited strikes against Mr. Assad that President Barack Obama has proposed remind many Iraqis not of the 2003 invasion but of the intermittent strikes against Saddam Hussein's regime in the late 1990s. Many Iraqis remember those strikes, undertaken by the Clinton administration, as having little effect on Mr. Hussein's brutality against his own population, and only adding to the misery of the population.

And even some Iraqi Sunnis, who otherwise are rooting for a rebel victory in Syria, see potential American involvement as only adding to the chaos, in Syria and in Iraq.

"If Syria is bombed, it means things will get worse in Iraq," said Abdul Adhami, 56, a Sunni businessman who lives in Baghdad. "The Shiite militias will threaten any American interest in Iraq."

Sunnis also say that any military action against Mr. Assad would weaken him and strengthen the rebels — an outcome they ostensibly desire. But they worry about the consequences, too, saying it could ricochet back to Iraq by hardening the line taken by Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a Shiite, and resurgent Shiite militias here, against Iraq's Sunni population.

Already, with the rise in violence here perpetuated by Sunni extremists, Mr. Maliki's security forces have cracked down on Sunni areas, arresting hundreds, according to activist groups, with no ties to terrorism. Shiite militias, in turn, have remobilized, and in some areas have recently been blamed for displacing large numbers of Sunnis.

"Bombing Bashar will increase the hatred from Maliki and his militias against the Sunnis in Iraq as revenge," said Noor Hammid, 32, a schoolteacher who lives in a Sunni district of Baghdad. "Shiites will feel that they lost their fight in Syria, which will cut the Shiite chain of Iran-Iraq-Syria-Lebanon."

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, critiqué pour sa position interventionniste contre le régime Assad

Des manifestations « pour la paix » ont été organisées dans les grandes villes du pays

Istanbul
Correspondance

Suspendue, comme les autres capitales, à la réunion du Congrès américain qui doit se tenir à partir du 9 septembre à Washington, Ankara est en état d'alerte. L'armée turque a fait savoir qu'elle avait renforcé ses effectifs et son système de défense aérien dans les régions du Sud, limitrophes de la Syrie. Des unités de la sécurité civile, formées pour le traitement des victimes d'attaques chimiques, ont été déployées aux postes frontières. De nombreux mouvements d'avions ont été observés ces derniers jours sur la base d'Incirlik utilisée par les troupes américaines de l'OTAN et désignée comme une possible plateforme logistique en cas de frappes contre le régime syrien. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a réuni l'état-major de l'armée lundi 2 septembre pour l'enjoindre de se tenir prêt à riposter à une éventuelle agression de son voisin.

La Turquie milite plus que jamais pour que le but d'une coalition internationale soit de mettre fin au pouvoir de Bachar Al-Assad. « Il doit partir et se rendre dans un pays où il pourra vivre », a affirmé M. Erdogan dimanche. En première

ligne face à la guerre qui sévit depuis deux ans et demi de l'autre côté de sa frontière, Ankara juge insuffisantes les frappes « limitées » envisagées par le président américain, Barack Obama. « Cela ne peut pas être une frappe ponctuelle de vingt-quatre heures. Ce qui est important, c'est de stopper la massacre et d'affaiblir le régime jusqu'à ce qu'il abandonne », a déclaré M. Erdogan au cours d'une réception pour la fête nationale du 30 août, invoquant le précédent du Kosovo et de l'opération qui avait mené à la chute de Milosevic.

Rupture stratégique

Le gouvernement turc, qui a été l'un des critiques les plus virulents de Damas depuis le début du conflit, après en avoir été son allié, avait déjà fait savoir qu'il était prêt à participer à une coalition, même en dehors de tout mandat des Nations unies. Une stratégie que Recep Tayyip Erdogan peaufinera d'ici la décision du Congrès avec des entrevues prévues, en marge du G20 de Saint-Petersbourg, avec M. Obama et M. Poutine.

Mais en Turquie, la détermination affichée par Ankara sur le dossier syrien ne fait pas l'unanimité. Une majorité de la population turque se désolidarise de l'idée d'une

participation à une opération militaire. Des manifestations pour la paix se sont organisées dans plusieurs grandes villes du pays à l'occasion de la Journée de la Paix, le 1^{er} septembre. Et les trois partis de l'opposition représentés à l'Assemblée nationale – kémaliste, kurde et ultranationaliste – sont réticents à des frappes, pour des raisons diverses. Le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche, laïque), Kemal Kılıçdağ, a réclamé un vote du Parlement avant toute opération.

Les proches de M. Erdogan, eux, estiment pouvoir se passer de l'autorisation des députés, en vertu du mandat donné en octobre 2012 à des opérations ponctuelles par-delà la frontière turco-syrienne. Mais une participation à une coalition, même sous forme de troupes non belligérantes, serait une forme de rupture stratégique par rapport à la prudence affichée en 2003 avant l'invasion de l'Irak. A l'époque, le Parlement turc avait refusé aux Etats-Unis l'utilisation de son territoire.

« La Turquie cherche des problèmes », a réagi dans l'une de ses éditions le quotidien *Cumhuriyet*, proche de l'opposition kémaliste, exprimant une inquiétude largement partagée, celle d'un embrasement

totallement incontrôlable aux portes de la Turquie. « Il faut rester très prudents quant à une opération militaire dans laquelle la Turquie fournirait un soutien actif, et s'y opposer, car elle remettrait en question l'équilibre Turquie-Iran qui sert de ciment à la région depuis des siècles », estime le chroniqueur Rusen Cakir, dans le journal *Vatan*.

La menace de tirs d'armes chimiques sur le sol turc est également prise très au sérieux. C'est pour s'en prémunir que le gouvernement turc avait réclamé la protection de ses alliés de l'OTAN et obtenu le déploiement de batteries de missiles Patriot près de sa frontière. Mais les experts s'accordent pour souligner l'inefficacité du dispositif face à des missiles de courte portée. Serdar Erdumaz, analyste du think tank Türksam, estime que les pertes seraient lourdes pour la Turquie en cas d'attaque chimique, en raison du nombre insuffisant de capteurs de gaz et du manque de masques et de combinaisons hermétiques. L'un des plus proches conseillers de M. Erdogan, Yalçın Akdoğan, a rejeté l'hypothèse de tirs sur le sol turc, estimant qu'« une attaque contre la Turquie serait de la folie et du suicide » de la part du régime syrien. ■

GUILLAUME PERRIER

INTERNATIONAL
Herald Tribune SEPTEMBER 2, 2013

Deadly clashes reported in Iraq at camp for dissident Iranians

BAGHDAD

BY TIM ARANGO

Clashes in northeastern Iraq at a camp for members of an Iranian opposition group that until last year was considered a terrorist organization by the U.S. government resulted in the deaths of at least 15 people on Sunday, two security officials said.

The circumstances of the violence, as well as the number of casualties, were contested by both sides — the Iraqi government and representatives of the group — and the United Nations said it

was trying to determine the details of the violence. Iraqi security officials said 15 camp members had been killed and more than 30 others wounded, while spokesmen for the group, the Mujahedeen Khalq, or M.E.K., said more than 50 people had been killed.

The security officials said special forces soldiers stormed the camp after being provoked, while a spokesman for the M.E.K. described the assault as a “savage attack” in which soldiers fired rockets and then stormed buildings, handcuffing some residents before shooting them.

The United Nations office in Baghdad

said in a statement, “While we are still seeking details of what occurred, it appears that deadly force has been used and that a number of people have been killed or wounded.” It added, “The use of violence against a civilian population is unacceptable in any circumstances.”

The M.E.K. was a guerrilla organization opposed to clerical rule in Iran. It was given refuge in Iraq by Saddam Hussein, who is thought to have employed members as mercenaries to put down Kurdish and Shiite insurrections in Iraq.

After the American invasion in 2003, and Mr. Hussein was overthrown, the group was protected by the U.S. military, but it is unwelcome in Iraq today.

The United Nations has processed many as refugees and is seeking third countries to accept them. Many are being housed in what is known as Camp Liberty, near Baghdad airport.

Hollande réaffirme sa détermination à frapper el-Assad mais n'agira pas seul

ALAIN BARLUET
ET SOLENN DE ROYER
@abarluet @sderoyer

UN FRANÇOIS HOLLANDE droit dans ses bottes de combat, résolu à agir, mais qui confirme néanmoins que la France n'interviendra pas seule contre Bachar el-Assad. L'ombre de la Syrie planait mardi sur la conférence de presse conjointe à l'Élysée avec le président allemand Joachim Gauck, reçu en visite d'État. « Il doit y avoir une réponse », a déclaré le chef de l'État à propos de frappes, conforté par les preuves de l'attaque chimique du 21 août à Damas, rendues publiques lundi. Des « preuves que nul ne peut contester », a-t-il insisté. Ne pas réagir exposerait les Syriens à un « risque de récédive ». Au-delà, « c'est la sécurité du monde qui est en cause », a-t-il déclaré.

François Hollande s'est dit « renforcé dans (sa) détermination » par les propos de Bachar el-Assad au Figaro (nos éditions de mardi). Un entretien auquel le chef de l'État a réagi avec vivacité, indiquant y avoir vu « la différence entre la dictature et la démocratie ». Dans une démocratie, a-t-il poursuivi « un dictateur peut s'exprimer dans un journal, y compris pour insulter ses dirigeants - ceux du pays, pas du journal -, préférer des mensonges et menacer le peuple français ».

Il a réaffirmé que « la France n'agira pas seule ». Une « large coalition doit être formée avec les États-Unis, avec l'Europe et avec les pays arabes », a-t-il insisté.

Cette perspective est-elle crédible ? La France n'est-elle pas isolée ? À travers ses



dénégations, Hollande a laissé paraître une certaine solitude. Les Européens se concerteront en fin de semaine en marge du G20 de Saint-Petersbourg. « Chacun prendra sa responsabilité, mais la France a une responsabilité de plus, compte tenu de ce

qu'est la France », a-t-il déclaré, manière de souligner qu'un soutien militaire de pays membres de l'Union européenne n'est guère à attendre.

Si le Congrès américain se prononçait contre les frappes, lundi prochain, la France ne pourrait rester seule en première ligne pour frapper Assad, a suggéré le président. Dans cette hypothèse, Paris « prendrait ses responsabilités ». En l'occurrence, en apportant un soutien militaire aux rebelles, a indiqué le chef de l'État, qui s'était déjà exprimé dans ce sens dans son discours aux ambassadeurs de France, le 27 août.

Interrogé sur l'opportunité de faire voter le Parlement, dans le sillage de la Grande-Bretagne et des États-Unis, Hollande a botté en touche : « Nous n'en sommes pas encore là », a-t-il éludé, rappelant que le

Parlement avait d'abord été appelé à débattre mercredi sur la base des informations transmises par le gouvernement.

En privé, le président est plus prolix. Lundi soir, en marge d'une rencontre avec des « personnalités d'avenir » de la Fondation France-Chine reçues à l'Élysée, Hollande a confié à des élus qu'un vote pourrait être envisagé, s'il était certain qu'une majorité s'y rallie. « On fera le vote à un moment où la droite ne pourra pas ne pas voter oui », a ajouté le président, qui juge que le climat politique des derniers jours ne se prête pas à une consultation du Parlement. À l'Élysée, personne ne se risque au moindre pronostic sur l'état d'esprit des parlementaires tant que les termes de la question posée ne sont pas connus.

« Il faudra beaucoup de pédagogie »

L'entourage du président s'inquiète en revanche de l'état de l'opinion. Hollande a pu le constater sur le terrain, mardi matin, lors d'un bain de foule à Denain (Nord). « On n'a rien à faire dans une guerre qui n'est pas la nôtre, ce n'est pas notre problème, laissez les Syriens s'occuper de leurs problèmes », lui a lancé un badaud. Une interpellation « révélatrice » de l'état d'esprit des Français, juge un conseiller élyséen. « Il faudra beaucoup de pédagogie, poursuit ce conseiller. L'équation en Syrie est complexe. Ceux qui combattent Assad ne sont pas des forces du progrès... » Quoi qu'il en soit, si vote il y a, celui-ci suivrait l'intervention mais ne la précéderait pas, selon un conseiller.

Le président a indiqué mardi qu'il s'exprimerait devant les Français quand il aura entre les mains tous les éléments lui permettant de fonder sa décision. ■

Le Monde Mercredi 4 septembre 2013

DÉBAT SUR LA SYRIE

Les élus socialistes, embarrassés, veulent « s'en tenir à la Constitution »

PIRE ENCHAÎNEMENT des événements était difficilement envisageable. Après le vote, jeudi 29 août, du Parlement britannique contre une intervention militaire en Syrie, puis la décision, samedi 31, de Barack Obama de s'en remettre à un vote du Congrès américain qui ne devrait pas avoir lieu avant le 9 septembre, les socialistes sont embarrassés. Les députés doivent-ils eux aussi réclamer un vote du

Parlement sur la participation de la France à une coalition internationale contre le régime de Bachar Al-Assad ?

La Constitution de la V^e République ne prévoit pas de consulter les parlementaires avant l'engagement de la France dans une opération militaire, et le débat sans vote prévu mercredi 4 septembre lors d'une session extraordinaire convoquée par le chef de l'État - et

confirmé lundi par le premier ministre - s'inscrit parfaitement dans ce cadre. Ce qui n'empêche pas l'opposition, par jeu tactique sur la forme autant que par interrogation sur le fond, de militer depuis ce week-end pour l'organisation d'un vote mercredi ou après la décision du Congrès américain.

De son côté, l'état-major du pouvoir socialiste reste pour le moment fidèle à la ligne tracée par

François Hollande. De la direction du PS aux présidences des groupes parlementaires au Sénat et à l'Assemblée, en passant par l'ensemble des ministres du gouvernement, l'argumentaire est le même : pas question de changer les règles constitutionnelles à chaud, et qu'il importe si la gauche socialiste doit se faire l'interprète d'une geste républicaine gaullienne qu'elle a tant combattue par le passé.

« Dans des situations compliquées comme celle-ci, il faut s'en tenir à la Constitution », martèle Elisabeth Guigou, ancienne ministre et présidente de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée. « On ne va quand même pas réclamer un vote mercredi alors que le congrès américain n'aura pas voté et que le G20 de Saint-Petersbourg n'aura même pas eu lieu. On voterait quoi ? Décider de faire seul la guerre à la Syrie ? », ajoute Thierry Mandon, porte-parole du groupe socialiste.

Doute sur la méthode

Pourtant, dans les rangs du PS, certains sont davantage attachés à l'esprit de la V^e République qu'à sa lettre. Même si aucun élu socialiste ne s'oppose sur le fond à la volonté de M. Hollande de frapper le régime syrien, certains doutent de la méthode, inquiets du rejet dans l'opinion d'une intervention en Syrie. « Un scepticisme monte dans le groupe à l'Assemblée sur la tournure de la coalition internationale », confie un haut responsable de la majorité au Palais-Bourbon.

Quelques voix, minoritaires pour l'instant, se sont élevées pour demander l'organisation à terme d'un vote français sur le bien-fondé d'une intervention en Syrie. Les députés Patricia Adam et Nicolas Bays, respectivement présidente et premier vice-président de la commission de la défense à l'Assemblée, ont souhaité l'un et l'autre que les parlementaires français « s'expriment ». D'autres, comme Patrick Mennucci (Bouches-du-Rhône) ou Jean-Marie Le Guen (Paris) plaident pour un « consensus national » exprimé par un vote. « Si François Hollande

veut une intervention de la France, il faut un assentiment de l'Assemblée nationale pour que les Français comprennent qu'il y a un consensus », explique M. Mennucci. « Le rôle des représentants de la nation ne peut se limiter à suivre docilement les décisions du gouvernement », prévient la députée de Saône-et-Loire Cécile Untermaier, proche d'Arnaud Montebourg.

Dispersés cet été dans leurs circonscriptions pour cause de vacances parlementaires, les députés socialistes n'ont pu jusqu'à présent débattre entre eux, sauf par médias interposés. Le groupe parlementaire socialiste doit se réunir à l'Assemblée, mercredi, avant la session extraordinaire de rentrée. L'occasion, enfin, pour le PS de parler d'une seule voix. ■

**HÉLÈNE BEKMEZIAN
ET BASTIEN BONNEFOUS**

REVUE La publication de l'Institut du monde arabe raconte l'histoire d'un peuple des frontières

Le miracle kurde

Depuis plusieurs années *Qantara* met en scène la pluralité et la diversité du monde arabe. Dans son numéro d'été en 11 articles, deux cartes historiques et de nombreuses photos d'archives, la revue de l'Institut du monde arabe s'intéresse notamment aux Kurdes, peuple frontalier et partie prenante des destins de l'Irak et de la Syrie, de la Turquie et de l'Iran. « La résistance des Kurdes à l'assimilation tient du miracle », s'exclame notamment le rédacteur en chef François Zabbal, tant ils ont dû « affronter l'oppression la plus violente et la plus systématique », au XX^e siècle. Déportations, emprisonnements, politique d'arabisation, de turcisation ou d'iranisation, interdictions des partis et associations. Les États nés sur les débris de l'Empire ottoman lors du traité de Lausanne en 1923 ont en effet tenté de se structurer autour du principe de l'état-nation. Il ne pouvait y avoir de place pour deux peuples à l'intérieur de leurs frontières. L'un des événements les plus dramatiques s'est déroulé il y a vingt-cinq ans. L'opération Anfal menée par l'armée irakienne à la fin de la guerre contre l'Iran, a conduit à la disparition de 50 000 à 100 000 civils, à l'éradication de 4 000 villages, à la destruction de 2 450 mosquées et 25 églises. Une offensive marquée par le bombardement à l'arme chimique de la ville de Halabja qui fit de 4 000 à 5 000 morts.

La création d'une région autonome en Irak du Nord, en 2005, ouvre de nouvelles possibilités pour établir des institutions politiques stables, assurer le développement économique et affermir une culture fragmentée.

Pendant longtemps, les Kurdes avaient pourtant su jouer des rivalités entre principautés et empires. racontent les auteurs réunis par *Qantara*. Montagnards et guerriers, tot convertis à l'islam, fragmentés en clans ne se reconnaissant guère de lignées communes, ils ont souvent trouvé leur place dans les armées des différents régimes politiques, jusqu'à parfois en

prendre la tête. ce fut le cas de Saladin sultan d'Egypte et de Syrie conquérant de Jérusalem au détriment des croisés. Ils ont plutôt profité de se trouver à cheval sur l'une des plus anciennes frontières du Moyen-Orient entre l'Empire ottoman et l'Empire perse dès le XVI^e siècle. Ils surent tirer parti de cette situation d'entre-deux, négociant la suzeraineté des sultans de Constantinople. C'est la montée des nationalismes au XIX^e siècle et le nouveau rôle donné aux frontières



à délimiter et verrouiller strictement les populations assujetties qui les transformèrent brutalement en minorités rebelles et opprimées après avoir participé aux massacres d'autres minoritaires, les Arméniens et les Assyriens, leurs voisins.

Depuis une vingtaine d'années, les Kurdes peuvent à nouveau croire à une accélération de l'Histoire, cette fois en leur faveur. La création d'une région autonome en Irak du Nord reconnue par la Constitution de ce pays en 2005 ouvre de nouvelles possibilités pour établir des institutions politiques stables, assurer le développement économique et affermir une culture fragmentée. Même si l'espoir d'un grand territoire kurde réuni en un seul pays paraît relever du mythe inaccessible, des perspectives existent pour accompagner la profonde transformation de ces sociétés longtemps tribales et qui se revent en nation profondément rurales mais en cours d'urbanisation et qui semblent résister au virus de l'islamisme violent. Elles peuvent compter sur des diasporas actives, notamment en Europe. Kurdes par delà les frontières.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

Qantara, n° 88, juillet 2013, 750 €

Le Monde
5 septembre 2013

Israël s'inquiète des atermoiements de Washington sur la Syrie

Jérusalem
Correspondant

Face à l'échéance d'une intervention militaire menée par les Etats-Unis contre la Syrie, Israël joue un rôle incertain, qui tient d'abord à l'ambivalence de sa position: même si les dirigeants de l'Etat juif soutiennent le principe de frappes « punitives » contre le régime de Bachar Al-Assad, coupable d'avoir utilisé des armes chimiques contre sa population, ils ne sont pas certains de souhaiter le départ du président syrien, au risque de favoriser des groupes islamistes radicaux dont certains sont proches d'Al-Qaïda.

Ce débat-là, confirme Shlomo Brom, expert à l'Institut d'études stratégiques (INSS) de Tel-Aviv, n'est pas clos: « Certains responsables politiques, explique-t-il, défendent l'idée que la chute de Bachar affaiblira l'Iran, ce qui est dans notre intérêt; alors que d'autres insistent sur le maintien de la stabilité à nos frontières avec la Syrie et le Liban, ce qui tend à plaider en faveur de la survie du régime. » Dans l'immédiat, tous se rejoignent pour souligner que l'incertitude actuelle est dangereuse.

Si le chef du gouvernement israélien, Benyamin Nétanyahou, a imposé le silence à ses ministres pour éviter des déclarations intempestives risquant de gêner la stratégie politique de Barack Obama au Congrès américain, il ne fait guère de doute que celle-ci est ressentie à Jérusalem comme le signe d'atermoiements et d'une irrésolution à Washington. « Israël s'attendait à une réplique militaire rapide et déterminée, analyse un haut diplomate israélien, et manifestement, cela s'effiloche. Ce délai est interprété dans tout le Proche-Orient comme une manifestation de faiblesse et une perte de crédibilité pour l'administration américaine, voire comme une carte blanche accordée aux dictateurs arabes pour utiliser toutes les armes à leur disposition. »

« C'est peut-être injuste, ajoute-t-il, parce que, en effet, Obama a besoin de conserver le soutien du Congrès, notamment s'il veut intervenir ultérieurement contre le programme nucléaire iranien, mais c'est ainsi que c'est perçu. » Dans ce contexte, le jeu israélien à Washington est à la fois subtil et risqué: « D'un côté, le lobby pro-israélien



Une Israélienne emporte des masques à gaz distribués à Haïfa, le 29 août. BERNAT ARMANGUE/AP

doit soutenir la position de la Maison Blanche en faveur de l'intervention; de l'autre, Israël ne doit pas apparaître comme ayant entraîné les Etats-Unis dans une nouvelle guerre au Proche-Orient», insiste notre interlocuteur.

Les dirigeants israéliens sont conscients de la dégradation de l'influence des Etats-Unis dans la région depuis le début du « printemps arabe ». Ils savent qu'ils ne peuvent peser sur le cours des événements en Syrie, mais s'inquiètent des retombées de frappes militaires contre le régime de Damas. Si celles-ci sont limitées et peu efficaces, Bachar Al-Assad pourra se targuer d'avoir résisté non seulement à son opposition armée, mais aussi à la toute-puissante Amérique. A contrario, une « punition » trop appuyée comporte le danger de changer l'équilibre des forces en Syrie, voire de provoquer la chute du régime.

Si le premier scénario prévaut, assure Shlomo Brom, « Bachar aura moins de raisons de se livrer à des représailles contre Israël, parce qu'il sait que la riposte sera dévastatrice ». Les experts israéliens notent qu'en 2007 et 2013, Tsahal a pu se livrer à des raids militaires en Syrie sans provoquer la moindre réaction de Damas et ils espèrent qu'il en sera de même si Wash-

ington se décide à intervenir. Pour autant, et bien qu'aucune fébrilité sécuritaire ne soit perceptible dans le pays, Israël se dit prêt à tous les scénarios, y compris celui de tirs d'armes chimiques contre son territoire.

Les commentateurs optimistes défendent la thèse selon laquelle l'attentisme imposé par la Maison Blanche pourrait permettre d'ouvrir une « fenêtre d'opportu-

Les sceptiques relèvent que si M. Obama hésite sur le dossier syrien, il hésitera plus encore à propos de l'Iran

nité » diplomatique permettant d'envisager – avec l'aide de la Russie – l'annihilation des stocks d'armes chimiques de Damas. Mais la question syrienne est, d'une certaine manière, secondaire pour l'Etat juif. Si l'attitude américaine dans le rapport de forces avec Damas revêt une telle acuité, c'est dans la mesure où elle risque de préfigurer ce que pourrait être celle de Barack Obama lorsque la menace iranienne deviendra d'actualité. Sans toujours trancher, tous les

commentateurs israéliens s'interrogent: en dépit des assurances du chef de la Maison Blanche, Israël peut-il compter sur son meilleur allié?

« Il y a une profonde méfiance dans le pays, notamment parmi les responsables politiques, s'agissant de la détermination du président Obama d'envisager une action militaire contre l'Iran », constate M. Brom. « Si l'isolationnisme historique qui prévaut de façon récurrente à Washington l'emporte, il y aura des leçons à tirer », avance prudemment un diplomate israélien. Lesquelles? M. Nétanyahou ne cesse de le répéter depuis des mois: Israël, in fine, ne doit compter que sur lui-même pour sa sécurité. En clair: envisager seul des frappes contre l'Iran.

Sur ce point aussi, le débat n'est pas tranché: les sceptiques relèvent que si le président Obama hésite sur le dossier syrien, il hésitera plus encore à propos de l'Iran, une opération militaire potentiellement bien plus complexe. Les pragmatiques corrigent cette comparaison en soulignant que la menace d'un Iran nucléaire est sans commune mesure avec l'utilisation d'armes chimiques: parce qu'elle concerne toute la communauté internationale. ■

LAURENT ZECCHINI

Op-Ed

A dilemma for Syria's minorities

The mostly Sunni Muslim rebels' inability to win over the country's Kurds, Alawites and Christians raises the question of whether their victory is even desirable.



BY PETER GALBRAITH

The Obama administration — with the backing of key Republicans in Congress — is poised to embark on a strategy that entails punitive airstrikes on Syrian government positions and stepped-up lethal aid to moderate elements of the Syrian opposition.

So far, however, the Syrian opposition has been unable to win significant support from the country's ethnic and religious minorities. Without such support, the opposition is unlikely to prevail even with stepped-up U.S. assistance. Moreover, the inability of the Syrian rebels, who are almost all Sunni Muslim Arabs, to win over the country's Kurds, Alawites and Christians raises the question of whether their victory is even desirable.

Over the last year, I have met with Kurdish, Christian and Alawite representatives as part of an effort to help prepare them to negotiate for their communities in a post-Bashar Assad Syria. I have been struck by the sense of unease they all feel about what may follow in Syria. (By most estimates, each group is about 11% of Syria's population, although Christian numbers have dropped in recent years and Kurdish numbers have risen.)

As a group, the Alawites have the most to lose. Although the Alawites consider themselves Muslims, many Sunnis consider them to be apostates, and they were long a marginalized community in Syria, living in impoverished villages in the Alawite mountains north of Lebanon. When the current president's father, Hafez, became president more than 40 years ago, life changed significantly for his fellow Alawites. Today, they dominate the upper ranks of the military and security forces, and they provide the regime with its most reliable troops. Some Alawites would prefer a democratic, pluralistic Syria without Assad, but almost none believe this is possible.

"Christians to Beirut; Alawites to the grave" emerged early in the war as a slogan of anti-regime fighters. Since then, Alawite-led troops and Alawite militias have perpetrated massive atrocities against Sunni civilians, thereby ensuring that Syria's Alawites will be targeted for retribution. If Assad falls, Syria's Alawites know they face a likely genocide. Under these circumstances, they have no choice but to stick with the government.

Syria's Christians have tried to stay out of politics, preferring to focus on business where many have done well, at least until the start of the civil war. They have no incentive to jeopardize their current well-being by supporting a rebellion that may not succeed. And they are understandably fearful of an opposition that includes the Al-Qaeda-linked Al Nusra Front. Because the Syrian diaspora is disproportionately Christian, Christians have found it easier to immigrate to the West, and many have done so since the uprising



Mourners attend a Kurdish funeral in northern Syria, where the Kurds declared their own autonomous region in July. (Benjamin Hiller / AFP / Getty Images / August 27, 2013)

began.

Syria's largest minority is the Kurds, and their case is the most curious. Unlike the Alawites and Christians who have done well under the Assads, the Kurds have been brutally repressed. Kurdish areas in the northeast and northwest are among Syria's poorest (although resource rich) and, since the 1950s, successive Syrian regimes have denied citizenship documents to hundreds of thousands of Kurds, saying they are migrants from Turkey.

In 2004, Kurds in the western Syrian city of Qamishli staged their own uprising against the regime, tearing down billboards and statues of the current president and his late father. The uprising was put down with characteristic Assad ruthlessness.

But today, Syria's Kurdish militias are fighting anti-regime Islamic radicals who have been attacking Kurdish villages. The Syrian government is largely absent from the Kurdish area, and in July, the Kurds proclaimed their own autonomous region. They are now focused on making that autonomy a reality, securing their region's borders against Sunni rebels, establishing a Kurdish language curriculum in schools, changing license plates and setting up a Kurdish administration.

The Syrian opposition has not even tried to win the support of the country's minorities. There is no program, or even meaningful discussion, of how a post-Assad regime might protect Syria's Alawites from retribution. The Kurds are unwilling to fight for an opposition that says future arrangements for the Kurds will be decided democratically — in other words, by a Sunni Arab majority that has never shown any sympathy for Kurdish linguistic and citizenship rights, much less for their demands for regional autonomy. Nor has the opposition acknowledged or addressed the fears of Syria's Christians.

Twenty-five years ago this month, I led a Senate Foreign Relations Committee staff mission that went along the entire Iraqi-Turkish border documenting the use of chemical weapons against Iraq's Kurds. These are horrific weapons, and their use demands a response.

But the United States should be cautious about a strategy involving military support, including airstrikes and arms supplies, to a Syrian opposition that has neither the ability nor the inclination to reach out to Syria's minorities. Such a strategy is not likely to succeed and, more important, we may not want it to succeed. □

Peter W. Galbraith is a former U.S. ambassador and the author of two books on the Iraq war.

French president faces sharp criticism over call for strike

PARIS

French president faces avalanche of criticism after aligning with U.S.

BY SUZANNE DALEY

As portrayed in a recent satirical television show here, President François Hollande is left behind to hold President Barack Obama's coat while the American leader and President Vladimir V. Putin of Russia hold private talks. Mr. Hollande gullibly concludes he is playing a key role.

Later in the show, "Les Guignols de L'Info," Mr. Hollande is seen interrupting a visit to a school to ask Mr. Obama's permission to use the bathroom.

If Mr. Hollande ever thought that his decision to stand steadfast alongside the United States in backing a retaliatory strike against Syria would give him new stature on the global stage or help him at home, the last week has been a sharp shock.

Public opinion is running strongly against him; a poll published over the weekend in the conservative daily *Le Figaro* showed 68 percent opposition in France to military action against Syria. There are growing demands that he grant Parliament a vote on the matter, and considerable speculation that he could lose if he did.

The White House is doing its best to buttress Mr. Hollande — Secretary of State John Kerry, on a visit here over the weekend, used a televised appearance to make the case, in French, that failure to act would be akin to Munich in 1939. But the French president is learning, like British leaders before him, that close alignment with Washington carries as much risk of looking weak as opportunity to look strong.

Earlier this year the French marveled when Mr. Hollande, inexperienced in foreign policy, weighed down by economic woes and often seen as vacillating, executed a swift and successful military strike in Mali. They rewarded him with an increase, though fleeting, in his usually dismal approval ratings.

This time around, so far, at least, he has not received even that brief benefit.

Mr. Hollande is facing an avalanche of sometimes contradictory criticism from left and right: that he is acting rashly in committing France to military action; that he is being too timid in awaiting the go-ahead from the United States and the United Nations; that he needs to heed

public and parliamentary opinion; and that he needs to assert the traditionally broad powers of the French president to employ the armed forces without parliamentary approval.

Perhaps most of all, he is being criticized for failing a basic test of French politics — protecting this country's pride. Having quickly agreed to join in a military action, France is now forced to wait on the sidelines while the U.S. Congress debates whether to give its approval. Mr. Hollande's critics say he looks like a lackey.

Even some who have endorsed the decision of a military strike have taken Mr. Hollande to task for his handling of the issue. A front page editorial in *Le Figaro* by Paul-Henri du Limbert said that no one could criticize Mr. Hollande for wanting to face down barbarity, but that nonetheless his strategy left something to be desired.

The president, he said, had somehow managed to "throw a spotlight on his own powerlessness."

"It is a singular situation," Mr. du Limbert concluded. "But no one can expect that France will come out of it looking stronger."

To some degree, Mr. Hollande's decision to stand with the United States and Prime Minister David Cameron of Britain in calling for a military strike against Syria to "punish" the government for using chemical weapons is well in line with French tradition.

French troops were gassed in World War I and France has been long been active in trying to ban such weapons. Mr. Hollande's Socialist Party is generally sympathetic to humanitarian intervention in the case of atrocities.

Under President Nicolas Sarkozy, Mr. Hollande's predecessor, France sought closer ties with Syria, including inviting President Bashar al-Assad to Bastille Day celebrations at the Élysée Palace. As a result, a number of business agreements were forged between the two countries, most of which have dissolved since the violence erupted.

France has other reasons to care about what happens in Syria, including protecting neighboring Lebanon, a former French colony. It is also being pressed by allies, including Saudi Arabia, to see the conflict in Syria as part of a broader proxy fight over Iran. Mr. Kerry said Sunday that he had received assurances of Saudi support for a strike on Syria.

But for Mr. Hollande, as for Mr. Obama and Mr. Cameron, almost nothing on this issue has unfolded smoothly

or quickly. Under pressure to win more support from other European countries, the French president now says that any action should await the completion of a report by U.N. weapons inspectors on the apparent gas attacks, which took place near Damascus last month and,

The French president is being criticized for failing a basic test of French politics — protecting this country's pride.

according to U.S. intelligence reports, killed more than 1,400 people. When he succumbed to pressure to hold a debate on the matter in Parliament, opponents across the ideological spectrum brought up many of the same concerns being discussed in Britain and the United States.

"There was a contagion effect from what was going on in the U.S.," said Hubert Védrine, a former French minister who is a member of Mr. Hollande's party. "And people became very aware that Syria is not Mali. And suddenly there were some very difficult questions being discussed. Can we do it? Is it legitimate to do it? Will it achieve anything?"

Mr. Hollande's supporters say he could hardly have anticipated this turn of events, especially Mr. Obama's decision to seek legislative approval.

"What we have seen in recent years is American presidents trying to get more powers for themselves," said one former advisor to Mr. Sarkozy, who spoke on the condition of anonymity because he did not want to look as if he was meddling in Mr. Hollande's affairs. "So, I think it natural that it surprised Hollande that Obama would do something like that."

Nonetheless, Mr. Hollande now faces a Parliament empowered by public opinion, with some members, including his own supporters, still calling for a vote on the issue.

Some have suggested that polling Parliament could even present Mr. Hollande with a deft way of reasserting France's independence. Noël Mamère, a prominent member of the Green party who supports Mr. Hollande's stance, said he wanted Parliament to hold a vote on the same timetable as the U.S. Congress.

"I think that is a way to show that we are deciding on our own," he said.

Russia proposes oversight on Syria

LONDON

Unexpected initiative would put chemical arms under global monitoring

BY MICHAEL GORDON,
STEVEN LEE MYERS
AND BRIAN KNOWLTON

As President Bashar al-Assad warned of untold “repercussions” in the event of U.S.-led airstrikes against Syria, Russia on Monday proposed international monitoring of Syrian chemical weapons, throwing an unexpected new wrinkle into the Obama administration’s beleaguered push for action.

The Russian proposal, advanced in Moscow by Foreign Minister Sergey V. Lavrov, came just hours after Secretary of State John Kerry had first suggested — then quickly retreated from — the notion that Mr. Assad could prevent a punitive strike by turning over his chemical weapons.

“We don’t know whether Syria will agree with this, but if the establishment of international control over chemical weapons in the country will prevent attacks, then we will immediately begin work with Damascus,” Mr. Lavrov said after a meeting with Foreign Minister Walid al-Moallem of Syria.

The government in Damascus later welcomed the proposal.

In Washington, the deputy national security adviser, Tony Blinken, said the United States would welcome a decision by Syria to give up its chemical weapons, would “take a hard look at this” and would discuss it with Russia. But he noted that the Russians had blocked past efforts to resolve the crisis through the United Nations.

The initiative, he added, had come only under pressure of a threatened U.S. strike, making it all the more important, he said, for Congress to vote to maintain that threat.

The new twist came on a day of intense diplomatic attempts to unravel the Syria crisis, and amid furious lobbying in Washington. The Obama administration is mounting an all-out campaign to overcome heavy opposition in Congress to — and a decided lack of public support for — any military intervention

ground, their eyes glassy, their bodies twitching, and not think of my own two kids. I can only imagine the agony of those parents in Damascus.” She was speaking before the New America Foundation, a nonpartisan policy institute.



YURI KADOBNOV/AFP

Foreign Minister Sergey V. Lavrov of Russia in Moscow on Monday.

in the Syrian civil war.

The Russian proposal, analysts said, might make it even harder for Mr. Obama to gain backing from a Congress already deeply wary of a new and costly military involvement in a chaotic Middle Eastern war.

Facing the prospect of what could be a politically crippling defeat in Congress over Syria — one that would doubtless have ramifications on U.S. leadership abroad — President Barack Obama gave interviews Monday to half a dozen news media outlets.

He sent his national security adviser, Susan E. Rice, to lay out the Syria argument before a policy research center. He was counting on supportive words from his former secretary of state, Hillary Rodham Clinton, during a White House visit Monday. And he prepared to deliver a nationally televised speech to take his case to the American public on Tuesday.

Ms. Rice, in her speech, used some of the most gripping and personal language to emanate from the administration as she described the scene of the deadly attack near Damascus on Aug. 21 that prompted the administration’s call for action.

Syrian forces, she said, “unleashed hellish chaos and terror on a massive scale. Innocent civilians were jolted awake, choking on poison. Some never woke up at all. In the end, more than 1,400 were dead, more than 400 of them children.”

Referring to widely viewed videos from the scene, Ms. Rice added: “As a parent, I cannot look at those pictures, those little children laying on the

Mrs. Clinton, speaking shortly after a meeting with Mr. Obama, said of the Russian initiative that it would be “an important step — but this cannot be another excuse for delay or obstruction, and Russia has to support the international community’s efforts sincerely, or

be held to account.”

Earlier, a key Democrat, Senator Diane Feinstein of California, embraced the Russian proposal. Ms. Feinstein, the chairman of the Senate Intelligence Committee, said in a statement that “Russia can be most effective in encouraging the Syrian president to stop any use of chemical weapons and place all his chemical munitions, as well as storage facilities, under United Nations control until they can be destroyed.”

The remark from Mrs. Clinton and the statement from Ms. Feinstein suggested that there might be building momentum behind the idea of averting a strike by trying further democracy.

A key test vote on Syria is expected in the Senate no sooner than Wednesday, with the House to follow, possibly early next week.

In a surreal bit of international stagecraft, Mr. Assad made a rare appearance on American television screens Monday.

He maintained in an interview with CBS that the United States had offered “not a single shred of evidence” that his government was behind the deadly chemical attack near Damascus on Aug. 21; that any U.S. airstrike would be in “direct support” of Qaeda-linked militants fighting to oust him; and that such a strike would have untold “repercussions” for U.S. interests throughout the region.

“If you strike somewhere, you have to expect the repercussions somewhere else in different forms in — in a way that you don’t expect,” he said.

Asked whether he was suggesting that those repercussions might come from Syrian friends like Iran or the Islamist militants of Hezbollah, Mr. Assad replied: “Yeah. As I said, it’s — it may take different forms, direct and indirect. Direct when people want to retaliate — or governments. Indirect when we’re going to have instability and the spread of terrorism all over the region that will influence the West directly.”

Mr. Kerry, in London at the end of a European tour aimed at bolstering support for a strike at Syria, was asked whether Mr. Assad could do anything at this point to avert a U.S. led attack.

“Sure,” Mr. Kerry replied. “He could turn over every single bit of his chemical weapons to the international community in the next week — turn it over, all of it, without delay, and allow the full and total accounting.”

“We will be able to hold Bashar al-Assad accountable without engaging in troops on the ground or any other prolonged kind of effort in a very limited, very targeted, very short-term effort that degrades his capacity to deliver chemical weapons without assuming responsibility for Syria’s civil war,” Mr. Kerry said at a joint news conference with William Hague, the British foreign secretary.

“That is exactly what we are talking about doing — unbelievably small, limited kind of effort.”

Mr. Kerry’s suggestion was more of a debating point than a serious ultimatum: He said he did not believe that Mr. Assad would take such action and expressed

Majority of Americans oppose strike against Assad, poll finds

WASHINGTON

BY MARK LANDLER
AND MEGAN THEE-BRENAN

Americans are emphatically opposed to a military strike on Syria, even though most think President Bashar al-Assad's forces probably used chemical weapons against civilians, and many say Syria's use of these weapons poses a threat to the United States, according to the latest New York Times/CBS News poll.

These findings illustrate the depth of the challenge facing President Barack Obama as he tries to make the case for a limited strike against Syria in a speech on Tuesday to a nation that has increasingly turned away from its post-World War II vision of American engagement with the world.

Six people in 10 oppose airstrikes against Syrian military targets, according to the telephone poll taken Friday through Sunday, with similar majorities fearing that military action could enmesh the United States in another long, costly engagement in the Middle East and would increase the terrorism threat to Americans.

For Mr. Obama, who has repeatedly ruled out sending troops to Syria and promised a "limited, tailored" operation there, the findings underscore that he has failed so far to make his case to an American public weary after more than a decade of war in Afghanistan and Iraq, and more skeptical than ever of thrusting the United States into foreign conflicts.

Nearly 80 percent of those polled said the Obama administration had not clearly explained its objectives in Syria, while 69 percent said Mr. Obama should not go ahead with a strike without congressional authorization. Fifty-six percent of respondents said they disapproved of how the president has handled Syria, while 33 percent approved.

The nationwide poll of 1,011 adults was conducted on both land lines and cell-phones. It has a margin of sampling error of plus or minus three percentage points.

The results echoed those of recent polls in Britain and France.

An ICM Research survey conducted for the British Broadcasting Corp. found that 71 percent of Britons believed that Parliament was right to reject any British military involvement in Syria.

And an Ifop poll for Le Figaro said that 68 percent of respondents in France were opposed to involvement in any "international military intervention."

The growing antipathy to foreign en-

doubt whether it was even feasible with war raging in Syria. "He isn't about to do it, and it can't be done," Mr. Kerry said.

He also rejected Mr. Assad's claims that he was not responsible for the Aug. 21 attack, saying that three officials in the Syrian government maintained control over the country's chemical weapons stocks and their use: Mr. Assad, his brother Maher and a senior general.

But Mr. Lavrov, speaking a few hours later in Moscow, treated the proposal as a serious one — a possible compromise that could help unwind a tense standoff.

"We are calling on the Syrian leadership to not only agree on placing chemical weapons storage sites under international control, but also on its subsequent destruction and fully joining the treaty on prohibition of chemical weapons," he said.

Mr. Lavrov said he had given the proposal to his Syrian counterpart, Mr. Moallem. Wire services later reported that Damascus welcomed the initiative.

Mr. Lavrov said that Russia was proposing that Syria join the international Convention on Chemical Weapons, which bars the manufacture, stockpiling and use of poison gas.

Publicly, the Syrian government, which is known to have amassed an enormous stockpile of chemical arms, has neither confirmed nor denied possessing them.

Obama administration officials have discussed the idea of presenting Mr. Assad with an ultimatum. But officials are wary of giving the Syrian leader an opportunity to play for time, and carrying out chemical weapons inspections as fighting rages appears to be a near impossibility.

Still, Mr. Lavrov's proposal might be seen as providing the diplomatic out that many — in the U.S. Congress, in some European capitals, and in parts of the Arab world — have been hoping for.

Western intelligence agencies believe the Syrian military has been moving and concealing its chemical stocks, making it extraordinarily difficult for outside monitors to do their work.

At the same time, a Russian guarantee of their security might carry weight. Russia presumably would be invested in avoiding airstrikes against its Syrian ally. Russian technicians might also know where chemical stocks are located.

Mr. Obama, facing a stiff challenge to achieve support on Syria from the Republican-controlled House of Representatives — and even from the Democratic-controlled Senate — might possibly find such a diplomatic outcome more palatable than the prospect of a stinging congressional loss.

But on Monday, Mr. Obama and his national security team were pulling out all the stops to gain support for a Syria strike.

agement, more than anything, may explain the lack of support in the United States for a strike against Syria. More than 60 percent of respondents said the United States should not take a leading role in trying to solve conflicts.

In April 2003, a month after the U.S. invasion of Iraq began, 48 percent favored such a leading role, while 43 percent opposed it.

When asked whether the United States should intervene to try to change dictatorships to democracies, 72 percent said no, while only 15 percent said yes. That is the highest level of opposition in a decade of polls on this question. The percentage of those saying the United States should stay out has risen steadily from the beginning of the Iraq war, when 48 percent favored staying out and 29 percent favored getting involved.

"What our government needs to do is work on keeping our country safe" Jeanette Baskin, a social worker from Staten Island, New York, said in a follow-up interview. "We invest all this money in foreign countries and fixing their problems, and this country is falling apart — makes no sense."

Ms. Baskin, who is 69 and said she was neither Democratic nor Republican, dismissed Mr. Obama's assurances that a strike against Syria would be limited and specific, raising as an antecedent the attacks of September 11, 2001, on the eve of their 12th anniversary.

"Whoever did the World Trade Center and those other places had specific targets in mind," she said. "Did that make it right?"

Alice Ridinger, a retired school administrator in Hanover, Pennsylvania, said that she found Syria's use of chemical weapons "terrible," but that the

United States had no business getting entangled in a civil war, particularly given her skepticism that the nation could avoid deeper involvement.

"Even if it was just specific military strikes, I don't think that would be the end of it," said Ms. Ridinger, who described herself as a Republican.

"The president hasn't laid out what would happen after that," she said. "What will happen if that doesn't stop the civil war?"

Paris Institute an Anchor for Kurds Worldwide

By Tessa Manuella
rudaw.net

When Kurds fled the Middle East in large numbers after Turkey's crackdown on its large Kurdish minority following the 1980 military coup and during the 1980-88 Iraq-Iran war, it was the Kurdish Institute of Paris that helped many of the intellectuals in the fleeing crowds settle in France.

One of the oldest Kurdish organizations in the West, the institute has served as an ambassador for the Kurdish language, history and cultural heritage. Its tasks have included gathering Kurdish and Western activists and specialists together to influence international policy makers.

The institute has helped many Kurdish artists escape repression in Iran, Iraq and Turkey, among them Yilmaz Guney, the Turkish-born award-winning film director who was acclaimed at the 1982 Cannes Film Festival for his film, "Yol."

"Three hundred students received scholarships from the institute, some of whom then became university professors or engineers," explains Kendal Nezan, the institute's president. "Forty percent of them were women."

After starting as an association for Kurdish and French intellectuals working on Kurdish issues, the institute progressively turned into a more active organisation in the early eighties, when the election of left-wing French president Francois Mitterand laid the ground for the development and expansion of cultural associations.

Since then, it has been a place where Kurds from around the Middle East can pursue research and share their knowledge and



Kendal Nezan (L) with Massoud Barzani and Jalal Talabani in Institut kurde de Paris, France 1993. Photolibrary of Kurdistan

recommendations.

As an independent, non-political and secular organization, the institute embraces academics and experts of Kurdish descent and Westerners alike, with the goal of finding better solutions for Kurds in the Middle East.

On its website subscribers and occasional readers can find news about the Kurds as well as a quarterly linguistic magazine. The institute maintains the largest Kurdish library in the Western world, including some 6,500 monographs in 23 languages and a large collection of periodicals, newspapers, photographs and videos.

An online library provides access to many books and references on Kurdish history and language, as well as Kurdish essays, poetry and philosophy.

Academics, linguists, writers and artists publish their works and display their art at the institute, making it a privileged place for maintaining and sharing Kurdish heritage.

"In 1993, we held a special art exhibition as part of the activities organized against the genocide carried out by Saddam

Hussein. The event was attended by both the Kurdish Ministry of Culture and the French president," Nezan says.

The Kurdish Institute of Paris has been significantly involved in increasing French public sympathy toward the Kurds. "In 2002, 74 percent of French people were favorable to the Kurdish cause," Nezan says, giving the results of one of the institute's own polls.

Its advocacy work dates back to 1989, when it organized the first international conference on "Kurdish Identity and Human rights," which gathered 240 personalities and 85 journalists from 32 countries, as well as all existing Kurdish political parties at the time.

The institute's influence over major political and international institutions was established when the United Nations decided on a northern security zone, following international concern over Saddam's attacks on the Kurds. That laid the favorable conditions for an autonomous Kurdish enclave to emerge.

"The biggest lobbying campaign and achievement of the institute was during the Kurdish

mass exodus, when the institute successfully managed to mobilize public opinion in France, as well as internationally, to create a security zone in northern Iraq," Nezan explains.

With the newly-acquired autonomy of the Iraqi Kurdish region, the institute maintained its support to set the foundations of the Kurdish Regional Government (KRG), which now governs the autonomous enclave in northern Iraq.

Today, besides its normal activities, the institute is working at finding solutions for the Kurds of Turkey and Syria.

"The institute managed to have a common declaration adopted, which Kurds from Turkey have agreed upon, and that serves as a basis for discussions," says Nezan.

Backed by its Cultural and Scientific Council, which is composed of 100 high-profile members, it suggests possible solutions that can increase the visibility of Kurds and respect for Kurdish culture, language and rights. The institute is run by 20 volunteers and many influential sponsors and friends.

"If we were to have Bill Gates' or Steven Spielberg's sympathy for our cause, we could have a Kurdish cultural TV," Nezan exclaims.

Despite financial support from French and European institutions, as well as the regional Kurdish government and donors, Nezan admits that money is still an issue.

"We fought hard to survive until now. It's been a survival strategy. With more significant funding, we could be 10 times more efficient," he says.

Nezan says that the institute now looks at facilitating dialogue for the democratization process in the Middle East, and ensuring Kurdistan's cultural and political autonomy.

POUR FAIRE BASCULER L'OPINION PUBLIQUE...

Armes chimiques, la chasse à la preuve

Comme Barack Obama, François Hollande utilise les grands moyens pour convaincre les Français que le régime syrien a bien gazé sa population et justifier ainsi des frappes sur Damas

Montrez-nous les preuves ! Echaudée par le mensonge de George Bush sur les supposées armes de destruction massive irakiennes, l'opinion publique réclame à Hollande de jouer cartes sur table avant toute action militaire en Syrie. Du coup, le président français, comme Obama avant lui, est allé jusqu'à déclassifier des documents secrets afin de convaincre que Bachar al-Assad mérite bien d'être « puni » pour avoir lancé une attaque chimique contre son peuple. Car il a franchi la « ligne rouge » définie par Obama, celle de la Convention sur l'Interdiction des Armes chimiques, ratifiée par 96% des pays de la planète et que l'on peut donc considérer comme universelle, bien que la Syrie soit l'un des rares à ne pas l'avoir signée.

Depuis mars, plusieurs attaques avaient éveillé les soupçons. En juin, les analyses d'échantillons prélevés par « le Monde » avaient confirmé l'utilisation du sarin, un puissant gaz neurotoxique inventé en 1938 par l'Allemagne nazie, inodore et invisible, pouvant être mortel par simple contact. Est-ce le même gaz qui a été utilisé dans des quantités bien plus importantes le 21 août dans les faubourgs de Damas ? Les vidéos de dizaines de corps étouffant, pris de convulsions, morts sans blessure apparente – des symptômes caractéristiques du sarin –, le laissent penser. Des témoins racontent la terreur qui, dès l'aube, a frappé simultanément plusieurs quartiers tenus par les insurgés. Une organisation indépendante, Médecins sans Frontières, a confirmé 355 morts dus à des neurotoxiques. La France en a dénombré 281, les Etats-Unis 1 429. Washington a analysé des cheveux et du sang prélevés sur les lieux de l'attaque et a conclu que du



sarin avait bien été utilisé ce jour-là. Mais il faudra encore trois semaines pour que les échantillons recueillis sur place par les experts de l'ONU, les seuls jugés fiables, confirment ce que tout le monde sait déjà.

Cela fait-il pour autant de Damas le coupable ? La Syrie a admis, le 23 juillet 2012, posséder des armes chimiques. Les renseignements américains et français ainsi que des militaires syriens ayant fait défection ont permis de mesurer l'ampleur de ce programme. C'est en 1973 que Hafez al-Assad, le père de Bachar, a décidé de développer un arsenal chimique dans le but de contrebalancer le programme nucléaire d'Israël. Avec « plus de 1 000 tonnes d'agents chimiques de guerre », la Syrie a aujourd'hui, affirme le renseignement français, « l'un des plus importants stocks opérationnels au monde ». Un arsenal composé d'ypérite, de VX (le plus toxique des agents) et surtout de gaz sarin. Pour les disperser, l'armée dispose de missiles, de bombes aériennes et de roquettes

Un jeune garçon
victime de l'attaque
au gaz toxique
du 21 août dans la
banlieue de Damas

d'artillerie à tête chimique. Mais elle a toujours nié avoir utilisé ces armes et accuse, comme Moscou, les rebelles d'avoir bombardé leur propre zone...

Pourtant, les renseignements occidentaux sont convaincus que « l'opposition n'a pas les capacités de conduire une opération chimique de l'ampleur de celle du 21 août ». Ils affirment avoir des informations selon lesquelles l'attaque a été « préparée trois jours avant » par « une équipe syrienne chargée des armes chimiques ». L'opération a été « massive, coordonnée et simultanée » : les Etats-Unis assurent posséder des images satellite montrant « les tirs de roquettes d'artillerie » suspectés d'avoir disséminé du sarin sur une dizaine de quartiers sous emprise rebelle dans les faubourgs est et ouest de la Ghouta, « lancés à l'aube depuis une zone sous contrôle du régime ». Damas a ensuite « conduit des frappes terrestres et aériennes importantes sur les zones des attaques », notamment pour « détruire des preuves ».

Les Américains ont intercepté des conversations dans lesquelles « un responsable syrien confirme l'utilisation d'armes chimiques le 21 août et s'inquiète des preuves que les inspecteurs de l'ONU pourraient obtenir ». « Disons que c'est un faisceau d'éléments suffisant pour se forger une intime conviction », conclut Olivier Lepick, de la Fondation pour la Recherche stratégique. « Un argument d'autorité et non une démonstration scientifique », rétorque Joseph Henrotin, du Centre d'Analyse et de Prévision des Risques internationaux, qui juge « le dossier bien mince pour contrer la Russie ». Les Etats-Unis, eux, ont « la forte certitude » que c'est bien Damas le coupable mais pas la preuve qui permettrait de clouer le bec à Moscou et à Pékin.

SARAH HALIFA-LEGRAND

Des voix discordantes en Iran sur le soutien à la Syrie

Selon M. Rafsandjani, le peuple syrien « reçoit des bombes chimiques lâchées par son propre régime »

Deux semaines après l'attaque chimique ayant fait plusieurs centaines de morts le 21 août dans la plaine de la Ghouta, dans les faubourgs de Damas, le pouvoir iranien ne semble plus aussi unanime dans son soutien à Bachar Al-Assad.

Cette fois, la voix dissonante est venue de l'ancien président Akbar Hachémi Rafsandjani, chef du Conseil de discernement et figure du camp modéré. « D'un côté, le peuple reçoit des bombes chimiques lâchées par son propre régime. D'un autre côté, il doit attendre les bombes américaines », s'est ainsi désolé M. Rafsandjani, le 1^{er} septembre, lors d'un discours dans le canton de Savadkouh, dans le nord du pays.

Ces accusations directes contre Damas, reprises aussitôt par l'agence officielle Ina, ont suscité un grand embarras à Téhéran, poussant l'agence à modifier dans un premier temps sa dépêche puis à supprimer le passage qui imputait au régime de Bachar Al-Assad l'utilisation des armes chimiques.

Le fait qu'un responsable politique de haut rang ait osé se démarquer de la ligne officielle, consistant à désigner les rebelles, « soutenus par l'Occident et par certains pays de la région », comme les vrais auteurs du massacre, a provoqué de nombreuses réactions hostiles.

« Les déclarations incroyables de M. Rafsandjani sur l'usage des armes chimiques en Syrie avaient

déjà été prononcées, de manière excessive, par la Maison Blanche et par Tel-Aviv, dans le but de porter secours aux mouvements salafistes et djihadistes », peut-on lire par exemple sur le site Blognews, proche des conservateurs.

Guerre Iran-Irak

Le cabinet de communication du Conseil de discernement a tenté d'éteindre l'incendie par la voix de son porte-parole, Reza Soleimani, qui a expliqué que « M. Rafsandjani avait affirmé qu'en Syrie des armes chimiques avaient été utilisées, mais il n'a pas mentionné le gouvernement d'Assad ».

Reste que ces déclarations, et l'embarras qu'elles ont provoqué, pourraient bien traduire le malaise grandissant d'une partie des dirigeants iraniens. L'attaque du 21 août, relatée par presque tous les médias en Iran, a réveillé dans l'opinion les souvenirs amers de la guerre Iran-Irak (1980-1988) et le recours systématique aux armes chimiques par Saddam Hussein contre des civils et des militaires. Un souvenir qui resté très vivace dans la mémoire collective.

Conscient de l'effet des images provenant de la Syrie sur l'opinion, le président modéré Hassan Rohani a réagi en premier le 24 août. « Nous condamnons, de manière ferme, l'utilisation des armes chimiques », a-t-il annoncé sur son compte Twitter, sans dénoncer de responsable. M. Rohani a demandé à la communauté internationale d'employer toute sa force pour empêcher l'usage de ces armes « où que ce soit, notamment en Syrie ».

La détermination des plus conservateurs à défendre activement le régime syrien semble cependant intacte. Alors que les gardiens de la révolution revendiquent de plus en plus ouvertement leur participation aux combats en Syrie, une délégation parlementaire iranienne est partie, le 31 août, en Syrie, pour une visite de trois jours. L'objectif de cette visite, selon le député conservateur Mansour Haghighapour : « Montrer le soutien du peuple et du gouvernement de la République islamique à l'axe de la résistance islamique et condamner l'usage des armes chimiques par les terroristes. »

GHAZAL GOLSHIRI

M. Poutine exige des « preuves convaincantes »

Vladimir Poutine a exigé, mercredi 4 septembre, que les Occidentaux présentent à l'ONU des « preuves convaincantes » de l'usage d'armes chimiques par le pouvoir syrien, affirmant que la Russie accepterait alors d'agir « résolument ». Dans une interview à la chaîne publique Pervyi

Kanal, le président russe a souligné que, dans le cas contraire, une intervention en Syrie sans l'aval du Conseil de sécurité serait une « agression ». M. Poutine a par ailleurs indiqué que la Russie avait suspendu ses livraisons à Damas de missiles sol-air S300. — (AFP.)

Le gouvernement irakien pressé de faire la lumière sur la tuerie du camp d'Achraf

52 opposants iraniens en exil sont morts dans une attaque le 1^{er} septembre, près de Bagdad

Trois jours après la tuerie qui a fait une cinquantaine de morts, le 1^{er} septembre, dans un camp d'exilés iraniens, près de Bagdad, la pression s'accroît sur les épaules du premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, sommé de fournir des explications sur les circonstances ayant mené à ce bain de sang. Mardi 3 septembre, de retour d'une visite dans ce camp, baptisé Achraf et situé à 80 km au nord-est de la capitale, le représentant spécial de l'ONU en Irak, Gyorgy Bustin, a demandé au gouvernement de Bagdad une



« enquête « impartiale », « transparente » et « sans délai ».

L'organisation des Moudjahidin du peuple iranien (OMPI), une formation d'opposants au régime iranien, présente à Achraf depuis 1986, accuse le pouvoir irakien, sous obédience chiite, d'avoir planifié et exécuté cette attaque sur les ordres de Téhéran, son principal allié dans la région. « A l'approche de possibles frappes américaines sur la Syrie, un vent de panique souffle sur le régime iranien, assure Afchine Alavi, porte-parole à Paris du Conseil national de la résistance iranienne, dont l'OMPI est la principale composante. Parce qu'il s'affaiblit sur le front régional, le régime estime urgent de se débarrasser des Moudjahidin », qui constituent sinon une menace, du moins une nuisance à sa frontière. Partisan repentini de la lutte armée contre l'Iran, l'OMPI a figuré sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis, respectivement jusqu'en 2009 et 2012.

L'ONU a recensé 52 cadavres

Le gouvernement irakien a réfuté ces accusations, sans offrir néanmoins d'explications précises sur le déroulement des faits. Ses responsables, qui démentent que des soldats aient pénétré dans le camp, ont évoqué tout à tour des combats entre différentes factions de l'OMPI, l'explosion d'un baril de pétrole, ou une riposte à une attaque des exilés sur un poste de contrôle de l'armée irakienne. Bagdad affirme que trois membres de ses forces de sécurité sont morts dans les violences, ce qu'un médecin d'un hôpital voisin, interrogé par l'AFP, a confirmé.

Les éléments collectés sur place par la mission de l'ONU, qui a recensé 52 cadavres, tendent cependant à accréditer la thèse d'un massacre prémédité. « Tous les morts semblaient porter des traces de blessures par balles, la plupart à la tête et dans le haut du corps, et plusieurs d'entre eux avaient les mains

attachées derrière les dos», souligne le communiqué des Nations unies. Des descriptions qui correspondent aux clichés diffusés par l'OMPI, où l'on voit des hommes baignant dans des flaques de sang, les mains ligotées, et une femme avec un impact de balle dans le front.

Dimanche soir, le bureau de M. Maliki avait annoncé la mise en place d'une commission d'enquête, sans se prononcer sur les circonstances du drame. Les organes officiels iraniens ont été, eux,

davantage prolixes. L'agence Mehr, liée au renseignement iranien, a rapporté, le 1^{er} septembre, des propos de son ministre de tutelle, affirmant qu'*«il est probable que (...) le gouvernement irakien a été contraint d'affronter ceux qui vivaient dans la base d'Achraf»*. Dans un communiqué aux accents triomphateur, le corps des pasdars, l'unité d'élite du régime iranien, s'est réjoui de cet *«acte révolutionnaire»*, au cours duquel *«les enfants courageux des martyrs*

moudjahidines irakiens ont exercé leur vengeance historique sur l'organisation des Moudjahidin».

Selon l'OMPI, sept autres résidents du camp, qui en comptait cent, sont portés disparus. Les quarante Moudjahidin encore présents à Achraf redoutent un nouvel assaut des forces de sécurité irakiennes, en dépit du maintien sur place d'une poignée d'observateurs de l'ONU.

Par le passé en 2009 et 2011, le camp a déjà été la cible d'attaques,

bien que le gouvernement irakien se soit engagé à le protéger, une responsabilité qui incombait jusqu'en 2009 aux Etats-Unis. En 2012, la presque totalité de ses résidents avaient été transférés dans une ancienne base américaine, le camp Liberty, près de Bagdad, où ils attendent une hypothétique autorisation d'émigrer vers les Etats-Unis ou l'UE. La centaine de Moudjahidin restée à Achraf était censée procéder à la vente des installations du camp. ■

BENJAMIN BARTHE

Le Monde

Vendredi 6 septembre 2013

Pays arabes, combien de divisions? En 2011, les pays membres de la Ligue arabe avaient approuvé sans le moindre état d'âme l'intervention de l'OTAN qui devait être fatale au despote libyen, Mouammar Kadhafi, détesté par ses pairs.

Deux ans plus tard, ces mêmes Etats se déchirent sur l'opportunité d'une opération franco-américaine contre le régime du dictateur syrien, Bachar Al-Assad.

Réunis dimanche 1^{er} septembre au Caire, les ministres arabes des affaires étrangères se sont certes accordés sur un texte qui appelle la communauté internationale à *«prendre les mesures de dissuasion nécessaires»* contre le pouvoir syrien, à qui ils ont imputé le massacre à l'arme chimique du 21 août.

Mais, sous cette résolution *a minima*, qui n'évoque pas l'éventualité de frappes étrangères et se distance de toute action en dehors du cadre onusien, de profondes divisions affleurent. Avec, parfois, des motivations fort différentes, y compris à l'intérieur de chaque famille, partisane d'une intervention, prudente ou opposée.

Les interventionnistes

Non seulement favorables à une intervention, fût-elle menée sans le feu vert de l'ONU, certains pays arabes s'apprentent à y participer, de manière plus ou moins avouée (aide logistique, renseignement, financements...). Au premier rang de ce groupe figure l'Arabie saoudite, parrain numéro un du Conseil national syrien (CNS), la principale coalition anti-Assad, à qui elle fournit armes et argent.

En s'attaquant à Damas, maillon central de *«l'arc chiite»* qui court des ayatollahs iraniens aux miliciens du Hezbollah, Riyad, gardien des intérêts sunnites au Proche-Orient, cherche à affaiblir Téhéran, sa bête noire dans la région, aux ambitions nucléaires suspectes.

La perspective d'une opération militaire divise les pays arabes

A l'exception d'Oman, les autres monarchies de la péninsule Arabique font peu ou prou le même calcul, notamment les Emirats arabes unis, où la France dispose d'une base militaire susceptible d'être utilisée, et le Qatar, dont la diplomatie est moins tapageuse depuis le remplacement de l'émir Hamad par son fils, Tamim, en juin, mais pas moins décidée.

Pour la Libye, les motivations sont différentes. Son positionnement est dicté par une forme de solidarité révolutionnaire et la conscience, aiguë, que sans l'OTAN Kadhafi trônerait toujours à Tripoli.

Plus discret, mais pas moins impliqué dans les préparatifs d'une éventuelle guerre: la Jordanie. Le royaume hachémite, qui se sait vulnérable du fait de sa proximité avec la Syrie, donne en public des gages de neutralité.

Mais, sous la pression du Parnain américain et des grands argentiers du golfe, Amman a dû ouvrir sa frontière nord aux transferts d'armes saoudiennes vers les insurgés. Fin août, le pays a accueilli une réunion en forme de veillée d'armes des chefs d'Etat-major de plusieurs pays, dont les Etats-Unis, la France, l'Arabie saoudite et le Qatar.

Les légalistes

Par respect pour le droit international ou simple prudence politique, cette catégorie s'oppose à toute intervention qui n'aurait pas le cachet onusien. Une position condamnée à l'impuissance, du fait de l'obstruction de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le Maroc en fait partie. Tout en ayant pris *«connaissance avec indignation des preuves avérées de l'uti-*

lisation d'armes chimiques interdites par la communauté internationale», dont il tient le régime syrien pour responsable, le ministère marocain des affaires étrangères s'est borné à appeler *«la communauté internationale à œuvrer pour trouver une solution à même de sauver le peuple syrien»*.

«Nous ne sommes pas favorables à une intervention, cela en engendrerait une autre», souligne Medhdi Bensaïd, député du Parti authenticité et modernité (PAM, opposition) réputé proche du palais de Mohammed VI.

Cette voie médiane est également celle du sultanat d'Oman, moins obnubilé par la menace iranienne que ses voisins du golfe Arabo-Persique ou du Soudan.

«Ces pays redoutent une escalade régionale, ils sont persuadés qu'il n'y a pas d'autre solution que politique, mais ils ne peuvent pas se permettre de heurter de front les pays du golfe», observe un diplomate arabe.

Les anti-intervention

Ceux-là sont hostiles à toute forme *«d'ingérence étrangère»* en Syrie, avec ou sans bénédiction de l'ONU. Dans le cas de l'Irak, sous obédience chiite, cette position relève d'une forme de solidarité religieuse – le clan Assad étant de confession alaouite – une dissidence du chiisme – doublée d'une obligation stratégique, les deux pays appartenant à la sphère d'influence iranienne.

Ces considérations valent pour le Liban, où aucun gouvernement ne peut se permettre d'ignorer le Hezbollah, bras armé de Téhéran.

Autre allié traditionnel de Damas sur la scène diplomatique, l'Algérie, où François Hollande s'est vu désigné comme le *«nouveau chihuahua des Américains»* sur des

sites Internet. Le ministre algérien des affaires étrangères, Mourad Medelci, a toutefois précisé sur une chaîne de télévision arabe que le pays n'accorderait pas *«l'asile politique»* à Bachar Al-Assad.

L'Egypte et la Tunisie, deux phares du *«printemps arabe»*, n'auraient pas dû figurer dans les rangs des anti-intervention. Mais, après le renversement de Mohamed Morsi, l'ex-président égyptien issu des Frères musulmans, la coalition militaro-libérale désormais au pouvoir au Caire n'est pas pressée de voir l'opposition syrienne, où les islamistes jouent le premier rôle, s'installer dans le palais d'Assad.

Plus étonnant: le gouvernement tunisien dominé par les islamistes du parti Ennahda s'est dit *«opposé à toute intervention étrangère dans un pays indépendant et souverain»* à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée, le 30 août, à la question syrienne en présence du président Moncef Marzouki. Position confirmée par onze cadres dirigeants d'Ennahda signataires d'un communiqué, diffusé mardi 3 septembre, dans lequel le parti islamiste affiche clairement son hostilité à *«une attaque militaire étrangère en Syrie sous n'importe quel prétexte»*.

Officieusement, Ennahda dit craindre qu'en cas d'attaque extérieure Bachar Al-Assad ne devienne le *«champion de l'anti-américanisme dans la région»*. Surtout, le gouvernement tunisien, en proie à de graves difficultés intérieures, cherche à ménager l'opposition, dont une partie à gauche, parmi les nationalistes arabes, n'ont jamais caché leur soutien au régime syrien. A Tunis, les portraits d'Assad et les drapeaux syriens flottent parfois dans les manifestations. ■

BENJAMIN BARTHE
ET ISABELLE MANDRAUD



Hollande cherche un soutien politique à son action militaire

François Hollande a entamé ce G20 de Saint-Petersbourg dans une position pour le moins inconfortable. Il devait mettre à profit ces deux jours de pourparlers afin d'élaborer avec les Etats-Unis un début de coalition pour soutenir, au moins politiquement, une intervention militaire contre le régime de Damas. A peine a-t-il posé, hier, le pied en Russie, que le président français a été cueilli à froid par les déclarations de Herman Van Rompuy. En début

d'après-midi, le président du Conseil européen s'est désolidarisé de l'initiative franco-américaine: «Il n'y a pas de solution militaire en Syrie.» «La solution doit être politique» et s'inscrire dans le cadre des Nations unies, a-t-il martelé, reprenant la petite musique que le président russe, Vladimir Poutine, avait commencé à jouer depuis quelques jours. Après avoir qualifié de «crime contre l'humanité» les attaques chimiques attribuées au régime syrien, Van Rompuy s'est refusé de donner le moindre

feu vert à des frappes militaires. «Quant à savoir quelle sera la réaction de l'Union européenne, s'il y a une intervention militaire de la France, nous ne savons pas encore, nous y travaillons...» a-t-il éludé. Ce n'est pas un désaveu, mais une évidente prise de distance vis-à-vis du couple franco-américain. **Improvisée.** Hier, après une entrevue avec le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, soutien de la première heure à une intervention, Hollande s'est entretenu, de façon improvisée, avec Angela Merkel. Dix petites minu-

tes, pendant lesquelles la chancelière allemande a insisté sur l'importance d'une solution politique. Etrange écho aux déclarations de Van Rompuy. Hollande avait certes fait le deuil d'un soutien ferme et massif de l'UE à une intervention. Mais il ne s'attendait pas à un tel pas de côté: Mardi, il déclarait encore: «Nous aurons donc à être, en ce qui nous concerne, [...] en pleine solidarité avec les Européens, je ne conçois pas l'action de la France séparée.» Dans l'entourage du président français, on dit n'espérer des Européens qu'une «constatation» et une «condamnation» de l'utilisation des armes chimiques par Damas. Autant dire une position a minima, qui isole la France. «C'est très important que les Européens qui sont présents au G20 soient [...] sur la même position de condamner l'utilisation des armes chimiques», a affirmé hier Hollande, tentant de redonner un semblant d'unité à la position européenne. «Nous n'aurons pas forcément la même attitude parce qu'il y a des pays, comme la France, qui sont en capacité d'intervenir et d'autres qui, par leur propre situation ou par leur propre volonté, ne le veulent pas ou ne le peuvent pas.»

Dans le bus qui les menait vers le dîner offert par Vladimir Poutine, les Européens du G20 (France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Espagne) ont donc improvisé une réunion pour esquisser un début d'harmonisation. Paris comme Berlin plaident pour que l'ONU puisse communiquer au plus vite les éléments de preuve de la responsabilité d'Al-Assad dans l'attaque chimique de la Ghouta, recueillies par ses inspecteurs.

Préalable. En attendant, Hollande cherche à convaincre ses interlocuteurs qu'une intervention militaire n'est pas antinomique avec la «solution politique», défendue par Merkel. Elle serait juste un préalable indispensable. Et d'autant plus efficace qu'elle aura réussi à faire bouger le rapport de force en Syrie. Voilà pourquoi, pour l'Elysée, il ne faudrait surtout pas qu'après ces frappes, le régime d'Al-Assad puisse bomber le torse sur le mode du «même pas mal».



6 SEPTEMBRE 2013

KADRI GÜRSEL ÉDITORIALISTE TURC

AU JOURNAL «MILLIYET»:

«La Turquie adopte des positions sectaires»

Kadri Gürsel est spécialiste de politique étrangère au quotidien libéral turc Milliyet.

Que veut le Premier ministre turc islam-conservateur, Recep Tayyip Erdogan ?

Engagé à fond dans le soutien à la rébellion syrienne, le gouvernement, qui est dans une impasse, espère que des frappes prolongées, comme lors de la guerre du Kosovo, pourraient porter à un renversement du régime. La politique menée par Ankara depuis le début de la révolte contre Bachar al-Assad – traité jusque-là comme un partenaire par Recep Tayyip Erdogan – a été un fiasco, rendant la situation toujours plus chaotique sur le terrain, par le soutien fourni aux composantes islamistes de la rébellion. La Turquie est devenue un acteur direct de la crise, adoptant des positions sectaires – pro-sunnites et pro-Frères musulmans – au risque d'importer de ce côté d'une frontière de 900 km les conflits entre alévis [secte moderniste issue du chiisme, pesant quelque 15% de la population, ndr] et sunnites, entre laïcs et islamistes, entre Turcs et Kurdes.

Que pense la population ?

Les sondages depuis le début du conflit montrent tous l'opposition d'une écrasante majorité des Turcs – entre 70% et 80% selon les enquêtes et les moments – contre une intervention en Syrie, même dans un cadre inter-

national, car ils y voient un risque sérieux de déstabilisation du pays. Pour la grande majorité de l'opinion et pour l'opposition, notamment de gauche, un tel engagement est perçu comme la stratégie aventuriste d'un pouvoir islamiste cherchant à installer ses alliés à Damas plus qu'à défendre les intérêts de la nation. Face à l'afflux de réfugiés, Ankara a refusé l'aide des organisations internationales, comme le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés, affirmant être capable de faire face seule au problème.

La Turquie participera-t-elle à une intervention ?

L'exigence d'une intervention plus importante avancée par Erdogan est une façon de justifier vis-à-vis de ses partisans le refus d'Ankara de s'impliquer concrètement dans les frappes visant à sanctionner

Damas pour l'usage des armes chimiques. Si elle le faisait, elle deviendrait un objectif légitime pour des représailles syriennes, au risque d'une escalade incontrôlée qui impliquerait l'Otan en tant que tel, puisque la Turquie est le pilier du flanc sud-est de l'Alliance. Ni les Etats-Unis ni la France, les deux seuls pays engagés, n'ont besoin de la Turquie, même pas pour un soutien logistique, mais la base américaine et de l'Otan d'Incirlik pourrait par exemple accueillir en cas d'urgence des avions en difficulté.

Recueilli par MARC SEMO



Iraqi Kurdistan Minister Addresses Syria, Refugee Crisis

By: Andrew Parasiliti for Al-Monitor September 12.

Washington — The Kurdistan Region of Iraq is facing a crisis because of a surge in Syrian refugees, said Falah Mustafa Bakir, head of the Department of Foreign Relations of the Kurdistan Regional Government (KRG) of Iraq, in an exclusive interview with Al-Monitor. Syrian refugees in the Kurdistan Region of Iraq number 220,000, and are increasing by 500 to 1,000 each day and include Syrian Arabs and Christians as well as Kurds.

Bakir, who is in Washington this week for meetings with US policymakers, said this crisis is “not noticed by the international community.”

The refugees “are in need of help, shelter, educational services, some of them are in camps, some of them are scattered,” he said. He added that this is a priority in his discussions in Washington.

The Kurdistan Region of Iraq has been a model of economic success and stability compared to the rest of Iraq, and has until now been spared the terrorism that has taken over 4,000 lives in the country this year.

“Our people have suffered at the hands of terrorism, we have suffered from the usage of chemical weapons, we have suffered from the notorious Anfal operation,” in the past, he said, noting that this year is the 25th anniversary of the chemical weapons attack by Saddam Hussein’s forces on the Kurdish town of Halabja, which killed 5,000 and injured up to twice that number.

Bakir, who holds a ministerial rank in the KRG, credited the Kurdish police and peshmerga forces for exceptional security in a “region full of turmoil.”

Bakir described the complex environment and nimble diplomacy required to balance the KRG’s support for Syrian Kurds with its broader regional objectives, including maintaining good ties with Turkey, which advocates regime change in Syria.

“Close to 3 million Kurds live in Syria,” he said. “They were denied their rights, they did not enjoy their human rights, cultural rights, national rights. Some of them were also denied the right of citizenship. Therefore, we thought that this [the uprising in Syria which began in March 2011] is an opportunity for them to have a better future.”

“Having said that,” Bakir continued, “we do realize that Syria is a sovereign state, an independent state. We do not want to be seen as interfering in the internal affairs of Syria or that we are crossing the border.”

Bakir explained that the ambitions of the Syrian Kurdish opposition groups do not necessarily align with those of the broader Syrian opposition.

“Well, the Kurds are part of the opposition, but not that opposition,” he said, referring to the Syrian National Council.

“Because they are an opposition, they have suffered at the hands of the regime, they were brutally crushed and they did not enjoy their rights in Syria. But the point is that the current opposition is still not ready to recognize Kurdish rights and is not ready to come forward to recognize Kurdish rights,” he said.

“For us, it is important that Kurdish people would be recognized as a people, their rights to be guaranteed and their future to be secure,” Bakir said. “But there is one thing, the Kurds are not fighting to get power in Damascus. The Kurds want to have a democratic system, a system whereby they enjoy their rights. They are working on finding a formula of governance, a kind of system of governance they would agree on with the rest of the Syrian opposition groups.”

“As for Turkey,” Bakir went on to say, “there has been a lot of development in our relations; there is better understanding, better cooperation, better dialogue. ... Therefore, we do not have any hidden agenda, and we do not do anything that would pose a threat to Turkey. So I believe



[Minister Falah Mustafa Bakir, head of the Department of Foreign Relations in the Kurdistan Regional Government, meets with Chris Van Hollen, Jr. (D-MD), US representative for Maryland’s 8th congressional district, Sept. 11, 2013. (photo by K. Zebari / KRG-US)]

Turkey understands the KRG position is very clear because we do not have a hidden agenda.”

He described the Turkish peace process with the Kurdistan Workers Party (PKK) as a “win-win” situation.

“The KRG from the beginning has welcomed it and offered its help if it was required,” Bakir said. He added, “Our leadership played a role in talking to both sides, that this is what is in the interest of both sides and that this is a win-win situation. We are for this process to continue. It may take some time, it may not be an easy process after all these years of fighting, but it is important to commit to a process.”

Bakir described recent progress in relations between Erbil and Baghdad.

“As you may know in late April [KRG Prime Minister] Nechirvan Barzani paid a visit to Baghdad, which was seen as a breakthrough. He had a very open, frank discussion with Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, with [Iraqi Council of Representatives] speaker Osama al-Nujaifi and with other leaders of the country, to talk about Iraq’s problems, the political process and KRG-Baghdad relations,” Bakir explained.

“There was a seven-point framework agreement that was signed by the two prime ministers. He [Barzani] invited the prime minister to visit Erbil. He [Maliki] visited Erbil and met with [Kurdistan Region] President [Massoud] Barzani, and President Barzani also visited Baghdad. That was an attempt to ease the tension to bring the situation back to normal, for the leadership to talk to each other.”

Bakir said that the thaw in ties may not include a breakthrough on outstanding legislation on the peshmerga and a federal hydrocarbons law, for example, before the 2014 national elections.

“The issues are there, the KRG needs a partner, a partner that has the political will to address the issues,” Bakir said. “So far, this has been lacking in Baghdad, although committees have been formed to work on these issues. ... I believe that we do not have much time left to focus on some of these serious issues. But if there is a will, we can address some of the issues which are easier to tackle and solve before the elections [in 2014]. Otherwise, we are determined to keep the situation as it is, to have the dialogue continue, to have the committees meet, work on solutions so that after the 2014 elections in Baghdad we will have packages that will be part and parcel of the government formation process.”

One of the issues which is unlikely to be resolved before the elections is the federal oil law.

“We have our own approach to the oil,” Bakir said. “There are

“certain rights that we have gained, we are not ready to make concessions, these are constitutional rights.”

Bakir stressed the KRG’s interest in good relations with Iran, and was cautiously hopeful about the election of President Hassan Rouhani.

“KRG Prime Minister [Nechirvan Barzani] was invited for the inauguration ceremony for the new president of the Islamic Republic of Iran,” he said. “We want to have normal relations but clearly it is mainly the cultural and economic relations that we have with each other. ... I don’t know whether we would see any change in the Iranian policy but we have to wait and see because it is too early to determine what kind of approach the new president will take.”

Bakir described the mood in the Kurdistan Region of Iraq leading up to the regional elections on Sept. 21.

“The KRG has the right to take pride in providing an approach, so that the people of Kurdistan can practice a democratic experience. We have played a role in developing the region, and this in itself is an important step when we ensure that the ballot boxes are the way to transfer power,” he said.

“Second, like any other emerging society, people are watching and people care about their own personal well-being, people care about their own income, people care about living conditions, people care about services, about management, about justice, about equality of services, better educational system, better health system, social system, and I believe right now we have a coalition government led by the KDP, PUK and other partners. People have seen the difference. But this time the

parties are participating independently, and we will know during the day of the election, when the ballots are cast.

“But now the parties are campaigning, they are trying to reach out to the voters to explain their political program. We have invited a large number of international observers to be there in the Kurdistan region — the embassies from Baghdad, the consulates in Erbil — and visited delegations and organizations to be witnesses to the democratic process that happens in the region. We are confident that this will be another success,” he said.

Bakir described how Iraqi Kurds consider their situation in the context of a volatile region.

“Honestly speaking, when people see all these developments, the Kurds say it is our time,” the minister said. “This is also an opportunity for people who were denied their identity, for people who were denied their rights. We believe that this is the right thing to happen, and the Kurds deserve to have a better future — but as a nation. We have that dream and we have that ambition. And we believe that it can only be achieved through peace, and this is where leadership comes in; leadership to play the important role of managing people’s expectations, to explain to people where we stand, what the risks are, what the benefits are and what the right thing is to do.” ■

Andrew Parasiliti is editor and CEO of Al-Monitor.

TheNational

SEPTEMBER 12, 2013

Revenge attack for Syrian chemical weapons deaths kills 22 Alawites

www.thenational.ae
TheNational / UAE

BEIRUT // The death toll from a massacre in an Alawite village in central Syria has risen to 22, including women, children and elderly men, a rights-monitoring group said yesterday.

The minority Alawite sect, to which the president, Bashar Al Assad, and most of Syria’s elite belong, is an offshoot of Shiite Islam whose members have increasingly been targeted by extremist fighters among the Sunni-dominated opposition in the revolt against the regime.

Fighters from Al Nusra Front, an Al Qaeda affiliate, shot dead 16 Alawites and six Arab Bedouins on Tuesday after storming the village of Maksar Al Hesani, east of the city of Homs, according to the Syrian Observatory for Human Rights, which is opposed to the regime.

The British-based observatory said the victims included seven women, three men over the age of 65, and four children under the age of 16, citing residents and medics.

Rami Abdel Rahman, the head of the observatory, said the victims had been shot in their homes and that they were not members of any pro-Assad militias. Activists in Homs had said on Wednesday that the dead were all from pro-government militias.

Groups with links to Al Qaeda have launched an “eye for an eye” campaign, which

they say is to take revenge for a chemical-weapons attack in rebel-held suburbs of Damascus in which hundreds of civilians died. Many of the revenge attacks have targeted Alawite areas.

Syrian state television reported that government forces had retaken the village on Wednesday, killing a number of rebels, who they said were mostly foreign fighters.

Syrian troops were also pursuing small groups of rebels inside the historic Christian town of Maalula yesterday, a security official in Damascus said. Fighting was also reported near the Golan Heights.

The army entered Maalula on Wednesday after rebels, including members of Al Nusra, had seized the town several days earlier.

State television broadcast images of military vehicles and troops inside the town, which was almost deserted.

“The army continues to advance in Maalula to defeat the armed men,” the official said, describing “pockets of resistance”, including snipers, inside the town.

He said recapture of the ancient town was difficult because of its geography — the town is nestled in the side of a cliff, making it an easy target for those stationed above it.

Most of residents have fled, with many taking refuge in the neighbouring Sunni town of Ain Al Tineh, and others travelling to Damascus, 55 kilometres away.

Picturesque Maalula is considered a

symbol of the ancient Christian presence in Syria.

Its people are among the few in the world who speak Aramaic, the language of Jesus.

The town, home to about 5,000 people, is strategically important for rebels, who are trying to tighten their grip around the capital and already have bases south and west of Damascus.

Maalula could also be used as a launching point for attacks on the road between the capital and Homs, a key regime supply route.

Meanwhile, the observatory said rebels fighting Mr Al Assad’s forces captured the village of Imm Al Lokas in the southern region of Quneitra near Syria’s Israeli-occupied Golan Heights.

It added that rebels also captured several army posts in the area in heavy fighting that caused casualties on both sides.

Activists also said infighting between rebel forces has killed at least 50 in clashes in the country’s north-east.

The observatory said that the fighting took place in Hassakeh province.

It says 13 Kurdish gunmen and 35 militants were killed in clashes between Kurdish fighters and members of Nusra Front and the Islamic State in Iraq and the Levant in the past two days. □

* Reuters, with additional reporting by Associated Press and Agence France-Presse

Près des deux tiers des Français opposés à une intervention contre la Syrie

L'adhésion aux frappes s'est effondrée après le débat parlementaire

Le renversement de tendance est net et brutal. Au terme d'une semaine marquée par de nombreux débats – y compris au Parlement – et de multiples prises de position sur la Syrie, les Français, qui étaient jusque-là majoritairement favorables à une intervention militaire internationale dans ce pays, désapprouvent désormais nettement cette perspective.

Selon un sondage IFOP pour *Le Figaro*, réalisé du 4 au 6 septembre auprès de 972 personnes, près des deux tiers des Français (64%) se disent hostiles à une telle intervention, contre 36% qui s'y déclarent favorables. Ces derniers étaient 55% lors de la précédente enquête, menée du 26 au 28 août. Symbole frappant, le degré d'adhésion des Français se situe désormais à l'étiage mesuré en Allemagne (37%, selon l'IFOP), pays traditionnellement hostile à toute intervention militaire.

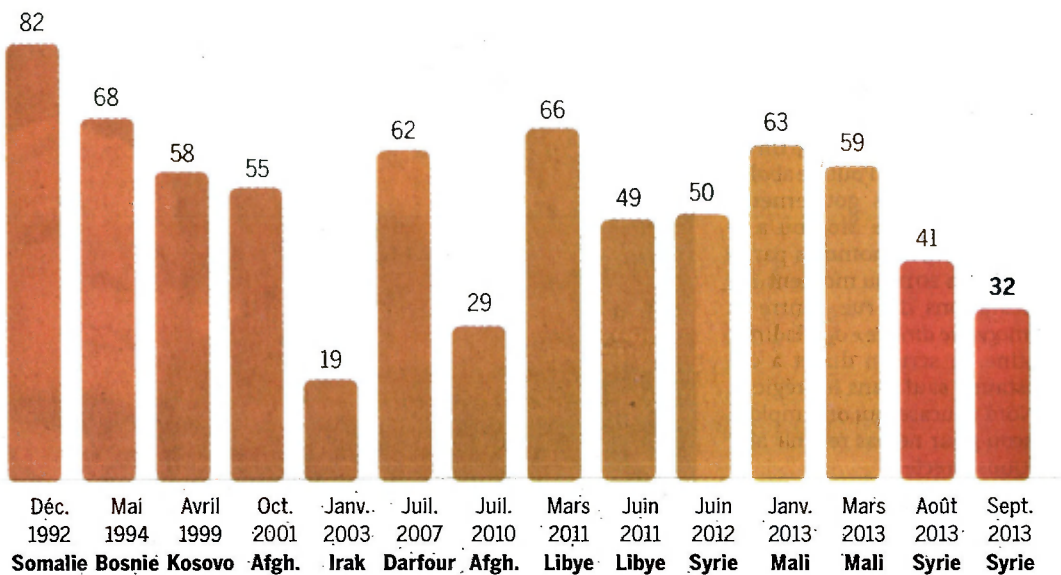
C'est peu dire que l'exercice de pédagogie auquel se sont livrés le président français, François Hollande, et son premier ministre, Jean-Marc Ayrault, n'a pas convaincu. « Ils ont raté leur cible, y compris dans leurs propres rangs », commente le directeur du département opinion de l'IFOP, Jérôme Fourquet, qui note une sensible érosion y compris parmi les sympathisants socialistes. La baisse est plus spectaculaire encore au sein de l'électorat de droite. Pour M. Fourquet, une telle chute permet de considérer que « la bataille de l'opinion est perdue ».

Le soutien à un engagement militaire de la France dans l'hypothèse d'une intervention a logiquement suivi la même pente : 32% des personnes interrogées y sont favorables, contre 41% une semaine plus tôt. Il s'agit du plus faible taux d'adhésion à une intervention militaire française à l'étranger enregistré par l'IFOP avant le déclenchement d'opérations. Ce taux, qui était légèrement supérieur (36%) avant le début des frappes alliées en Libye, en mars 2011,

ne s'est situé en deçà qu'au sujet de l'Afghanistan, en 2010 et 2011, après neuf années de conflit ; et, début 2003, s'agissant de la guerre en Irak – à laquelle la France s'est

La plus forte désapprobation depuis la guerre en Afghanistan

PART DE L'OPINION PUBLIQUE EN FAVEUR DES INTERVENTIONS MILITAIRES FRANÇAISES



SOURCE : IFOP

Une forte opposition des deux côtés de l'Atlantique

Près des deux tiers des Américains (62%) et près des trois quarts des Européens (72%) souhaitent, en juin, que leur pays se tienne à l'écart d'une éventuelle intervention militaire en Syrie ; un sentiment qui avait nettement progressé en un an (+7 points aux Etats-Unis, +13 points en Europe) : tel est

opposée et n'a pas participé.

Souligné par l'opposition, l'isolement de M. Hollande, pris en porte-à-faux après le vote négatif du Parlement britannique et la déci-

L'exercice de pédagogie auquel se sont livrés François Hollande et son premier ministre n'a pas convaincu

sion de Barack Obama de solliciter le feu vert du Congrès américain, a certainement marqué les esprits en France. Cela explique pour partie que les interrogations sur la per-

tinence et l'urgence d'une intervention, dans un contexte régional particulièrement complexe, aient gagné du terrain. Que ces doutes l'emportent, et d'autres urgences – économiques et sociales – reprennent aussitôt le pas. Y a-t-il un effet d'accumulation, après les interventions françaises des deux dernières années, en Libye et au Mali ? Chaque conflit est spécifique. Mais la perception par l'opinion de chaque nouveau conflit porte aussi la trace laissée par les précédents. C'est ce que traduit une étude de l'IFOP, publiée en mars, qui retrace les réactions de l'opinion publique française aux interventions militaires des quinze dernières

années, depuis les bombardements de l'OTAN au Kosovo et en Serbie (mars 1999) jusqu'au déclenchement de l'opération « Serval » au Mali, au début de l'année. On y devine les conditions requises pour une approbation, et l'on y mesure le poids du passé, lorsque ces mêmes conditions n'ont pas été réunies ou respectées. Invariants : les catégories les plus favorables à une intervention sont les hommes des personnes âgées, les cadres et professions libérales.

L'intervention de l'OTAN au Kosovo et en Serbie avait été approuvée par sept Français sur dix, deux semaines après le début des frappes ; 58% étaient favorables à un engagement de la France. Le conflit était perçu comme « juste et légitime », note l'IFOP, qui souligne que plusieurs semaines plus tard, une majorité franche (56%) restait favorable à une poursuite, voire une amplification, de l'intervention. Lorsqu'elle est engagée en octobre 2001 contre le régime taliban, quelques semaines après les attentats du 11-Septembre, la guerre en Afghanistan reçoit également le soutien d'une majorité de Français, 55% étant favorables à un engagement de leur pays dans le sillage

des Etats-Unis. La durée du conflit, l'absence de résultats visibles, les pertes françaises ont peu à peu affaibli ce soutien, tombé à 36% en août 2009, 29% en juillet 2010, et 24% en août 2011. Le risque de l'enlèvement, qui réveillait le traumatisme du Vietnam, et la difficulté d'at-

teindre l'objectif fixé – la lutte contre le terrorisme – s'installèrent dans les esprits.

« Guerre courte et sans dommage pour nos troupes », comme le rappelle l'IFOP, l'opération menée en Libye a reçu un soutien important dans l'opinion (66% fin

mars 2011), même s'il s'est quelque peu érodé au fil des semaines. Ce conflit s'est inscrit comme « l'antithèse de l'Afghanistan », indique l'institut de sondage. Ennemi identifié, succès rapides sur le terrain, pas de pertes importantes : l'intervention au Mali a rencontré un

soutien encore plus large dans l'opinion, culminant à 73% début février. Légitimité, succès et brièveté : sans doute les Français estiment-ils, pour l'heure, que ces conditions ne sont pas garanties s'agissant de la Syrie. ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

Le Monde

Jeudi 5 septembre 2013

En Syrie, c'est la crédibilité même de

l'Occident qui est en jeu

Impossible de ne rien faire, mais il faudra repenser l'ordre international

Hubert Védrine

Ancien ministre
des affaires étrangères

Déjà avant l'emploi des armes chimiques, la guerre civile syrienne, qui ne se ramène pas à la seule martyrisation d'un peuple par un dictateur, plaçait les Occidentaux dans une contradiction infernale. Horrifiés, ils se révélaient impuissants face aux déjà 100 000 morts. Impuissance programmée puisque l'obsession affichée de Barack Obama est de se dégager du borborygme moyen-oriental. Impuissance frustrante car les Occidentaux étaient partis du postulat que ce régime allait tomber, comme les régimes tunisien, libyen et égyptien, mais les insurgés laïques et démocrates qu'ils soutiennent ne parviennent pas à s'imposer sur le terrain face aux insurgés islamistes, qui annoncent le futur massacre des alaouites.

Impuissance révoltée, enfin, quand il se confirme que des centaines de personnes au moins sont mortes de l'emploi de gaz sarin, le 21 août, dans un faubourg stratégique de Damas. Tout en y allant à reculons, sans aucune pression de son opinion, au contraire, Barack Obama s'était mis cependant, par ses déclarations sur les « lignes rouges », dans l'obligation d'agir un jour ou l'autre par la force.

La France a été sur la même ligne. Pas pour renverser le régime, ce que regrettent certains, mais pour « punir », « sanctionner », en espérant, sans en être sûr, « dissuader » et même ébranler assez le régime pour modifier le rapport de forces et la donne politique. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France étaient donc prêts à intervenir sans résolution du

Conseil de sécurité – puisque le Conseil est paralysé par les veto russe et chinois –, légitimés par l'horreur des faits. Ce qui pourrait faire précédent.

La comparaison avec le Kosovo n'est qu'à moitié probante. Il y avait eu dix-huit mois de négociations du groupe de contact des ministres, suivis de la conférence de Rambouillet et de Paris, qui avait achoppé sur l'obstination de Milosevic, ce qui avait permis d'obtenir le soutien de tous les Européens. Enfin, l'objectif militaire était plus simple que de « punir » un camp fautif dans une féroce et inextricable guerre civile. On le voit, chaque cas est particulier.

Non à l'unilatéralisme

Néanmoins, au point où nous en sommes, et quelles que soient les failles de l'argumentation, après de telles annonces, ne rien faire serait adresser un message d'impunité aux utilisateurs possibles de l'arme chimique, et porter un coup terrible à la crédibilité occidentale. Mais cela impose tout un accompagnement politique et diplomatique.

Le raisonnement reste le même après la défection de la Grande-Bretagne et la décision déconcertante du président Obama de solliciter, alors qu'il n'y est pas obligé, un vote périlleux du Congrès, ce qui contraint la France, très engagée, à attendre le vote du Congrès américain, et le président à décider de solliciter, ou non, lui aussi, un vote préalable. Il peut le faire, même si, selon la Constitution, il n'y est pas tenu. Sur le fond, le dilemme franco-américain reste inchangé : discrédit si rien ne se passe, risque d'un coup d'épée dans l'eau en cas de frappes, sauf si elles ébranlent le régime.

Si frappes il y a, les Américains et les Français devront démontrer vite au reste du monde, très attentif à cette crise et à son futur dénouement, qu'il ne s'agit pas de l'acte de naissance d'un unilatéralisme franco-américain autolégitimé par des rai-

sons de leadership (Etats-Unis) ou de morale et de surveillance par un seul pays du respect des traités qui interdisent le recours aux armes chimiques (France), mais d'une action exceptionnelle, justifiée par l'horreur particulière des faits.

S'il n'y a pas de frappes, une relance politique réaliste française et européenne s'impose. En fait, c'est vrai dans tous les cas. Tout en aidant plus concrètement la coalition. Dès le G20 ? Mais solution politique signifie conférence internationale,

comme le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, l'a proposé, avec un régime de Damas (que l'on espère ébranlé), ce que récuse la coalition, avec aussi la Russie et sans exclure l'Iran. Si on n'y est pas prêt, que signifiera le discours sur une solution politique ?

Dans tous les cas, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France (les autres Occidentaux sont en général non interventionnistes) devront clarifier leur politique : légalité internationale stricte. Ou pensent-ils – pensons-nous –, sous l'inspiration des néoconservateurs et des « faucons libéraux », que nous sommes assez légitimes pour nous en passer, quand nous le décidons ? Là, en Syrie, sauf renoncement américain qui aurait de profondes répercussions, nous ne pouvons plus rester sans réaction. Mais à l'avenir, avec la fin du monopole occidental et la puissance croissante des émergents/émérgés, ce ne sera plus tenable. Nous devons donc reconstruire avec, tous, un ordre international à la place de celui, brinquebalant, dont nous estimons avoir le droit et le devoir, aujourd'hui, de nous affranchir. ■

La France isolée en Europe pour frapper Damas

Face à la crise syrienne, les Vingt-Huit ne parviennent pas à s'entendre sur une position commune



François Hollande et Barack Obama, lors d'une rencontre bilatérale, en marge du sommet du G20 à Saint-Petersbourg, vendredi 6 septembre. JEWEL SAMAD/AFP

Vilnius
Envoyé spécial

Le sommet du G20 de Saint-Petersbourg n'ayant pas permis à la France et aux Etats-Unis de convaincre d'autres Etats de la nécessité de « punir » la Syrie pour ce que les Américains ont qualifié de « pire attaque chimique » depuis des décennies, les deux alliés devaient, de nouveau, tenter de briser leur isolement, samedi 7 septembre à Vilnius. Mais il est peu probable que leur appel à frapper militairement le régime de Damas soit davantage entendu dans la capitale lituanienne.

A Vilnius, les ministres des affaires étrangères des Vingt-Huit ne devaient d'ailleurs débattre que d'un accord a minima. Avant cette réunion informelle, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, admettait ne poursuivre qu'un objectif limité : quel'Europe reconnaisse « au minimum » la responsabilité du régime de Bachar Al-Assad dans les attaques à l'arme chimique du 21 août qui auraient provoqué la mort de plusieurs centaines de personnes. Washington et Paris ont depuis longtemps attribué ces bombardements au régime de Damas. On est donc loin de la constitution d'une grande coalition militaire.

Cet accord a minima aurait la vertu cosmétique d'éviter l'étalement trop explicite des divergences européennes sur ce dossier. Car, sur le fond, rien ne rapproche vraiment les positions bellicistes de la France de celles de la plupart de ses partenaires. Un communiqué était prévu à la fin de la réunion, samedi midi, ainsi qu'une déclaration de Catherine Ashton, la haute représentante pour la diplomatie de l'Union européenne (UE).

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a également fait le déplacement dans la capitale lituanienne pour tenter une fois encore d'expliquer la position de Washington et, probablement, de dramatiser le message. M. Kerry devait ensuite, lors de visites à Londres et à Paris, esquisser les contours de la coalition suscepi-

ble de mener des frappes. A Paris, le secrétaire d'Etat prévoyait aussi de rencontrer, dimanche, des membres de la Ligue arabe.

Publiquement, la France affiche toujours la même fermeté vis-à-vis de Damas mais veut à tout prix éviter de donner l'impression de faire cavalier seul. « Pleine solidarité [avec les Européens], mais responsabilité compte tenu de ce qu'est la France » : la formule du président François Hollande ne contredit pas la position de la présidence lituanienne de l'UE, qui justifie les divergences entre les Vingt-Huit par le fait qu'il n'y a « pas de réponse unique » pour mettre fin à la guerre en Syrie.

Faute d'accord, les Vingt-Huit devaient plaider, une fois encore, pour une solution politique au conflit

La veille, à Vilnius, Jean-Yves Le Drian, le ministre de la défense, s'était employé à démontrer factuellement devant ses homologues la responsabilité de Damas. Certains de ses collègues (britannique, allemand, danois, belge, estonien...) auraient explicitement approuvé sa démonstration. Des diplomates voyaient dans cette attitude l'ébauche d'un consensus

Le président français attaque « Le Figaro »

François Hollande a reproché, vendredi 6 septembre, sur le mode ironique au quotidien *Le Figaro* d'avoir publié, mardi, une interview du président syrien Bachar Al-Assad dans laquelle ce dernier menaçait de s'en prendre aux « intérêts de la France ». Lors d'une conférence de presse à Saint-Petersbourg où il participait au sommet du G20, le chef de l'Etat a fait, dans une réponse sur la Syrie, une incidente sur *Le Figaro*. « On ne remerciera jamais assez "Le Figaro" pour son sens civique que d'avoir permis à l'opinion française d'être éclairée par l'interview de ce dictateur. Maintenant, nous savons qu'il veut liquider son opposition », a dit ironiquement M. Hollande.

L'ironie n'est que de façade. La publication de l'interview de M. Assad, interlocuteur majeur pour comprendre la crise syrienne, avait été accueillie avec des grincements de dents à l'Elysée. Des proches du président confiaient leur irritation.

minimal qui pouvait déboucher, samedi, sur une condamnation explicite du régime syrien et une mise en garde à d'autres Etats « voyous ». « Tous les ministres de la défense ont dénoncé l'utilisation

d'armes chimiques et le fait que ceux qui les avaient utilisées devaient en assumer la responsabilité », déclarait, à l'issue de la réunion, le ministre lituanien Juozas Olekas.

Les Européens seront-ils capables d'aller au-delà ? A son arrivée à Vilnius, M. Fabius paraissait clairement en doute. Il savait que beaucoup de ses collègues insisteraient sur l'importance d'attendre le rapport des experts de l'ONU qui ont enquêté en Syrie. Ce dont la France a finalement convenu en clôture du G20. Paris ne semble pourtant pas attendre beaucoup de ce rapport. Selon lui, il existe en effet « un grand risque d'être déçu » par les conclusions du rapport.

Le chef de la diplomatie française rappelle, notamment, que les enquêteurs n'étaient pas mandatés pour identifier les auteurs de l'attaque, mais seulement de déterminer « s'il y a eu massacre chimique ou pas ». Ajoutant que « tout le monde » admet désormais qu'il y a bien eu une attaque de ce type.

Faute d'accord, les Vingt-Huit devaient plaider, une fois encore, pour une solution politique au conflit, rééditant des commentaires maintes fois entendus depuis le début du conflit, il y a plus de deux ans. Les divergences européennes étaient apparues dès lors que s'était posée la question de l'armement des rebelles. A la fin mai, lassés des hésitations de leurs partenaires, les gouvernements français et britannique avaient voulu aller de l'avant estimant que tou-

tes les évolutions redoutées par leurs partenaires (la radicalisation de la rébellion, le drame humanitaire, un risque de scission du pays, la déstabilisation de la région...) étaient déjà en train de se produire et découlaient en réalité

dé l'impuissance politique du camp occidental. « Depuis deux ans, les volets successifs de sanctions contre Damas, l'appel à un improbable dialogue politique et l'invocation de l'ONU nous ont surtout évité une confrontation très

dure sur notre absence de ligne politique et notre frilosité dès que l'on évoque une action armée », commente, désabusé, un diplomate bruxellois de haut rang. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Le Monde

Dimanche 8 - Lundi 9 septembre 2013

Paris et Washington arrachent un accord à minima réunissant 11 des 20 pays membres

Saint-Petersbourg
Envoyé spécial

Le sommet du G20 s'est achevé, vendredi 6 septembre à Saint-Petersbourg, comme il avait commencé : dans la discorde. Malgré la détermination affichée par Paris et Washington pour sanctionner le recours présumé aux armes chimiques par le pouvoir de Damas, les Américains et les Français ont révisé leur stratégie sur le calendrier d'une éventuelle opération militaire en Syrie à l'issue de cette réunion internationale, dominée par une escalade des tensions avec la Russie.

Le président François Hollande a créé la surprise, vendredi, en affirmant que la France n'envisageait pas d'engager de riposte contre Damas avant la publication du rapport des inspecteurs des Nations unies sur le massacre chimique du 21 août dans les faubourgs de la capitale syrienne, qui a fait des centaines de morts. « Nous allons attendre le rapport des inspecteurs, comme nous allons attendre le vote du Congrès » des États-Unis, qui doit se réunir à partir du lundi 9 septembre, a souligné M. Hollande. Il a ajouté que ce point avait été abordé lors de sa rencontre, vendredi, avec M. Obama.

François Hollande a précisé que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, souhaitait publier « assez rapidement » ce rapport, spécifiant que « le plus tôt serait le mieux ». Dans l'entourage du président, on est plus précis : ce rapport, dit-on, pourrait

M. Obama ne voulait pas rentrer à Washington les mains vides à l'approche des débats au Congrès la semaine prochaine

être remis les « 17, 18 ou 19 septembre », repoussant ainsi la possibilité d'une intervention qui avait initialement été jugée « imminente » par Paris et Washington.

Ce pas de côté est une déconvenue pour les Français et les Américains, car plus le temps passe, plus il nourrit le doute sur la pertinence de frappes contre le régime de Bachar Al-Assad. Mais la crainte d'être isolé sur la scène internationale, ainsi que la persistance de fortes réticences dans les opinions publiques sur l'opportunité d'une intervention, ont poussé à cette révision.

Malgré ce contretemps, le président Hollande a toutefois réitéré sa détermination. Si une intervention « devait avoir lieu », avec ou sans l'accord de l'ONU, « la France serait prête à prendre cette responsabilité », tout en soulignant qu'elle n'est pas une fin en soi. « Il n'y aura pas de solution militaire au conflit syrien, mais une action militaire peut accélérer la solution politique », a-t-il estimé. Et si le Congrès américain rejette l'usage de la force ? Alors, a indiqué M. Hollande, la France s'engagerait à « amplifier son soutien » à la Coalition nationale syrienne, la principale plateforme de l'opposition, pour sanctionner « un dictateur qui utilise des armes chimiques » contre sa population.

De son côté, le président Obama a reconnu, vendredi, que le vote du Congrès était loin d'être acquis mais il a insisté sur la nécessité d'agir. « Il y a des moments où nous devons faire des choix difficiles pour défendre ceux en quoi nous croyons », car « le monde ne peut pas rester passif », a-t-il relevé.

Mais à l'issue du sommet, le malaise était perceptible. Ne bénéficiant plus de l'appui des Britanniques depuis le vote du 29 août de la Chambre des communes, excluant toute participation de

Londres à une action militaire en Syrie, M. Obama et Hollande se sont efforcés de démontrer qu'ils ne sont pas isolés sur la scène internationale. Un argument répété en boucle par tous ceux qui sont opposés à l'initiative franco-américaine. Vladimir Poutine ne s'en est pas privé. Le président russe s'est fait un malin plaisir de rappeler, vendredi, que « même aux États-Unis, une majorité de la population est contre une intervention militaire »...

Tout au long de la dernière journée du G20, Paris et Washington se sont livrés à une intense mobilisation diplomatique pour démontrer qu'ils bénéficiaient de l'appui d'une large coalition. L'insistance avec laquelle les

conseillers de l'Élysée martelaient leur message – « nous ne sommes pas seuls » – dissimulait mal une réelle nervosité.

François Hollande a pris le relais lors de sa conférence de presse. « Il y a une majorité de pays participants au G20 qui sont sur la position de la France et des États-Unis » pour affirmer leur « refus des armes chimiques », la « condamnation de leur usage » et la nécessité d'une « riposte appropriée ». En la matière, a-t-il ajouté, « je ne considère pas qu'être sur la même position que Barack Obama soit un problème pour la France ». Avant d'ironiser sur ceux qui lui reprochent son « suivisme » vis-à-vis de M. Obama, en disant qu'il préfère la « compagnie » du président américain « à d'autres ».

En fin de journée, la France et les États-Unis ont diffusé une déclaration commune de onze pays, soit une courte majorité de ceux présents au G20, condamnant l'attaque chimique du 21 août attribuée aux forces gouvernementales syriennes et appelant à « une forte réponse internationale », sans toutefois mentionner l'option militaire.

ner l'option militaire.

Privée d'une telle précision, la portée de ce ralliement est amoindrie. Mais M. Obama, à l'origine de cette initiative, selon l'entourage du président français, ne voulait pas rentrer à Washington les mains vides à l'approche des débats au Congrès la semaine prochaine. Parmi les onze signataires figurent des pays historiquement proches des États-Unis, tels que le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et la Corée du Sud.

Du côté français, tous les efforts diplomatiques se concentrent désormais sur la nécessité d'obtenir un large soutien politique en Europe. La tâche s'annonce rude, vu la division des Vingt Huit sur la stratégie militaire défendue par Paris et Washington.

Quel que soit le rapport de forces qui s'esquisse, Vladimir Poutine n'a laissé planer aucun doute, à la fin du G20, sur sa réaction en cas de frappes contre Damas. « Est-ce que nous aiderons la Syrie ? Oui, nous lui livrons déjà des armes et nous continuerons à le faire. » ■

YVES-MICHEL RIOLS

Kerry to negotiate with Russia on deal for Syria

WASHINGTON

'Credible' process sought by U.S. for removal of stockpiles of poison gas

BY MICHAEL D. SHEAR

Secretary of State John Kerry will begin a period of urgent, global negotiations over the fate of Syria's chemical weapons stockpile on Thursday as he opens two days of high-stakes deliberations in Geneva with his Russian counterpart, Sergey V. Lavrov, to test a diplomatic alternative to military action and wrestle over how binding any agreement must be.

President Barack Obama's spokesman, Jay Carney, on Wednesday called the Russian initiative "significant," saying that it demonstrated that "Russia is now putting its prestige on the line." He said Moscow had shown greater cooperation on Syria "in the last two days than we've seen in the last two years."

In a speech to the nation Tuesday night, Mr. Obama had called on Congress to delay a vote on authorizing a possible military strike on Syria while American diplomats explore Mr. Lavrov's unexpected proposal for international monitors to take over and destroy the Syrian chemical arsenal.

"It's too early to tell whether this offer will succeed, and any agreement must verify that the Assad regime keeps its commitments," Mr. Obama said in the 16-minute address from the White House. "But this initiative has the



ANDREW HARRER/BLOOMBERG

Secretary of State John Kerry plans to meet his Russian counterpart in Geneva.

potential to remove the threat of chemical weapons without the use of force."

American officials have expressed considerable skepticism about intentions from Syria, and those of its ally Russia, and questioned whether it is fanciful to think that chemical weapons scattered among scores of sites in Syria could be

secured amid the raging civil war there.

The key point Mr. Kerry and Mr. Lavrov — as well as diplomats at the United Nations — need to work out is what the consequences will be if Syria fails to comply with the demand to hand over its chemical stocks for destruction.

The United States wants any U.N. resolution to include the threat of serious consequences, but Russia has rejected the use of force. Other details — including a timetable for action, and the question of who specifically would oversee the monitoring and destruction of chemical arms — will presumably be at the nub of the Geneva discussions.

Mr. Carney declined to say how long the Obama administration was willing to let diplomacy play out, but said the process "needs to be credible, it needs to be verifiable, and we will work with our allies and partners to test whether or not that can be achieved."

The latest developments — including Syria's offer to sign an international ban on chemical weapons — drew a measure of relief in many world capitals, but also widespread doubt over the slippery prospects of achieving an effective diplomatic solution.

Mr. Kerry and Mr. Lavrov, each accompanied by experts in chemical weapons technology, are expected to try to work out specifics about how such a plan could be carried out in a way that manages to square the circle of their very different motivations and conflicting national security concerns.

American, French and British delegates at the United Nations were working on Wednesday to develop a draft resolution to be shared later with Russia and China, the other permanent members of the Security Council.

A spokesman for Prime Minister David Cameron of Britain said that it would then be "for the Russian government and the Assad regime to demonstrate their credibility." But a Security Council meeting on Tuesday was canceled after Russia clashed with the United States and France over whether to make the Russian proposal binding and back it up with the threat of force.

In his White House address, Mr. Obama made an impassioned case for a retaliatory strike after the chemical attack Aug. 21 in Syria that left, by the United States' count, more than 1,400 dead. He said in starkly emotional terms that President Bashar al-Assad's use of chemical weapons could not be tolerated.

"The images from this massacre are sickening," Mr. Obama said. "Men, women, and children lying in rows, killed by poison gas, others foaming at mouth, gasping for breath, a father

clutching his dead children, imploring them to get up and walk."

Syrian state television did not carry Mr. Obama's speech, and the official news agency did not immediately comment on it.

In a statement, the National Coalition of Syrian Opposition and Revolutionary Forces, a Syrian exile group backed by the United States, derided the Russian proposal as "a political strategy that aims to stall for more time, which will allow the regime to cause more death and destruction in Syria, and pose a threat to the countries and peoples of the region."

In Jerusalem, Prime Minister Benjamin Netanyahu said Wednesday that Syria had carried out a "crime against humanity" and must be stripped of its chemical stocks. He said that those who use such weapons must be made to pay a price, Reuters reported, and he added that Iran — at odds with the West over its nuclear program — would be watching closely.

Germany's chancellor, Angela Merkel, has expressed clear skepticism about the Russian proposal, saying it offered only "a small glimmer of hope." She did not discuss Syria with her cabinet at its regular weekly meeting Wednesday, a spokesman said.

Mr. Obama, in his speech, framed his argument in moral and political terms. He asked those on the right to reconcile their commitment to America's military might with a failure to act now — seemingly a dig at some conservatives who had prodded him to act in Syria and now oppose a retaliatory strike.

And the president asked those on the left to reconcile their belief in freedom and dignity "with those images of children writhing in pain and going still on a cold hospital floor."

"For sometimes," he said, "resolutions and statements of condemnation are not enough."

His request for more time to let diplomacy work prompted lawmakers to breathe a sigh of relief that they had dodged a political confrontation that no one in Washington wants.

But some lawmakers and diplomats expressed doubt about the Russian plan, saying it would allow Syria to play for time and was calculated to undermine the drive for congressional and international support for a strike.

One group of lawmakers who had supported a military strike on Syria said they were working on a new congressional resolution that would provide time for the diplomatic efforts while authorizing Mr. Obama to strike if they failed.

Senator Carl Levin, Democrat of

Michigan, said on Wednesday that a new resolution would make clear that force would be authorized if Mr. Assad refused to abandon his huge chemical arsenal.

"You have got to have a credible threat for a political resolution to happen," Mr. Levin, chairman of the Senate Armed Services Committee, told reporters.

Some critics have suggested that Mr. Obama has shown weakness, first by reversing himself to seek the authorization of Congress to act, then struggling to marshal its support, and finally having to follow a Russian lead.

But White House aides say that, if anything, the opening to diplomacy will make Mr. Obama's hand stronger if the talks with Russia fail and he has to return to Congress, able to argue that he gave diplomacy every chance.

In his address, Mr. Obama laid out his most extensive and detailed case for an attack to punish Syria. But he also acknowledged the deep doubts of Americans who after the experience of Iraq and Afghanistan view any form of military engagement in Syria with alarm.

The address was a frank acknowledgment by Mr. Obama of how radically the political and diplomatic landscape had shifted in just days. A speech originally designed to be a cudgel for action was suddenly a plea for time. What was left was uncertainty.

While the president earned praise for being willing to pursue a diplomatic response, he did not say in his speech how long he would wait to see whether Mr. Assad relinquishes control of the chemical weapons, nor did he detail the steps that the United States would demand from Syria as proof that diplomacy was not being used as a delaying tactic to avoid a punishing strike from American cruise missiles and bombers.

As the United States and Russia searched for a diplomatic solution, a four-person U.N. rights panel presented detailed evidence Wednesday of what it said were war crimes and crimes against humanity committed by pro-government forces and, to a lesser extent, rebels in the 30-month-old conflict.

Bolstered by arms and money from regional and global powers waging a proxy war, Syria's government and rebel forces have committed murder, torture, rape and indiscriminate attacks on civilians, without fear of future punishment, the panel said in its latest report, to be presented to the U.N. Human Rights Council in Geneva on Monday.

The report was careful to hold both sides responsible, but the unevenness of the conflict — with heavily armed government forces battling rebels with scanty, sometimes homemade arsenals — was evident. Of the nine mass killings the panel investigated for the report, eight were attributed to the government side and one to rebels.

A PROPOSAL FOR SYRIA

Russia's idea that President Bashar al-Assad give up gas weapons could be a way out of military action.

Secretary of State John Kerry may not have expected his casual suggestion that Syria avert American military action by giving up its chemical weapons to be taken seriously. But it may have created a diplomatic way out for President Obama, who has insisted that a military strike is the only way to respond after concluding that the Syrian government used poison gas in its civil war.

Russia, Syria's arms supplier and ally, immediately embraced Mr. Kerry's suggestion on Monday and proposed that President Bashar al-Assad do exactly that. "If the establishment of international control over chemical weapons in the country will prevent attacks, then we will immediately begin work with Damascus," Sergey Lavrov, the Russian foreign minister said. "And we call on the Syrian leadership to not only agree to setting the chemical weapons storage sites under international control, but also to their subsequent destruction."

Foreign Minister Walid al-Moallem said Syria welcomed the proposal. The swift endorsement of the idea by the United Nations secretary general, Ban Ki-moon, and Britain's prime minister, David Cameron, show how eager the world is to avoid a military showdown when removing the chemical weapons might be a realistic option. Mr. Obama called the proposal "a potentially positive development."

The Obama administration has good reason to be skeptical of any promises made by the Assad regime or its Russian backers. Nonetheless, Mr. Obama and Mr. Kerry should pursue this possible solution. The removal and destruction of stockpiles of weapons would ensure greater safety for the Syrian people. And it would have longer lasting deterrent effects than the limited strikes Mr. Obama wants to deliver, without the likelihood of more civilian casualties.

To have any measure of credibility, Mr. Assad will need to allow monitors into the country immediately. That would be a gesture to the world that his government will abide by international laws against chemical weapons use. The Russians will have to work closely with the United States and the United Nations to create a plan to catalog and verify Syria's chemical weapons and set forth a specific timetable for the removal and destruction of those weapons under international auspices.

Russia and the United States should propose a formal resolution by the U.N. Security Council to condemn the use of chemical weapons in Syria, support this plan and put its full authority behind carrying it out, as well as establish consequences if Syria reneged. It would be impossible to destroy the entire stockpile instantly, but that task must be done with care and speed because those weapons cannot be allowed to fall into other murderous hands in the conflict.

Mr. Obama has won little support for his limited-strike plan internationally, in Congress or with the American public. The diplomatic proposal creates at least a pause in the action. It could mean that the United States would not have to go it alone in standing firm against the Syrian regime. And it could open up a broader channel to a political settlement between Mr. Assad and the rebels — the only practical way to end this war. It could also be a boon for Mr. Obama, personally, because he could take credit for pushing Syria and Russia into making this move.

Turkey and its Kurds Inch by inch

New tensions emerge between the government and the PKK

DIYARBAKIR AND URFA

THE peace process between Turkey and its rebellious Kurds is crawling at a snail's pace. Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), has moved to a larger cell on the prison island where he has been bargaining with Turkey's spy chief. The semi-official Anatolian news agency has launched its first Kurdish-language service. "What of its content though, further lies?" asks one Kurdish tweeter. And what of the government's reforms, which Recep Tayyip Erdogan, the prime minister promised in "a matter of weeks" (they may come this weekend)?

In a statement on September 9th peppered with accusations of treachery against Mr Erdogan and his Justice and Development (AK) party, the PKK said it was halting the withdrawal of fighters from Turkey to Kurdish-controlled northern Iraq. Mr Erdogan said he would not budge until all had gone. The PKK says it needs a gesture from the government. In this section

The loudest demand is for Kurdish-language education in state-run schools. This would take some constitutional tweaking. A parliamentary committee to rewrite the constitution remains mired in squabbling. AK cannot push constitutional changes through parliament on its own. But it could amend terror-related articles of the penal code under which thousands of Kurds have been jailed on flimsy charges. And it could cut the 10% threshold for get-



ting into parliament. "Kurds could be elected from western and eastern Turkey alike, share power in coalition governments, this would cement unity," says Tahir Elci of the bar association in Diyarbakir.

The Kurds see more duplicity in AK's dealings with their cousins in north-east Syria. Salih Muslim, who heads the Democratic Unity Party (PYD), the PKK affiliate that runs the de facto autonomous Syrian Kurdish zone, has twice been invited to talks in Istanbul. There is talk of a PYD office in Ankara. But PYD officials accuse Turkey of arming jihadist fighters in Syria against them. Syrian rebels in a state-run hospital in Urfa confirm that they were injured in clashes with the Kurds. "Turkey gives us some weapons," claims one teenage fighter. The government disputes this, noting that radical Islamists in Syria are a threat to its own safety.



Waiting in the mountains

Municipal elections next March are now seen as a referendum on a government whose image was dented by its suppression of mass protests in June, which claimed five lives. This week another protester died in Antakya, prompting fresh demonstrations. The Kurds threaten to unleash mass protests of their own. Yet Mr Erdogan may be loth to cave into their demands for fear of alienating nationalist voters, who express revulsion over AK's talks with Mr Ocalan.

Even AK's critics concede that Mr Erdogan has done more than his predecessors for the Kurds. Mesut Yegen, a Kurdish academic at Istanbul's Sehir University, says neither the government nor the PKK is ready to resume fighting, so a ceasefire declared in March will hold. "Not a single soldier or rebel has died since the beginning of this year, that is the biggest prize."

GULF NEWS September 14, 2013

Suicide bomber attacks Kurdish mourners killing 15 near Mosul

ARBIL, Sept 14, 2013 (KUNA) -- A suicide bomber on Saturday attacked a gathering of mourners from the Shabak Kurdish community north of Mosul city killing 15 people and wounding 20 others, police said.

A police source said the bomber set off explosives strapped to his body among the Kurds who were mourning a demised person in the village of Urto Kharab, north of Mosul, inflicting the heavy casualties.

"This terrorist act is part of a series of bids to foment internal conflicts in Ninawa governorate," said Ninawa Governor Ethil Al-Naifi in a statement to KUNA.

The mourning session was organized by Shabak Kurds, who are part of the Kurdish people that live in several villages and districts in Ninawa in the predominantly-Kurdish northern Iraq. The community is estimated at more than 60,000 souls.

Al-Naifi wished the wounded quick reco-

very and said he was in contact with the Shabak leaders, local officials and the police to follow up on the deadly attack and possible consequences.

Earlier on Saturday, Iraqi Minister of Youth and Sports Jassem Mohammad escaped an assassination attempt, when a bomb blast targeted him in Salah-Eddine province north of the Iraqi capital, a police source told KUNA.

The road-side bomb went off simultaneously as Mohammad's motorcade was passing in Suleiman Bek town. The minister was not hurt and proceeded to the nearby Tuz-Khermato town, where he was scheduled to attend a youth activity. ●

REUTERS

Dozens of Syrian rebels and Kurds killed in clashes

BEIRUT | Thu September 12, 2013 (Reuters)

A SURGE of clashes in Syria's oil-producing northeast has killed dozens of rebels and Kurdish fighters in the past two days, activists said on Thursday, in fighting that highlights a struggle for territory and resources.

Fighters from Syria's ethnic Kurdish minority - roughly 10 percent of the 23-million-strong population - have carved out an increasingly autonomous region near the frontiers with Iraq and Turkey.

Syrian Kurdish militants, particularly the armed wing of the Democratic Union Party (PYD), have repeatedly clashed with opposition fighters led by al Qaeda-linked units in the region as government forces retreated over the past year.

The fighting has underlined the growing complexity of Syria's conflict which started with largely peaceful protests against President Bashar al-Assad and degenerated into a civil war that has killed more than 100,000 people.

Divisions in Syria along ethnic and sectarian lines - as well as the rise of radical Islamist units that have come to dominate the rebel movement -

have made Western powers including the United States more hesitant to get directly involved in the 2-1/2-year-old uprising.

The Kurdish PYD's military wing blamed al Qaeda-linked groups for the latest violence, saying fighters from the Nusra Front and Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) attacked a string of Kurdish villages in Hasaka province. Heavy artillery and tanks were used, it said.

Estimates of the numbers killed varied. The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said at least 35 rebels and 13 Kurdish fighters had died over the last two days.

Rebels accuse their Kurdish opponents of collaborating with Assad's forces to secure autonomy - although activists said disputes over resources and territory were a bigger factor in recent clashes.

Munzir Ehmed, a Kurdish activist in the city of Qamishli on the Turkish border, said the Islamists were attacking to try and take control of oil-fields and a border crossing under Kurdish control.

"This is not a political issue. There are divisions even between these rebel units over oil," he said, adding that seven Kurdish fighters and four fighters and a commander from Islamist brigades died in clashes near Qamishli.

Ankara has been particularly wary of Syrian Kurdish activities near its borders, fearing that they could embolden home-grown militants of the Kurdistan Workers' Party (PKK) that is demanding more autonomy in Turkey.

Iran, Turkey and Iraq also have large populations of Kurds. Kurds have an autonomous regional government in Iraq, where tens of thousands of Syrian Kurds have fled to escape the war. ○

BBC NEWS

9 September 2013

Kurdish PKK rebels 'halt Turkey pull-out'

The rebel Kurdistan Workers' Party (PKK) says it has halted its withdrawal from Turkey, a website linked to the armed militant group reports.

The PKK accused the Turkish government of failing to move towards "democratisation and the resolution of the Kurdish problem", the Firat news agency reported.

The PKK had started the withdrawal earlier this year, under a peace plan.

The 30-year Kurdish conflict has left more than 40,000 people dead.

The PKK said the ceasefire it announced in March would remain in force. But it urged Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's government to "take action in line with the project of Kurdish leader Abdullah Ocalan", the jailed PKK commander who negotiated the peace deal.

Ankara insists on a full PKK withdrawal for peace talks to progress.

Under the deal, Turkey is expected to improve Kurdish rights, such as by scrapping a controversial anti-terrorism law and allowing Kurdish children to be educated in their own language.

For the last 30 years, the conflict between the Turkish state and the PKK has dominated life in this country.

It's no particular surprise that the peace process has now run into trouble. At its heart, the two sides are trying to reconcile different visions of the nature of the Turkish state.



The PKK has long operated from mountain bases in northern Iraq

The PKK wants the rights of the ethnic Kurdish citizens of Turkey to be formally recognised. In particular, it wants to secure the right to education and justice in the Kurdish language, as well as an amnesty for PKK fighters.

The ruling AK Party has promised some reforms - but not a general amnesty. The PKK now accuses the government of delays and broken promises.

For that reason, the PKK has stopped its withdrawal. But crucially, at least for the moment, the organisation's ceasefire remains in place. That may give negotiators the chance to explore ways of restarting both the peace process and the pullout.

The anti-terrorism law has been used to jail thousands of people for alleged links to the PKK.

'Irresponsible attitude'

The PKK took up arms in 1984 with the aim of creating a Kurdish state in south-eastern Turkey, but it has now moderated its goal to regional autonomy.

It has been designated a terrorist organisation by Turkey, the United States and European Union.

Kurds are believed to make up about a fifth of Turkey's population.

The PKK statement accused Ankara of "an irresponsible attitude" towards the peace process "by giving no answer to the steps of the Kurdish liberation movement".

It also accused Turkey of building new military posts and dams in Kurdish areas, of failing to release PKK prisoners or scrap the anti-terrorism law and of not consulting Kurds about the democratisation plans.

On the Kurdish language issue, it said it saw "no evidence" of any Turkish commitment to providing education in Kurdish children's mother tongue. ●

Le PKK suspend le retrait de ses troupes de Turquie

Par Jean Marcou

Dans une déclaration reprise par l'agence de presse Firat, le 9 septembre 2013, le PKK a annoncé qu'il suspendait le retrait de ses militants de Turquie. Après l'engagement de négociations entre les services turcs de renseignement et le leader de l'organisation rebelle, Abdullah Öcalan, à la fin de l'année 2012, et l'appel de ce dernier à un cessez-le-feu à l'occasion de la fête de Newroz, le 21 mars 2013, le retrait des forces combattantes du PKK (évaluées à environ 3000 hommes) avait constitué la première mesure concrète du processus, visant au règlement de la question kurde en Turquie. Il avait pourtant provoqué antérieurement de nombreuses polémiques, portant sur la nécessité de son encadrement réglementaire, sur les garanties qui seraient celles des militants du PKK, ou sur l'exigence du désarmement de ceux-ci avant qu'ils ne quittent la Turquie.... En dépit de ces incertitudes, les troupes de l'organisation rebelle avaient commencé leur repli, le 8 mai dernier, en direction de l'Irak du nord. Mais alors que certains observateurs kurdes ou turcs annonçaient, non sans optimisme, l'achèvement des opérations pour le début du mois de juillet ou tout au moins la fin de l'été, le processus s'est étioilé...

Il faut dire que, dès la fin du mois de mai, la question kurde en Turquie s'est fait raver l'avant-scène politique par la contestation de Gezi, puis en juillet-août, par les derniers développements de l'actualité régionale : renversement de Mohamed Morsi en Egypte, nouveaux rebondissements de la crise syrienne. Cet agenda national et international très chargé, auquel on doit aussi ajouter les débats autour d'une nouvelle constitution et la préparation des élections locales et présidentielles de l'année 2014, ont recouvert le processus de règlement de la question kurde d'une sorte de halo opaque, percé de temps à autre par des plaintes et des mises en garde, revendiquant une relance des négociations ou une accélération des réformes.

En réalité, les dirigeants kurdes et turcs ont eu une vision contrastée du retrait effectivement mené à bien. Fin juin, Recep Tayyip Erdoğan l'évaluait à 15 % du total des militants de l'organisation rebelle, tandis que Selahattin Demirtaş le co-leader du BDP affirmait, au même moment, que près de 80% des militants du PKK avaient quitté la Turquie. Cette évaluation en ordre dispersé a alimenté un désaccord sur la cause du retard pris par le processus de paix. D'un côté, les Kurdes ont lié la lenteur de l'évacuation de leurs militants à l'immobilisme du gouvernement turc en matière de réformes, alors même que ce dernier faisait savoir par ailleurs qu'il était exclu que les fameuses réformes commencent tant que le PKK n'avait pas fait place nette. D'autres événements sont également venus aviver les craintes d'une interruption du processus de règlement, en particulier le remaniement des instances dirigeantes du PKK et du KCK, qui a vu le retour et l'ascension de Cemal Bayık, une vieille connaissance, considérée comme



un «dur» et surtout comme un «rival» d'Abdullah Öcalan...

Quoi qu'il en soit, dans sa déclaration du 9 septembre, le PKK n'a pas non plus signifié la fin du processus visant à résoudre la question kurde. Au contraire, l'interruption du retrait de ses militants y est plutôt présentée comme une suspension destinée à inciter le gouvernement turc à conduire les réformes nécessaires. De retour de Buenos Aires où il était allé soutenir la candidature d'Istanbul pour les Jeux Olympiques de 2020 au cours du week-end, Recep Tayyip Erdoğan ne s'est pas dit inquiet pour l'avenir du règlement de la question kurde. Tout en regrettant que le PKK et le BDP fassent des déclarations «contradictoires», il a affirmé que le «paquet démocratique» récemment examiné par le gouvernement, pour accroître les libertés locales et reconnaître les identités distinctes en Turquie, serait mené jusqu'à son terme. Pour leur part, plusieurs responsables parlementaires du BDP ont confirmé que le processus de paix restait à l'ordre du jour et que la dernière déclaration du PKK était «une chance à saisir» pour relancer le règlement de la question kurde en Turquie.

Il est vrai que la situation stratégique régionale a sensiblement évolué au cours des dernières semaines. Tandis que la Turquie entretient toujours d'aussi bonnes relations avec la région kurde d'Irak du nord de Massoud Barzani, elle a noué des liens avec le PYD, l'organisation rebelle qui dans le nord de la Syrie, contrôle désormais la majorité des zones kurdes évacuées par le régime de Bachar el-Assad et qui n'est autre que la branche syrienne du PKK. Ahmed Davutoğlu a expliqué cette ouverture inattendue par la nouvelle approche de la question kurde que son gouvernement entend faire prévaloir dans son pays. Pour sa part, Saleh Muslim, le leader du PYD, plusieurs fois reçu en Turquie au cours de l'été, vient d'affirmer qu'il n'excluait de demander aux autorités turques de pouvoir ouvrir un bureau de son organisation à Ankara. La confiance entre les deux protagonistes reste pourtant mesurée. Les Kurdes syriens reprochent au gouvernement turc ses liens avec les éléments djihadistes de l'opposition syrienne qu'ils ont militairement affrontés ces dernières semaines. La Turquie souhaite avoir un droit de regard sur l'évolution de la situation dans le nord la Syrie et notamment contrôler l'éventuelle création par le PYD d'une région kurde autonome, comparable à celle qui existe déjà dans le nord de l'Irak.

AFP

Une réserve naturelle émerge des champs de mines au Kurdistan irakien

CHOMAN - 15 septembre 2013 - Abdel Hamid Zebari / AFP

LIEU DE CONFLIT pendant des années, les collines verdoyantes qui s'étendent à perte de vue à l'extrême nord de l'Irak, sont devenues un parc naturel, attirant touristes et chercheurs.

Les autorités de la province autonome du Kurdistan irakien ont créé il y a un an leur première réserve naturelle, adossée à la frontière avec l'Iran, mais il leur reste fort à faire.

Car ces vallées boisées, entourées de montagnes aux cimes enneigées, ont été fortement marquées par la guerre Iran-Irak dans les années 1980, et les autorités procèdent toujours à un patient travail de déminage pour ouvrir ces contrées inconnues aux visiteurs.

Outre le danger que représentent les mines, la région a récemment été visée par l'aviation turque qui tentait de frapper des éléments du PKK, des rebelles kurdes de Turquie réfugiés en Irak, et par l'Irak qui bombardait à l'artillerie les bases arrières de ses propres rebelles kurdes.

Ces bombardements ont cessé et les champs de mines sont maintenant circonscrits, en attendant que des organisations non gouvernementales achèvent le travail de déminage.

Les 1100 kilomètres carrés de réserve naturelle, baptisée «parc national d'Halgourd Sakran», abritent les montagnes les plus hautes du pays, aux confins du nord de l'Irak. La route qui y mène longe sommets et cascades avant de déboucher sur des lacs et des forêts.

Les autorités ont créé le parc pour encourager le tourisme, mais espèrent que sa réalisation aidera aussi à sensibiliser les habitants aux questions de protection de l'environnement.

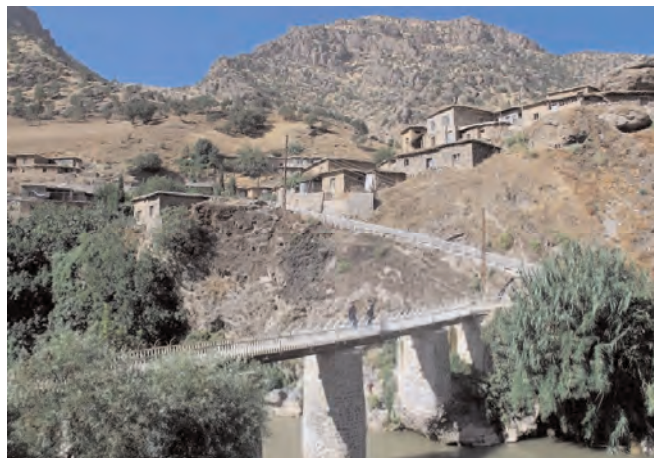
«L'objectif de cette réserve naturelle est de protéger l'environnement, et d'encourager un retour à la civilisation et à notre culture ancestrale», explique Abdoulwahid Kuwani, directeur de l'autorité locale responsable pour le parc et maire de Choman, principale ville de la région.

«Nous voulons que ce parc devienne un centre de tourisme pour les habitants du Kurdistan, d'Irak, et du Moyen-Orient, qu'ils puissent venir voir les animaux sauvages», précise-t-il.

L'abattage d'arbres et la chasse ont été interdits dans la réserve qui abrite cerfs, ours, et tigres. Les autorités locales cherchent à encourager les habitants du parc, qui vivent de l'élevage de moutons, à entreprendre des travaux d'artisanat et à vendre des produits locaux aux touristes.

Plus de 2,2 millions de visiteurs, pour la plupart irakiens, ont visité l'an dernier le Kurdistan, comparé à 1,2 million les six premiers mois de cette année.

La région autonome du Kurdistan, qui profite d'un environnement sécuritaire bien meilleur que le reste du pays, affiche un fort taux d'expansion



Le parc national d'Halgourd Sakran.
PHOOT SAFIN HAMED, AFP

économique.

Elle possède des réserves de pétrole --que lui dispute le gouvernement fédéral--, son propre parlement et son propre régime pour la délivrance de visas pour les visiteurs étrangers.

La réserve naturelle doit jouer un rôle important dans le développement touristique de la région, mais il reste du chemin à faire pour convaincre tous les habitants de la nécessité de protéger leur patrimoine.

Deux tigres sont récemment morts dans le parc, dont un empoisonné par des habitants qui avaient déposé de la viande mélangée à du poison pour tuer des loups responsables d'attaques contre leur cheptel.

Selon Nadir Rosti, porte-parole du département du tourisme de la région, les autorités envisagent maintenant d'agrandir la réserve et de créer de nouveaux parcs aux alentours.

Enfin, le projet est également un projet scientifique, qui vise à aider les universités irakiennes et kurdes «à effectuer des recherches sur l'environnement et les différents animaux qu'on trouve ici», ajoute le maire.

«C'est un endroit incroyable», explique Gunther Loiskandl, un expert autrichien de la faune. «La région est riche en animaux et en variétés de plantes -- elle a tout ce qu'on peut espérer trouver dans une réserve naturelle».

«Nous devons travailler pour les générations à venir», ajoute l'expert, car «il va falloir du temps pour reconstituer l'environnement et la faune».

○

AFP

Le PKK interrompt son retrait de Turquie, accuse Ankara d'inaction

ANKARA, 09 septembre 2013 (AFP)

LE PARTI des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé lundi avoir interrompu le retrait de ses combattants du territoire turc, engagé en mai dans le cadre d'un processus de paix avec Ankara, accusant les autorités turques d'inaction.

Dans un communiqué cité par l'agence de presse prokurde Firat News, le mouvement armé a expliqué que "l'attitude du gouvernement turc consistant à ne pas progresser sur la question kurde était à l'origine de cette situation", mais a précisé qu'il respecterait la trêve en vigueur avec les forces turques.

"Le retrait des combattants a été arrêté. La trêve sera maintenue (...) afin de permettre au gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) d'entamer des initiatives en faveur du projet (de paix) du président Apo (Abdullah Öcalan, chef emprisonné du PKK)", ajoute le communiqué.

Dans ce texte, le PKK impute "l'entière" responsabilité de cette décision au gouvernement islamo-conservateur turc, lui reprochant de ne pas faire adopter au Parlement un paquet de réformes démocratiques censées renforcer les droits de la minorité kurde de Turquie.

En échange du retrait de ses quelque 2.500 combattants de Turquie, le PKK exige des amendements au code pénal et aux lois sur les élections, →

→ ainsi que le droit à l'éducation en langue kurde et une forme d'autonomie régionale.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré le mois dernier que son gouvernement restait attaché au principe d'une paix avec le PKK. Mais il a précisé qu'une amnistie générale pour les rebelles, et notamment M. Öcalan qui purge une peine de prison à vie depuis 1999, et le droit à l'éducation en kurde n'étaient pas d'actualité.

M. Erdogan avait également relis en cause la réalité du retrait des troupes du

PKK de Turquie, estimant que 20% à peine d'entre eux, "des vieux et des enfants" selon ses mots, avaient quitté la Turquie pour rejoindre leurs bases du Kurdistan irakien.

Une frange de l'opinion turque reste catégoriquement opposée aux discussions engagées par le gouvernement avec le chef du PKK, largement considéré comme un "terroriste".

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 40.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984. ○



Irak: BP signe un contrat concernant un champ de pétrole contesté dans le nord

KIRKOUK (Irak), 11 septembre 2013 (AFP)

LE GROUPE PÉTROLIER britannique BP a signé un contrat avec Bagdad concernant un champ de pétrole qui se trouve au coeur d'un différend entre le gouvernement fédéral et la région autonome du Kurdistan irakien, ont annoncé mercredi des responsables.

L'accord, condamné par les autorités kurdes, prévoit que BP mène des analyses dans le champ de Kirkouk, mais ouvre la porte à ce que le groupe travaille à augmenter la production de ce gisement.

Le développement de ce champ est un des objectifs de l'Irak, qui souhaite augmenter sa production pétrolière afin de financer une reconstruction plus que nécessaire.

Mais de nombreux différends opposent le gouvernement central de Bagdad et le Kurdistan irakien, notamment concernant le partage des recettes pétrolières et la souveraineté de la zone autour de Kirkouk, une région riche en pétrole, que les Kurdes veulent inclure dans le Kurdistan.

"Le contrat prévoit des études du champ pétrolier (...) La compagnie doit mener ces études dans un délai de 18 mois", a indiqué à l'AFP un haut responsable de la compagnie nationale irakienne North Oil Company, qui a la gestion de ce champ.

"Une fois le rapport présenté et la possibilité d'augmenter la production du champ confirmée, un contrat de service serait signé sur 20 ans", a-t-il ajouté, sous couvert de l'anonymat.

Ce responsable a indiqué qu'en vertu de cet éventuel contrat de service, BP recevrait 2 dollars par baraministèreil de pétrole extrait.

"En cas d'échec à obtenir un accord sur le contrat de service, le ministère du Pétrole paiera son dû à la société", est-il encore prévu par cet accord, finalisé mardi à Bagdad, de même source.

Le champ pétrolier de Kirkouk, qui produit actuellement 270.000 barils de pétrole par jour, devrait, selon ce responsable, passer à une production de 500.000 bpj d'ici trois ans.

Un porte-parole de BP à Londres a uniquement confirmé avoir reçu une lettre d'intention à ce sujet.

Un porte-parole du ministère des Ressources naturelles du Kurdistan irakien a condamné cet accord.

"Le gouvernement du Kurdistan autonome rejette tout accord qui contrevient à la Constitution et va contre les intérêts de l'Irak", a-t-il indiqué dans un communiqué, assurant qu'"aucune compagnie ne sera autorisée à travailler dans les territoires contestés" sans "l'accord formel et l'implication du gouvernement du Kurdistan".

Bagdad reproche au Kurdistan de passer des contrats pétroliers directement avec des compagnies étrangères, sans l'aval du gouvernement central.

Des diplomates et dirigeants considèrent que les différends entre Bagdad et Erbil, notamment le différend territorial concernant Kirkouk, est une de plus sérieuses menaces à long terme pour la stabilité de l'Irak. ○



13 septembre 2013

Syrie: Au nord, les Kurdes pris en tenaille

Le combat pour la création d'une administration autonome kurde se heurte aux djihadistes et à l'hostilité de la Turquie, sur fond de lutte pour le contrôle des gisements de pétrole.

Talal Al Attrache

Des dizaines de milliers de civils kurdes ont récemment gagné le Kurdistan irakien, fuyant les massacres commis par une large coalition de groupes djihadistes liés à al-Qaïda. Leur crime? Appartenir à une minorité ethnique, laïque et en quête de reconnaissance identitaire. Depuis mai dernier, la montée en puissance des milices djihadistes du Front al-Nosra et de

l'État islamique de l'Irak et du Levant (EIL), qui contrôlent désormais une grande partie du nord et de l'est de la Syrie, a coïncidé avec une hausse des attaques contre les régions gérées par les Kurdes.

Les combats ont été particulièrement sanglants à Tal Abyad et Ayn al-Arab (Kobané), en raison du soutien militaire et logistique accordé par les Turcs aux djihadistes. La Turquie craint en effet l'émergence d'une zone autonome kurde en Syrie qui encouragerait la reprise de la guérilla indépendantiste kurde sur son propre territoire. Ces craintes ont été attisées par le contrôle des puits de pétrole du nord-est de la Syrie par les combattants kurdes.

Depuis juillet 2012, le Parti démocratique kurde (PYD) contrôle les régions kurdes

long de la frontière entre la Syrie et la Turquie, devenue de facto une zone autonome.

Le PYD œuvre avec d'autres partis de gauche au sein du Comité national de coordination pour le changement démocratique (CNCD), la principale force d'opposition laïque à l'intérieur de la Syrie. Il préconise à terme une démocratie fédérale et pluraliste en Syrie qui garantisse la reconnaissance des droits de toutes les minorités ethniques et religieuses. Cet objectif heurte les ambitions des djihadistes d'établir un califat islamique.

D'autant plus que les salafistes voient d'un mauvais œil la laïcité et la promotion des droits de la femme mises en avant par le PYD. Signe révélateur de cette laïcité sans précédent au Moyen-Orient: les femmes

représentent 40 % des effectifs des Unités de protection du peuple (YPG), la branche armée du PYD. Pris en étau entre les attaques des djihadistes, qui ont déclaré la guerre sainte contre les Kurdes, et l'inimitié à peine voilée de la Turquie, le PYD contre-attaque.

Malgré la supériorité militaire des salafistes, les combattants kurdes leur infligent des défaites successives, ce qui a valu au YPG la confiance de la population locale. Ces victoires placent face à face deux projets contradictoires au nord du pays: d'une part, l'émirat islamique, défendu par les djihadistes; d'autre part, l'autonomie administrative kurde, qui s'impose malgré la Turquie et ses alliés d'al-Qaïda.

Le Monde

Mercredi 11 septembre 2013

Syrie : Obama saisit la main tendue par les Russes

Washington
Correspondante

Soulagement à Washington, autant qu'incrédulité. Une porte de sortie s'est soudainement dessinée, lundi 9 septembre, dans la crise syrienne. Le président Barack Obama, qui avait prévu d'utiliser ses interviews aux six principales chaînes de télé, lundi soir, pour convaincre les parlementaires de soutenir sa stratégie de frappes limitées contre le régime de Bachar Al-Assad, a créé la surprise en indiquant qu'il était prêt à « suspendre » l'action militaire si le dictateur syrien acceptait de placer ses armes chimiques sous le contrôle de la communauté internationale. Cette proposition, avancée par la Russie, pourrait constituer une « percée significative », a jugé le président, vingt-quatre heures avant de s'adresser au peuple américain, non pas depuis le bureau Ovale, mais de l'East Room, un salon moins solennel.

L'idée de mettre les armes chimiques syriennes sous séquestre a été lancée presque par inadvertance par le secrétaire d'Etat John Kerry, dans la matinée à Londres. Un journaliste lui a demandé s'il restait pour Bachar Al-Assad une possibilité d'éviter les frappes. « Bien sûr, s'est exclamé le ministre. Il pourrait remettre toutes ses armes chimiques à la communauté internationale dans la semaine – les remettre dans leur totalité, sans délai, et permettre leur démontage plein et entier. Mais il n'est pas près de le faire, et il ne le peut pas. »

Le département d'Etat a vite fait savoir que le commentaire de M. Kerry était « hypothétique » et non pas une proposition en règle, encore moins un ultimatum. Mais dans l'avion qui le ramenait à Washington, le secrétaire d'Etat a reçu un coup de fil de son homologue russe, Sergueï Lavrov. Moins de deux heures plus tard, M. Lavrov appelait les autorités syriennes à placer leur stock d'armes chimiques sous contrôle international, en vue de leur destruction, et à adhérer à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Le ministre syrien Walid Mouallem, qui était justement à Moscou, accueillait « favorablement » l'initiative.

Ce qui était devenu la « proposition russe » a rebondi, de Londres,

où David Cameron l'a jugée « particulièrement bienvenue », à New York, où le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a proposé la création de zones tampons supervisées par l'ONU, où les armes chimiques pourraient être détruites. A Washington, l'administration Obama a été prise à revers, mais elle a vu rapidement l'intérêt de la situation. « Nous allons étudier sérieusement » la proposition, a réagi Tony Blinken, le conseiller adjoint à la sécurité nationale. Mais pas question de baisser la garde. L'offre de Moscou est le signe que « la pression qu'exerce le président » a payé.

L'idée a rapidement fait boule de neige. Hillary Clinton, qui était à la Maison Blanche pour une réunion sur le trafic d'animaux sauvages, a estimé que l'initiative russe était un « pas important ». « Mais elle ne peut pas être une nouvelle excuse pour retarder ou faire obstruction. » L'influente sénatrice démocrate Dianne Feinstein, poursuivie par les foudres de ses électeurs californiens pour son soutien aux frappes, a aussitôt approuvé le plan russe. Et son collègue Harry Reid, qui avait d'abord décidé de le maintenir, a annoncé le report du vote qui était prévu mercredi au Sénat sur la résolution autorisant les frappes.

Rassurée, la Bourse a fini en hausse. « Poutine vient d'offrir à Obama une bouée de sauvetage : une solution diplomatique qui permet le report d'un vote qu'il allait peut-être perdre », a commenté l'ancien porte-parole du département d'Etat Philip Crowley. Seuls quelques spécialistes ont mis en avant la complexité qu'il y a à se saisir de plusieurs centaines de tonnes de gaz neurotoxiques dans un pays en guerre. Sans parler de la difficulté de vérifier que l'en-

Le débat au Congrès sur la résolution de la Maison Blanche autorisant des frappes militaires a été reporté

semble des stocks ont été récupérés, une entreprise qui a pris une décennie en Irak.



En fin de journée, la Maison Blanche en était pratiquement à revendiquer l'idée du passage des armes chimiques de Bachar Al-Assad sous contrôle international – une suggestion qui avait d'ailleurs été faite il y a un an par Richard Lugar, un républicain proche du président.

Barack Obama a lui-même indiqué, dans son entretien accordé à NBC, qu'il avait déjà évoqué ce scénario avec Vladimir Poutine. Interrogé par Le Monde, un haut responsable de l'administration a affirmé que les deux dirigeants avaient eu cette conversation il y a plus d'un an, et notamment au G20 de Los Cabos (Mexique) en juin 2012.

Les deux hommes en auraient de nouveau discuté au sommet de Saint-Petersbourg, où ils ont eu un aparté de près de trente minutes, bien qu'ils soient très en froid. La discussion a eu lieu vendredi 6 septembre, en séance plénière. « Poutine a approché le président, a raconté un haut responsable américain aux journalistes voyageant dans l'avion présidentiel. Ils ont échangé quelques mots, puis ils ont décidé de continuer dans un coin de la pièce. Ils ont amené des chaises et ils se sont assis pendant que les autres leaders regardaient. » Le tête-à-tête a été presque entièrement consacré à la Syrie. « Mais sans acrimonie », a assuré la même source.

Le sénateur John McCain a proposé de soumettre très vite une résolution à l'ONU pour tester la sincérité des Russes. Dans les interviews qu'il a données lundi soir, M. Obama s'est déclaré « sceptique », compte tenu du comportement de Moscou depuis deux ans. « Et nous ne voulons pas de tactique dilatoire ou d'obstruction. » Il a aussi insisté sur la nécessité de maintenir la crédibilité de la menace militaire. « C'est pour cela que je vais faire quand même mon discours à la nation pour expliquer pourquoi je pense que c'est si important. » Mais, selon lui, les événements donnent du temps au Congrès pour se prononcer. « Je ne prévois pas que vous verrez une succession de votes cette semaine, ou à un quelconque moment dans le futur immédiat », a-t-il dit sur ABC.

Le président, qui a reconnu à demi-mot qu'il n'avait pas les votes nécessaires, a pris acte de l'énorme réprobation qu'est en train de susciter dans le pays profond la perspective de nouvelles frappes au Proche-Orient. Les membres de l'administration, président en tête, ont beau répéter que « ce n'est ni l'Irak, ni l'Afghanistan, ni même la Libye », les oppositions s'accroissent d'autant que le message est brouillé. La situation syrienne est présentée comme

relevant de l'intérêt national des Etats-Unis (ce que ne croient pas 72 % des Américains, selon un sondage CNN), mais les frappes annoncées sont chaque jour plus « limitées ». John Kerry a même parlé, lundi, d'un effort « incroyablement

petit » (*unbelievably small*). Remarque « incroyablement inutile », a cinglé John McCain.

Barack Obama a admis qu'il n'arrivait pas à convaincre les Américains, lui qui, pendant deux ans, leur a expliqué pourquoi il obser-

vait une ligne de non-intervention en Syrie. Et qui reconnaît lui-même qu'il « a été élu pour mettre fin aux guerres pas pour en commencer ». Lundi, il a répété qu'il comprenait les réticences de ses compatriotes. « Si vous demandez à quelqu'un, si

vous demandez à Michelle [son épouse], est-ce que nous voulons nous mêler d'une autre guerre ? La réponse est non », a-t-il dit sur NBC. Si même Michelle est contre... ■

CORINE LESNES

Le Monde

11 septembre 2013

LA GUERRE EN SYRIE

Les autorités françaises prises de court

Le Quai d'Orsay comme l'Elysée se montrent prudents, tout en se disant « ouverts à la discussion »

Le coup de théâtre provoqué par la Russie, qui a proposé, lundi 9 septembre, de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international, a été accueilli avec un mélange de satisfaction et de scepticisme par la France. Satisfaction, car le changement de pied de la diplomatie russe, jusque-là arc-boutée sur un soutien inflexible au régime de Bachar Al-Assad, « montre que la détermination et la fermeté ont payé », dit-on à l'Elysée. Scepticisme, car le diable se cache dans les détails. « Tant que l'on ne connaît pas la portée, le calendrier et les modalités de l'annonce russe, on restera vigilant », insiste-t-on dans l'entourage du président François Hollande.

L'initiative russe a pris de court les autorités françaises. Tant à l'Elysée qu'au Quai d'Orsay, on affirme avoir été « surpris ». Rien, en effet, ne laissait présager un tel retournement de situation. Surtout après le récent sommet du G20 à Saint-Petersbourg, marqué par un affrontement entre la Russie et les Etats-Unis sur la Syrie.

Prenant acte de cette nouvelle donne, Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, a diffusé, lundi dans la soirée, un communiqué prudent dans lequel il demande « des engagements précis » au régime syrien. Le chef de la diplomatie française a énuméré trois conditions pour prendre au sérieux la proposition russe. Premièrement, « Bachar Al-Assad doit s'engager sans délai à mettre sous contrôle international et à laisser détruire l'ensemble de son arsenal chimique ». Deuxièmement, « cette opération doit se faire sur la base d'une résolution contraignante du Conseil de sécurité, avec un calendrier court et des conséquences fer-

mes s'il ne respectait pas ses engagements ». Troisièmement, « les responsables du massacre chimique du 21 août ne doivent pas rester impunis, la Cour pénale internationale devra être saisie ».

« Si les Russes bougent, c'est parce qu'ils veulent sauver la peau de Bachar », juge un conseiller du président

Au Quai d'Orsay, on reconnaît que « c'est pas mal joué » de la part des Russes. « Il n'y a pas de raison de balayer cette initiative d'un revers de la main », affirme un diplomate influent, tout en soulignant qu'il faut maintenant des engagements concrets pour vérifier la portée de cette déclaration russe. « Pour l'instant, dit-il, on n'en a pas. » Pour la France, il est avant tout indispensable d'obtenir l'assurance d'un contrôle international sur la destruction des armes chimiques syriennes et un échéancier contraignant. « On ne parle pas de six mois, même pas de trois mois », assure ce diplomate. Faute de telles assurances, « la proposition russe ne sera qu'une tactique de diversion ». Même réserve à l'Elysée : « Si les Russes bougent, c'est parce qu'ils veulent sauver la peau de Bachar », juge un conseiller du président.

Quoi qu'il en soit, l'initiative russe rebat les cartes diplomatiques. D'abord, parce qu'elle illustre que la pugnacité franco-américaine a « ébranlé la Russie », dit-on au Quai d'Orsay. Ensuite, et surtout, parce qu'elle éloigne la perspective de frappes contre la Syrie.

Comment, en effet, les justifier si la menace des armes chimiques disparaît ? On n'en est pas là, mais la donne du débat a néanmoins été profondément bouleversée.

Ce changement tombe à point nommé, tant la France et les Etats-Unis avaient des difficultés à convaincre leurs opinions de la pertinence de frappes contre le régime de Bachar Al-Assad. Et aussi, à construire une coalition internationale favorable à une option militaire en Syrie. Signé de cette inquiétude, Paris et Washington se sont livrés à une frénésie diplomatique ces derniers jours avec un succès mitigé. Les Européens ont certes signé une déclaration commune condamnant le recours aux armes chimiques, mais sans apporter pour autant un soutien explicite à des frappes contre la Syrie.

Cette nervosité palpable s'est aussi traduite par une surenchère du langage. Cela était clairement perceptible lors de la venue de John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, le 7 septembre à Paris. M. Kerry n'a pas hésité à comparer Bachar Al-Assad à Hitler, ni même à faire le parallèle entre les atermoiements occidentaux sur la Syrie et la conférence de Munich de 1938 qui avalisa l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie.

Le glissement de vocabulaire était notable par rapport à celui utilisé il y a quelques semaines, lorsque l'accent était mis sur la nécessité de sanctionner l'usage de l'arsenal chimique de Bachar Al-Assad au nom du respect du droit international. Cette dramatisation visait à influencer sur les opinions publiques américaine et européenne, largement hostiles à une intervention en Syrie.

Mais cette stratégie militaire

devenait moins audible, tant elle évoluait au gré des semaines. D'abord annoncée comme imminente, celle-ci n'a cessé d'être repoussée. Le premier coup de frein est venu avec le vote de la Chambre des communes, interdisant toute participation britannique à une action militaire. Il a été suivi par la décision du président Barack Obama de solliciter l'aval du Congrès, qui a pris l'Elysée de court. Et ensuite, François Hollande a affirmé, au G20 de Saint-Petersbourg, qu'il fallait désormais attendre la remise du rapport des inspecteurs de l'ONU sur les armes chimiques et la saisine du Conseil de sécurité des Nations unies.

Autant de décisions qui ont contribué à brouiller la lisibilité de la stratégie franco-américaine. S'il était urgent d'agir il y a quelques semaines, pourquoi fallait-il ensuite attendre ?

Dans ce contexte, l'initiative russe relance l'équation diplomatique. Elle repousse la probabilité de frappes, du moins dans l'immédiat, ce qui n'est pas forcément pour déplaire à Paris et à Washington, tant la perspective d'une implication dans le conflit syrien était lourde de risques. « Si la Russie peut obliger Bachar Al-Assad à renoncer aux armes chimiques, très bien, on ne va pas s'en plaindre », dit-on au Quai d'Orsay. Mais avant d'en arriver là, la France demeure vigilante. « Nous sommes ouverts à la discussion, prudents sur la portée de cette proposition russe et méfiants vis-à-vis du régime syrien qui a toujours menti », insiste-t-on à l'Elysée. ■

YVES-MICHEL RIOIS

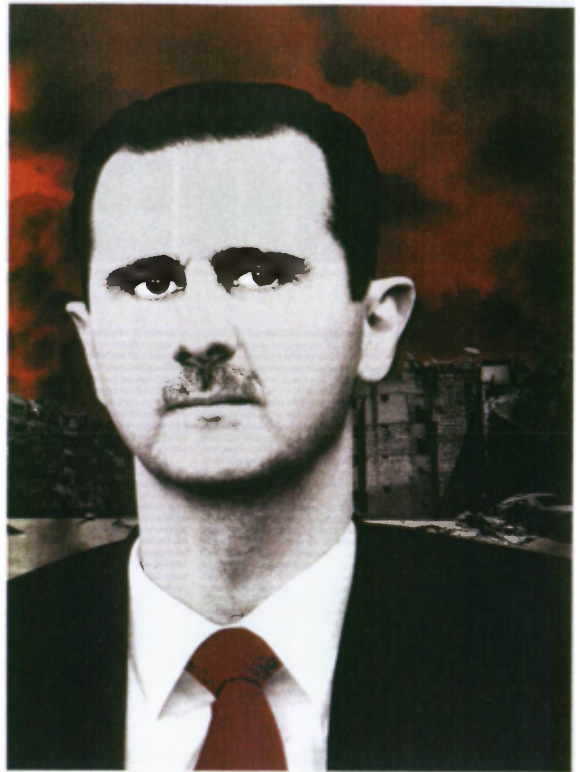
TIME

September 16, 2013

WORLD

The Cult Of Assad

Even the Syrian President's father didn't want him to rule Syria. But the accidental dictator won't give in
By Aryn Baker and Jay Newton-Small



T

To understand the man President Obama is seeking congressional approval—and international support—to punish for hideous crimes against his own people, you have to go back to June 26, 1980, and the pivotal moment of Bashar Assad's youth. He was just 14 when the Syrian branch of the Muslim Brotherhood tried to kill his father Hafez, then the country's President. As the elder Assad waited to greet a foreign delegation at a government palace for guests in Damascus, would-be assassins lobbed hand grenades and sprayed machine-gun fire at the President. He survived, reportedly kicking away a grenade. The Brotherhood did not.

What happened that day and over the next two years greatly influenced the teenager who would eventually, unexpectedly, take his father's place. The regime struck back at the Brotherhood

with lethal force and a massive campaign of intimidation, torture, disappearances and extrajudicial killings. In 1982, Hafez, a member of the minority Alawite Muslim faith, made his final push to rid Syria of the Brotherhood, whose members came from the country's Sunni majority. In a brutal attack on their enclave in Hama, an ancient city 135 miles (215 km) north of Damascus, the military obliterated mosques and caravanserais that dated to the dawn of Islam. Whole neighborhoods were bulldozed flat. Anywhere from 10,000 to 30,000 people were killed in the assault. The entire Brotherhood leadership was liquidated; so too were their families. In a report on the massacre, the human-rights group Amnesty International noted that government soldiers allegedly pumped lethal cyanide gas through hoses into houses where suspected insurgents lived, killing everyone inside.

To outsiders, the destruction of Hama was a horrific crime against humanity, one involving the use of poisonous gas to kill civilians, an act outlawed internationally since World War I. But the young Bashar, according to several people who know him well, saw Hafez's actions in a very different light. If a unified Syria and the Alawite-dominated regime were both to survive, he learned from his father, dissent could not be tolerated. Any sign of

rebellion was an existential threat that must be quashed with overwhelming force—and international law be damned.

Three decades later, Bashar, who turns 48 on Sept. 11, is fighting a civil war very much in the manner of Hafez. His military is destroying Syrian cities held by antiregime rebels—who are again overwhelmingly Sunni—and his forces are slaughtering armed opponents and civilians alike. The death toll from Bashar's campaign, more than 100,000 in over 2½ years, has long since eclipsed the casualties from Hafez's pogroms against the Brotherhood. And Bashar may have exceeded his father in his use of weapons of mass destruction: on Aug. 21, according to the Obama Administration and several other governments, including those of Britain, France and Turkey, Assad's military launched a chemical-weapons attack against several rebel-controlled neighborhoods in the Damascus suburbs, killing anywhere from 350 to more than 1,400 people. (The regime denies it used chemical weapons, saying the opposition, in a bid to tarnish the government, is responsible.)

But while Hafez received only lingering international scorn for his assault on Hama, Bashar now faces the prospect of U.S.-led air strikes. In Washington, lawmakers are debating an appropriate response to the chemical-weapons attack:



Family album Hafez Assad and his sons, 1970



Undated portrait of Hafez, his wife and children



Bashar, left, observes an operation, 1992

Should the dictator merely be delivered a glancing blow, enough to ensure he doesn't use those weapons again, or should his military be crippled, allowing the rebels to topple him? In Damascus, the mood is a mix of sanguine and defiant. In a recent interview with France's *Le Figaro* newspaper, Assad dismissed Obama as "weak" and warned that action against his regime would destabilize the entire Middle East. He rejected the idea of a political settlement with the rebels, saying that "80% to 90%" were "terrorists" belonging to al-Qaeda. "The only way to deal with them is to annihilate them," he said. Although few Western journalists are allowed into Damascus, rebel commanders and witnesses tell TIME that the military has been scattering its assets and moving personnel to civilian areas in anticipation of the air strikes.

In the city where Hafez survived the assassination attempt, his son expects to outlast his enemies, domestic and international. Officials and friends of the dictator tell TIME that he believes the civil war is a repeat of his father's battle against the Brotherhood. "Muslim fanatics nearly killed his father, [and] to Assad, they are back," says a former government official who has long known the Assads and still maintains ties to the regime. "He believes he is the last bastion of resistance against the Islamic terror threat. He does not care if people will still be calling him a murderer in 10 years, because he knows in 100 years he will be called a hero."

Second-Choice Successor

NEVER MIND A HERO, HIS FATHER HAD INTENDED Bashar to be no more than a footnote in Syria's history. The presidency was reserved for his older brother Bassel, a charismatic athlete favored by their father. Hafez schooled Bassel in both war and politics from a young age, determined that his firstborn son would carry on his vision for a strong, unified Syria. Bashar, as the second of four sons, was kept away from the political and military instruction that made up Bassel's education. The senior Assad, scarred by his own conflicts with a power-hungry brother that included an attempted coup, wanted to make sure that Bassel, as the appointed heir, would not face similar competition, says British author Patrick Seale, an old family friend and author of a biography of Hafez, *Asad* [sic]: *The Struggle for the Middle East*.

According to childhood friends, Bashar was a middling student—introverted, stubborn and moody but also loyal and modest. He overthinks things, say friends and colleagues, and has a hard time making decisions. He tends to go with the advice of the last person he consults. That indecisiveness, combined with a fierce stubbornness, is at the root of his sometimes unpredictable behavior, says the former official. "He comes off as weak, but that is because he is more analytical than his father. He wants to consider all the angles and is incapable of making snap decisions," says an official who has recently seen Assad. "The weak chin

is as much metaphorical as physical."

Assad's father encouraged him to be a doctor, and he chose ophthalmology—"because he couldn't stand the sight of blood," says an old school friend, a little sarcastically—and went to study at London's Western Eye Hospital. (The schoolmate, like most other Syrians interviewed for this story, spoke on the condition of anonymity for fear of a backlash from the regime or its supporters.)

Hafez's carefully laid succession plan blew up on Jan. 21, 1994, when Bassel died in a high-speed car accident while driving to Damascus airport. Bashar, after 18 months of studying in the U.K., was recalled to Damascus, and Hafez now attempted to instill in his second son, only 28, the leadership qualities he felt Syria would need. Bashar proved largely inept. "Hafez was desperate to influence and train Bashar to be a leader, but he was never the right type," says Seale. The young doctor was awkward and lacked the common touch necessary to win the loyalty of the population. "He was, still is, a terrible public speaker. He blathers on in an uncontrolled way and loses his audience quickly," says Seale.

In an attempt to prepare his new heir apparent for the presidency, Hafez asked then U.S. ambassador to Syria Ryan Crocker to help Bashar bone up on his knowledge of international affairs and diplomacy. "It was a curious way to prepare someone for leadership," Crocker remembers. "He didn't sit in on any of his father's meetings. Instead, we spoke several times



The President-elect attends war games, 2000



Celebrating a child's birthday with wife Asma



Bashar and Asma arrive in New Delhi, 2008

for long, intense sessions." The sessions were conducted in Arabic because Assad's English wasn't as good as it is now, even though he'd just finished graduate school in London. "My understanding is he just went to school and went home and hung out with his Syrian friends at night," Crocker says. "So he could discuss eye surgeries in English, probably at a higher level than I could, but he didn't have the political and economic vocabulary."

A Disarming Dictator

WHEN HE EVENTUALLY SUCCEEDED HAFEZ in 2000, many Syrians projected on him their hopes for change—for democratic reforms at home, for better relations with the West, for a stable and harmonious multiethnic nation in the world's most volatile neighborhood. The young Assad was thought to be more comfortable with the West than his father. After all, he had studied in Britain and had married an elegant British-Syrian banker named Asma, who would later be profiled in *Vogue*. He liked computers and was responsible for bringing the Internet and cell phones to Syria. He was self-effacing, even ordering the removal of posters of his father and the first family that had been ubiquitous in shops, offices and public places. He confessed to being a fan of Phil Collins and was a keen amateur photographer.

Western governments were disarmed by a leader who seemed more dweeb than dictator. On the eve of his first state visit to the U.K., in December 2002, British diplomats sought, unsuccessfully, to have

the Queen bestow upon him an honorary knighthood. Italy did grant him its highest honor—the Order of Merit of the Italian Republic. (It was revoked last year.) American observers, mindful of Syria's close ties with the Lebanese terrorist group Hizballah, were warier of the new leader in Damascus—and they grew warier still when he turned a blind eye to Arab jihadists using his country as a staging ground for operations against U.S. troops in Iraq from 2003 to 2007. Even so, today's Secretary of State John Kerry, then chairman of the Senate Foreign Relations Committee, met Assad several times, visiting him in Damascus as recently as 2009. Kerry developed a good relationship with Assad and in a question-and-answer session following a speech the Senator delivered on March 16, 2011—the day after the start of the protests that would morph into Syria's civil war—Kerry expressed optimism that Assad would improve ties with the U.S.

But David Lesch, a history professor at Trinity University in Texas who met with Assad regularly from 2004 to 2009 in the process of writing two books about him and Syria, says his fondness for Western influences—like Phil Collins—was deceptive. It helped form an image of him as a pro-Western reformer, Lesch says, "when in fact he was a child of the Arab-Israeli conflict, a child of the Cold War and a child of Hafez."

Like his father, Assad eventually developed a taste for the cult of personality. The posters he had ordered taken down

would be replaced by new ones showing the young President. "For his 2007 're-election'—he was the only one on the ballot—there were pictures of him everywhere, [and] he won the referendum with 97% of the vote," says Jon Alterman, a Middle East expert at the Center for Strategic and International Studies in Washington, who twice met with Assad in Damascus. Lesch says he asked Assad about the 97% vote and "half expected him to revert back to the unassuming, unpretentious nature he'd come into office with and dismiss it, but he embraced it. He said it showed people loved him, adored him, needed him. It showed me he'd be President for life."

And he may yet be. In the third year of the war his military remains strong and well supplied, and it has managed to take back some of the key cities previously lost to the rebels. Besides, few of the voices in the West now arguing for air strikes against Syria want Assad to be toppled, lest the power vacuum be filled by Islamist rebels far more extreme than those who tried to kill his father. That fear also unites many ethnic and sectarian minorities behind the dictator. "I really do think that if an election were held today in Syria, a legitimate one, Assad would still win a majority," Lesch says. "Not because people love him or the regime, but because they don't see an alternative." Whatever the severity of the punishment President Obama hands out to the man who sees himself as Syria's great protector, Assad will cling to the lesson he learned that day 33 years ago: to survive is to win. ■

PREVIOUS PAGES: BRYAN DEVON—THE NEW YORK TIMES/REDUX; VAHID SALEM—AP; SAAD ABOBRAHIM—REUTERS; AFP/GETTY IMAGES; THESE PAGES, LEFT TO RIGHT: CAMERA PRESS/REDUX; SANA/REUTERS; CAMERA PRESS/REDUX; SANA/REUTERS; CAMERA PRESS/REDUX; HARISH TYAGI—EPA/ORBIS

U.N. confirms use of poison gas in Syria

NEW YORK

Rockets armed with sarin struck Damascus in what is called a 'war crime'

BY RICK GLADSTONE,
NICK CUMMING-BRUCE
AND MICHAEL R. GORDON

Rockets armed with the banned chemical nerve agent sarin were used in a mass killing near Damascus on Aug. 21, United Nations chemical weapons inspectors reported on Monday in the first official confirmation by nonpartisan scientific experts that such munitions had been deployed in the Syria conflict.

The findings were made public just hours after Secretary of State John Kerry and the foreign ministers of France and Britain said in Paris that they would not tolerate delays in dismantling Syria's chemical weapons and would press ahead with a strong resolution in the United Nations Security Council to enforce the disarmament plan that the United States and Russia agreed to over the weekend.

Although the widely awaited report did not ascribe blame for the attack, it concluded that "chemical weapons have been used in the ongoing conflict between the parties in the Syrian Arab Republic, also against civilians, including children, on a relatively large scale."

The inspectors, who visited the Damascus suburbs that suffered the attack and left the country with large amounts of evidence on Aug. 31, said that "in particular, the environmental, chemical and medical samples we have collected provide clear and convincing evidence that surface-to-surface rockets containing the nerve agent sarin were used."

Secretary General Ban Ki-moon, who ordered the report, received it on Sunday and presented it to the 15-member Security Council on Monday in a closed-door session. "The findings are beyond doubt and beyond the pale," Mr. Ban told reporters at the United Nations afterward. "This is a war crime."

The 38-page report carried the conclusions of a team of inspectors headed by Ake Sellstrom, a Swedish chemical weapons expert, under the auspices of the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons, an institution based in The Hague that monitors compliance with a 1997 treaty outlawing such munitions.

The report said the facts supporting its conclusion included "impacted and exploded surface-to-surface rockets, capable to carry a chemical payload," which "were found to contain sarin." The facts also included sarin-contaminated areas at the sites, more than 50 interviews given by survivors and health

care workers, clear signs of exposure in patients and survivors, and blood and urine samples by those patients and survivors that were "found positive for sarin and sarin signatures."

The consistency of the symptoms included "shortness of breath, eye irritation, excessive salivation, convulsions, confusion/disorientation and miosis," or constriction of the pupils. First responders also became ill, the report said, "with one describing the onset of blurred vision, generalized weakness, shaking, a sensation of impending doom, followed by fainting."

The report also found that the weather conditions on the morning of Aug. 21 may have increased the number of victims because the temperatures had been falling. The use of chemical munitions in such conditions, the report said, "maximizes their potential impact as the heavy gas can stay close to the ground and penetrate into lower levels of buildings and constructions where many people were seeking shelter."

Although the report confirmed what the United States, its allies and Human Rights Watch had already concluded about the nature of the attack, it was nonetheless regarded as important as the first purely scientific and politically neutral accounting of the facts about the weapons that were used.

The report did not specify the number of people killed in the attack. The United States, which has accused President Bashar-al-Assad's forces of responsibility, said more than 1,400 people were killed, including more than 400 children. That would be the worst single death toll in the 30-month-old conflict, in which more than 100,000 people have died.

Mr. Assad and Russia, his most powerful foreign ally, have said Syrian insurgents were responsible.

The release of the report came as a separate panel of investigators from the United Nations Human Rights Council in Geneva said they were investigating 14 episodes of suspected chemical weapons use in the conflict and would use the report to help identify those responsible for the Aug. 21 attack.

Panel members and diplomats acknowledge, however, that gaining entry to Syria is essential to complete the investigation.

The panel has said that abuses have been committed by both sides in the

"The environmental, chemical and medical samples we have collected provide clear and convincing evidence."

conflict but that the government is responsible for most of them.

In Paris, Foreign Secretary William

Hague of Britain said at a joint news conference, "It is extremely important that there are no evasions" in carrying out the disarmament.

Referring to the Syrian president, Mr. Kerry said, "If Assad fails in time to abide by the terms of this framework, make no mistake, we are all agreed — and that includes Russia — that there will be consequences."

A major question, however, is whether the United States and its allies are pursuing the short-term goal of dismantling Syria's chemical arsenal at the expense of their ultimate objective of pressing Mr. Assad to relinquish power.

The schedule for eliminating Syria's chemical weapons is ambitious: all of them are to be eliminated by the middle of 2014. And experts say that meeting such a schedule will depend heavily on the cooperation of the Assad government.

Laurent Fabius, the French foreign minister, insisted that there was no contradiction between the disarmament goal and the longer-term diplomatic objective, because removing Mr. Assad's chemical arsenal would undermine his military position and would eventually smooth the way for his ouster.

"It will be a weakening of his position," Mr. Fabius said. "He must understand that there is no military victory."

The framework plan on quarantining and destroying Syria's chemical arsenal was worked out by the United States and Russia on Saturday but now needs to be incorporated into a Security Council resolution.

Under the framework agreement, the terms of the accord are to be included in a resolution under Chapter 7 of the United Nations Charter, which would authorize punitive measures if Syria does not comply. While Russia would almost certainly veto any Security Council endorsement of a military strike, other measures could include disrupting Syria's means of communications as well as imposing economic sanctions.

In addition, Mr. Kerry has said the United States remains prepared to launch a unilateral strike if Syria failed to meet its commitments.

Also on Monday, a Turkish fighter jet shot down a Syrian military helicopter after it entered Turkish airspace and ignored repeated warnings to leave, The Associated Press reported, citing an official.

Turkey's deputy prime minister, Bulent Arinc, told reporters in Ankara that he did not have any information on the fate of the Syrian pilots, according to The A.P., but Rami Abdul-Rahman, director of the Syrian Observatory for Human Rights, said rebel fighters captured one of the pilots, while the fate of the other one was unclear.

Iraqi province again fracturing in violence

MUQDADIYAH, IRAQ

Wave of ethnic cleansing raises fears that violence could spread in country

BY TIM ARANGO

The orange archway at the entrance to this farming community welcomes visitors in "peace." The lush palm groves are heavy with ripe dates. For generations, Shiite and Sunni families worked the land, earning a living from their sheep and cows, their wheat fields and lemon trees.

On a recent morning, though, the only talk was of how to stop them from killing one another. The latest strategy: concrete walls with separate entryways for the different sects.

"So there's a Sunni way in, and a Shiite way in," Abu Jassim, a Sunni resident who recently fled his home after sectarian revenge killings by Shiite gunmen, explained to a local representative in Parliament.

During the worst of Iraq's carnage over the last decade, this area of Diyala Province, a mixed region where Shiites, Sunni Arabs and Kurds still compete for power, faced killings and displacement. But what is happening now, villagers say, is worse — what one Western diplomat described in an interview as "Balkans-style ethnic cleansing."

Iraqi leaders worry that the violence here may be a sign of what awaits the rest of the country if the government cannot quell the growing mayhem, partly because the civil war in Syria has enflamed sectarian divisions, as Sunnis and Shiites have taken sides. Attacks have become more frequent this year, with the latest round of bombings coming Sunday in central and southern Iraq, killing at least 42 people and wounding more than 100 others, according to a security official.

The increasing violence countrywide, now at a level not seen in five years, according to the United Nations, has reinforced fears that the type of sectarian battle that gripped the country in 2006 and 2007 will reignite. Here in this town, perched in the Tigris River valley on the way from Baghdad to the Iranian border, it already has.

It started in mid-July, when a fragile tranquility was shattered after a teenage boy, in a baggy T-shirt concealing a vest of explosives, walked in to a Shiite funeral tent and detonated himself while mourners ate a dinner of lamb and rice and tomato soup.



Sheikh Jathban Adnan al-Tameemi, a Shiite leader: "Qaeda is not able to control the heads of the tribes, but they control the young men."

The bombing was blamed on a resurgent Al Qaeda in Iraq, and the bomber, it emerged, was a member of the local Sunni tribe, inflaming not just sectarian hatreds but local tribal rivalries.

In the days after, locals say, Shiite gunmen, some with ties to militias, others out for tribal justice, terrorized Sunni neighborhoods, killing some and demanding that others leave.

HATREDS AND RIVALRIES "It's worse than anything that ever happened before," said Ali Jassim, a displaced resident. "It was people attacking at night with machine guns, not considering if there were kids or women or old men."

Mr. Jassim said he cowered in his chicken coop with his wife and children as gunmen fired on his home shouting, "You are Sunni, you don't belong here. We will kill you if you don't leave." The next morning, he packed clothes and mattresses into a minivan and fled to a safer place, leaving his chickens and sheep behind.

He had lived in that house since 1966, staying even during the worst days of the sectarian war, he said, but he will never go back.

Other residents received fliers on their doorstep, under the name of a prominent Shiite militia and wrapped around a bullet, telling them to leave or be killed, according to several accounts, including those of local residents, offi-

cial and a report by Human Rights Watch.

The increasing role of Shiite militias here is a potentially ominous barometer of the country's stability, an indication that the Shiite majority may have decided it is time, once more, to fight back against the Sunnis.

Even after the Sunni insurgency was tamed in 2007, there was less violence but no reconciliation, and Al Qaeda kept up bombings aimed at restarting a sectarian war. But the Shiites, who are in charge of the government and security forces, mostly refrained from a violent response. The Shiite prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, claimed to be a leader of all Iraqis, burnishing his nationalist credentials by taking on the Shiite militias in several military operations.

But now that calculus is changing: the militias, some of which answer to Iran, are re-emerging to protect their sect, believing that the security forces are unable to do so.

The events that have unfolded here in Muqadiyah, while the most vicious incidents of sectarian bloodletting, are not isolated: Latifiya, for instance, a Sunni-dominated area in south Baghdad, has seen the slaughter of entire Shiite families recently. The government, in response, convened a public event with tribal sheikhs of both sects to convey a message of solidarity whose impact on the streets is likely to be minimal.

As Sunni families have fled

Muqadiyah — at least 365 families have left, according to a government official — locals say militiamen have torched agricultural lands, shut off electricity, killed farm animals and poured cement into irrigation canals, in an effort to assure they would not return. The violence continues: last week, according to a local official, bombs destroyed two vacant Sunni homes.

'WE CALL IT GAZA' Nahada Daini, a Sunni member of Parliament, is trying to prevent her hometown from descending into a maelstrom of violence.

On a recent morning, a group of Sunni villagers gathered in her reception hall to tell their stories and ask for protection so they can return to their homes. In the background, Secretary of State John Kerry and President Obama appeared on a television screen, making their case to bomb Syria, whose war has increasingly destabilized Iraq. One man said his family has lived here for a century-and-a-half, since the days of the Ottoman Empire, but is now told that this is Shiite land.

Since the bombing of the funeral, the Iraqi security forces have continually raided homes in Sunni neighborhoods, casting a wide net in search of Al Qaeda terrorists. They have restricted the movements of Sunni residents who stayed behind, making it especially difficult for them to drive vehicles from their neighborhoods, said Ms. Daini.

New blast walls have been put up around a central market that sits between Sunni and Shiite areas. She said local police officers who she suspects are members of a Shiite militia have tried to prevent Sunni men from even visiting the market, fearing they will set off bombs. The women are forced to

The violence is "exactly the same. It's the next episode, the continuation. But it's getting even worse."

walk long distances to shop.

In describing the situation, she invoked a potent symbol of Arab grievance. "We call it Gaza," she said.

In Ms. Daini's reception hall, three women in black abayas sat off to the side. One said her son had gone missing, another, her husband.

Through tears, Umm Jozsef recalled the worst times of the American occupation and the sectarian grievances it unleashed. "It's exactly the same," she said. "It's the next episode, the continuation. But it's getting even worse."

Days after their families fled their villages, a group of women went back to check on things, to see if their animals were alive, to water the crops. They were met at the edge of their village by a group of armed men, some of whom were young neighbors, the sons and grandsons of the men who once farmed next to their own fathers and grandfathers.

As the violence receded in recent years, local communities had begun a halting process of reconciliation. "We thought this was all behind us," said Umm Ahmed. "We had started healing, and becoming friends again. We went to each other's funerals, and weddings.

"Until the suicide bombing happened, we were becoming friends again."

SHIITES FIGHT BACK Sheikh Jathban Adnan al-Tameemi, with other prominent members of the Shiite community, attended the funeral struck by the sui-

cidé bomber, but left early. Sitting in his big meeting room recently, where he recalled once holding a "useless" meeting on reconciliation with Sunni tribal chiefs, he flipped through a photo album with pictures of him in his compound with friends from the American military. He still writes e-mails to them, his son translating.

"I'm so embarrassed to tell them what is going on here," he said. "I still have hope that they might come visit me so I don't want to discourage them."

For many young men over the last decade, sectarian identity has come to override tribal loyalties, eroding the authority of men like Sheikh Tameemi and enabling the rise of militant groups.

On the Sunni side, he said, "Qaeda is not able to control the heads of the tribes, but they control the young men." On his side, he said, "they know it's difficult for us to control our young people."

Still, he would not disavow the actions of his tribesmen, explaining that notions of tribal justice demanded that action be taken. But he appealed for calm, and said once several suspects in the bombing attack are turned over to authorities, "then the families can go back."

When asked about the involvement of militias, he said, "The sons of our tribes belong to many organizations. They have had their sons and fathers killed and were defending their tribe."

Yasir Ghazi and Duraid Adnan contributed reporting and an employee of The New York Times contributed reporting from Diyala Province

Elections au Kurdistan: le parti de Talabani pourrait pâtir de son absence



SOULEIMANIYEH (Irak), 20 septembre 2013 (AFP)

L'UNION démocratique du Kurdistan (UDK), un des deux partis kurdes au pouvoir dans cette province autonome irakienne, risque de pâtir samedi aux élections régionales de l'absence de son chef tuteur, Jalal Talabani, hospitalisé à l'étranger.

M. Talabani, 79 ans, qui est également président de l'Irak, a été hospitalisé en Allemagne, il y a près de neuf mois, à la suite d'une attaque cérébrale.

L'UDK, dont le fief principal est à Souleimaniyeh, une des deux principales villes du Kurdistan irakien, fait campagne sous l'égide de son chef "Oncle Jalal", dont le portrait s'affiche en grand sur les affiches électorales.

Mais le parti fait cette fois face à une rude concurrence de la part du Goran, un parti d'opposition issu d'une scission de l'UDK, ainsi que de petits partis islamistes et communiste.

Le résultat de l'élection va "être un gros choc" pour l'UDK, estime Asos Hardi, un journaliste et analyste basé à Souleimaniyeh.

"Ça va être un tournant, je pense pour l'UDK (...) et pas un bon", ajoute-t-il.

Les incertitudes concernant l'état de santé du président Talabani pèsent sur l'avenir du parti, et découragent à la fois la base et les électeurs indécis.

"Le problème avec l'UDK c'est qu'ils n'ont personne" capable de remplacer Talabani, estime Asos Hardi.

"Talabani est le noyau du parti, et tous s'entendaient pour l'écouter et faire ce qu'il décidait. Mais après Talabani, il n'y a personne capable de faire cela", dit-il.

Et depuis les dernières élections de 2009, la liste Goran et l'Union islamiste

kurde ont marqué des points et Goran pourrait, pour la première fois, remporter plus de sièges que l'UDK au parlement régional.

Goran, qui veut dire "changement" en kurde, avait déjà surpris les observateurs en 2009 en remportant plus de sièges que prévu et en s'affirmant comme un véritable parti d'opposition.

Même Barham Saleh, a vétéran de l'UDK, qui a été premier ministre de la région, reconnaît que son parti a probablement sous-estimé l'adversaire.

"L'absence de Talabani fait que rester ensemble est un vrai défi", dit-il.

"L'UDK a souffert, indéniablement (...) Il faut que les choses changent et que nous bougions avec le temps. Si on pense qu'on peut juste agir comme d'habitude, je pense qu'on se trompe lourdement", ajoute-t-il.

Les efforts de l'UDK pour s'affirmer sans son dirigeant illustrent les difficultés de nombreux partis en Irak qui, souvent, sont bâtis autour d'une seule personnalité, plutôt que sur une plateforme politique.

"Avec cette élection l'UDK fait face à son premier test depuis l'attaque cérébrale de Talabani, et je pense que ça va être révélateur de leur situation de détresse", selon un diplomate occidental.

"Ce qui est sûr c'est qu'il s'agit ici de politique de personnalité, et dès qu'une personnalité n'est plus là, ils n'ont plus personne", ajoute-t-il.

"C'est une caractéristique nationale", dit-il.

"C'est encore un problème lié à l'attitude politique irakienne -les partis ne sont pas institutionnels", selon Ihsan al-Chammari, professeur de sciences politiques à l'université de Bagdad.

"Et les électeurs ne prêtent pas attention à la plateforme politique, mais aux personnalités", ajoute-t-il. ○

Rebels arrive in Christian town, and Assad could reap benefit

BEIRUT

BY ANNE BARNARD
AND HWAIDA SAAD

For Syrian rebels fighting in recent days around the ancient Christian town of Maaloula, any gains made in battle could be wiped out in the war of perceptions.

Their incursion into the town, led by extremist Islamists, reinforces the worst fears of Syrian Christians and could bolster President Bashar al-Assad's claims that he is the Christians' protector. It may also complicate President Barack Obama's task as he struggles to convince Americans that any eventual military strike against Mr. Assad will not

strengthen Islamic extremists.

Some of the rebels, apparently aware of their public relations problem, said in interviews that they meant Christians no harm. They filmed themselves talking politely with nuns, instructing fighters not to harm civilians or churches, and touring a monastery that appeared mostly intact. They said they had withdrawn from most of the town, posted videos of shelling there by Mr. Assad's forces and argued that the government had given the fight a sectarian cast by sending Christian militiamen from Damascus to join in.

But the damage was already done. Most of the town's residents have fled, and Maaloula — one of the last places where Aramaic, the language of Jesus, is still spoken by Christians and some Muslims — has become a one-word argument against Western support for the rebels, at the worst possible time for Mr. Obama and the opponents of Mr. Assad.

Syrian-Americans lobbying against the proposed U.S. missile strike flooded congressional message boards with ap-

peals for Maaloula. A common refrain was that Mr. Obama was throwing Syria's Christians "to the lions."

It was a powerful accusation in a region where a decade of unrest and rising sectarianism, from Iraq to Egypt, has threatened and displaced large sectors of the Middle East's Christians, a population that had already shrunk significantly through emigration over the past century.

Reached by telephone Monday night, Mother Pelagia Sayaf, who is in charge of Mar Taqla, a monastery in Maaloula that is among the country's oldest, said that the 53 nuns and orphans staying there had not been harmed and that the principal damage was shattered windows. Another nun said some of the fighters were local men who promised to protect the monastery.

But the encounter with the rebels had done little to reassure the nuns that in the long run Syria's Christians would retain the peaceful existence they had long enjoyed.

"If Maaloula survives, it will be a miracle," Mother Pelagia said. "Maaloula is empty. You see ghosts on the walls."

The situation in Maaloula underscores the core problems that bedevil the movement against Mr. Assad: The opposition, rooted in Syria's Sunni majority, has failed to win over enough Christians, who make up 8 percent to 10 percent of the population, or other religious minorities. More than 450,000

"Maaloula is empty. You see ghosts on the walls."

Christians have fled their homes, church leaders say, during more than two years of war.

On the battlefield, well-armed radical Islamist groups, including foreign fighters, show little inclination to coordinate with local battalions, and sectarian killings and references to non-Muslims as infidels further intimidate Christians. In Maaloula, according to fighters, the rebel attack was led by members of the Nusra Front, a group with ties to Al Qaeda in Iraq, even after local fighters affiliated with the Western-backed Free Syrian Army tried and failed to dissuade them.

Last week, as the battle began, opponents of U.S. military action in Syria circulated a recent video of a Syrian Christian woman accosting Senator John McCain, Republican of Arizona and a proponent of military action, accusing him of abandoning Christians. "I could trace my family's name to the Bible," she said. "We refuse to be forced to leave."

Maaloula has long symbolized Syria's history of diversity and coexistence. Legend has it that as an early Christian saint, Taqla, was fleeing persecution, the cliffs parted to help her escape, giving the town its name, which means en-

trance in Aramaic. More-recent lore says a small Sunni population sprang up after a Christian man converted to marry a Muslim.

Even after a movement for political rights morphed into a civil war, local Sunni and Christian leaders worked to maintain calm. Local groups of rebels have long occupied the Safir hotel on the edge of town. But until last week, Mother Pelagia said, residents moved unmoled between rebel and government territory.

"We don't have any problem with Christians — they are living among us for thousands of years," said Abu al-Majd, a rebel from nearby Yabroud who, like others, gave only a nickname for safety. "Before, with and after Assad."

But on Wednesday, fighters from Homs, to the north, attacked an army post outside the town that had long shelled surrounding areas. The Nusra Front sent a Jordanian fighter to blow himself up, and a Free Syrian Army unit from Homs took part over angry objections from local fighters, rebels said.

"Wrong timing, wrong location," said Mahmoud, an antigovernment activist in Yabroud: "Now the regime has the perfect excuse to show us in a bad light."

On Saturday, rebels seized the town. One leader was filmed telling his men to safeguard civilians and churches. Another video showed masked rebels with grenade launchers saying they had entered for "military reasons" because the checkpoint was "harming Muslims."

The nuns huddled in monastery rooms tunneled under the cliffs. About 25 fighters entered, including some who appeared to be Saudi, Mother Pelagia said, and one who did not understand Arabic. But one fighter, a local worker, gave his phone number and told the nuns to call if they needed help.

A rebel video shows Mother Pelagia flinching at the crash of shells but otherwise calm — at one point answering the



SANA, VIA THE ASSOCIATED PRESS

An entrance to the ancient Syrian Christian town of Maaloula, northeast of Damascus. Many residents fled when rebels, led by Islamists, entered the town last week.

phone, "We're in a meeting," and saying all is well. That statement angered some residents who fled to Bab Touma, a Christian enclave in the old city of Damascus, said Abu Tony, a leader of a neighborhood militia there. He said three residents were taken hostage and others were told, "Convert and you'll be safe."

Rebels and Bab Touma residents said the government sent reinforcements that included Iraqi Shiites and Christi-

ans from Bab Touma who joined "popular committees," local government militias that are said to protect neighborhoods but that analysts and residents say are increasingly being deployed elsewhere.

The government has been shelling near the hotel and a monastery, according to rebels and Russia Today, an official television outlet that supports Mr. Assad. Rebels say they pulled out of the

town to minimize the damage; others say they still occupy much of it.

The nuns could not tell what was happening outside but heard shelling and rocks falling from the cliffs, Mother Pelagia said. She tried to look on the bright side, seeing evidence of miracles.

"Neither crosses nor statues were broken," she said. "I've never seen anything like it."

Le Monde

Mardi 17 septembre 2013

La France accueille avec réserve l'accord russo-américain de Genève

Le président Hollande juge nécessaire de maintenir une option militaire contre Damas

François Hollande a réservé un accueil mesuré à l'accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien, conclu de façon inattendue, samedi 14 septembre à Genève, entre les États-Unis et la Russie, après trois jours de négociations.

Lors de son intervention, dimanche soir sur TF1, le président français a estimé que ce texte, négocié par les chefs de la diplomatie américaine et russe, John Kerry et Sergueï Lavrov, constituait une « étape importante, pas le point d'arrivée ». Au terme de cet accord, la Syrie a une semaine pour présenter une liste de ses armes chimiques et celles-ci doivent être détruites d'ici à la fin du premier semestre 2014. Un calendrier très ambitieux au vu de l'importance des stocks d'armes chimiques détenus par le régime de Damas, de surcroît dans un pays en guerre où rien ne garantit la sécurité des ins-

pecteurs amenés à surveiller ces opérations.

D'où la prudence du président Hollande, qui a souligné la nécessité de « prévoir la possibilité de sanctions en cas de non-application de l'accord » dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui pourrait être adoptée, selon lui, « d'ici à la fin de la semaine prochaine ». Face au risque d'enlisement et aux nombreuses difficultés à surmonter pour préciser les termes de ce texte, M. Hollande a estimé que « l'option militaire doit demeurer, sinon il n'y aura pas de contrainte ».

Sur la portée de l'accord de Genève, Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, a aussi parlé d'une avancée. « Il y a quelques jours encore, le régime syrien n'admettait pas qu'il soit à la tête d'un arsenal chimique de plus de mille tonnes et qu'il y ait eu un massacre chimique le 21 août. Une semaine plus tard, les choses ont

heureusement bougé et il faut s'en féliciter », a-t-il affirmé dimanche depuis Pékin, où il s'est rendu pour rencontrer son homologue chinois, dont l'appui est indispensable à l'adoption d'une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais force est de constater que, depuis quelques jours, le calendrier diplomatique sur la Syrie est dicté par la Russie et les États-Unis, la France semblant moins peser sur les débats alors qu'elle s'était distinguée en soutenant le principe d'une intervention militaire aux côtés des États-Unis. François Hollande devait recevoir, lundi 16 septembre à l'Élysée, John Kerry ainsi que William Hague, le ministre britannique des affaires étrangères, pour envisager les prochaines étapes. Le dialogue s'annonce serré, car le cadre de l'accord arraché à Genève est moins contraignant que ne l'aurait souhaité Paris, même si les Français rechignent à le dire publiquement.

En l'espace d'une semaine, les événements se sont accélérés. Dès l'annonce surprise par la Russie, le 9 septembre, d'un plan de démantèlement des armes chimiques syriennes, la France a été la première à réagir. Laurent Fabius a aussitôt dévoilé, le lendemain, le dépôt d'une résolution au Conseil de sécurité. Objectif : fixer un cadre strict au débat en exigeant des engagements clairs, rapides et vérifiables au régime syrien. Pour être crédible, disait-on à Paris, cette résolution encadrant le désarmement syrien devait s'adosser au chapitre VII de la charte des Nations unies qui autorise un recours à la force en cas de violations des engagements. Sans cela, le régime de Damas aurait toute latitude pour jouer la carte de l'enlisement.

Or, c'est sur ce point que l'interprétation du texte conclu à Genève est floue. John Kerry a affirmé, samedi, que les États-Unis et la Russie « sont d'accord sur le fait que la résolution de l'ONU se référera au chapitre VII sur le recours à la force », lors de sa conférence de presse en présence de M. Lavrov. Mais ce dernier a semé le doute en déclara-

L'accord a été salué comme « une victoire pour la Syrie » par Ali Haïdar, le ministre syrien de la réconciliation, car il « a permis d'éviter la guerre contre la Syrie »

tant que « rien n'a été dit sur l'usage de la force, ni sur des sanctions automatiques ». Cet accord, a-t-il ajouté, vise « à éviter un scénario militaire qui serait catastrophique pour la région ». « Toute violation [de l'accord] devra être prouvée devant le Conseil de sécurité », a-t-il insisté, c'est-à-dire au cas par cas et donc avec le risque d'un veto permanent de la Russie qui s'est toujours opposée à des mesures coercitives contre son allié syrien depuis le début de la guerre il y a deux ans et demi.

Dans ce contexte, la réaction enthousiaste de Damas n'est guère surprenante. L'accord russo-américain a été salué comme « une victoire pour la Syrie » par Ali Haïdar, le ministre syrien de la réconciliation, car il « a permis d'éviter la guerre contre la Syrie », s'est-il réjoui, dimanche, dans un entretien à l'agence russe Ria Novosti.

Ces ambiguïtés expliquent sans doute la réaction réservée de François Hollande. Toute la bataille diplomatique qui s'engage portera désormais sur le périmètre de la résolution du Conseil de sécurité. À l'Élysée, on estime que la partie est encore loin d'être jouée. « L'accord de Genève n'est que bilatéral, insiste un conseiller du président Hollande. Il faut maintenant lui donner une base légale internationale qui doit graver dans le marbre le démantèlement des arsenaux syriens avec des sanctions, y compris militaires, en cas de manquements. » Le dialogue franco-américain s'annonce musclé. ■

YVES-MICHEL RIOLS

Les principaux points de l'accord Kerry-Lavrov

La Syrie doit soumettre d'ici au 22 septembre l'inventaire de son arsenal chimique, incluant la localisation des sites de recherche, de production et de stockage.

Les États-Unis et la Russie œuvreront de concert pour l'adoption d'une résolution des Nations unies portant sur le démantèlement de cet arsenal.

En cas de non-respect par Damas, le Conseil de sécurité de l'ONU imposera des sanctions sous le chapitre VII.

Les premières inspections, sur le terrain, des sites déclarés devront être bouclées d'ici à novembre. Le démantèlement intégral de l'arsenal devra être achevé au premier semestre 2014.

La Syrie doit garantir le droit immédiat et sans entrave d'inspection de tous ses sites.

Les États-Unis et la Russie veulent que ces armes soient détruites, si possible, en dehors du territoire syrien.

Le malaise d'Erdogan

Des affrontements ont éclaté en Turquie entre des manifestants hostiles au gouvernement et à la police. Le gouvernement turc est mis à mal par la résurgence du mouvement de contestation qui avait éclaté en juin, ainsi que par la crise kurde.

Maha Al-Cherbini

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, chef du Parti de la Justice et du développement (AKP), n'a jamais traversé une période aussi critique pour son avenir politique. Plus d'une décennie de réalisations économiques et de popularité sans précédent ont nourri une seule ambition chez Erdogan : briger les présidentielles de 2014.

Or, ce rêve a pris un coup suite à la vague de manifestations antigouvernementales sans précédent secouant le pays depuis juin. Des manifestations qui, après quelques semaines de répit, ont repris de plus belle. Ainsi, des affrontements ont éclaté cette semaine entre plusieurs milliers de manifestants et la police dans les grandes villes de Turquie pour dénoncer la mort d'un protestataire tué par la police la semaine dernière. Ce décès a entraîné une recrudescence des manifestations. Vendredi, pour le deuxième jour consécutif, la police est à nouveau intervenue à Istanbul pour disperser avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau des milliers de protestataires. Plusieurs manifestants ont été arrêtés et des dizaines ont été blessés. La répression policière était encore plus brutale à Izmir et à Ankara contre les manifestants qui scandaient « AKP assassin ! ». Ahmet Atakan, un jeune de 22 ans, a perdu la vie la semaine dernière à Antakya (près de la frontière syrienne) qui abrite une population cosmopolite, composée entre autres de Turcs, de Kurdes et d'Arabes, mais aussi sur le plan religieux de musulmans sunnites et alaouites, la minorité à laquelle appartient le président syrien, Bachar Al-Assad. Vendredi soir, un technicien de 35 ans a trouvé la mort sous les gaz lacrymogènes de la police à Istanbul. Celle-ci, rejetant toutes accusa-



La violente répression policière a terni l'image d'Erdogan et risque de saper son avenir politique. (Photo : AP)

tions, a annoncé samedi qu'une autopsie serait effectuée sur le corps de ce technicien pour déterminer les causes de son décès. « Cette personne ne se trouvait pas dans une zone où du gaz a été utilisé par nos forces », a assuré la direction générale de la sûreté.

Une fois de plus donc, chaque étincelle se transforme en contestation globale contre la manière de gouverner du premier ministre. On lui reproche la répression policière à Istanbul, à Ankara ou à Izmir. On lui reproche également son autoritarisme et ses tentatives d'islamiser la Turquie. « Après avoir renforcé son pouvoir, Erdogan est devenu trop autoritaire. Il n'entend plus la voix des opposants. Il a tenté de restreindre les libertés individuelles et d'imposer sa vision islamique et conservatrice à la société », explique Dr Mustafa El-Labbad, directeur du centre Al-Charq pour les études régionales et stratégiques.

DILEMME KURDE

En sus de toutes ces menaces, un autre facteur de poids vient perturber le sommeil d'Erdogan : la résurgence de la crise kurde. Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont, en effet, annoncé la semaine dernière avoir interrompu le retrait

de leurs troupes de Turquie, reprochant à Ankara de ne pas tenir ses promesses de réformes, dans le cadre des négociations de paix engagées le 21 mars à l'occasion du nouvel an kurde avec le chef emprisonné de la rébellion, Abdullah Öcalan. Il s'agit du premier gros accroc au processus de paix qui a ravivé l'espoir de mettre un terme à un conflit qui déchire depuis 30 ans la Turquie et a déjà causé la mort de 45 000 personnes. Les Kurdes ont encore durci le ton, vendredi, en appelant les familles kurdes à soutenir les manifestations et à boycotter la rentrée scolaire pour réclamer un enseignement en kurde. « Le combat du peuple pour la démocratie en Turquie et le combat du peuple kurde pour la liberté et la démocratie vont s'unir jusqu'à ce que l'AKP trouve une solution à la question kurde », a affirmé le PKK. Selon Dr Mustafa El-Labbad, les Kurdes se sont sentis « trompés par le pouvoir ». Alors que l'accord de paix stipulait un cessez-le-feu et un retrait des troupes du PKK vers l'Iraq, il exigeait du gouvernement la libération des détenus kurdes, la modification de la loi de la lutte contre le terrorisme et l'enseignement en langue maternelle kurde. Le PKK exige aussi des amendements aux lois sur les élections ainsi qu'une forme d'autonomie régionale. Or, le mois dernier,

Erdogan s'est attiré la colère kurde en affirmant qu'une amnistie générale pour les rebelles et le droit à l'éducation en kurde n'étaient pas d'actualité. « Les Kurdes trouvent que le gouvernement continue à les ignorer. Il n'y a aucune avancée sur leurs revendications. De nouveaux centres militaires dans les régions à majorité kurde ont été construits. Aucune promesse n'a été tenue. Erdogan a profité de ses négociations avec les Kurdes pour renforcer sa position face à l'opposition », poursuit Dr El-Labbad.

A cela s'ajoute un autre facteur, cette fois-ci régional, qui peut affaiblir le gouvernement d'Erdogan, à savoir la chute du régime des Frères musulmans en Egypte, un allié important d'Ankara. Or, si ceci peut avoir un impact sur le poids régional de la Turquie, il n'influe que peu sur le plan intérieur. Selon Dr El-Labbad, la chute du gouvernement turc est un scénario lointain, car c'est un cas différent du gouvernement des Frères musulmans en Egypte. « L'AKP n'est pas un simple parti au pouvoir, mais il représente les intérêts culturels, économiques et politiques de l'Anatolie (majorité du peuple turc vivant à l'est et au sud du pays) », explique-t-il. « La Turquie n'est pas comme l'Egypte. Elle est divisée en deux entités géographiques et culturelles distinctes : l'Anatolie et la Roumélie (ouest du pays incluant les grandes villes comme Istanbul, Ankara et Izmir). La partie qui se révolte contre l'AKP ne représente pas la majorité du peuple, c'est pourquoi les manifestations ne sont pas persistantes. Le gouvernement turc ne va probablement pas tomber avant les législatives de 2015 », pronostique Dr El-Labbad. Erdogan devra donc tirer profit de ce répit pour redorer son image ternie par la violente répression des manifestations et l'échec de la politique turque au Moyen-Orient. ●

Des divergences retardent la conférence régionale des Kurdes

par Özgür Küçük (Istanbul)
zamanfrance.fr

La conférence entre groupes politiques kurdes qui devait se tenir à la mi-septembre a été, encore une fois, repoussée en raison des désaccords qui persistent entre les participants. Les groupes sont en effet divisés quant au nombre de représentants prévu au sein des délégations qui participeront à la réunion. Un représentant, qui a demandé à rester anonyme, a déclaré à Zaman que si la conférence kurde avait été repoussée, c'était principalement parce que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a demandé à ce que les

Kurdes de Turquie et de Syrie soient représentés en grand nombre, requête qui a été rejetée par les Kurdes irakiens et iraniens.

Querelles sur les quotas de représentants

Si la conférence vise, entre autres, à mettre en valeur l'unité des Kurdes, les préparatifs ont été entravés, de façon récurrente, par des désaccords. Alors que les Kurdes de Turquie, qui représentent pas moins de la moitié des Kurdes de la région, demandent à avoir une délégation plus importante, les Kurdes irakiens affirment que la représentation ne devrait pas être proportionnelle à la population kurde dans un pays donné. «L'importance de la région du Kurdistan d'Irak devrait être prise

en compte», a déclaré Khalil Ibrahim, représentant de deux grands partis kurdes irakiens au comité de préparation de la conférence. «Etant donné son statut autonome dans le domaine de la politique étrangère et du commerce international, le leadership kurde irakien doit montrer une certaine responsabilité diplomatique envers ses voisins», a aussi déclaré dans ce sens à Zaman Primoz Manfreda, expert du Moyen-Orient. Le Parti démocratique du Kurdistan (KDP) dirigé par Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, le PKK, l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) dirigé par Jalal Talabani, président de la république irakienne, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et le Parti de l'Union démocratique kurde syrien (PYD), branche syrienne du PKK, sont les principaux partis kurdes qui prendront part à la conférence. □



Syrie: accord de rapprochement entre rebelles kurdes et opposition

BEYROUTH, 16 septembre 2013 (AFP)

LES REBELLES du Conseil national kurde ont signé après des mois de négociations, un accord renforçant leur représentation au sein de la Coalition nationale syrienne, principal groupe de l'opposition au régime de Damas, ont indiqué lundi les deux groupes.

L'accord, signé samedi, permet à un plus grand nombre de représentants de la minorité kurde de rejoindre la Coalition nationale syrienne, a indiqué à l'AFP Louay Safi, porte-parole de cette instance, après une réunion à Istanbul de l'opposition syrienne.

"Nous pensons que c'est important parce que cela renforce la confiance (entre les deux parties). Nous voulons une Syrie où l'égalité et les droits politiques soient le lot de tous", a-t-il ajouté.

Un responsable du Conseil national kurde, Bahzad Ibrahim, a confirmé l'accord et indiqué qu'il a été entériné par l'Assemblée générale de la Coalition nationale syrienne tenue à Istanbul.

Il a cependant indiqué que le nombre de représentants kurdes qui allaient rejoindre la Coalition nationale syrienne n'avait pas encore été déterminé.

L'accord reconnaît "l'identité nationale kurde".

Longtemps opprimés par le régime syrien, les Kurdes ont eu des frictions avec l'opposition. Et, des combats ont opposé ces derniers mois dans les zones à majorité kurde du nord de la Syrie les combattants kurdes aux jihadistes du Front al-Nosra et de l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL) qui combattent dans la rébellion.

"Même si certains dans la Coalition nationale syrienne y ont résisté, l'accord est un pas dans la bonne direction. Maintenant, le Conseil national kurde peut traiter directement avec le commandement militaire suprême" relevant de la Coalition nationale syrienne, a estimé un militant kurde se présentant sous le nom de Havidar.

"Cela signifie une meilleure coopération militaire entre rebelles kurdes et non Kurdes", a-t-il ajouté.

Le Conseil national kurde réunit un large éventail de partis kurdes sans inclure le puissant Parti de l'union démocratique, dont les combattants contrôlent de nombreuses villes du nord de la Syrie.

Selon M. Safi, l'accord ne modifie pas le titre officiel du pays qui reste "République arabe syrienne" alors que les Kurdes veulent le changer en République de Syrie.

"Il reviendra au peuple syrien de décider de la manière dont leur pays sera gouverné après la chute du régime de Bachar al-Assad", a-t-il affirmé. ○



La Turquie se prépare à fournir une aide humanitaire aux Kurdes de Syrie

ISTANBUL, 18 septembre 2013 (AFP)

DES RESPONSABLES locaux turcs ont annoncé tard mardi qu'ils se préparaient à envoyer de l'aide humanitaire aux habitants d'une région syrienne aux mains de milices kurdes et frontalière de la Turquie.

"Les autorisations ont été obtenues à l'initiative du gouverneur de Sanliurfa Celalettin Güvenç (...) pour l'envoi d'aide humanitaire, par le biais et sous la coordination du Croissant rouge, aux citoyens syriens de la région d'Ayn al-Arab", a affirmé le gouvernorat de Sanliurfa (sud-est) dans un communiqué.

Le projet a obtenu le soutien du ministère turc du Travail et des Affaires sociales et l'autorisation du ministère de l'Intérieur, a ajouté le document, précisant que l'aide humanitaire serait acheminée en Syrie depuis la ville frontalière turque de Mürsitpinar (sud-est).

La région d'Ayn al-Arab (Kobani en kurde), dans le nord de la Syrie, est une enclave kurde actuellement sous contrôle du Parti de l'union démocratique (PYD, kurde) et de ses milices dans le nord de la Syrie.

Ce projet d'aide humanitaire intervient alors que de violents combats opposent depuis plusieurs semaines les milices kurdes à des combattants jihadistes dans le nord-est de la Syrie.

Le chef du PYD, Saleh Muslim, s'était réjoui fin juillet, après une rencontre avec des responsables turcs à Istanbul, d'un changement d'attitude de la Turquie à l'égard des Kurdes de Syrie et avait mentionné la promesse turque d'une aide humanitaire.

"Une promesse a été faite. La Turquie va aider notre peuple dans tous les domaines. C'est-à-dire qu'elle fournira de l'aide humanitaire", avait déclaré M. Muslim dans un entretien au quotidien turc Milliyet.

Ankara s'était montrée depuis le début du conflit syrien, il y a deux ans et demi, très hostile à toute forme d'autonomie que voudraient établir les Kurdes de Syrie, en particulier le PYD, considéré comme proche des rebelles kurdes de Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le changement d'attitude vanté par M. Muslim survient alors que les autorités turques négocient depuis la fin de l'année dernière avec le PKK une solution politique au conflit qui les oppose depuis 1984. ○

Russes et Américains s'approchent d'un accord sur la Syrie

Washington atténue sa menace de recours à la force contre le régime de Bachar Al-Assad

Washington
Correspondante

Barack Obama a mis son veto au projet de résolution français sur la Syrie. À l'issue des deux jours d'entretien à Genève entre le secrétaire d'Etat John Kerry et son homologue russe, Sergueï Lavrov, l'administration Obama a laissé filtrer qu'elle ne jugeait pas indispensable d'obtenir à l'ONU le vote d'un texte menaçant le régime syrien de recours à la force s'il ne respecte pas ses obligations sur les armes chimiques.

Dès le lendemain de l'annonce de la proposition russe de placer les armes chimiques syriennes sous contrôle international, la France avait déposé un projet de résolution. Le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, avait estimé qu'il était indispensable d'y mentionner l'épée de Damoclès d'une « *punition* ».

À Genève, les Russes ont fait savoir qu'aucune négociation ne pourrait avoir lieu sous la menace du recours à la force. Dans une série de briefings à la presse, les responsables de l'administration à Washington ont fait savoir qu'ils ne jugeaient pas utile, dans ces conditions, d'aller à l'affrontement.

Placer la résolution sous le chapitre VII de la charte des Nations unies (qui autorise le recours à la force ou aux sanctions), comme l'ont fait les Français, n'est pas un préalable, a indiqué un officiel. « *Cela fait partie de la négociation.* » Selon le *New York Times*, Washington « *n'insistera pas* » pour obtenir ce mécanisme de contrainte, mais tentera quand même de trouver un processus évoquant des « *conséquences* » si les Syriens ne jouent pas le jeu. Aucune précision n'a été fournie sur ces éventuelles « *conséquences* ».

Ce n'est pas la première fois que la France est obligée de changer de posture à la suite d'une décision de l'administration Obama. Le 31 août, le président américain avait in extremis décidé de passer par le Congrès avant d'ordonner des frappes sur les sites stratégiques syriens. Le président fran-



Lakhdar Brahimi, entouré de John Kerry (à gauche) et Sergueï Lavrov, à Genève, le 13 septembre. M. TREZZINI/AP

çais, François Hollande, n'avait été informé que quelques minutes plus tôt. Le 9 septembre, Barack Obama a décidé de suspendre le projet de frappes pour considérer la médiation russe.

Les Américains ont été relativement satisfaits des discussions de Genève, et suffisamment pour poursuivre dans la voie diplomatique. « *Il y a eu assez de progrès et assez de sujets mis sur la table pour que nous estimions avoir la responsabilité de poursuivre une solution diplomatique* », a indiqué, vendredi 13 septembre, la porte-parole du département d'Etat, Marie Harf.

Le secrétaire d'Etat et le ministre russe ont été rejoints à Genève par Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie. Outre les questions techniques examinées par leurs – nombreux – experts en désarmement, les deux responsables ont évoqué la relance de la conférence de paix dite Genève 2, paralysée depuis des mois. John Kerry a insisté sur le fait que des progrès devraient être enregistrés au préalable sur la question des armes chimiques.

Les deux ministres ont convenu de se retrouver le 28 septembre, en marge de l'assemblée générale des Nations unies à New York.

Après avoir négocié en session bilatérale pendant deux jours, John Kerry ne voulait pas avoir l'air de laisser les alliés à l'écart. De Genève, il a annoncé qu'il serait lundi 16 septembre à Paris – pour un échange avec Laurent Fabius et son homologue britannique, William Hague – après une incursion, dimanche, à Jérusalem, pour faire le point avec Benjamin Nétanyahou sur le processus de paix israélo-palestinien, mais aussi sur l'avancée du dossier syrien. « *Nous voulons être sûrs que les autres pays sont associés* », indique le haut responsable.

L'administration Obama fonctionne sur un régime de *double tracks* (deux voies), indique cette même source. A New York, le processus politique tourne autour de la résolution du Conseil de sécurité, que Washington souhaite pourvue d'un mécanisme de vérification. A Genève, les discussions portent sur les « *modalités techni-*

A Genève, les Américains ont été suffisamment satisfaits pour poursuivre dans la voie diplomatique

ques» du démantèlement des arsenaux de Bachar Al-Assad.

Pourquoi deux négociations séparées? Selon ce haut responsable, la proposition de discussions bilatérales a été faite par les Russes, compte tenu du fait qu'ils ont une longue pratique de négociations de désarmement avec les Américains. Pour l'instant, l'ordre du jour se borne à des questions générales: nombre de missiles, stocks d'armes... Et quelle serait la moins mauvaise méthode pour les démanteler. Sur place ou à l'extérieur du théâtre syrien? Quels délais?

La Convention sur les armes chimiques accorde trente jours au régime syrien pour fournir la liste

de ses armements. Un délai trop long aux yeux de Washington, qui n'entend pas pour autant fixer de date butoir « rigide ». Elle souhaite parvenir en « quelques semaines » à un accord sur ce à quoi pourrait ressembler un processus de vérification.

Barack Obama avance prudemment. Il ne veut pas d'un scénario

irakien. En 1991, la résolution 687 – que la diplomatie française s'enorgueillit d'avoir préparée – avait constitué le prélude à une architecture de résolutions placées sous chapitre VII contre l'Irak. Le Conseil de sécurité avait élaboré un régime de sanctions, puis un système humanitaire « Pétrole contre nourriture » pour alléger

les conséquences de ces sanctions sur la population.

Arguant de 19 résolutions non respectées, George W. Bush avait lancé l'invasion de 2003 pour « désarmer » Saddam Hussein. Barack Obama est soucieux de ne pas mettre en branle un tel mécanisme de guerre. Comme le fait remarquer le journaliste Ryan Lizza, dans le

New Yorker, la ligne rouge de Barack Obama concernait l'utilisation des armes chimiques, non pas la possession. ■

CORINE LESNES

Le Monde

Jeu 12 septembre 2013

« Les trente derniers mois ont démontré que la pire action est l'inaction »

Entretien avec Yacine Al-Hadj Saleh, figure de l'opposition, actuellement dans la clandestinité



DR

Entretien

L'essayiste politique syrien Yacine Al-Hadj Saleh est l'un des principaux théoriciens de la révolution anti-Assad. Agé de 52 ans, ancien membre du Parti communiste, il a vécu jusqu'au début du mois d'août dans la Ghouta, la banlieue de Damas touchée par l'attaque chimique du 21 août. Il réside désormais, clandestinement, dans une autre région de la Syrie. *Le Monde* a pu le contacter par Skype, avec l'aide du politologue libanais Ziad Majed. **Que pensez-vous de la proposition russe visant à mettre l'arsenal chimique syrien sous contrôle ?**

L'initiative russe a brouillé les cartes et ouvert la porte à des manœuvres diplomatiques qui pourraient s'éterniser. Cette initiative n'aurait pas pu être possible si Moscou et le régime de Damas lui-même n'avaient pas senti l'hésitation occidentale. Ils ont offert à l'Occident ce qui pourrait lui permettre

de ne pas intervenir. J'étais convaincu, depuis que l'on a évoqué la frappe suite au massacre à l'arme chimique commis par le régime Assad, qu'une telle réaction était trop morale et dénuée d'intérêts pour que les Américains l'adoptent. **Vous sentez-vous à nouveau abandonné par la communauté internationale ?**

L'initiative russe et l'aval de principe des Occidentaux montrent l'immoralité du système international qui ne se préoccupe pas de la mort de dizaines de milliers de Syriens depuis trente mois. Dépouiller le régime de son arsenal chimique tout en le laissant en place, ce n'est pas faire justice. Depuis quand laisse-t-on un criminel libre s'il se contente de rendre l'arme du crime ? Les observateurs évoquent la satisfaction de « tout le monde » suite à cette

L'ONU accuse le régime de « crimes contre l'humanité »

La Commission d'enquête mandatée par l'ONU sur les violations des droits de l'homme en Syrie dénonce des « crimes contre l'humanité » commis par les forces gouvernementales et des « crimes de guerre » perpétrés par l'opposition armée dans un rapport publié mercredi 11 septembre. Le document dénonce « les attaques de grande ampleur contre les populations civiles » commises par Damas et accuse les rebelles d'avoir perpétré « des meurtres, des exécutions sommaires et des tortures ».

initiative. Tout le monde peut-être, sauf le peuple syrien !

L'hypothèse de frappes contre le régime syrien a suscité et continue de susciter beaucoup de peurs en France, notamment celles d'un embrasement régional et d'une montée des djihadistes. Que répondez-vous ?

L'après-frappe suscite nos peurs aussi. C'est pour cela que si une attaque était finalement déclenchée, il faudrait qu'elle s'intègre dans une stratégie plus large, qui inclue de renverser le régime ou du moins de faciliter son renver-

« Les Russes et les Syriens ont offert à l'Occident ce qui pourrait lui permettre de ne pas intervenir »

sement par les révolutionnaires. Si tout cela avait été fait il y a un an, la situation, aujourd'hui, aurait été meilleure pour tout le monde. Les trente derniers mois ont démontré que la pire action est l'inaction. Un pays entier, situé dans une région cruciale de la planète, est laissé en ruine. Les groupes djihadistes sont les seuls à bénéficier d'une situation de chaos généralisé. Le régime n'est pas un rempart contre eux, au contraire. Ils se légitiment l'un l'autre et coexistent parfaitement ensemble.

Au sein des gauches arabes et occidentales, beaucoup estiment que la révolution syrienne est instrumentalisée pour affaiblir le camp de la résistance à Israël. Votre avis ?

J'ai été membre de la branche du Parti communiste qui s'est opposée à Hafez Al-Assad [le père de l'actuel président syrien]. Puis j'ai été emprisonné de 1980 à 1996, et durant cette période, j'ai cessé d'être communiste. Il me semblait que le communisme étouffait les demandes de liberté et de justice. Je constate qu'en Syrie et ailleurs, beaucoup de communistes ont fait le contraire. Ils ont sacrifié la dimension morale, pour s'atta-

cher au rite. Ces milieux sont restés en retrait de la révolution, car ils sont enfermés dans une mentalité de clan. Ils sont à l'écart de la lutte réelle des gens et compensent cette distance par des considérations externes, comme une pseudo-lutte contre les Etats-Unis.

Les Américains et les Israéliens ont sûrement des plans. Mais qui, sinon le régime, a détruit la Syrie, une destruction qui dépasse les rêves les plus fous de la droite israélienne ?

Quelles sont les conditions de vie dans la Ghouta ?

Depuis la libération de cette zone, le régime a coupé l'électricité, les réseaux de communication et l'eau, pour la punir. La population s'éclaire grâce à des générateurs électriques chinois. Le litre d'essence vaut presque 2 dollars et les générateurs consomment 1 litre par heure. Les plus pauvres se contentent de lampes de poche. Les gens vivent la plupart du temps dans les sous-sols, pour des raisons de sécurité. L'eau est utilisée d'abord pour boire ou se laver, et ensuite pour les toilettes. Mais la vie continue. Les gens cultivent des légumes sur des petits lopins, à un mètre de l'endroit où les corps sont enterrés. Le voisinage entre la mort et la vie est l'une des caractéristiques de la Ghouta.

Vous avez écrit très tôt que cette révolution était « impossible ». Pourquoi ? Une issue heureuse est-elle encore possible ?

Impossible parce que le régime n'est concerné que par sa perpétuation et qu'il est prêt à tout faire pour maintenir le clan Assad au pouvoir. Impossible aussi parce que la société est chargée de tensions, tant le régime l'a fracturée et a empêché l'émergence de forces alternatives. Mais la révolution impossible a eu lieu malgré tout. Je ne parlerai pas d'une fin heureuse. La seule chose qui pourrait apaiser un peu les douleurs des Syriens et qui permettrait d'ouvrir une nouvelle page, où tout sera difficile, est la chute du régime. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
BENJAMIN BARTHE

Nechirvan Barzani defies Baghdad on Kurdish energy

Senior leader of Iraq's autonomous Kurdish region insists that it has right to export oil, efforts which central government in Baghdad has decried as illegal.

www.middle-east-online.com

ARBIL - A senior leader of Iraq's autonomous Kurdish region insisted on Wednesday that it had the right to export oil, efforts which the central government in Baghdad has decried as illegal.

The remarks by the prime minister of Iraqi Kurdistan came just days ahead of the three-province region's parliamentary election, in which Kurdish leaders repeatedly have vowed to defend their autonomous area against Baghdad.

"I want to assure foreign companies in the region that the Kurdistan regional government will pursue its policies of developing" oil production, Nechirvan Barzani said during a news conference in the regional capital Arbil.

Discussing a recently concluded deal with Turkey, Barzani insisted Kurdish energy ambitions "do not represent a danger to any country in the region, and we do not want to act outside of the framework of the Iraqi constitution".

But, he added, "we are resolved to export oil to Turkey and other European countries".

Iraqi Kurdistan has its own parliament, for which it will hold elections on Saturday, and operates with a great deal of autonomy from Iraq's central government.

But it has drawn the ire of Baghdad for making moves towards setting up an oil export pipeline, ferrying crude across the border to Turkey and signing contracts with foreign energy firms without the expressed consent of the federal oil ministry.

The two sides are also locked in dispute over a swathe of territory in north Iraq.

The latter row is regarded by diplomats as one of the biggest threats to the country's long-term stability. ■



'Kurdistan will pursue its policies'

UN Envoy welcomes smooth and peaceful conduct of polls in Parliamentary Elections in Iraqi Kurdistan

Erbil, 21 September 2013 -

The Deputy Special Representative of the United Nations Secretary-General for Iraq (DSRSG), Mr. Gyorgy Busztin, welcomes the smooth conduct of the Parliamentary Elections in the Kurdistan Region of Iraq.

"I want to congratulate the people of

the Kurdistan region for their participation and their contribution to the democratic process," DSRSG said, adding that he was particularly pleased with the high turnout and the peaceful and non-violent nature of the polling.

Mr. Busztin commended the professionalism of IHEC in carrying out the elections after visiting a number of polling centres in Erbil and welcomed the work of



the High Electoral Security Committee (HESC) in assuring safe conditions for voting.

"Today's orderly polling is an encouraging sign for the long overdue upcoming Governorate Council Elections on 21 November," he concluded. ○

Le Kurdistan

Par Eric Bataillon

Peu à peu, grâce au pétrole, le Kurdistan devient une réalité. Ces derniers mois, les compagnies pétrolières occidentales ont acheté directement auprès des autorités kurdes d'Irak des blocs d'exploration dans la région, sans passer par Bagdad. Et en Syrie, la

situation semble s'organiser de la même façon, à ceci près que les kurdes syriens, engagés sur la voie de l'autonomie, doivent faire face aux djihadistes sunnites du Front Al-Nosra qui convoitent également le pétrole. L'or noir catalyseur du Kurdistan ? Question posée à Francis Perrin, directeur de la revue Pétrole et gaz arabes. □



Raffinerie de Tak Tak à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan. © Reuters

Rebel vs. Rebel

Syrian jihadi groups are now kidnapping and killing one another. Is this the beginning of an all out war, or an opportunity for the moderates?

BY HASSAN HASSAN

If the United States wants to move against jihadists in Syria, there has never been a better time. Tensions between moderate rebel groups and extremist forces are coming to a head across the country.

The potential of a U.S. military strike over the past several weeks -- which mainstream forces largely welcomed, and jihadists, fearing that the United States would target them, opposed -- appears to have exacerbated tensions between the groups. Full-blown clashes broke out in the north and east of the country today, with Free Syrian Army (FSA)-affiliated groups in the city of Deir Ezzor battling with the jihadist Islamic State of Iraq and Syria (ISIS). Meanwhile, ISIS also launched an offensive on the northern town of Azaz, which lies close to the Turkish border.

The clashes follow an ISIS announcement earlier this week declaring war against the FSA-affiliated Farouk Brigades in Aleppo, along with another moderate rebel brigade. Dubbing its operation "The Repudiation of Malignity," the jihadist group said its offensive was in response to an attack by the brigades against its headquarters in the northern city of al-Bab last week.

ISIS even appears to be picking fights with more radical brigades. The jihadist group reportedly kidnapped nine commanders from the Ahrar Souria group in the northern city of Raqqa on Sept. 12. It also killed a commander from the powerful Ahrar al-Sham militia, after the man objected to ISIS's kidnapping of Malaysian aid workers. In going after Ahrar al-Sham, ISIS is turning a former friend into an enemy: The Salafist group stood by ISIS last month when it clashed with Ahfad al-Rasoul, an FSA-affiliated rebel group, and as popular protests erupted against ISIS.

ISIS's feuding with moderate Syrian rebels seems to be sanctioned by the very top of the al Qaeda hierarchy. In an audio statement last week, al Qaeda chief Ayman al-Zawahiri warned his followers in Syria to avoid cooperation with "secular groups that are allied to the West."

That's not to say that mainstream rebel groups can afford to shun al Qaeda affiliates entirely. In the absence of an international push to help the opposition,



jihadists are still the rebels' most lethal weapon. Jihadist suicide attacks have been responsible for some of the most important strategic gains recently: Rebel groups besieged Mennagh military airbase in Aleppo for more than a year, for example, but were unable to completely capture it -- until ISIS dispatched its suicide bombers on Aug. 5. The same thing happened at the Hamidiya military complex in the northern province of Idlib last month.

But there is no doubt that rebel groups are growing increasingly uneasy with the behavior of al Qaeda affiliates, particularly in rebel-held areas in the country's north and east. Jihadists may be an indispensable asset on the front lines, but their behavior in liberated areas -- where they have kidnapped activists and aid workers, terrorized civilians, and tried to implement an alien form of Islamic law -- is alienating Syrians.

The eastern city of Abu Kamal, close to the Iraqi border, has emerged as a case study of the jihadists' limited appeal. Over the past several months, multiple residents told me that Syrians were growing increasingly restless over the jihadists' presence. They cited their tendency to interfere in people's personal affairs and force their own worldview on residents. But their central complaint was the extremists' focus on maintaining a monopoly over local resources: One resident from Abu Kamal and another from Aleppo told me that jihadists tend to claim anything under government control as spoils of war, from schools to telephone and water facilities.

Earlier this month, clashes erupted between the al Qaeda-affiliated Jabhat al-Nusra and FSA-affiliated groups. When the gunfire stopped, the moderates were able to negotiate a ceasefire deal that represented a body blow to Jabhat al-Nusra's influence in the area: The jihadist group agreed to ask foreign jihadists in its ranks to leave the city, "as there is no fighting in Abu

Kamal and so there is no need for wearing masks or even carrying arms." The groups also agreed that security in the city must be handled exclusively by the "security brigade," and other FSA-affiliated rebel groups. Finally, it prohibited Jabhat al-Nusra from establishing checkpoints in the city, and stipulated that houses can only be raided through a court order and by FSA brigades.

Remarkably, Jabhat al-Nusra issued a two-page apology to the people of Abu Kamal, in which it blamed the FSA for forcing the war on the jihadist organization. It said that it had pulled its fighters from the frontlines to defend itself against "groups that seek to establish a secular state." Jabhat al-Nusra asserted in the apology that it could easily defeat the FSA -- but the fact that it tried to reach out to the public, rather than engage in further confrontation, suggests that it's mindful of growing public opposition.

Abu Kamal is predominantly tribal and more conservative than most areas in Syria, but this development proves that it's not a natural breeding ground for jihadist groups. Extremists have tried repeatedly to establish a foothold there -- when the regime's forces left the region, jihadists presented themselves as a force that could get things done. They distributed badly-needed cooking gas, fuel, and foodstuffs to the local population. Meanwhile, the FSA groups stumbled, neglecting the population and focusing on their own financial gain. Jihadists, however, are their own worst enemies -- as time passed, the local population grew restless of their medieval style of rule.

Al Qaeda's operatives in Syria have worked hard to avoid the mistakes they committed in Iraq, where they alienated potential supporters with brutal, indiscriminate tactics. The leader of Jabhat al-Nusra, Abu Mohammed al-Joulani, has repeatedly called on his followers to be flexible on religious matters that are not usual -- or fundamentals -- to avoid antagonizing local populations. But that sentiment has not trickled down to rank-and-file jihadists. In addition to the fighting against fellow rebel brigades, they have shot at Syrians protesting outside their headquarters in Raqqa, executed a teenage boy in Aleppo, and detained Italian priest Father Paolo Dall'Oglio, a longtime advocate of religious coexistence in Syria.

Jihadists know that the single greatest threat to their existence is not drone attacks or a regime military offensive, but rejection by local populations. They are paranoid about a repeat of the rise of "Awakening Councils," or sahwat, which began in Iraq's Anbar Province after al Qaeda alienated the Sunni population of the area. Sahwat is a pejorative

→ term among jihadists, who believe that the Americans pitted Sunnis against each other in Iraq, only to betray them three years later by handing power to a Shiite government that marginalized their sect.

Syria has not yet seen the rise of sahwat -- but the jihadists' fears will likely be a self-fulfilling prophecy. Their attacks on rebel groups may be designed to forestall the very possibility of such an awakening:

Many of the groups it has targeted are part of an umbrella organization known as Jabhat al-Asala wa Tanmia -- a Salafist-leaning group believed to be funded by private donors in Kuwait and Saudi Arabia, which has been vehemently attacked by some Gulf citizens who support jihadi groups as sahwites.

SYRIANS' growing hostility towards jihadists is not the result of a push from outsider powers -- it comes from genuine

public concerns about their presence. As people in rebel-held areas no longer have a need for the jihadists' ruthlessness in battle, moderate groups will have a new opportunity to win the hearts and minds of the local populations in liberated cities and towns, as well as on the front lines. If the world wants an ally in their fight against creeping extremism, they will find a broad array of Syrians willing to help them drive the jihadists out. ■

The Washington Times

SEPTEMBER 21, 2013

Iraqi Kurds vote for regional assembly



People walk past election campaign posters of different parties, in Irbil, Iraq, 350 kilometers (217 miles) north of Baghdad, Friday, Sept. 20, 2013, day ahead of the self-ruled northern Kurdish region's fourth election for local parliament since 1992. (AP Photo/ Khalid Mohammed)

Associated Press

IRBIL, Iraq — Voters in Iraq's Kurdish north cast ballots Saturday in local parliamentary elections, with smaller parties hoping to challenge the self-rule region's longtime political establishment.

The election for the Kurdistan Regional Government's 111-seat legislature comes as Iraq's Kurds look to bolster their autonomy while insulating their increasingly prosperous enclave from the growing violence roiling the rest of Iraq and neighboring Syria.

Security was tight for the vote. Approaches to the regional capital Irbil and other major cities were closed, and voters were searched before being allowed into polling centers.

The Patriotic Union of Kurdistan of Iraqi President Jalal Talabani and the Kurdistan Democratic Party of regional President Massoud Barzani are looking to maintain their dominance in the face of challenges by smaller parties, including opposition group known as Gorran, or Change, that had a surprisingly strong

showing in the last vote in 2009.

The KDP and PUK defend their record in keeping the region safer and more economically successful than much of the rest of Iraq, but the opposition's charges that they tolerate graft and nepotism strike a chord with some voters.

"We are fed up with the same old politicians who have done little to serve the people. We hope that this election will bring new faces capable of combating corruption," said Lana Ali, a teacher in the region's capital Irbil who said she voted for Gorran. "The new lawmakers should bring change. Otherwise we promise to change them four years from now."

The region's prime minister, Nechirvan Barzani of KDP, urged a strong turnout after casting his ballot shortly after polls opened. He called the elections "another act to enhance the democratic process in the Kurdistan region."

The two dominant parties previously competed on a joint list but are running independently this time around.

The PUK faces a particularly tough

challenge in its stronghold of Sulaimaniyah. Party leader Talabani suffered a stroke in December and is recovering in a German hospital. Few details have been released about the severity of his illness.

A senior PUK official, Saadi Peira, expressed optimism about his party's prospects despite lingering questions over Talabani's health, saying "we have a good level of popularity among the Kurdish people."

Safaa al-Moussawi, spokesman for the country's Independent High Electoral Commission that oversees the balloting, said the turnout would be announced Saturday night while preliminary results will be available within two days.

Whatever the results, the Kurds are likely to continue to push for greater autonomy. The KRG has sparred with Baghdad for years over rights to disputed territories and the management of lucrative oil and gas reserves.

Their region has become a haven for tens of thousands of Kurdish refugees fleeing Syria's civil war, strengthening the regional government's role as a champion for Kurds beyond its borders.

"The (regional government) is increasingly becoming a player in regional politics. ... So the matter here is not only local elections, but also oil and politics," said Iraqi political analyst Khadum al-Muqdad.

A no-fly zone established by the U.S. and Britain in 1991 helped the Kurds carve out an enclave that today is more secure than the rest of Iraq and has been a magnet for foreign investors. The three-province territory was formally recognized as an autonomous region within Iraq following the U.S.-led invasion that toppled Iraqi dictator Saddam Hussein.

Unlike in the last election in 2009, voters will not have a chance to cast ballots for the regional president. Lawmakers in June voted to delay presidential elections for two years, allowing Massoud Barzani to remain in office over the objections of some in the opposition. □

IRAQ'S KURDS FOCUS ON AUTONOMY

By Rafid Jaboori BBC News, Irbil

Iraq's semi-autonomous Kurdistan Region is holding parliamentary elections on Saturday at a critical moment in the history of the Kurds - not only in Iraq but also in the whole Middle East.

When it comes to security and safety, Kurdistan is a world apart from the rest of Iraq.

Irbil, the capital of the Kurdistan Region, is growing and expanding. Its business-friendly environment has attracted foreign investment from around the world.

Since 2003, the main Kurdish parties have put their divisions aside for the benefit of the Kurdish people. This has helped provide the stability necessary to achieve prosperity that is the envy of the rest of Iraq.

TWO-PARTY RULE

The region has enjoyed autonomy within Iraq since the early 1990s, when an internationally-enforced no-fly zone prevented the forces of President Saddam Hussein from attacking it.

After the fall of Saddam, the Kurds tried to ensure their region and its economy were not significantly affected by the sectarian insurgency raging elsewhere.

It has helped that Sunni Muslim Kurds make up the majority of the region's 4.5 million-strong population and that al-Qaeda in Iraq is not significantly active there.

Islamists, including those once considered extremists, are also part of mainstream politics in the Kurdistan Region. Although most of Iraqi Kurdish society is conservative, Kurds are in general motivated by their ethnicity rather than their religion.

The two parties which have dominated regional politics for decades are the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by the region's President Massoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK),



Many believe that the election could change the region's political landscape



Irbil Kurdistan's prosperity is the envy of the rest of Iraq



Masud Barzani President of Kurdistan and leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) delivers a speech.

led by Iraqi President Jalal Talabani.

The opposition, campaigning against what they describe as corruption and nepotism in the higher echelons of government, hope to end the two parties' domination on Saturday.

Mr Talabani, who is 86 years old, has been receiving medical treatment in Germany since suffering a stroke in December. In his absence, other leaders of his party have been campaigning passionately to win over voters.

'OUR TIME HAS COME'

In Rania, near the border with Iran, I went to an election rally addressed by Barham Saleh, the former prime minister of the Kurdistan Region and the man who many believe will succeed Mr Talabani next year.

I asked him whether Kurds were any closer to their historical dream of independence.

Barham Saleh addresses a Patriotic Union of Kurdistan rally in Rania

"Every Kurd yearns for independence," Mr Saleh replied. "However, the Kurds of Iraq have decided to be part of a democratic, federal Iraq. The Kurds of Syria are wor-

king within Syrian polity to be part of the new, emerging system in Syria."

"Putting it bluntly, our time has come. We are part of this region and our rights need to be respected."

The conflict in neighbouring Syria has caused thousands of Syrian Kurdish refugees to flee across the border to northern Iraq.

But those who have stayed have gained increasing control over their affairs, as the Syrian government has had to focus on fighting rebel forces.

NEW ERA

The Syrian crisis has also prompted discussion among all Kurds about their national destiny.

A regional conference of Kurds from Turkey, Iran, Syria and Iraq to discuss how to advance Kurdish autonomy had been due to take place in Irbil last week, but was postponed.

However, Fawzia Yusuf, an Irbil-based Syrian Kurdish politician, said she was sure it would eventually take place.

"Our main goal will be to unify Kurdish opinion. The second goal is to form a Kurdish national organisation to take charge of diplomacy with the rest of the world. And the third goal is to make decisions on a set of common principles for all the Kurdish people."

Speaking to Iraqi Kurds preparing for Saturday's elections or to Kurdish refugees from Syria, it became clear that having an independent state was not a primary concern.

The Middle East may not be ready for that yet either. But there is now a general sense here that Kurdish identity has entered a new era, and that Kurds can no longer be ignored. ●



Economy booms in Iraq's Kurdistan as other parts struggle with violence

ARBIL, Iraq, September 22, 2013 (Xinhua)
by Jamal Hashim
news.xinhuanet.com

WHILE much of Iraq grapples with increasing violence and power struggle, raising fears that the country could slide into civil war, the northern Kurdistan Region is enjoying an economic boom in an oasis of peace.

Violence in Iraq outside the autonomous Kurdish region has been growing high as the country is witnessing its worst eruption in recent years, which raises fears that the country is sliding back to full-blown civil conflict that peaked in 2006 and 2007, when monthly death toll sometimes exceeded 3,000.

On Saturday, a wave of violence left at least 86 people killed and more than 150 wounded in the Iraqi capital of Baghdad and central Saladin province.

Unlike the situation in the rest of the country, the Kurdistan autonomous region was calm on Saturday and voters flocked to polling stations to elect their new parliament with the hope for a better future.

About 2.8 million people in the Kurdish region were eligible to vote in the parliamentary elections, the fourth such polls since Iraqi Kurds established the autonomous region in 1991, as 1,129 candidates were vying for the 111 seats in the regional legislature.

At the end of the day, the Iraqi electoral commission said that the Kurds made a turnout of 73 percent and described the voting process a success. The election process came to boost the aspirations of the Kurdish people who are living in a tangible prosperity, compared to the rest of troubled country, as Kurdistan's economy booms thanks to the oil wealth and foreign investment.

In Kurdistan, cranes scattered across the skylines of major cities like Arbil and Sulaymaniyah as many luxury hotels and skyscrapers were being built.

The region's capital city of Arbil, or "New Dubai" as some Kurds like to name it, is considered to be one of the most promising growth markets in the Middle East, with one luxury project after another being launched in the city.

By 2015, eight luxurious five-star hotels will be built in the city, among them the international chains of Marriott, Hilton and Sheraton.

The opening of many Western-style shopping malls in Arbil, carrying goods of many international brands that entered the country for the first time, is set to turn the city into a main shopping market for Iraqis.

Kurdistan's regional investment commission claimed that the Kurdish region is projected to enjoy a economic growth of 12 percent in 2013, while the growth rate of Iraq as a whole is anticipated to expand by nine percent this year, according to the International Monetary Fund.

Ali Qaradaghi, a Kurdish economy expert, told Xinhua that the Kurdistan Region has attracted over 17 billion U.S. dollars in foreign investment during the past five years.

"The majority of over 1,900 foreign firms investing in Kurdistan are from neighboring Turkey, Iran and Lebanon. Those companies were mainly encouraged by the investment



law that was enacted in 2006," Qaradaghi said.

Under the investment law, the firms are exempted from taxes on imports and profits for their first 10 years.

The law also does not oblige the companies to hire local workers, partners or investors, and they have the right to send home their profits, Qaradaghi added.

A major difference between the investment law in Kurdistan and the rest of Iraq is that the region allows owning land for investment, whereas the national investment law outside the region only allows leases of up to 50 years that can be extended, Qaradaghi said.

Over the past 22 years since the establishment of no-fly zone over the region to keep out former president Saddam Hussein's forces, the Kurdish region witnessed relative peace and increasingly distanced itself from the central government.

Iraq, whose crude oil revenues make up 95 percent of its budget, has announced in 2010 that its proven crude oil reserves had reached 143 billion barrels.

Kurdish officials currently claim that their region holds proven oil reserves of around 45 billion barrels, or about a third of Iraq's total oil reserves, though such figure could not be confirmed independently.

The Kurds annually receive 17 percent of Iraq's total oil export revenues, including Kurdistan's share of money paid by Baghdad for providing subsidized food staples for the people in the region.

However, the prosperity of the region comes despite a long-standing row between Baghdad and Arbil.

The feuds have long been focused on land, power sharing and the right of exploiting the oil fields in the autonomous region, as Baghdad stresses that the region's oil deals with foreign oil firms are illegal because they must be struck by the federal government.

Meanwhile, the drafting of the country's oil law has been stalled for years by the Iraqi parliament due to profound differences among political factions over the sharing of revenues from Iraq's crude.

In fact, the Kurds have passed their own regional energy law and signed more than 50 deals with foreign oil companies. The regional law allowed the Kurdistan Regional Government (KRG) to offer production-sharing contracts, which are a lot more lucrative for foreign oil firms than the service contracts signed earlier by the Iraqi government in Baghdad. ■

LA GUERRE EN SYRIE

Après la Syrie, la Russie joue la carte iranienne

Moscou
Correspondante

Enhardi par ses succès diplomatiques dans la crise syrienne, le président russe, Vladimir Poutine, est passé à l'offensive sur le front iranien, l'autre carte maîtresse de son nouveau jeu de dominos régional. Le maître du Kremlin joue la montre pour s'imposer comme l'intermédiaire obligé de l'Occident dans la résolution du problème du nucléaire iranien, qualifié par le président américain, Barack Obama, de « *bien plus important pour nous que celui des armes chimiques* ».

A quelques jours de l'ouverture de l'assemblée générale des Nations unies à New York, Vladimir Poutine tenait à être le premier chef d'Etat à s'entretenir avec le nouveau président iranien Hassan Rohani, apparemment plus enclin au compromis que son prédécesseur, Mahmoud Ahmadinejad, afin de réduire le poids des sanctions internationales sur son pays.

L'entrevue s'est déroulée le 13 septembre à Bichkek (Kirghizistan), en marge du sommet de l'Organisation de coopération régionale de Shanghai (OCS), un forum sécuritaire entre la Russie, la Chine et quatre Etats d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan), où l'Iran dispose d'un strapontin d'observateur.

Prévue de longue date, la rencontre entre M. Poutine et Rohani a pris une tournure intéressante avec la récente volte-face de l'administration Obama sur la Syrie. En prenant la main dans la gestion de la crise syrienne, Moscou a rehaussé son prestige aux yeux de

Moscou se rapproche de Téhéran pour contrer la montée du radicalisme sunnite à ses frontières



Le président iranien, Hassan Rohani, et son homologue russe, Vladimir Poutine, à Bichkek (Kirghizistan), vendredi 13 septembre. SASHA MORDOVETS/GETTY IMAGES

Téhéran. La Syrie était d'ailleurs le thème central des discussions entre les deux présidents.

Principaux protecteurs du régime de Bachar Al-Assad, la Russie et l'Iran veulent peser de tout leur poids sur la conférence de paix Genève 2, censée dessiner les contours d'une hypothétique transition en Syrie. La participation de la République islamique aux négociations syriennes ne semble plus écartée. Bachar Al-Assad ne pouvait rêver meilleur cadeau pour son 48^e anniversaire, le 11 septembre. La Russie, qui arme son régi-

me aux abois, et l'Iran, dont les forces spéciales aident l'armée syrienne à pilonner les rebelles, se voient remettre les clés de la transition en Syrie.

Décrit par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, comme étant l'auteur de « *de nombreux crimes contre l'humanité* », Bachar Al-Assad se voit maintenu dans ses meubles, bordé par ses deux parrains, généreux fournisseurs de l'arsenal militaire nécessaire pour écraser la rébellion.

Alors que la stratégie des chancelleries occidentales, promptes à déclarer le rais illégitime puis à le remettre en selle, est hésitante, Vladimir Poutine, constant dans son soutien au tyran de Damas, tire parfaitement son épingle du jeu. Pour la première fois depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, la Russie fait son retour sur la scène géopolitique au Moyen-Orient. L'axe Moscou-Damas-Téhéran se renforce et M. Poutine entend bien y jouer les premiers violons.

Certes, l'entrevue du 13 septembre entre Vladimir Poutine et son homologue iranien n'était pas

Pour la première fois depuis l'effondrement de l'URSS, Moscou fait son retour sur la scène géopolitique au Moyen-Orient

sans nuages. L'Iran réclame à Moscou un dédommagement de 4 milliards de dollars (3 milliards d'euros) pour la non-livraison de S300, des missiles continentaux sol-air, un contrat annulé en 2010 par le président russe Dmitri Medvedev en application de nouvelles sanctions de l'ONU infligées à Téhéran en raison de son programme nucléaire controversé.

Aussi, Vladimir Poutine s'est montré avenant lors de sa rencontre avec Hassan Rohani. Selon la presse russe, la Russie aurait proposé de fournir des batteries de missiles Antey-2500 (une version modifiée du S300) à condition que la

« Ce qui est vrai pour la Syrie l'est aussi pour l'Iran »

Recevant le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, à Jérusalem, dimanche 15 septembre, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a multiplié les déclarations visant à établir un parallèle entre les dossiers syrien et iranien.

« *Le monde doit s'assurer que les régimes extrémistes ne possèdent pas d'armes de destruction massive, parce que – et la Syrie*

en a encore donné un exemple – s'ils en ont, alors ils les utiliseront », a déclaré M. Nétanyahou, en référence à l'Iran, accusé de chercher à se doter de l'arme atomique. « *Pour que la diplomatie ait une chance de réussir, elle doit être accompagnée d'une menace militaire crédible*, a ajouté M. Nétanyahou. *Ce qui est vrai pour la Syrie l'est aussi pour l'Iran.* »

plainte iranienne devant le tribunal d'arbitrage de Genève soit retirée. La construction d'un deuxième réacteur à la centrale de Bouchehr, l'unique centrale nucléaire iranienne, est acquise. Selon les experts du dossier, il s'agit là d'un « geste politique » car, économiquement, ce chantier s'avère non rentable pour l'industrie nucléaire russe.

« Comme n'importe quel autre Etat, l'Iran a le droit d'utiliser l'uranium à des fins pacifiques et doit pouvoir l'enrichir », a martelé Vladimir Poutine. Impavide, Hassan Rohani a réclamé une plus grande implication de Moscou dans le dossier du nucléaire iranien. « La Russie a pris d'importantes mesures en ce sens par le passé. Maintenant, la situation est meilleure pour que vous preniez de nouvelles mesures », a-t-il insisté, affirmant vouloir « une solution rapide de ce pro-

blème dans le cadre des normes internationales ».

L'appui russe renforce le poids de l'Iran au moment où les discussions sur le nucléaire vont reprendre avec le groupe des « 5+1 » (Russie, Etats-Unis, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne). Les Etats-Unis s'y préparent.

Dimanche, sur la chaîne de télévision ABC, Barack Obama a confié qu'il avait eu un échange de lettres avec Hassan Rohani, par l'intermédiaire du sultan d'Oman. « Les Iraniens comprennent que la question nucléaire est pour nous beaucoup plus importante que la question des armes chimiques », a assuré le président. Ils « ne devraient pas déduire que nous ne frapperons pas l'Iran du fait que nous n'avons pas frappé » la Syrie. En revanche, « la leçon qu'ils devraient en tirer est qu'il y a

un potentiel pour résoudre ces questions par la voie diplomatique ».

Vu des bords de la Moskova, le partenariat avec l'Iran est une carte stratégique de choix. M. Poutine le sait bien. En 2007, il avait été le premier chef d'Etat russe – depuis Staline, venu en train, car il avait peur de l'avion, assister à la conférence de Téhéran en 1943 – à faire le déplacement en Iran.

Aux prises avec la montée du radicalisme sunnite sur ses marches (nord du Caucase et Asie centrale), Moscou perçoit l'Iran comme un Etat tampon face à cette menace. La perspective du retrait américain d'Afghanistan en 2014 est un autre casse-tête majeur pour les Russes, avides de s'assurer du soutien de Téhéran pour gérer d'éventuels débordements sur sa sphère d'influence centre-asiatique.

que. La Russie, qui a perdu ses principaux alliés arabes sunnites (l'Irak de Saddam Hussein, la Libye de Mouammar Kadhafi) et n'a jamais eu de bonnes relations avec les monarchies du Golfe, a tout intérêt à jouer à fond la carte chiite. ■

MARIE JÉGO

Washington se félicite de l'accord sur les armes chimiques syriennes conclu avec Moscou

Washington
Correspondante

Barack Obama pourrait-il réussir là où George W. Bush avait échoué : désarmer un dictateur sans recourir à la force ? Le chapitre des armes chimiques de Bachar Al-Assad est loin d'être écrit, mais d'ores et déjà, la classe politique américaine s'est réjouie que l'accord conclu à Genève avec la Russie ait permis d'éviter des frappes militaires que la majorité des Américains désapprouvaient.

Dans une interview à ABC, conduite quelques heures avant l'annonce officielle de l'accord Kerry-Lavrov et diffusée dimanche 15 septembre, le président américain s'est lui-même félicité de la « distance remarquable » parcourue en deux semaines : après avoir longtemps nié, Bachar Al-Assad a fini par avouer posséder des armes chimiques. Les Russes, qui faisaient de l'obstruction depuis deux ans, se sont engagés à « pousser leur client » à livrer son arsenal pour destruction. « Si ce but est atteint, cela voudra dire que nous avons réussi », a ajouté M. Obama.

L'administration américaine considère que c'est le résultat qui compte. Son objectif est la mise sous tutelle des armes chimiques pas le changement de régime. Elle espère néanmoins que l'accord de

Genève sera le prélude – la « fondation », a dit M. Obama – à un accord plus large sur la transition politique. Le secrétaire d'Etat, John Kerry, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, aborderont la question du calendrier d'une éventuelle conférence Genève 2 lors d'un nouveau tête-à-tête, le 28 septembre, en marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU.

La Maison Blanche réfute l'idée que l'accord Kerry-Lavrov, qui prévoit la localisation et le démantèlement des stocks chimiques, va automatiquement aboutir à conforter Bachar Al-Assad, passé du rang de dictateur en sursis à celui de « partenaire en désarmement », selon l'expression du journaliste de *The Atlantic* Jeffrey Goldberg. L'accord implique le gouvernement syrien, souligne-t-on à la Maison Blanche : Assad n'est « en aucun cas indispensable ».

Partage du fardeau

Obama a réaffirmé, dimanche, qu'il n'est pas question que les Etats-Unis s'immiscent « dans la guerre civile de quelqu'un d'autre ». C'est à la communauté internationale de se préoccuper de la stabilité de la Syrie, et notamment à la Russie et à l'Iran, dont le nouveau président sera pour la première fois à New York pour

l'Assemblée de l'ONU. Interrogé par le présentateur d'ABC George Stephanopoulos sur ceux qui, comme le politologue républicain Richard Haass, critiquent « l'improvisation » et « l'indiscipline » de sa politique étrangère, le président américain a répondu par un coup de patte : « Si nous avions mis en place quelque chose de très linéaire et discipliné, ils auraient donné une bonne note, même si c'était une politique désastreuse. Nous le savons parce que c'est exactement comme cela qu'ils ont évalué la guerre en Irak jusqu'à ce qu'elle finisse par nous exploser au visage. »

Al'époque, George W. Bush essayait de convaincre les alliés que le meilleur moyen de faire reculer Saddam Hussein était de préparer la guerre tous ensemble. Il n'a jamais accepté le fait que la France, l'Allemagne et la Russie « n'achètent » pas ses arguments. « Mon opinion est que, si vous avez à la fois une menace crédible de recours à la force et un effort diplomatique rigoureux, il est possible de parvenir à un accord », a plaidé M. Obama.

Les républicains ont été plutôt soulagés. « Ce n'est pas encore un succès mais, au moins, nous avons évité le bombardement », a résumé le représentant républicain du

Michigan, Justin Amash. Seule la frange interventionniste pure et dure représentée par John McCain a déploré ce qui s'apparente à un « acte de faiblesse » et le « pire signal » à donner à Téhéran. « Sans résolution sous chapitre VII [de la charte des Nations unies] et menace de recours à la force, cet accord est dénué de sens », a tempêté le sénateur républicain.

Certains estiment même que l'accord sur la Syrie est le signe que Barack Obama a, de fait, cédé la place à la Russie au Moyen-Orient. « Poutine joue aux échecs quand Obama joue au tic-tac-toe », a ironisé l'ancien candidat républicain Newt Gingrich. Dans son interview à ABC, le président a semblé s'accommoder de la position de Vladimir Poutine : « Si la Russie veut avoir de l'influence dans la Syrie post-Assad, cela ne fait pas de tort à nos intérêts. » Avant d'ajouter : « Ce n'est pas la guerre froide. Il ne s'agit pas d'une compétition entre les Etats-Unis et la Russie. »

Ce partage du fardeau correspond au tropisme de sa politique étrangère : le pivot vers l'Asie. Dès le début du mois d'octobre, du 6 au 12, Barack Obama repart en voyage : quatre pays du Sud-Est asiatique, des Philippines à Brunei, en passant par l'Indonésie et la Malaisie. ■

CORINE LESNES

San Francisco Chronicle | September 22, 2013

Assault on Iraq funeral, other attacks kill 96



People inspect the site of a double suicide bomb attack, in the Shiite neighborhood of Sadr city in Baghdad, Iraq, Saturday, Sept. 21, 2013.

By Adam Schreck and Sameer N. Yacoub
Associated Press

BAGHDAD -- Two suicide bombers, one in an explosives-laden car and the other on foot, struck a cluster of funeral tents packed with mourning families in a Shiite neighborhood in Baghdad, the deadliest in a string of attacks around Iraq that killed at least 96 people on Saturday.

The assaults, the latest in a months-long surge of violence, are a chilling reminder of insurgents' determination to re-ignite sectarian conflict more than a decade after the U.S.-led invasion.

Thousands of Iraqis have been killed in violent attacks in recent months -- a level of bloodshed not seen since Iraq pulled back from the brink of civil war in 2008 -- despite appeals for restraint from Shiite and Sunni political leaders.

The attack on the funeral was one of the largest single terrorist assaults on civilians in Iraq in recent years. It happened shortly before sunset in the densely populated Shiite neighborhood of Sadr City in northeastern Baghdad.

Police said at least 72 people were killed and more than 120 were wounded in that attack. One bomber was able to drive up near the tent before detonating his deadly payload, and another on foot blew himself

up nearby, police said.

The explosions set the tents and several nearby cars on fire, sending a towering plume of thick black smoke over the city.

"I saw several charred bodies on the ground and tents on fire and also burning cars. Wounded people were screaming in pain," said Sheik Sattar al-Fartousi, one of the mourners. "The scene was horrible. The funeral turned into an inferno."

He said the first blast went off as dinner was being served in one of several tents set up for the funeral of a member of the al-Fartousi tribe. He estimated that more than 500 people were attending the event.

Civilian pickup trucks loaded with casualties and ambulances with sirens blaring were seen racing from the scene.

Hussein Abdul-Khaliq, a government employee who lives near the bomb site, said the tents were packed with mourners when the blasts went off.

He described seeing several lifeless bodies on the ground, and wounded women and children. The clothes of several victims were soaked with blood, and firefighters had to leave the scene to refill tanker trucks with water as they struggled to contain an immense blaze, he said. "This funeral was not a military post or a ministry building, yet it was still targeted," Mr. Abdul-Khaliq said. "This shows that no place and no one is

safe in Iraq."

Less than two hours after the funeral attack, another car bomb blast struck a commercial street in the nearby Ur neighborhood, killing nine people and wounding 14, according to police.

Gunmen later shot up a shop that has been discretely selling liquor in the largely Sunni neighborhood of Azamiyah, killing four people, police said.

Earlier in the day, insurgents launched a suicide attack on a police commando headquarters in the city of Beiji, an oil refining center 115 miles north of Baghdad. Guards managed to kill one suicide bomber, but the three others were able to set off their explosive belts inside the compound, killing seven policemen and wounding 21 others, police said.

In other violence, gunmen shot and killed two prison guards after storming their houses in a village near the restive city of Mosul early Saturday. Two soldiers were killed and four others were wounded when a roadside bomb struck their convoy in Mosul, which is 225 miles northwest of the Iraqi capital.

Medics in nearby hospitals confirmed the casualty figures.

There was no immediate claim of responsibility for the day's attacks. Al-Qaida's local franchise in Iraq frequently targets Shiite civilians and security forces in an attempt to undermine public confidence in the Shiite-led government in Baghdad.

Saturday's violence came as voters in the northern Kurdish autonomous region cast ballots in local elections for the Kurdistan Regional Government's 111-seat legislature.

The pace of violent attacks in parts of Iraq outside the three-province Kurdish region has spiked sharply since security forces carried out a deadly crackdown on a Sunni protest camp in northern Iraq in April. Iraq's minority Sunni Arabs have been protesting against the Shiite-led government since late last year, alleging discrimination and criticizing the application of tough anti-terrorism measures against their sect.

More than 4,000 people have been killed in violent attacks between April and August, United Nations figures show. Another 493 have died so far in September, according to an Associated Press tally. ●



Elections au Kurdistan: le parti de Talabani en perte de vitesse

ERBIL (Irak), 28 septembre 2013 (AFP)

LE PARTI DU président irakien Jalal Talabani a subi une défaite aux élections législatives au Kurdistan, arrivant en troisième position, derrière le parti d'opposition Goran, selon les premiers résultats annoncés samedi.

Mais la percée de Goran ne sera peut être pas suffisante pour défaire la coalition gouvernementale actuellement en place, qui rassemble l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du président du Kurdistan Massoud Barzani et la région autonome depuis plus de 10 ans, selon les observateurs.

Une semaine après l'élection, et avec 95% des voix comptées, le PDK arrive en

tête avec quelque 719.000 voix, devant le parti Goran qui obtient 446.000 voix.

L'UPK arrive en troisième position avec un peu plus de 323.000 voix, tandis que 26 autres listes se partagent quelque 300.000 voix.

Lors des dernières élections au Kurdistan en 2009, le PDK et l'UPK avaient présenté une liste commune qui avait remporté près de 70% des voix et 59 des 111 sièges au Parlement local.

Goran avait remporté 25 sièges au Parlement.

L'UPK a probablement souffert de l'absence de son dirigeant tutélaire, M. Talabani étant hospitalisé en Allemagne depuis une attaque cérébrale en décembre.

"Talabani est le noyau du parti, et tous s'entendaient pour l'écouter et faire ce qu'il décidait. Mais après Talabani, il n'y a personne capable de faire cela", soulignait récemment Asos Hardi, un journaliste et expert basé à Souleimaniyeh.

Des discussions sur la formation d'un nouveau gouvernement de coalition doivent s'ouvrir dès l'annonce des résultats définitifs du vote. ○

Kurdish Parties Build Alliance To Curb Barzani's Power in Syria

By: Wladimir van Wilgenburg for Al-Monitor

Two of the biggest Kurdish parties, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Workers' Party (PKK), have joined forces to try to curb the power of Massoud Barzani, the president of the Kurdistan region, in Syria. This is happening while Barzani has been working together with Turkey to limit the PKK's influence in Syria.

Relations between Kurdish political parties from Iran, Iraq, Turkey and Syria have always been tense. This is the result of the Kurdish areas being divided between Iran, Iraq, Syria and Turkey, meaning Kurds are not united geographically. The different policies of Kurdish parties allegedly played a role in the delay of the National Kurdish Congress that was supposed to take place in September, but is now delayed until Nov. 25.

An example of these intra-Kurdish relations is the relationship between the PKK from Turkey led by the imprisoned Abdullah Ocalan, and the PUK headed by Jalal Talabani, the president of Iraq.

From time to time, the two parties cooperated against the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani in Iraq, especially during the Kurdish civil war in the 1990s. But the PUK and PKK also fought each other. For instance, in 2002, the PKK-affiliated Kurdistan Democratic Solution Party (PCDK) wanted to form militias to protect itself against the PUK. Now, relations are quite good, and the PCDK participated in the elections in the Kurdistan region on Sept. 21.

Currently, the KDP controls the provinces of Dahuk and Erbil, while the PUK controls Sulaimaniyah. The PKK controls the Kandil mountains near the Turkish borders from where they carry out cross-border attacks against Turkish targets — although there is a cease-fire now.

Omar Sheikmous, one of the founding members of the PUK, said,

"The relations between PUK and PKK have been good and cooperative in recent years, especially since 2007. The main reason has been the mediation efforts by Mr. Jalal Talabani, general secretary of the PUK, between the Turkish government and the PKK in finding a peaceful solution to the conflict. BDP's numerous trips to Kandil have gone through the PUK and been facilitated by them."

While the KDP is generally seen as the more tribal and conservative of the two, both the PUK and the PKK have a Marxist background. Furthermore, the KDP enjoys good ties with Turkey and sees Turkey as a gateway to more independence from Baghdad. The PKK's main enemy is Turkey, while the PUK enjoys better relations with Iran. As a result, the ties between the PUK and PKK have improved.

Kurdish journalist Abdulla Hawez told Al-Monitor by e-mail, "There is a fact, the PYD is close to the Assad regime, which is an important ally of Iran, and the PUK is close to Iran, so their interests meet." However, the PYD (Democratic Union Party) denies any relationship with Assad.

The different KDP and PUK policies can be seen through foreign visits by Kurdish leaders. While Kurdish President Barzani was present as a honorary guest at the party convention of the ruling Turkish Justice and Development Party (AKP) convention on Sept. 30, 2012, PUK official Hikmat Kareem, better known as Mala Bakhtiar, spoke at the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) convention on Oct. 14, 2012.

Moreover, both the PKK and the PUK oppose political Islam. "We are not against Islam, but against political Islam," Mala Bakhtiar, a senior PUK official, told Al-Monitor on July 14.

In addition, both the PKK and PUK have fought against political Islam in the past. The PUK in cooperation with US special forces expelled armed Islamist groups from Halabja, Iraq, in 2003, while the PYD militias now fight against al-Qaeda-linked groups in Syria. Some of the same Kurdish Islamist groups that used to fight against the PUK now also sympathize with the fight against the PYD.

These connections also resulted in military ties between the PUK and the



Image from the PUK's official news website PUKmedia shows imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan (L) and PUK leader Jalal Talabani, with PKK fighters in the background.

PKK. Mahmud Sangawi, a military commander of the PUK, recently handed over his personal sniper rifle to the representative of the PYD to use it to fight against Islamist groups in Syria.

Moreover, while Syrian Kurdish parties do not have any fighters inside the YPG, Kurdish parties close to the PUK joined PKK militias in Syria, such as the Asayish, the People's Defense Units (YPG) and the Free Syrian Army group, the Kurdish Front (Jabhat al-Akrad) that operates in mixed Arab-Kurdish areas in Syria.

On Aug. 15, Ali Mahmoud Hammoud, a member of the Kurdish Democratic Progressive Party (PDPKS), was killed in the countryside of Aleppo by armed Islamist groups. The PDPKS is funded by Talabani, while the Kurdistan Democratic Party of Syria (KDP-S) is funded by Barzani, one of the main rivals of the PYD in Syria. It was therefore no surprise that PDPKS-leader Darwish visited the Kandil mountains to meet the PKK leadership in April 2013.

Analysts see the relations between PUK and the PKK as a counterbalance to Barzani's relations with Turkey and Barzani's policies in Syria.

"The PUK approach to the PKK is a tactic, not a strategy. It is, as a matter of fact, in reaction to Barzani's heavy involvement in Turkey-Kurdish affairs, but also in the Syrian-Kurdish affairs. It is an attempt to be included," Roman Zagros, editor of Insight Kurdistan, told Al-Monitor by e-mail.

These ties also resulted in 214 ex-PKK fighters joining the PUK in May. Although the PKK does not like its members to leave the PKK, the PKK didn't see ex-PKK members joining the PUK as an "obstacle in KCK-PUK relations," said Zagros Hiwa of the Kurdistan Democratic Communities Union (KCK), which runs the PKK. Moreover, there have been several meetings between the PUK and PKK-affiliated parties in Europe and also in Kurdistan.

"We have good relations with the PKK, and that automatically also translates in good relations with friends of the PKK [in Syria]," Bakhtiar told Al-Monitor during a meeting between the PKK and the PUK in the Netherlands on July 14.

The Supreme Kurdish Council, a joint body which was established as a result of pressure by Barzani on the PYD to share power, allegedly didn't work because cooperation between the PUK and PKK allowed them to dominate important positions in the council.

While PUK-supported parties and the PKK-affiliated Democratic Union Party (PYD) work together in the Supreme Kurdish Council and on the ground, the KDP-backed Kurdish parties accuse the PYD of excluding them and reject the domination of the Kurdish areas by PYD's militia, ^{ES}

the YPG. As a response, the KDP closed the unofficial Peshkapor border with Syria. Both the PYD and the PUK have criticized this border closing.

Tahir Kemalzade, co-chair of the Kurdistan National Congress (KNK), a PKK organization, in a meeting with the PUK in August, said "Closing the gate is not a solution because Rojava [Syrian Kurdistan] needs more help than it needed before."

Washington-based columnist and Kurdish expert Mutlu Civirolu told Al-Monitor on Sept. 18 by e-mail: "In my opinion, PUK has been trying to use the worsened relations of between PYD and KDP to have some political gains from its historical rival."

But the relations between the PUK and PKK might be changing in Syria. Recently, the Kurdish National Council decided to join the Turkey-backed opposition group, the Syrian National Coalition. The PUK-affiliated Kurdish politician Hamid Darwish supported this deal.

Civirolu told Al-Monitor that this is the result of a recent rapprochement between Barzani-backed KDP-S leader Dr. Abdulhakim Bashar's Kurdistan Democratic Party (KDPS) and Talabani-backed PDPKS-leader Hamid Darwish's Kurdish Democratic Progressive Party (PDPKS). "As a result, both parties agreed to join the Syrian National Coalition despite the objection of PYD and some other parties who claim the Supreme Kurdish Council should be the one who sings deals with the opposition."

It thus remains to be seen if the PKK and the PUK will continue to work against Barzani's allies in Syria in the future. This will also depend on the relations between the PYD and parties backed by Barzani, and whether the upcoming Kurdish national congress in November is successful. ♦

Wladimir van Wilgenburg is a political analyst specializing in issues surrounding on Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. He currently writes for the Kurdish newspaper Rudaw. On Twitter @vvanwilgenburg



September 18, 2013

Syrian Kurdish Leader: Ankara Supporting Jihadists

By: Amberin Zaman Translated from Taraf (Turkey).

SYRIAN KURDISH leader Salih Muslim, speaking at the 17th Scandinavian Kurdish Culture Festival on Sept. 16, voiced strongly worded accusations against Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and the AKP government. Muslim, the co-chair of the Democratic Union Party (PYD), identified as the Syrian extension of the PKK, charged the AKP government with supporting jihadist groups fighting the Kurds. He said, "On the one hand you are talking to us, but you let loose your dogs, jackals and foxes against us. We will defend ourselves with our free will and our own people, and we will achieve victory." I was curious about what prompted Muslim, who visited Turkey twice last month on official Turkish invitation, to speak so angrily. Since he began coming to Turkey on official business, he has been careful to use prudent and moderate language, hoping to build relations on solid grounds. But when I contacted him at Geneva on Sept. 17, his rage against Turkey continued.

Taraf: Why are you so angry with Turkey?

Muslim: What your government is doing is no secret. They are still sending Syrian gangs against us. Look, east of Serekaniye they removed barbed wires and cleared paths through minefields for these gangs to move easily.

Taraf: Who are you talking about exactly?

Muslim: Roads are opened for the Ahrar al-Sham brigade, Jabat al-Nusra and al-Qaeda to fight us. There is the village of Alok, a mixed Arab-Kurdish village, west of Ceylanpinar. There is also the village of Susik. There have been heavy clashes in those areas for the past two days. Turkey is using these gangs to fight us. They give them artillery and ammunition. We have documented all this. They do it in broad daylight. Turkey is helping these gangs who chop off the heads of people, eat the hearts of their opposition and rape our women. The world is watching silently.

Taraf: You had started dialogue with Turkey. You said Turkey wasn't helping the jihadists as much as before and that Turkey had accepted the Rojava reality. What happened?

Muslim: We don't understand it also. It shows they were not sincere. When we visited Turkey, we provided them with a file on the dirty war these gangs were staging through Turkey. We exposed those who were helping these gangs in Turkey under the guise of humanitarian agencies or civil society organizations. The Turkish side told us that these things

were happening without their knowledge. We thought at the time that the Turks were sincere and a new page in our relations was in the offing. But they were not sincere. Those wounded in clashes against us were treated by the Turkish state. You, Turkish citizens, are paying for this with your taxes. You saw the wounded gangsters undergoing treatment in Urfa's public hospital. You wrote about it. Our civilians are hurt but they get no help from Turkey. Only the other day three of our people died at Viransehir because they were not treated in time. You know that Turkish citizens, among them Kurds, join those gangs. Their funerals are sent back to Turkey but the media is not reporting it. Three Turkish citizens were killed recently fighting against us. Their bodies are about to be repatriated to Turkey.

Taraf: Why is Turkey behaving like you described against the PYD?

Muslim: Their objective is obvious. To weaken and eliminate the Kurds. Turkish authorities have become ill-tempered of late because they were expecting America to carry out a strike against [Syrian President] Bashar al-Assad. They were hoping that would weaken the Kurds. But when it didn't turn out that way, they became angry and started to lean on us. It is not easy to understand Turkey's policy. On one hand they are giving guns to gangs, but at the same time they are talking to us. We were wondering about it.

Taraf: Are your talks continuing with Turkey? Are you coming to Turkey again? Or is your dialogue ruptured?

Muslim: There is no meeting scheduled at the moment. We are ready to meet anytime. We don't want to say that the dialogue is severed. To the contrary, we want it to continue. We want friendly and brotherly relations with Turkey. Not the slightest act was committed against Turkey from our side. This is why we have problems understanding Turkey's attitude. Look, the border is still closed. Not a single assistance convoy crossed to our side in one month. Our people are living under difficult war conditions. We have acute shortages of electricity, water, fuel and medicines. There is an embargo against us. We are open to further talks with Turkey. But signs are not good.

Listening to Muslim, I become aware that indeed the signs are not promising even if they may sound exaggerated and pessimistic. One wonders if what we call a cease-fire is merely a diversion. Did the war actually shift from Turkey to south, to Syria? Who is tricking who? What are the calculations? Where is the Imrali process in all this? I do not know, but I agree with Muslim: signs are not good at all. ♦



Salih Muslim, head of the Kurdish Democratic Union Party (PYD), is seen during a Reuters interview in Berlin, April 18, 2013. (photo by REUTERS/Wolfgang Rattay)

Containment is the least-bad option

Kenneth M. Pollack

WASHINGTON This week, Iran's new president, Hassan Rouhani, will address the U.N. General Assembly. His message is likely to be a sharp change from the adolescent belligerence of his hard-line predecessor, Mahmoud Ahmadinejad. Mr. Rouhani is a genuine reformer — but his desire to move Iran in a new direction should not blind the United States to the difficulties of achieving a diplomatic solution.

Rouhani has hinted that he is willing to compromise on aspects of Iran's nuclear program for the sake of repairing relations with the rest of the world and having economic sanctions removed. But he has also warned that he cannot hold off his hard-line rivals forever, and it is unclear whether the Iranians will be willing to make the kind of concessions that America and its allies want. Ultimately, it is the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, not Rouhani, who would make the final decision on a deal. He has shown little inclination for one, though recent statements from the leadership offer hope that their position is softening.

If it cannot reach a diplomatic deal, America will face a choice between two alternatives: using force to prevent Iran from acquiring a nuclear arsenal or containing a nuclear Iran until its regime collapses from its own dysfunction.

It is going to be a difficult choice. For that reason, we need to start thinking about it now.

I favor containment over military operations. I say that, however, understanding that each option has more drawbacks than advantages, that there are circumstances when a military strike would be preferable, and that those who advocate the military option merit a hearing.

This may seem incongruous, coming from me. I supported an invasion of Iraq 10 years ago in principle, but not the Bush administration's handling of it. I was moved by the plight of Iraqis under Saddam Hussein's horrific "republic of fear," as the writer Kanan Makiya called it; by the widespread belief that he was reconstituting his nuclear program; and by his long pattern of reckless, even suicidal, aggression.

Unpleasant as Tehran has been over the years, it has not demonstrated anything like Mr. Hussein's recklessness. And unlike in 2003, very few Americans would support a full-scale invasion. Therefore the military option against Iran would have to stop with air power. But there is a considerable risk that air-

strikes alone would not be enough to strip Iran of its nuclear program.

Even after a devastating American military strike, I fear the Iranians would pick themselves up and rebuild — and would withdraw from the Nuclear Non-proliferation Treaty, evict any remaining nuclear inspectors and deploy an actual arsenal to deter a future U.S. strike.

We may not know where all of Iran's nuclear facilities are, and some are so heavily defended that we may not fully destroy them. In the 1990s, U.S. intelligence officials believed that they had a good handle on Iraq's nuclear facilities; only to find out that they were wrong. A second concern is that the Iranians almost certainly would retaliate. They might fire missiles at U.S. bases in the Middle East, or persuade Hezbollah and Palestinian Islamic Jihad to fire rockets at Israel. But my biggest fear is that they would embark on a terrorist campaign against Americans. The Iranians have said as much, and the U.S. intelligence community believes that they have expanded their capacity to do so since their failed attempt to kill the Saudi ambassador to the United States in 2011.

Without a deal, we face either using force to prevent Tehran from getting the bomb or containing a nuclear Iran.

These problems suggest that a U.S. air campaign to destroy Iran's nuclear facilities would be just the beginning, not the end, of a war with Iran. If Iran were to rebuild, the president of the United States would not be able to just shrug his shoulders. If Iran retaliated, and killed Americans, the president would almost certainly have to respond, if not escalate.

I fear that if we started using force in the belief that we could keep it limited, we would either fail and find ourselves facing an enraged, nuclear Iran, or be dragged into another large-scale, protracted war in the Middle East.

Containment is hardly a perfect policy, but I see the costs and risks as more easily mitigated than those of war.

Containment is not appeasement. It would not mean simply letting the Iranians do what they wanted. That is not how we contained the Soviet Union — or Cuba, or North Korea or even Iran in the decades since the 1979 revolution.

Properly understood, containment would put pressure on Iran in various ways, to keep it on the defensive and to encourage the end of the regime. It would hold in place painful sanctions. It would include covert assistance to the Iranian opposition, cyberwarfare in response to Iran's support for terrorism,

and continued diplomatic isolation.

A bugbear raised by some is the notion that if Iran acquired nuclear weapons it would use them unprovoked or give them to terrorists. This is extremely unlikely. Over the years, the Iranian regime has shown itself to be vicious, murderous, anti-Semitic and anti-American. At times it has taken some real risks. But it has never shown itself to be irrational, reckless or suicidal. It has repeatedly shown great respect for American (and Israeli) military power and demonstrated a willingness to back down in the face of military retaliation. The Iranians have supported terrorism since 1979 and possessed weapons of mass destruction since 1989, but have never mixed the two for fear of retribution.

In the Cold War, the United States and the Soviet Union spent untold billions trying to guard against a surprise nuclear attack by the other — an attack that neither seriously contemplated. Indeed, historical research in the last two decades has shown that both sides actually made themselves less secure by obsessing about this worst-case phantom, exacerbating and even causing crises that could have ended in disaster.

Nevertheless, there are real issues with containment. Three of the most important are the dangers of crisis management with a nuclear Iran, the

risk of additional proliferation and the likelihood that Iran will become more aggressive in promoting instability, insurgency and terrorism. None of these should be dismissed — but none should be seen as deal breakers, either.

America's massive military superiority over Iran constitutes a huge advantage. In the case of proliferation, the central problem is Saudi Arabia, not Egypt or Turkey, and persuading the Saudis not to seek nuclear weapons should not be assumed to be impossible. And there are ways to fight state-sanctioned subversion and terrorism. Despite efforts since 1979, the Iranians have never managed to overthrow a foreign government or start an insurgency or a civil war. At most, they made bad situations (like Iraq) worse.

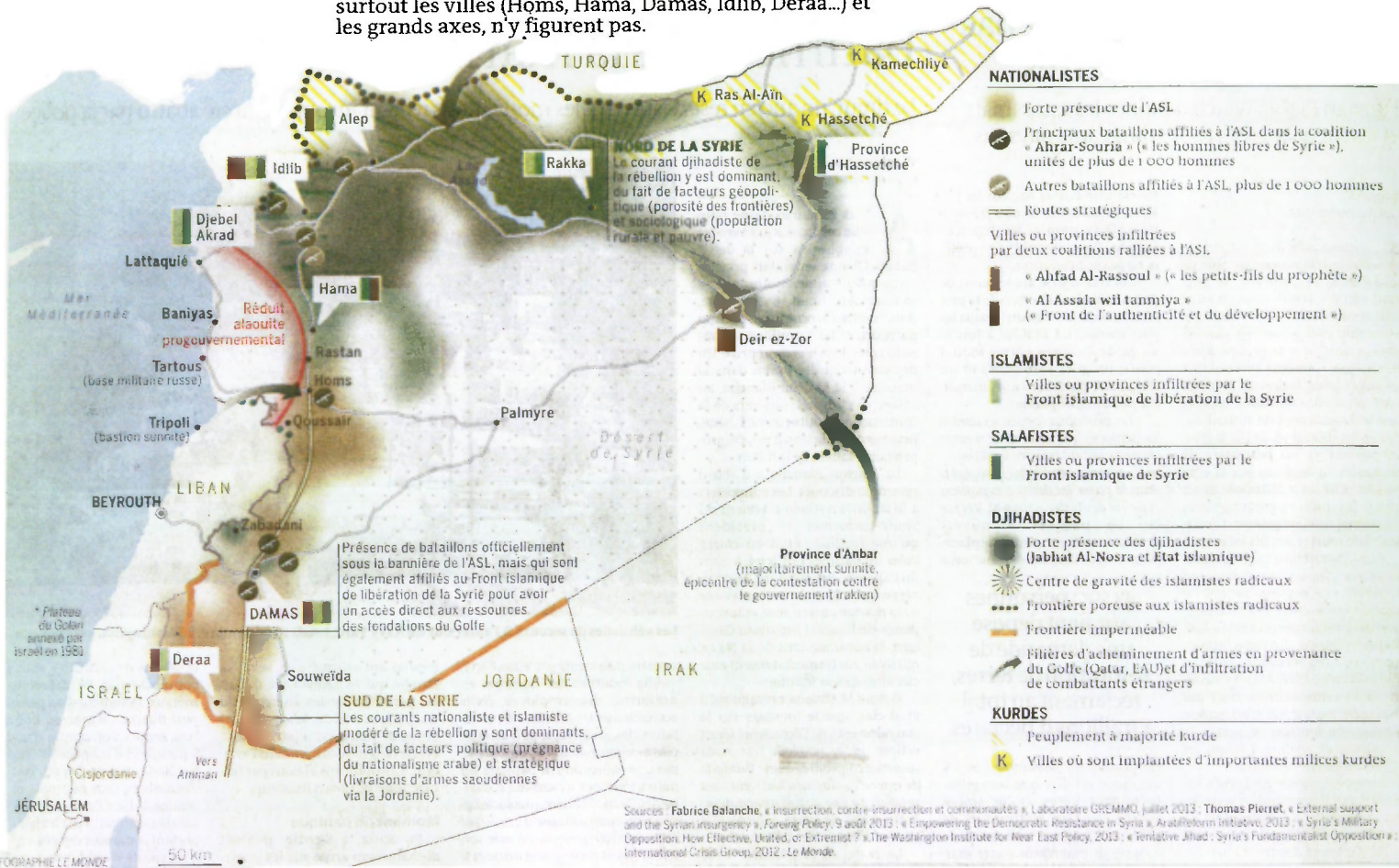
Diplomacy has not yet run its course with Iran. Let's hope that it triumphs. If it does not, we will have a terrible choice to make. To me, containment seems the least-bad option. But the worst choice would be to refuse to decide and instead have a strategy forced on us.

KENNETH M. POLLACK, a former Central Intelligence Agency analyst and National Security Council official, is a senior fellow at the Brookings Institution and the author, most recently, of "Unthinkable: Iran, the Bomb and American Strategy."

Géographie de la rébellion syrienne

Cette carte est une géographie des forces de la rébellion syrienne. Les forces gouvernementales qui tiennent surtout les villes (Homs, Hama, Damas, Idlib, Deraa...) et les grands axes, n'y figurent pas.

LA GUERRE EN SYRIE



La mosaïque rebelle, des groupes aux intérêts parfois opposés

L'accord Kerry-Lavrov a fait comprendre aux rebelles qu'ils devront compter sur leurs propres forces pour espérer l'emporter. Problème : la rébellion est constituée d'une myriade de brigades, qui ont le plus grand mal à coordonner leurs efforts. Revue de détail des différents courants, de leur localisation et de leurs poids respectifs.

Les nationalistes Ces brigades sont présentes dans la Ghouta, la banlieue de Damas, ainsi qu'à Deraa, à la frontière jordanienne. Elles sont souvent commandées par d'ex-officiers de l'armée syrienne, en lien avec Salim Idriss, le chef de l'Armée syrienne libre (ASL), qui se veut la branche militaire de la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale plateforme d'opposition. Imprégnés de nationalisme arabe, ces déserteurs se sont ralliés aux objectifs démocratiques de la révolution.

Dans ce courant, les deux seules coalitions d'ampleur véritablement nationale qui constituent l'ossature de l'ASL sont Ahfad Al-Rassoul et Jabhat Ahrar Syria. Cette dernière, qui revendique près de 10 000 combattants, a été créée en mai 2013, dans le but de faire contrepoids aux formations djihadistes. Toutes deux sont financées par l'Arabie saoudite, grande pourvoyeuse d'armes à la rébellion, via la Jordanie, et probablement aussi par les Etats-Unis, qui ont fait de Salim Idriss le récipiendaire exclusif de leur aide. Les autres brigades nationalistes ont une implantation surtout locale, comme par exemple Liwa Shuhada Douma, en banlieue de Damas.

Les islamistes Ces brigades, qui comptent parmi les plus puissantes de la rébellion, usent d'une rhétorique religieuse classique, proche du discours des Frères musulmans. Membre fondateur de la

CNS, la confrérie prômet pour l'après-Assad un programme d'inspiration démocratique et non confessionnel. Les bataillons Liwa Al-Tawhid à Alep, Suqur Al-Sham à Idlib et Liwa Al-Islam en banlieue de Damas, qui revendique 16 000 combattants, sont les brigades islamistes les plus connues.

Mais c'est surtout dans le sud de la Syrie que leur poids se fait sentir, notamment à Rastan, près de Homs, avec la Katibat Al-Farouk ainsi qu'à Deraa. A l'origine, ces groupes armés évoluaient dans l'orbite de l'ASL. Mais en septembre 2012, ils se sont fédérés au sein d'un Front islamique pour la libération de la Syrie (FILS), une évolution qui leur a permis de bénéficier de fonds privés du golfe Arabo-Persique. Certaines de ces brigades conservent l'estampille ASL parallèlement à leur affiliation au FILS. Mais leur degré de subordination au général Idriss, basé à Istanbul,

est très relatif. Le Qatar, sponsor traditionnel de Frères musulmans, ainsi que la Turquie, un autre de ses alliés, soutiennent financièrement le FILS.

Les salafistes Les brigades qui professent un islam rigoriste tendent à se regrouper au sein du Front islamique pour la Syrie (FIS). Créée en décembre 2012, cette coalition est l'une des alliances les plus puissantes de l'insurrection, avec le FILS. La très influente brigade Ahrar Al-Sham, riche d'environ 20 000 hommes, constitue sa colonne vertébrale. La Liwa Al-Haq, basée dans la province de Homs, joue également un rôle important au sein du FIS.

Partisans de la création d'un Etat islamique, usant d'un discours anti-chiites [la confession alaouite, suivie par 10 % de la population syrienne, dont la famille Assad, est un dérivé du chiisme], ces groupes armés, qui échappent à la tutelle de l'ASL, sont souvent financés par de riches Koweïtiens. Ils sont dominants dans le nord, à Idlib, Alep, Hama et Raqqa. Leur implantation géographique tend à recouper cel-

le du Jabhat Al-Nosra, avec qui ils collaborent parfois, sur le champ de bataille comme dans la gestion des zones sous leur contrôle.

Les djihadistes Deux produits dérivés de la nébuleuse Al-Qaida opèrent en Syrie, principalement dans le nord et la vallée de l'Euphrate, où ils ne cessent de gagner du terrain : Jabhat Al-Nosra (JAN) et L'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL).

Le premier a été créé au début

de l'année 2012 par des émissaires d'Al-Qaida en Irak et des djihadistes syriens opportunément grâciés par le régime. Même s'il ne compte que quelques milliers de partisans, ce groupe s'est imposé au sein de la rébellion, grâce au zèle de ses combattants, experts en attentats-suicides, ce qui a poussé Washington à l'inscrire sur sa liste des organisations terroristes.

Le second a été créé au printemps 2013, par des dissidents de JAN, désireux de fusionner avec

Al-Qaida en Irak. Conséquence de cette scission : JAN est aujourd'hui composé principalement de djihadistes syriens, bien intégrés à la rébellion, alors que EIL attire en majorité des djihadistes étrangers, qui n'hésitent pas à attaquer les brigades opposées à leur credo obscurantiste.

Les Kurdes Les Unités de protection populaire, l'aile militaire du Parti de l'union démocratique, qui est la branche syrienne du PKK

turc, sont la force dominante dans les zones de peuplement kurde. Cette guérilla marxiste suit une ligne médiane : à mi-chemin du régime Assad, qui lui a offert une autonomie de fait dans ses fiefs du nord et de l'insurrection, qu'elle considère comme inféodée à la Turquie. Des accrochages ont régulièrement lieu entre ses combattants et des djihadistes, notamment à Ras Al-Ain, un poste-frontière stratégique. ■

BENJAMIN BARTHE

Le Monde

Mercredi 18 septembre 2013

Syrie : l'ONU confirme l'usage d'armes chimiques

Ban Ki-moon qualifie de « crime de guerre » l'attaque au sarin du 21 août dans les faubourgs de Damas



Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'adresse à la presse, lundi 16 septembre au siège des Nations unies, à New York.

SPENCER PLATT/GETTY IMAGES/AFP

New York (Nations unies)
Correspondance

C'est un rapport « dont la lecture fait frémir » qui conforte les partisans de la manière forte – Américains, Britanniques et Français aux premiers rangs – contre le régime syrien de Bachar Al-Assad. « Frémir » est le terme utilisé par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en présentant, lundi 16 septembre, aux quinze membres du Conseil de sécurité le document très attendu des inspecteurs onusiens sur le massacre au sarin dans la banlieue de Damas, le 21 août. « C'est l'attaque à l'arme chimique la plus grave contre des civils depuis que Saddam Hussein l'a utilisée à Halabja en 1988 [en Irak]. C'est un crime de guerre », s'est-il indigné.

Les autorités syriennes ne sont pas nommément citées dans ce rapport. Mais Paris, Londres et Washington ont immédiatement accusé le régime syrien d'être à l'origine de l'attaque du 21 août.

Selon ce document de 38 pages, ce sont des roquettes de gros calibre contenant de grandes quantités de sarin qui se sont abattues sur le quartier de la Ghouta près de Damas, le 21 août, provoquant la mort de 1 429 personnes selon un décompte des Etats-Unis. Les inspecteurs de l'ONU ont dénombré cinq impacts de roquettes de 140 mm à 330 mm, pouvant chacune contenir jusqu'à 56 litres de gaz toxique. « Des armes chimiques ont été utilisées sur une échelle relativement grande », conclut le rapport.

Les échantillons de sang prélevés par l'équipe dirigée par le Suédois Ake Sellström quelques jours après l'attaque se sont révélés positifs à 85 % au sarin. Une arme toxique « d'une qualité bien supérieure » à celui dont disposait le dirigeant irakien Saddam Hussein, a indiqué le scientifique devant le Conseil de sécurité. Les experts relèvent également que le moment de l'attaque, entre 2 heures et 5 heures du matin, semble avoir été choisi pour « maximiser l'impact potentiel ». Le sarin, maintenu au sol par les températures froides de la nuit, a pénétré dans les sous-sols des immeubles où les habitants avaient trouvé refuge pour échapper aux bombardements.

Conformément au mandat limité de cette mission d'enquête, les inspecteurs s'abstiennent de désigner un coupable. La lecture du rapport atteste cependant du degré de sophistication militaire de cette opération. La distance entre les impacts est importante, avance le rapport, due à « un lance-roquettes multiple ». Un système d'arme généralement monté sur un châssis de char ou de camion. Ake Sellström révèle que les roquettes étaient équipées de capteurs barométriques leur permettant de relâcher leur gaz mortel avec le plus d'efficacité avant de toucher le sol.

« On ne fabrique pas ce type d'armes dans une cuisine », a lancé le scientifique dans le huis clos du Conseil. De son côté, le représentant français adjoint à l'ONU, Alexis Lamek, exclut « une initiati-

Les principaux points du rapport de l'ONU

Le rapport des experts de l'ONU est le fruit d'une enquête de terrain menée du 26 au 29 août dans les environs de Damas, où un massacre a été perpétré le 21 août. Il comprend 38 pages, accompagnées d'une lettre de présentation signée du Suédois Ake Sellström, qui dirigeait l'équipe des experts. « En nous fondant sur les preuves obtenues pendant notre enquête sur l'incident dans la Ghouta, nous concluons que le 21 août 2013, des armes chimiques ont été utilisées dans le conflit en cours en Syrie, y compris contre des civils, dont des enfants, sur une

échelle relativement grande », écrit-il. « En particulier, les échantillons environnementaux, chimiques et médicaux que nous avons recueillis fournissent des preuves flagrantes et convaincantes que des roquettes sol-sol contenant du gaz sarin ont été utilisées à Ein Tarma, Mosdamiyeh et Zamalka dans la Ghouta », à la périphérie de Damas, le 21 août. « Cette conclusion nous inquiète au plus haut point. »

Les enquêteurs n'ont pas fourni de bilan précis des victimes du massacre du 21 août et n'avaient pas pour mandat de désigner des responsables. – (AFP.)

ve artisanale ou bricolée». « Il s'agit bien d'une initiative de nature militaire dont seul le régime syrien a les moyens », ajoute-t-il. « Nous n'avons jamais observé l'utilisation ou la fabrication de ce type de roquettes par l'opposition », a renchéri la représentante américaine Samantha Power.

Son homologue russe, Vitaly Churkin, a enjoint ses collègues à « ne pas tirer de conclusions hâtives ». Il a demandé aux inspecteurs de l'ONU de retourner en Syrie pour enquêter sur l'incident du 19 mars à Khan Al-Assal, près d'Alep, où la Russie dit avoir les preuves que des rebelles syriens se sont rendus coupables d'une attaque chimique.

La réaction russe laisse présager de nouveaux affrontements au sein d'un Conseil de sécurité hanté par ses divisions sur le conflit syrien. La France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni doivent présenter prochainement un projet de résolution pour mettre en œuvre

l'accord russo-américain sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien, conclu samedi 14 septembre à Genève. Les Occidentaux veulent invoquer le chapitre VII de la Charte des Nations unies, permettant d'imposer des sanctions à un Etat récalcitrant, qui peuvent aller jusqu'à l'usage de la force.

Une option d'ores et déjà rejetée par le chef de la diplomatie russe : « Nos collègues américains avaient très envie que cette résolution soit adoptée sous chapitre VII. Mais le document final que nous avons approuvé (...) ne contient pas une telle mention », a affirmé Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, lundi à Moscou. « Je suis certain que malgré toutes les déclarations émanant de certaines capitales européennes, la partie américaine s'en tiendra strictement à ce qui a été convenu », a-t-il ajouté, dans une mise en garde contre toute interprétation de l'accord de Genève.

Les négociations sur une résolu-

« On ne fabrique pas ce type d'armes dans une cuisine »

Ake Sellström
scientifique suédois
à la tête des experts de l'ONU

tion « forte et contraignante » s'annoncent délicates. « La bonne humeur de Genève va vite se perdre, prédit un diplomate. On risque de retomber dans les mêmes divisions. » La Russie voudrait voter dans un premier temps un texte non contraignant et n'évoquer de possibles sanctions que dans un deuxième temps si la Syrie ne coopère pas. Les Occidentaux, eux, veulent à tout prix éviter que la Syrie tergiverse pour freiner le démantèlement de son arsenal chimique.

Puisque le rapport de l'ONU ne désigne pas clairement les com-

manditaires de l'attaque du 21 août, l'appel de Ban Ki-moon pour que les auteurs « rendent des comptes » risque de rester sans lendemain. « C'est une raison supplémentaire pour demander à la Cour pénale internationale [CPI] d'enquêter sur l'attaque de la Ghouta », juge le directeur ONU de Human Rights Watch, Philippe Boloipon.

Dans le cas syrien, la saisie de la CPI ne peut venir que du Conseil de sécurité. La France a mentionné un tel recours dans son projet de résolution. Mais ce paragraphe sera sans doute abandonné, dit-on à l'ONU. Les Russes s'y opposent et les Etats-Unis ne semblent pas prêts à le défendre à tout prix. ■

KARIM LEBHOUR



19 septembre 2013

Al-Qaïda déloge des rebelles syriens d'une ville à la frontière turque

Par FRANCE 24

Un groupe affilié à Al-Qaïda a pris le contrôle d'Azaz, dans le nord de la Syrie, mercredi 18 septembre, après de violents combats contre une brigade de l'Armée syrienne libre (ASL). Des combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont pris d'assaut la ville, située à 5 kilomètres de la frontière turque, tuant au moins cinq membres de l'ASL, selon des militants de l'opposition. "L'EIIL contrôle complètement Azaz. Ils arrêtent des gens dans leurs maisons et ils contrôlent tous les checkpoints", a expliqué l'un des habitants.

Située à 30 kilomètres au nord d'Alep, Azaz est régulièrement visée par des bombardements des forces de Bachar al-Assad. La ville est également située non loin de Bab al-Salameh, le point de passage avec la Turquie qui est depuis des mois sous le contrôle de rebelles. La prise de la ville d'Azaz par Al-Qaïda pourrait poser problème au gouvernement turc, qui avait jusqu'alors laissé les combattants islamistes entrer en Syrie depuis son territoire. Selon des sources au sein de l'opposition, deux unités de l'ASL basées à Alep ont envoyé des renforts au poste-frontière pour le défendre d'une possible attaque d'Al-Qaïda.

LE CHEF D'AL-QAÏDA NE VEUT



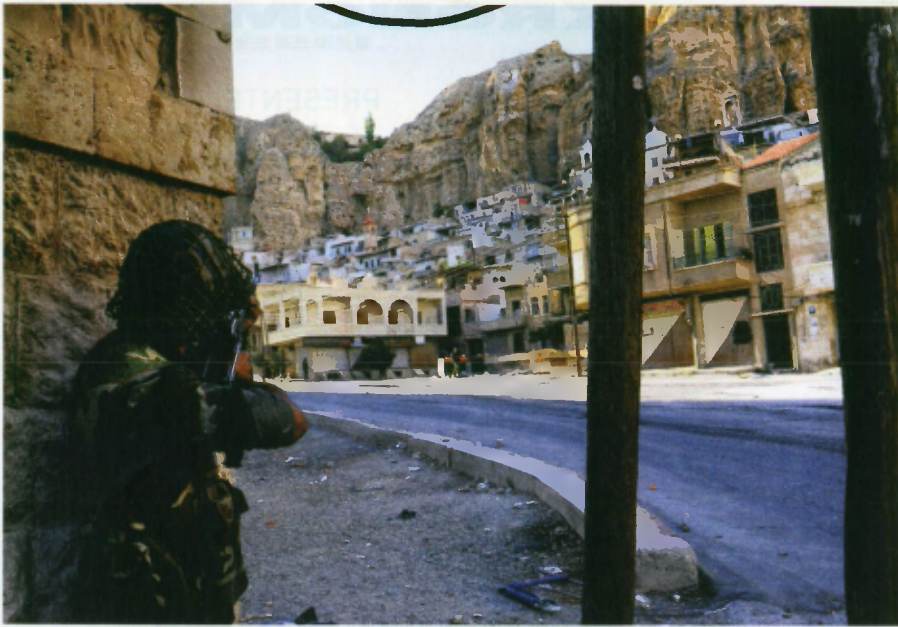
Un groupe de combattants affilié à Al-Qaïda s'est emparé mercredi de la ville syrienne d'Azaz, près de la frontière turque, après de violents combats contre une brigade de l'Armée syrienne libre.

AUCUNE ALLIANCE AVEC LES "LAÏCS"

Le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), Rami Abdel Rahman, estime toutefois que l'EIIL n'a pas encore pris totalement le contrôle d'Azaz, même s'il concède qu'il a "gagné d'importantes positions" et qu'il a des tireurs d'élite déployés dans toute la ville. Le directeur de l'OSDH a en outre affirmé que "l'EIIL est la cible d'un ressentiment populaire croissant" alors que se multiplient les informations faisant état d'enlèvements, d'exécutions sommaires et d'autres violences dans les zones où il opère.

Signe de la complexité du conflit en Syrie, si les combats entre l'EIIL et des rebelles non-djihadistes se multiplient ces

dernières semaines dans certaines régions, dans d'autres ils combattent ensemble contre les troupes du régime. Ce type de rapprochements n'est pas du goût du chef d'Al-Qaïda, l'Égyptien Ayman al-Zawahri. Dans un message audio diffusé à l'occasion du douzième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, il demande aux militants islamistes qui combattent le gouvernement de Bachar al-Assad en Syrie de ne pas s'allier avec les autres groupes rebelles "laïques" soutenus par l'Occident et les pays du Golfe. Il accuse les États-Unis de chercher à imposer en Syrie la loi des groupes rebelles "alliés à l'Occident", rapporte le SITE, service spécialisé dans la surveillance des groupes islamistes sur internet.



Maaloula vidée de ses chrétiens

Syrie. Symbole de la chrétienté, cette petite ville a été l'enjeu de combats entre les rebelles et l'armée.

DE NOTRE CORRESPONDANTE AU LIBAN MARIE KOSTRZ

Six chrétiens de Maaloula qui se défendaient contre les violentes attaques des rebelles ont été kidnappés par l'ASL. Les djihadistes de Jabhat al-Nosra, qui se réclame d'Al-Qaeda, minoritaires dans la bataille mais très violents, s'en sont pris aux symboles chrétiens. Trois hommes qui refusaient de se convertir à l'islam ont été exécutés, tandis que la Vierge du monastère Sainte-Thècle a été décapitée. Témoin des premières heures du christianisme, Maaloula est un symbole. Avec le couvent Saint-Serge, dressé sur ses hauteurs, la ville de 5 000 habitants a abrité les premiers croyants persécutés pour leur foi. De nombreux habitants y parlent encore l'araméen, la langue du Christ. Du coup, lorsque, le 4 septembre, le clergé syrien et les médias ont annoncé que Maaloula, située à 55 kilomètres de Damas, était l'objet d'une attaque des djihadistes, la nouvelle a provoqué l'émoi

des chrétiens d'Orient et d'Occident. Jusqu'à ces dernières semaines, la petite ville de Maaloula vivait pourtant une drôle de guerre. Un check-point de l'armée syrienne contrôlait l'entrée de la ville. Les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) étaient installés dans l'hôtel Al-Safir, situé sur la colline surplombant la ville. «C'était un danger pour les habitants, ils étaient gênés par la présence de l'ASL, mais que pouvaient-ils faire ? L'armée n'a jamais réagi», raconte Grégoire III Laham, patriarche grec-catholique melkite, le rite majoritaire à Maaloula. Une dénonciation à demi-mot inhabituelle pour un homme pourtant réputé proche du régime syrien.

Une foultitude de questions restent sans réponses. La date de l'attaque, d'abord. Elle n'est pas anodine : début septembre, le régime syrien était menacé par une intervention occidentale. Au Liban, Elie Mahfoud, le chef du Mouve-

Les attaques des djihadistes contre les chrétiens renforcent leur soutien à Bachar el-Assad.

Cible. Le 11 septembre, l'armée syrienne intervient à Maaloula contre les djihadistes, qui ont attaqué la ville une semaine plus tôt.

ment du changement, est persuadé que Bachar el-Assad «a fait exprès de laisser cette localité livrée à elle-même pour pouvoir se placer, devant la communauté internationale, comme le protecteur des chrétiens». Autre curiosité : l'absence de riposte forte de l'armée. Lorsque, le 4 septembre, des rebelles de Jabhat al-Nosra ont fait exploser le check-point et que l'ASL a attaqué la ville depuis ses hauteurs, les habitants ont semblé livrés à eux-mêmes et la plupart ont fui la ville. «Jusqu'au 11 septembre, l'armée syrienne n'est pas entrée, des civils ont pris les armes pour se défendre», affirme un Syrien originaire de Maaloula dont le frère s'est battu pour défendre la ville avant d'être fait prisonnier par l'ASL. Damas justifie sa passivité au nom de la préservation des édifices historiques. Mais certains avancent une autre explication : le général qui contrôlait la région de Qalamoun, qui englobe Maaloula, aurait été corrompu : «Il a passé un accord avec les rebelles pour ne pas attaquer la ville contre de l'argent», explique cet homme qui s'est rendu à Maaloula après le début de l'attaque. Ce qui expliquerait pourquoi, jusqu'à ce que le régime décide de le démettre de ses fonctions, les rebelles ont gardé l'avantage. «L'armée s'est battue devant les journalistes présents, mais c'était comme au théâtre, il n'y avait pas de réelle riposte.»

L'aide des sunnites. La drôle de bataille de Maaloula a ainsi duré une dizaine de jours jusqu'à ce qu'un nouveau général repousse les rebelles sur les hauteurs de la ville. «Avant l'attaque, on voyait le cheikh de la mosquée rendre visite à l'ASL à l'hôtel Al-Safir», affirme un religieux originaire de Maaloula qui accuse la petite communauté sunnite présente à Maaloula d'aider les rebelles. «Il faudra au moins trente ans pour que les relations entre chrétiens et musulmans se renouent», poursuit le religieux. En Syrie, les attaques violentes et de plus en plus nombreuses des groupes radicaux contre les chrétiens ne font que renforcer leur peur et leur soutien à Bachar el-Assad. Un Libanais en contact avec Maaloula tempère : «Des musulmans de la ville ont aidé les chrétiens et beaucoup de ceux-ci ont trouvé refuge à Ain Atiné, un village musulman près de Maaloula.» ■

Washington et Téhéran multiplient les gestes d'ouverture diplomatiques

Washington
Correspondante

Un entretien Obama-Rohani? Il y a moins d'une semaine, la Maison Blanche excluait toute rencontre même fortuite avec le nouveau président iranien, Hassan Rohani, en marge de l'assemblée générale de l'ONU qui commence mardi 24 septembre à New York.

La configuration internationale évolue tellement vite que la question paraît chaque jour moins incongrue. Mercredi, le porte-parole du président, Jay Carney, assurait encore qu'« à ce stade aucune rencontre n'était prévue ». Vingt-quatre heures plus tard, il a indiqué qu'une telle rencontre était « possible », confirmant que le dégel qu'avait recherché Barack Obama dès son arrivée à la Maison Blanche en 2009 pourrait être finalement à l'ordre du jour avec Téhéran.

Les deux présidents doivent s'exprimer à quelques heures d'intervalle, mardi, à la tribune des Nations unies. Pour la diplomatie internationale, une telle rencontre constituerait un tremblement de terre, à l'égal du voyage de Richard Nixon en Chine en 1972. Les deux pays n'ont plus de relations diplomatiques depuis la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran, il y a trente-quatre ans.

Entré en fonctions début août, présenté comme « modéré », le président iranien s'annonce comme la coqueluche de la réunion annuelle de la diplomatie mondiale. Il a fait précéder sa visite d'une série de gestes spectaculaires. Douze prisonniers politiques ont été libérés mercredi à Téhéran, dont l'avocate Nasrin Sotoudeh, qui avait été condamnée à six ans de prison pour « atteinte à la sécurité nationale » et « propagande contre le régime ». Son sort avait été mentionné par Barack Obama, en mars 2011, dans un message vidéo adressé au peuple iranien à l'occasion du nouvel an persan. Les autres prisonniers libérés avaient tous été arrêtés à la suite de la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009.

M. Rohani a d'ores et déjà envahi les médias américains pour plaider la cause de sa politique d'« engagement constructif ». La chaîne NBC a diffusé un entretien dans lequel il affirme que l'Iran n'a aucunement l'intention de se doter d'armes de destruction mas-



L'avocate Nasrin Sotoudeh (à droite), libérée de manière anticipée après trois ans de prison, mercredi 18 septembre, à Téhéran avec sa belle-mère. BEHROUZ MEHRI/AFP

sive. « Nous n'avons jamais cherché à obtenir une bombe nucléaire, et nous n'avons pas l'intention de le faire », assure-t-il. Il y confirme qu'il a reçu, après son élection en juin, une lettre de M. Obama dont le ton était « positif et constructif ». Avant d'ajouter : « Il pourrait s'agir de petits pas subtils vers quelque chose d'important. »

Sur le dossier nucléaire, le successeur de Mahmoud Ahmadinejad assure que son gouvernement dispose de « tous les pouvoirs » et

Le président iranien se déclare prêt à « aider à faciliter le dialogue entre le gouvernement syrien et l'opposition »

d'une « autorité complète ». Des propos qui visent manifestement à dissiper les doutes des Occidentaux sur sa marge de manœuvre, le nucléaire étant une question sur laquelle le Guide suprême, Ali Khamenei, a le dernier mot. Celui-ci a causé la surprise dans les chancelleries occidentales lorsqu'il s'est déclaré, mardi 17 septembre, pour une diplomatie de « souplesse » lors d'une intervention devant les gardiens de la révolution à Téhéran.

Jeudi, le *Washington Post* a publié une tribune exclusive, dans laquelle le président iranien déclare qu'une « mentalité de guerre froide conduit à des pertes pour tous ». Il déplore que – « dix ans et deux guerres » après le 11 septembre 2001 – « Al-Qaïda et les autres extrémistes continuent de semer la destruction ».

Sans mentionner Bachar Al-Assad, il se désole que la Syrie, « un joyau de la civilisation », soit devenue « le théâtre d'une violence déchirante, incluant des attaques à l'arme chimique, ce qu'ils] condamn[ent] fermement ». Et il se déclare prêt à « aider à faciliter le dialogue entre le gouvernement syrien et l'opposition ».

L'offensive de charme devrait se poursuivre à New York par une intervention devant le Council on Foreign Relations, le saint des saints de l'establishment de politique étrangère américain, et une interview avec Charlie Rose, le journaliste chevronné qui a réalisé l'interview de Bachar Al-Assad le 9 septembre.

Barack Obama avait lui-même révélé, dimanche, dans une interview à ABC, qu'il avait eu un échange de lettres avec le président iranien – ce qu'il avait aussi fait en 2009, une fois élu, avec le Guide Khamenei. Mercredi, s'exprimant devant la chaîne Telemundo, il s'est montré ouvert : « Il y a là une

chance pour la diplomatie. J'espère que les Iraniens la saisiront », a-t-il souhaité.

D'ores et déjà, ces évolutions ont été mises en avant par les quotidiens iraniens, proches des réformateurs, qui ont publié en « une », jeudi 19 septembre, la photo du président américain, en se demandant dans leurs titres si une reprise de dialogue entre l'Iran et le « Grand Satan » américain était à l'ordre du jour.

Début août, Hassan Rohani avait nommé l'ancien envoyé spécial de l'Iran à l'ONU Mohammad Javad Zarif à la tête du ministère des affaires étrangères. Le nouveau chef de la diplomatie, qui est déjà à New York, rapporte quasiment tous les jours ses activités sur sa page du réseau social Facebook, interdit et bloqué en Iran. Devenu également un adepte de Twitter, il a, dans un geste inédit, souhaité un joyeux Roch Hachana, le nouvel an juif, le 4 septembre.

Dans un autre message, M. Zarif avait assuré que l'Iran n'avait « jamais nié l'Holocauste » et que l'homme qui donnait cette impression était « parti », faisant allusion à l'ancien président ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad, connu pour ses déclarations violentes contre l'Etat d'Israël. ■

CORINE LESNES
ET GHAZAL GOLSHIRI (À PARIS)

Suicide attack kills 16 at Sunni funeral in Baghdad

Incident takes place a day after a wave of attacks



A boy looks at the remains of a burnt-out car at the site of a bomb attack that targeted a tent filled with mourners in Baghdad's Shia Muslim stronghold of Sadr City on Saturday. Reuters

A suicide attacker has killed 16 people and wounded 35 others at a Sunni funeral in Baghdad.

Police said a suicide bomber detonated his explosive belt inside a tent where the funeral was being held in Baghdad's

southern neighbourhood of Dora yesterday.

The incident came a day after a wave of attacks, some on a Shia funeral in Baghdad, killed 104 people.

Violence has spiked in the past

few months. More than 4,000 people were killed between April and August.

Two separate bombings left two security force members dead and 37 people wounded in the country's north. In the first attack, a suicide bomber rammed an explosives-laden car into a residential area in the city of Kirkuk, wounding 35. Bombers targeted a Kurdish educational office and an adjacent house for a Christian lawmaker. Kirkuk is home to an ethnic mix of Arabs, Kurds and Turkomen who all have competing claims to the oil-rich area.

Hours after the suicide bombing, police said a roadside bomb struck a security convoy near the northern city of Mosul, killing two soldiers and wounding two others.

Meanwhile, authorities raised the death toll for a deadly double suicide attack on a funeral inside a Shia neighbourhood in eastern Baghdad a day earlier. The new death toll brings to 78 the number of people killed. – (AP) □



Iraq asks Kurds to link new oil pipeline to its network

DUBAI - September 24, 2013 -By Daniel Fineren (Reuters)

IRAQ'S CENTRAL government has asked the autonomous Kurdish region to connect its new oil pipeline with one from Kirkuk to Ceyhan in Turkey in a way that allows Baghdad to measure crude flows, Iraq's deputy prime minister for energy affairs said on Tuesday.

Kurdistan is expected to complete the new 300,000 barrel per day (bpd) oil pipeline to Turkey in the next few weeks, increasing the Kurdistan Regional Government's (KRG) control over its resources in a dispute with Baghdad.

"We have asked the KRG to connect it to the Kirkuk-Ceyhan pipeline before the pumping station so that we can meter exactly how much crude has been pumped," Hussain al-Shahristani said, adding that Baghdad had not received any response.

Oil is at the heart of a dispute between the Arab-led central government and the ethnic Kurdish-run northern enclave over control of oil fields, territory and crude revenues.

Sales of Kurdish oil via the federal pipeline system have been blocked in the dispute between the two governments, and the two sides are not currently in talks to resolve the row over payments to oil companies working in the region.

"No, there has been no discussion with the companies or with the KRG (on oil payments)," Shahristani said on the sidelines of the Gulf Intelligence Energy Markets Forum in Dubai.

The KRG rejection of Baghdad's claimed authority over the explora-

tion and export of the country's oil resources last week inspired the provincial council of Nineveh to give its governor the power to sign deals with foreign oil firms

Shahristani said the predominantly Sunni Muslim governorate in Iraq's northwest lacked the political weight that had allowed the KRG to push its own oil plans despite disapproval from Baghdad.

"They can't... its even more difficult because at least the KRG has the status, Nineveh cannot do that," he said.

EXXON STAKE

ExxonMobil (XOM.N), the world's largest publicly traded energy company, angered Iraq by signing production-sharing contracts with Kurdistan for the exploration and development of six blocks in 2011. Two of those blocks are in areas where Nineveh and Kurdistan both claim jurisdiction.

The company is now looking to sell its stake in the West Qurna-1 oil field in southern Iraq. Shahristani declined to identify the buyers.

He said Exxon had made a "serious error" when it negotiated with the KRG, and that Baghdad has asked Exxon to reduce its presence in southern Iraq as a result.

"Exxon has decided to scale down, based on our request. We have asked Exxon to scale down on the West Qurna and they have decided to sell," he said, adding that Exxon would stay on as operator of the field "for the time being."

BASRA EXPORTS

Upgrades to the Basra Oil Terminal in the Gulf, which Iraq relies on to export most of its oil, are thought to have reduced exports in September.

Work at the terminal is expected to continue until the middle of next year, but Iraqi officials say the longer term work will not affect exports.

"The work is going on there but we have the capacity to export more than the quantities available, so we have no problem... There are no bottlenecks as far as exports go," he said. ●

Syrian Kurds And The Divisions That Plague Damascus' Enemies

www.worldcrunch.com

CALE SALIH (*Cale Salih is a political analyst focusing on Syria and Iraq.*)

The mainstream Syrian political opposition failed for nearly two years to draw in the Kurdish National Council (KNC), a muddled coalition of 16 Syrian Kurdish political parties. In what was hailed as a breakthrough, the KNC finally decided to join the Syrian National Coalition (NC) last month.

Yet the decision will have little practical impact on Arab-Kurdish relations in Syria. Its impact will primarily play out abroad, giving both the KNC and the NC a boost in international credibility, rather than inside Syria. The NC was eager for the Kurdish bloc to join its ranks in order to address a common criticism that it has not sufficiently reached out to minorities. The KNC, desperately looking for a way to stay relevant as a rival Kurdish party establishes dominance inside Syria, hopes to use the NC as a platform to boost its international credentials.

KNC's motivations

The KNC famously stormed out of an opposition meeting in Cairo in 2012 when Arab participants refused to use the term "Kurdish Nation" in the meeting's final statement. Subsequent negotiations between the two hit dead ends over disagreements regarding Kurdish autonomy and symbolic wording details. Now, the Kurdish group has changed its course, opting to formally join the opposition. Yet little has changed since the Cairo meeting in terms of the KNC's relationship with Syrian opposition leaders, and the latter's willingness to concede to Kurdish demands for decentralization.

The Kurdish coalition's decision to join the opposition was not a result of a change of heart on either side. Rather, it was prompted by a growing need for the KNC to find ways to compete with its increasingly powerful Syrian Kurdish rival, the Partiya Yeketiya Demokratîya (PYD).

In the past two years, the PYD has grown from being a relatively unknown party in Syria to becoming the most powerful Kurdish political and military force inside the country. It has pulled off masterful diplomatic acrobatics, balancing opportunistic relationships with elements of both the regime and the opposition based in



Kurdish fighter in Syria

Syria, and has asserted military control of key Kurdish cities. The party recently gained newfound popularity, earning the role of "protector of the Kurds" in its latest battles with extremist Sunni groups. In some cases, it has even outperformed the Free Syrian Army (FSA). While ISIS has made alarming gains against FSA-aligned groups in Azaz and other parts of Syria, the PYD has successfully ousted the jihadist group from some Kurdish villages.

Meanwhile, the KNC has proven unable to compete, despite significant financial, diplomatic and even military support from its Iraqi Kurdish patrons. The Kurdistan Democratic Party (KDP), an Iraqi Kurdish party led by Massoud Barzani, has trained a number of Syrian Kurdish army defectors that could serve as the military wing of KDP-friendly parties within the KNC. Yet KDP-trained Syrian Kurds remain based in Iraqi Kurdistan, unable to move into Syria where they could face PYD retaliation. The PYD has explicitly threatened that it would reject the arrival of an external Kurdish armed force.

Unable to take on the PYD inside Syria, the KNC is trying its hand in the international arena. The KNC's decision to join the NC is a play on its only viable card against the PYD – the bid to gain international legitimacy. The PYD is a sister party of the Kurdistan Workers Party (PKK), which is considered a terrorist organization by the U.S. and Turkey. These links preclude it from establishing working relations with powerful Western nations, and with the Western, and especially Turkish-backed NC. PYD leader Saleh Muslim declared that he does "not accept" the KNC's decision to join the NC, and the party's armed wing went further, implying that the NC, and therefore the KNC, supports anti-Kurdish extremist Sunni groups.

Though the PYD has some representatives based in Europe, it has not, like the KNC, enjoyed official invitations to Washington and NC courtship. Joining the Syrian opposition gives the KNC access to international donor money, and a global political platform that the PYD cannot compete with. Yet, it is unlikely to boost the KNC's ability to play a role inside Syria, especially given that the NC itself has weak ties to groups working inside the country.

The NC's motivations

The NC has long been desperate for a significant minority bloc to join its ranks, as one of the most common criticisms it faces, especially from Western nations that fund the coalition, is that it is too Arab- and Sunni-dominated. The KNC's new membership may therefore boost the NC's legitimacy in the eyes of international backers, and possibly draw in more foreign donor money. Yet it is unlikely to improve the NC's standing among Kurds in Syria, especially given the PYD's hostility towards the NC. Given the KNC's inability to compete with the PYD on the ground, it is unlikely to be able to act as a vehicle for NC influence in Kurdish parts of the country.

Moreover, the KNC-NC agreement addressed mostly symbolic points of contention, postponing the wrangling over the most divisive issues at the heart of mistrust between the Kurdish and Arab communities. While the deal affords a KNC leader the position of third vice president in the NC, and drops the "Arab" from the official name of the country, the Syrian Arab Republic, it did not outline an agreed-upon understanding of decentralization. The KNC seeks decentralization, though it has only vaguely defined the extent to which this would imply Kurdish autonomy, and the NC is careful to insist on the territorial integrity of Syria. Trust between the two sides has been severely damaged by suspicions among the Arab community that Kurds are merely waiting for an opportunity to secede, and beliefs among the Kurdish community that Arabs aim to suppress their political rights. The symbolic concessions outlined in the KNC-NC agreement do little to resolve this mistrust.

Consequences

The KNC's decision to join the NC is a way for both sides to boost their international legitimacy, but is unlikely to have a practical impact on Arab-Kurdish relations inside Syria. Neither group has strong enough links to players inside Syria to achieve this result. The union is in line with the NC's trend of drawing in groups and individuals that are disconnected to the decision-making activists and armed groups working inside the country.

"It's symbolic, and it's way too late," said Syrian journalist Sirwan Kajjo. "The PYD has already determined how the newly ➤

► established Syrian Kurdistan will be. For the NC, the KNC is the best example to gain more popular support inside Syria. But they're not aware of the fact that the KNC has lost a lot of its popularity within Kurdish Syria."

It would be fallacious to conclude that the Kurds have committed to the Syrian

opposition. A fragmented coalition of Kurdish parties, periodically on the verge of collapse and politically and militarily irrelevant inside Syria, joining a disjointed Syrian opposition umbrella group based in exile, is at most a precarious start to making the Syrian opposition a more legitimate representative of the anti-regime movement in Syria.

Yet if the NC and the KNC gradually improve their ties to groups working on the ground, they may eventually be able to play a role in reconciling the deep grievances and mistrust between Arabs and Kurds that have taken root since the conflict started two years ago. ♦



September 24, 2013

Iraq Kurds dream of independence but differ on details

By Prashant Rao

ARBIL, Iraq (AFP) – Voters in Iraq's Kurdish region may have had differing views at the ballot box during weekend polls, but there is one dream which unites virtually all of them: an independent state.

Behind that dream, however, Iraqi Kurds and their leaders differ on key issues related to statehood, their future within a unified Iraq, and ties with Kurdish populations in neighbouring countries, all of which are likely to confront the regional parliament as it embarks on a new term.

In particular, voters and the ruling elite appear to disagree on the main upcoming issue: as the three-province autonomous region becomes increasingly economically free of the central government, whether full-fledged independence is in the offing.

"The Kurdish dream of independence is always there, we have a fundamental right to that, but we are hoping that Iraq will succeed as a democratic nation," said Barham Saleh, a former Kurdish regional prime minister who also spent time as the deputy premier in Iraq's federal government.

"The issue of identity is very important, it is a very emotional issue," he continued.

"I am proud of my Kurdish heritage and iden-

tity. I very much would like to see an Iraqi state that is democratic -- genuinely democratic -- respectful of individual liberties, that makes us all proud to be Iraqis.

"This Iraq is yet to be realised."

On the streets of regional capital Arbil, however, views towards Baghdad are often much stronger.

"My relationship is with Kurds, all Kurds, wherever they are," said Mohsen Ali, a 57-year-old former fighter with Saleh's own party of ex-rebels, the Patriotic Union of Kurdistan.

Clad in traditional Kurdish garb and sat at a cafe in one of the city's oldest districts, Ali added: "I want to cut ties with the centre. I want to be free, on our own, not connected to anywhere else."

"We, the Kurds of Syria, the Kurds of Turkey, the Kurds of Iran, the Kurds of Iraq, want ... to be free -- one free country."

Kurds make up significant minority groups in Iraq, Turkey, Syria and Iran but have historically faced hostility from those countries' governments.

In Iraq, in particular, Kurdish rebels battled the Baghdad government for decades and suffered from often-brutal repression, notably during the Anfal campaign and the Halabja chemical attack, which remains the deadliest gassing of civilians ever.

Since 1991, however, they have largely run

their own affairs, and now operate an autonomous region that passes its own laws, has its own security forces, and runs its own visa and foreign investment regimes.

As a result, younger Kurds often have little to do with their Arab countrymen -- fewer speak Arabic than older generations, and have the option of exclusively Kurdish satellite television channels and news outlets.

And while much of the Arab-dominated parts of Iraq suffer from regular, and indeed worsening, violence, residents of Kurdistan enjoy relative safety and stability.

"We were second-class citizens," said Mohammed Saleh, an architect who studied at the University of Baghdad until 1979 but, like many of fellow Kurds, expressed a desire for independence.

"The people here do not like to be Iraqi, or feel like real members of the country."

He added: "We have a federal government, but there is no relationship between us and them."

But many are not optimistic for independence, noting that an Iraqi Kurdish declaration of statehood would raise alarm in the region, worsening what have largely been improving ties between Arbil and neighbouring states.

"Everyone -- everyone -- in his heart, or her heart, feels that an independent Kurdistan is our right," said Asos Hardi, a journalist and analyst based in Sulaimaniyah, the region's second-biggest city.

"But ... I think that it would be very hard to imagine that, for example, in the next 10 years we would have an independent Kurdistan.

"I hope that we could build a democratic system in this area and be supportive of other parts of Kurdistan -- to the peace process in Turkey, between Kurds and the Turkish state, and support as much as possible the Kurds in Syria and Iran."

And while many Kurds have expressed strong fraternal links between neighbouring Kurdish populations, one politician pointed to failed moves towards pan-Arab statehood in the 20th century as a guide for Kurds with ambitions for one state.

Laughing while referring to the 22-member Arab League, Abubakr Ali, a senior member of the Kurdistan Islamic Union, said: "Even if there will be independence, there will be four countries.

"And then we will have a league!"



Kurdish boys cycle across a street in the northern Iraqi city of Sulaimaniyah, on September 18, 2013. Voters in Iraq's Kurdish region may have had differing views at the ballot box during weekend polls, but there is one dream which unites virtually all of them: an independent state. (AFP/File)

Syria's Many Battlefields: Islamist Rebels Wage War Against the Kurds

BY PIOTR ZALEWSKI

Last Wednesday, when jihadi fighters from the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIS) captured Azaz, a Syrian town barely four miles from the Turkish border, alarm bells sounded in Ankara, Brussels and Washington. An al-Qaeda franchise had just set up shop on NATO's doorstep. But that was hardly the only flashpoint along the fractious Turkey-Syria border. About 170 miles east, jihadists have been laying siege to another key border crossing, Ras al-Ayn, for months.

For much of last week, according to local residents and opposition sources, fighters from Jabhat al-Nusra, ISIS, and other extremist groups – who control areas to the west and south of Ras al-Ayn – tried to tighten their stranglehold over the town by taking over a village just a few miles to its east. After days of intense clashes with a Kurdish militia, known as the People's Defense Units (YPG), they retreated, leaving behind at least 39 dead, according to the Syrian Observatory for Human Rights. The YPG itself claims that the Islamists may have suffered hundreds of casualties.

For the al-Qaeda linked rebels, Ras al-Ayn is a major strategic prize. "Nusra wants to establish an Islamic emirate in [parts of Syria]," says Salih Muslim, the head of the Syria-based Democratic Union Party (PYD), the YPG's political patron, but to do so "they need a connection with Turkey, roads, a way to bring in people and supplies from the outside world into Syria." One of the best ways, he says, "is through the border in Ras al-Ayn."

The Kurds, estimated to account for about 10 percent of Syria's population, or more than 2 million, have largely remained on the sidelines of Syria's civil war, keeping the rebels fighting the regime of Syrian President Bashar Assad at arm's length. Although a group of Kurdish parties recently closed ranks with the Syrian Coalition, the main Western-backed opposition outfit, the overall picture remains muddled. The YPG, the most powerful Kurdish group on the ground, has repeatedly clashed with rebel factions – Free Syrian Army units and jihadists alike – for control of several border towns and parts of Aleppo. The PYD has made it clear, meanwhile, that it prefers to consolidate its recent gains in Kurdish-majority areas than to confront the regime head on. The Syrian rebels, as well as the Turkish government, have accused it of acting as



A Turkish fighter of the jihadist group Al-Nusra Front, bearing the flag of Al-Qaeda on his jacket, holds position with fellow comrades on April 4, 2013 in the Syrian village of Aziza, on the southern outskirts of Aleppo. *Guillaume Briquet / AFP / Getty Images*

Assad's proxy.

Extremist groups have been attempting to wrest control of Ras al-Ayn from the YPG since last November, after Syrian authorities abandoned the area. On 17 July, the Kurdish militia expelled Nusra fighters and others from the western part of the city, pushing them to surrounding villages, and retook control of the border crossing with Turkey. Clashes on the outskirts of town have continued, however, with several hundred dead, mostly on the side of the extremist rebels.

The fighting, says Abdulhalim Sulaiman Abdulhalim, a local journalist, has brought Ras al-Ayn to its knees. "None of the state institutions are working, the phones aren't working, there's almost no trade," he says, speaking via Skype. The town has always been poor, he says, but the situation has grown particularly dire since the clashes began last year. "Everything is four, five times more expensive. There's bread, some of the bakeries are still open, but there's no electricity. All the power lines have been destroyed or cut during the fighting." What little power the town gets comes from fuel-fired generators. In a town that was home to about 60,000 Kurds, Arabs, and Christians before the war, "there are maybe 10,000 left," reckons Abdulhalim. "They are living at the minimum level."

The battles are also taking a toll on the Turkish side of the border. In neighboring Ceylanpinar, at least four Turkish civilians have died and dozens more have been

wounded by stray bullets and shrapnel since July, when the last round of clashes erupted. Schools are routinely evacuated and locals often avoid staying outdoors.

According to Ras al-Ayn residents and Kurdish leaders who spoke with TIME, Turkey, which has become one of the staunchest advocates of regime change in Syria, is partially to blame for the bloodshed.

Armed Nusra men, says Abdulhalim, routinely cross into Syria unhindered. A local resident, Mohammed, contacted by phone, claimed to have seen videos and photographs of Nusra fighters killed in the recent clashes carrying Turkish national IDs. (According to intelligence reports cited by a Turkish newspaper, the rebels' ranks may in fact contain as many as 500 Turkish citizens. Some of them are said to be former paramilitaries, so-called village guards, used by the Ankara government to fight homegrown Kurdish insurgents.) According to Salih Muslim, Turkey has given al Nusra free rein to attack YPG-controlled areas in northeast Syria so as to contain the rise of Kurdish self-rule in the region, which could prove contagious for Turkey's own 12-15 million-strong Kurdish population.

Turkey once criticized the United States for labeling Jabhat al-Nusra a terrorist group, but has since changed tack, recognizing the group as a major menace. Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu recently denounced the Islamist militants, noting that they did "as much harm to the just cause of the Syrian opposition as the regime itself." Turkey denies having lent the group any support whatsoever.

With hundreds of rebel groups with opposing agendas, rival backers and shifting loyalties taking on the regime – and one another – across Syria, it's become difficult of late to decipher how many wars are taking place in the country at once. The past week has only made things more complicated. Islamist fighters have begun to confront more moderate rebel factions. A number of FSA units have closed ranks with jihadi groups and broken with the Syrian Coalition, effectively cutting their lifeline to the West and leaving the Coalition more isolated than ever. With new fronts now opening up between the Kurds and the jihadists, and with tensions growing between the Kurdish factions themselves, more infighting may soon be in store. It will play to the benefit of only one side – that of Bashar Assad. ■

Has Turkish Foreign Policy Created a 'Syrian Taliban'?

By: Mete Cubukcu Translated from Radikal (Turkey).

Since the beginning of the Syrian uprising, Turkey has devoted all its energy toward toppling the regime. Turkey has generously hosted all Syrian military and political opposition and provided them with logistical support. As a result, Turkey was accused of pursuing a sectarian policy. Yet Turkey still could not achieve its goal because Syria is "too big" for Turkey to handle. The real game in Syria is not played by those with imperialist dreams but by genuine imperialists. The Syrian regime will one day be deposed, but without anyone knowing what will follow.

Turkey's Syria policy, which is but a "small fragment of the big game," has become one of digging in its heels. While doing everything conceivable to change the Bashar al-Assad regime, Turkey is yet to achieve anything of substance. Ankara, which placed itself in the front ranks to intervene in Syria following the chemical weapons massacre, again found itself sidelined with the Russian maneuver and US acquiescence, at least for the time being.

While the world has opted to wait out the outcome of the US-Russia accord, Turkey is having to cope with the disappointment of "turning back from the gates of Syria."

Efforts now are focused on how to alleviate this disappointment, the shooting down of the Syrian helicopter and the narratives that followed. Our media, as usual, immediately took a bellicose stance, although promises were made to soften the war rhetoric as part of the solution to the Kurdish issue. But headlines such as "We hit them," "Instant jet response to border violation" and "Assad, here is your retaliation," showed once again that the media's national reflexes are still very much alive. Foreign Minister Ahmet Davutoglu raised the bar by declaring, "When it comes to Turkey's interests, we will raise the universe."

What happened was the accumulation of Turkey's anger at not achieving its goal of toppling the Assad regime, the disappointment of the US and Russia blocking an operation against Syria and missing a chance to exact revenge for Syria's shooting down a Turkish F-4 plane in June 2012. True, Turkey had announced that it will hit Syrian military units that violate or even approach Turkish borders. Ankara says it did what it promised and what we did could be considered normal as per international norms. But the bitterness in statements and the mood in newspapers suggest something else.

Borders already violated

Since the beginning of the Syrian uprising and war, Turkey is not only violating the Syrian border, but is actually organizing the opposition in Turkey and allowing them to cross into Syria. We even treat their casualties. While this assistance was primarily for the Free Syrian Army (FSA) at the outset, it eventually covered all kinds of radical Islamist groups, especially the al-Qaeda elements that were initially a part of the FSA before declaring their autonomy. Turkey did not take a stand against these groups and they are now out of control. The true makeup of the FSA is now a bit obscure. According to comments from the West, "Turkey has a role in radical Islamists, such as Jabhat al-Nusra, dominating north Syria."

The shooting down of our F-4 was a turning point. Until that time the Syrian army was in control of the north. After Turkey announced that it would fire on Syrian units that approach the border, the Syrian army evacuated the north. A de facto buffer zone came into being, allowing the opposition to easily take control of the region. Some border cross-



[Flags of the al-Qaeda linked Islamic State of Iraq and the Levant are hung on The Martyrs Church in Raqqa city center, Sept. 27, 2013. The group removed crosses from The Martyrs Church in Raqqa and hoisted their flags, activists say. (photo by REUTERS/Stringer)]

sings were taken over by the opposition and some by Islamists. In other words, the opposition indirectly benefited from Turkey's rules of engagement. Since that day, al-Qaeda-affiliated foreign fighters have been pouring into Syria from Turkish and Iraqi borders. An appropriate analogy could be that the "south of the Turkish border has become Pakistan's Peshawar, where the Taliban reigns."

These Islamist organizations, which seek to enforce Sharia, may be on the terror lists of many countries, but Turkey still calls them merely "extremists." The British newspaper the Daily Telegraph wrote that there are about 100,000 anti-opposition fighters in Syria, of which 10,000 adhere to al-Qaeda's ideology and another 30,000-35,000 are radical Islamists.

There are 30,000 more with more moderate groups with Islamic character. The secularists or pure nationalist groups who were at the spearhead of the uprising are now but a small minority.

'The day after'

The FSA, which is made up of mainly Syrian soldiers who deserted the army, does not have its earlier strength. In recent times, weapons sent to the FSA have ended up with organizations like Jabhat al-Nusra. The Kurdish Democratic Union Party (PYD) — considered to be part of the opposition — has a different structure. It is the only organization that can cope with radical Islamist groups in Rojava. Moreover it is a rare secular organization that is fighting for the dream of a different Syria. The West's reluctance, which annoys Turkey, is about not knowing what is going to happen a day later. There is a syndrome of "the day after." If the current situation persists, obviously radical Islamist groups will dominate the region, except in Rojava [Syrian Kurdistan].

American hesitancy in Syria has to be attributed to existence of groups like Jabhat al-Nusra and the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS). They expect the FSA to clean out these organizations. In recent days and for the first time, there have been clashes between the FSA and al-Qaeda-affiliated groups, which could well be an important turning point. Turkey may claim "we mobilized the FSA," but the real actor is the United States because Turkey is yet to show its clear position about the radical groups. It won't be easy to eradicate al-Qaeda-affiliated groups at all once. The situation is not dangerous only for Syria but also for Turkey and the region.

It seems that the only country that doesn't calculate the ramifications of the situation is Turkey, even though what happens in Syria today has the potential of affecting Turkey for years to come. ♦

PUK Falls to Third Place In Iraqi Kurdistan Elections

By: *Mushreq Abbas for Al-Monitor Iraq Pulse*

The Iraqi election commission decided to postpone declaring the election results in Iraqi Kurdistan because fraud accusations were made by the oppositionist Movement for Change against its adversaries — the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Iraqi President Jalal Talabani, and the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Kurdistan Region of Iraq President Massoud Barzani.

Despite that, preliminary electoral results pointed to a new political map in the Kurdistan Region of Iraq, which is trying to present a successful economic model compared to the rest of Iraq.

The preliminary figures cited by the parties, observers and independent organizations were based on polling station counts. The results showed the KDP in first place with 37.4% of the vote, which would give the party about a third of the total seats. Parliament is comprised of 111 seats, in addition to the 11 seats reserved for non-Kurdish minorities, which have traditionally been close to Barzani.

The KDP's main ally, Talabani's PUK, slipped to third place with 16.6% of the vote. The Movement for Change came in second place with 24.7%, followed by the Kurdistan Islamic Union with 9.8 %, the Islamic Group with 6.1%, al-Haraka al-Islamiyya with 1.2% and 4.2% for the other parties.

These figures are subject to change. A source from the Electoral Commission in Erbil told Al-Monitor that approximately 40% of the 150,000 votes of the security forces and of the Iraqi Kurdistan guard — the Peshmerga — will go to Barzani's party.

The official results are expected to be announced on Sept. 30, but the overall standings are not expected to be affected, prompting some within the PUK — including the deputy head of the party, Barham Salih — to recognize the party's decline. He said, "The loss is harsh, but denying the people's will would be shameful," in reference to accusations by the Movement for Change that the PUK and the KDP are trying to rig the results.

The proposed scenarios for the alliances that would form the Kurdistan government had surfaced before the election results were announced. The KDP has declared its wish to form an alliance with the PUK and the Islamic Union to form a government, while keeping the Movement for Change in the opposition, according to KDP General Secretary Fadel Mirani.

But such a scenario — which maintains the strategic alliance between the KDP and the PUK — will be done according to different conditions than before, when the premiership was equally divided between the two parties, with each party controlling that post for two years. Moreover, the election results may result in the PUK losing the presidency of the Republic of Iraq in favor of Barzani, who would then control the keys to politics in both Erbil and Baghdad.

However, the new strong horse on the Kurdish political scene, head of the Movement for Change Nawshirwan Mustafa, is closely watching what will happen to his former party, the PUK, in the absence of its historic leader Talabani.

Sources in Sulaimaniyah — the stronghold of the two parties — told Al-Monitor about side discussions going on, to unite the PUK and the Movement for Change because that may give them enough parliamentary seats to form a government with Islamist parties.

Despite the difficulty of this option, it is being considered even within the PUK, which cannot compensate for its electoral loss and enter into an alliance that ensures its interests in Baghdad and Erbil without pressuring Barzani by implicitly threatening an alliance with Mustafa, who



Employees of the Independent High Electoral Commission count ballots during regional parliamentary elections in Erbil, the capital of the autonomous Kurdistan Region of Iraq, Sept. 21, 2013. (photo by REUTERS/Thaier Al-Sudani)

was a founding member of the KDP but had poor relations with Barzani.

The PUK's room for maneuver will not be significant as long as its leader is absent. There are several power centers in the PUK squabbling for the party's top position. Barzani has other choices in case he is pressed too much. He could ally with the Movement for Change and keep the PUK in the opposition.

The intra-Kurdish balances saw a lot of unrest in the 1990s, when there was a civil war between Talabani and Barzani. That war resulted in two different and independent administrations in Erbil and Sulaimaniyah.

Things stabilized only after the political change in Iraq in 2003, when the Iraqi political process allowed for redistributing the roles between the two historic Kurdish leaders. Talabani became Iraq's president, while Barzani governed the Kurdistan region. That role distribution was the main reason behind the strategic alliance between the two parties after their long dispute.

The elections in the Kurdistan Region of Iraq are important, because they allow the power balance to be measured. Barzani — the biggest winner — knows more than anyone that political calculations are more important than the number of parliamentary seats, especially at this historically sensitive stage for the region's Kurds. So, Barzani is likely to maintain his alliance with the PUK and the party's unity, to overcome the post-Talabani crisis.

Despite the media's focus on Talabani's party, about its fate in light of the electoral results, about its ability to form a unified strategy for the next stage and about the PUK's insistence of hanging on to Talabani's symbolism while neglecting to work on clear mechanism to deal with the future, the elections imposed a reality that cannot be ignored. The strength of the new Movement for Change lies in its internal unity and clarity of leadership, in the fact that it presented an anti-corruption reformist political program and in its exploitation of the emotional memories of the competitive relationship between Sulaimaniyah and Erbil.

It is noteworthy that the Kurdish elections were not affected by the political changes in the region, particularly in terms of the Islamist parties' popularities. Many observers erroneously predicted that Kurdish Islamist parties will see their support grow in light of the rise of Islamist forces in the region. The fact that this did not happen indicates that Kurdish nationalism is still a fundamental factor in the Kurdish popular mood. ♦

Mushreq Abbas is a contributing writer for Al-Monitor's Iraq Pulse. He has been managing editor of Al-Hayat's Iraq bureau since 2005 and has written studies and articles on Iraqi crises for domestic and international publication.

Les Kurdes irakiens élisent leur Parlement, tensions avec Bagdad

Par Prashant RAO | AFP

ERBIL (Irak), 21 sept 2013 (AFP) — Les Kurdes irakiens ont voté samedi pour élire leur Parlement régional sur fond de tensions avec le gouvernement fédéral à Bagdad et de combats en Syrie entre Kurdes et jihadistes.

Ces élections interviennent à un moment où la question de la "nation" kurde revient sur le devant de la scène à la lumière notamment de la perte par le pouvoir de Damas du contrôle sur les régions kurdes du nord de la Syrie.

Il s'agit des premières élections au Kurdistan irakien depuis quatre ans, et des diplomates et des observateurs ont estimé que le vote s'était déroulé sans incident notable.

Quelque 2,8 millions de personnes étaient appelées à élire une assemblée qui adopte ses propres lois. Les opérations de comptage de voix ont commencé peu après la fermeture des bureaux de vote à 17H00 (14H00 GMT).

L'ONU a salué dans un communiqué le déroulement "sans entrave" du scrutin et le taux de participation important qui s'élève à près de 74%, selon les autorités. Les premiers résultats sont attendus dans les jours prochains.

Le représentant des Nations Unies en Irak, Gyorgy Busztin, s'est félicité de la bonne tenue des élections et notamment "du fort taux de participation et de la nature pacifique et de la non-violence du scrutin".

Trois principaux partis se disputaient les 111 sièges du parlement: le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du président régional Massoud Barzani, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), que dirige Jalal Talabani, également président de l'Irak, et la liste d'opposition Goran.



Un couple de Kurdes irakiens a voté aux législatives, le 21 septembre 2013 à Erbil



Des Kurdes irakiens comptent les bulletins de vote à Erbil le 21 septembre 2013

Des rassemblements de cette liste ont été attaqués pendant la campagne électorale, et une personne a été tuée.

Le PDK, qui gouverne actuellement avec l'UPK, devrait remporter le plus grand nombre de sièges au Parlement, sans pour autant avoir une majorité absolue.

L'UPK, dont le chef Jalal Talabani, victime d'une attaque cérébrale, est absent de la scène politique depuis plus de neuf mois, pourrait faire les frais d'une percée de la liste Goran.

Les électeurs, souvent vêtus d'habits traditionnels portés tout spécialement pour l'occasion, affluaient en matinée dans les bureaux de vote.

Parmi les thèmes abordés pendant la campagne électorale figurent notamment la lutte contre la corruption, l'amélioration des services publics, et l'usage qui doit être fait des revenus tirés du pétrole.

"Notre principal problème (...) est économique", expliquait Mohammed Saleh, un architecte de 54 ans.

Selon lui, "le coût de la vie est élevé et les gens ont besoin de plus d'argent. Le nouveau parlement doit mettre en oeuvre un programme pour régler ça".

"Cela fait 20 ans que notre gouvernement tente d'améliorer les services publics dans les villes et même dans les villages. Mais notre pays est en ruine, il a été détruit. Il a besoin d'être reconstruit", conclut-il, en parlant de l'héritage laissé par le régime de Saddam Hussein.

VELLÉTÉS INDÉPENDANTISTES

Ces élections ont également eu lieu sur fond de vellétés indépendantistes, les trois provinces du Kurdistan se démarquant de plus en plus du gouvernement

fédéral en raison de nombreuses disputes.

Cette région riche en pétrole cherche à construire un oléoduc pour relier directement son territoire aux marchés étrangers. En attendant, la région autonome exporte du pétrole brut par camions vers la Turquie voisine, et a signé des accords de coopération avec des firmes étrangères, telles Exxon Mobil et Total.

Elle profite également d'un essor économique bien supérieur au reste du pays, qu'encourage un bon climat sécuritaire, pour faire appel aux investisseurs étrangers.

Ceci provoque l'ire de Bagdad, qui estime que les exportations de pétrole par camions constituent de la contrebande et que les contrats passés avec des pétroliers étrangers sans l'accord du ministère fédéral sont illégaux.

Kurdistan et Etat fédéral sont également à couteaux tirés sur la question de la souveraineté de la région de Kirkouk, elle aussi riche en pétrole, que les Kurdes voudraient incorporer à leur territoire.

La région est également touchée par le conflit en Syrie, des dizaines de milliers de Kurdes syriens ayant récemment trouvé refuge au Kurdistan irakien voisin, après des heurts entre Kurdes et jihadistes opposés au régime de Damas.

M. Barzani, s'inquiétant du sort des Kurdes en Syrie, avait même brandi le mois dernier la menace d'une intervention de ses propres forces armées dans le conflit pour les protéger. Mais son gouvernement a ensuite tempéré ses propos laissant entendre qu'une intervention ne serait pas nécessairement militaire.

Les autorités du Kurdistan affirment que leurs concitoyens bénéficient de plus de libertés que dans le reste de l'Irak, mais font elles-mêmes l'objet de critiques pour abus de pouvoir.

"Aujourd'hui est un jour historique dans l'histoire du peuple kurde", a estimé le Premier ministre régional Nechirvan Barzani après avoir voté.

"Nous avons fait un nouveau pas dans la région pour consolider la démocratie", a ajouté le neveu du président. ♦

Ceylanpinar, ville turque déchirée par la guerre en Syrie

Depuis un an, les miliciens kurdes combattent les djihadistes syriens du Front Al-Nosra

Reportage

Ceylanpinar (Turquie)

Envoyé spécial

En une fraction de seconde, les cuillères s'arrêtent de tourner dans les verres de thé et les conversations sont suspendues. Un tir de mortier vient de résonner à quelques centaines de mètres de la rue principale de Ceylanpinar, un petit bourg turc situé à la frontière avec la Syrie. Par la fenêtre, on distingue, en cette mi-septembre, un nuage de fumée noire à Ras-Al-Ayn, la partie syrienne de la ville, juste de l'autre côté de l'ancienne ligne de chemins de fer.

« C'est devenu trop dangereux, parfois c'est une pluie de balles et de roquettes qui s'abat sur nos maisons. Les militants d'Al-Nosra canardent à l'aveugle », grimace Mehmet Demir, un agriculteur, sympathisant du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), le parti kurde légal proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Rebelles et djihadistes concluent une trêve à Azaz

Des rebelles syriens et des djihadistes ont conclu une trêve, vendredi 20 septembre, après deux jours d'affrontements à Azaz, une ville du nord de la Syrie à la frontière avec la Turquie. Les heurts avaient éclaté mercredi lorsque des combattants de l'Etat islamique d'Irak et du Levant, la branche locale d'Al-Qaida, sont entrés dans la localité et ont tué cinq membres d'un groupe rebelle qui contrôle la frontière. Les combats ont mis en évidence les divisions croissantes au sein de la rébellion syrienne qui tente de renverser Bachar Al-Assad. — (AFP.)

Cette ville peuplée à 70 % de Kurdes et à 30 % d'Arabes vit depuis plus d'un an au rythme des combats violents qui font rage, côté syrien, entre les miliciens kurdes d'Abdullah Öcalan et les djihadistes du Front Al-Nosra. Depuis juillet, quatre civils ont été tués, côté turc, par des balles perdues ou des obus qui avaient raté leur cible. « Ils ont mis des vieux wagons pour protéger la sous-préfecture, mais c'est tout ce qu'ils peuvent faire », montre Mehmet Demir. « Vous voyez cette maison ? » Il désigne une grosse bâtisse moderne aux murs peints en vert sapin. « Deux obus sont tombés sur sa terrasse, heureusement sans exploser. »

Sükrü Kahraman a eu moins de chance. Mi-août, cet agriculteur de 42 ans a été tué par une roquette tombée près de sa ferme, alors qu'il rassemblait ses animaux. Deux de ses fils ont été blessés. Mehmet, 20 ans, a eu le bras meurtri par un éclat d'obus. « Je ne peux plus aller dans les champs. Les légumes pourrissent car on ne va plus les ramasser », explique-t-il, la voix tremblante.

La fenêtre derrière laquelle il se tient a également été traversée par une balle perdue. « Nos enfants ne peuvent même plus aller seuls à l'école. Mais où aller ? Nous vivons de ce que nous faisons pousser ici », montre Fehmi Karaman, le neveu du défunt. En dépit du danger, la rentrée scolaire a eu lieu lundi 16 septembre dans trois des quatre écoles de la ville. La dernière, juste devant le poste frontière, près de l'ancienne gare désaffectée, est restée fermée.

Dans Ras-Al-Ayn, séparée de Ceylanpinar en vertu d'un traité signé en 1921 entre la Turquie et la France, les combats se sont durcis depuis l'été. Un temps sous le contrôle des combattants djihadistes d'Al-Nosra, la ville est, depuis juillet, aux mains des Unités de défense du peuple (YPG), le bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), la



branche syrienne du PKK, qui a renforcé son emprise le long de la frontière turque.

Les combattants islamistes, retranchés dans le village voisin de Tall Half, pilonnent les positions adverses. Selon les sources kurdes, plus d'un millier de djihadistes auraient été tués, dont l'émir Anas Al-Midfi. La population civile, elle, a, pour une bonne partie, quitté la ville. « Mais la porte avec la Turquie est fermée, depuis que le PYD contrôle le poste frontalier », déplore Ismail Aslan, le maire de Ceylanpinar. Pour passer vers le côté turc, où se trouvent parents, amis et soutiens, il faut s'en remettre aux contrebandiers.

Camp de réfugiés

Derrière le poste de douane de Ceylanpinar, protégé par des tanks, les rebelles kurdes ont planté leur drapeau sur le toit d'une ancienne usine de pâtes. Cette présence inquiète la Turquie, qui craint de voir un territoire sous l'influence du PKK s'installer à sa frontière. Ankara a reçu le dirigeant du PYD Saleh Muslim et a annoncé, mardi, l'envoi d'une aide humanitaire à destination d'Ayn Al-Arab (Kobani, en kurde), une autre enclave kurde

assiégée en Syrie, pour tenter de faire retomber la tension.

Mais, à Ceylanpinar, la Turquie est aussi accusée de soutenir les djihadistes d'Al-Nosra. Ils circuleraient sans peine de part et d'autre de la frontière, en utilisant le vaste territoire de la Tigem, la plus grande ferme d'Etat du pays, qui longe la Syrie. Un camp de 15 000 réfugiés y a été installé. « Je n'ai pu aller le visiter qu'une fois, c'était il y a un an », souligne le maire de Ceylanpinar, qui se plaint du manque de transparence du gouvernement turc. Un représentant du gouverneur a été photographié, bras dessus bras dessous avec des chefs de guerre islamistes. Mais Ankara dément tout appui aux groupes djihadistes et affirme qu'elle ne peut contrôler entièrement sa frontière avec la Syrie, longue de 800 km.

Dans la grande ville voisine d'Urfa, cette aide est apparente. Les

hôpitaux publics de la ville sont remplis de Syriens. Des civils dont les blessures ne pouvaient être soignées. Mais surtout des combat-

tants barbus, certains encore en tenue, traités pour des blessures par balles. « Les lois de la guerre imposent que l'on soigne tous les blessés, ce sont des êtres humains, reconnaît M. Aslan, le maire. Les combattants kurdes aussi. »

Le 16 septembre, un groupe amenant trois Kurdes blessés s'est présenté à Ceylanpinar. « Les militaires leur ont refusé le passage. Après trois heures, ils ont pu entrer mais, ensuite, on leur a fermé les portes des hôpitaux », raconte Nezir Atilla, qui les a transportés. L'un est mort de ses blessures. Il a fallu l'intervention d'Idris Baluken, le président du groupe parlementaire du BDP, pour que les autres soient pris en charge. Etendu sur un lit de l'hôpital d'Urfa, un jeune homme de 20 ans a été opéré après avoir reçu une rafale de balles dans une jambe. « Nous ne pouvons pas rester passifs, estime un responsable du BDP, venu à son chevet. La Turquie nous pousse à être partie prenante dans cette guerre. » ■

GUILLAUME FERRIER



24 SEPTEMBRE 2013

Syrie : les leçons de Halabja

Par **KENDAL NEZAN**
Président de
l'Institut kurde
de Paris

Le massacre de Halabja en Irak n'a pas été puni en son temps mais il a suscité l'adoption d'une nouvelle convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques.

L'usage des gaz toxiques le 21 août dans la banlieue de Damas a sans doute marqué un tournant dans la guerre civile qui ravage depuis deux ans la Syrie. Le seuil de l'intolérable a été franchi et plus qu'un crime de guerre, un crime contre l'humanité a été perpétré, la convention de Paris de 1993 sur l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques, ratifiée par 189 Etats a été violée. Si le droit international a un sens, un crime de cette ampleur doit être sanctionné sévèrement. En principe par l'ONU, qui incarne la légalité internationale. Malheureusement, pour des raisons tenant à la composition et au mode de fonctionnement du Conseil de sécurité ou au nom du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, l'ONU est restée impuissante face aux grandes tragédies des dernières décennies comme les génocides perpétrés au

Cambodge et au Rwanda, les campagnes génocidaires de Saddam Hussein en Irak ou le calvaire de la Bosnie. Les Cambodgiens, les Rwandais, les Kurdes irakiens et les Kosovars doivent, sinon leur survie, du moins leur liberté à des interventions militaires extérieures décidées en dehors de tout mandat de l'ONU. Le rappel de l'exemple irakien me semble pertinent pour mieux comprendre le processus en cours en Syrie. Le discours d'Al-Assad sur la nécessité d'extermination des «terroristes» nous rappelle celui du tyran de Bagdad sur les Kurdes, «traîtres à la patrie à éliminer».

L'Irak a eu recours aux armes chimiques dès 1982 sur plusieurs fronts de la guerre irako-iranienne. La communauté internationale a longtemps fermé les yeux sur cet usage quasi routinier des gaz toxiques contre les troupes iraniennes. Ce n'est qu'en avril 1985 que le Conseil de sécurité a finalement condamné l'Irak, sans toutefois prendre aucune sanction dissuasive. Assuré d'impunité, l'Irak a décidé d'«expérimenter» l'arme chimique contre la population civile du Kurdistan dès avril 1987.

Le gazage du 16 mars 1988 de la petite ville de Halabja, qui a fait 5 000 morts en quelques minutes et qui a pu être médiatisé grâce à sa proximité avec la frontière iranienne, a enfin brisé le mur du silence entourant la tragédie kurde. Malgré l'émotion de l'opinion publique et la mobilisation des ONG des droits de l'homme, aucun Etat membre du Conseil de sécurité n'a condamné ce massacre. Dans une résolution adoptée le 9 mai 1988, le Conseil de sécurité s'est contenté d'appeler l'Irak et l'Iran à s'abstenir d'utiliser les armes chimiques.

En plein conflit irako-iranien, aucune puissance n'avait envie de désigner Bagdad. Seuls les pays scandinaves, l'Australie et le Canada ont formellement

condamné le régime irakien, tout comme d'ailleurs le Parlement européen. La position officielle de Paris, condamnant l'utilisation des armes chimiques «où que ce soit et par qui que ce soit» ne nommant ni les victimes kurdes ni les auteurs du massacre, a été reçue avec amertume par les Kurdes.

Le vice-Premier ministre irakien, Tareq Aziz, a reconnu que son pays avait utilisé des armes chimiques contre les Kurdes et que, si nécessaire il les utiliserait à nouveau pour se défendre. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait en août 1988, quelques semaines après la fin de la guerre avec l'Iran, pour «nettoyer les ultimes poches de rébellion à la frontière de la Turquie». L'exode vers la Turquie de plus de 100 000 rescapés de ce gazage a relancé le débat sur les armes chimiques. Cette fois, la France, par la voix du président Mitterrand, s'est déclarée «inquiète des moyens de répression

employés à l'encontre des populations kurdes en Irak et notamment de l'emploi des armes chimiques [...] sans vouloir s'immiscer dans les problèmes qui relèvent de la souveraineté irakienne». Le Conseil de sécurité a décidé, le 15 septembre 1988, d'envoyer sur place une mission d'enquête mais, Bagdad a refusé l'accès de son territoire à cette mission et celle-ci n'a pas été autorisée par la Turquie à se rendre dans les camps des réfugiés kurdes irakiens.

Le massacre de Halabja n'a donc pas été puni en son temps. Mais il a incité la France à convoquer une conférence internationale pour réactualiser le vieux protocole de Genève et adopter une nouvelle convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques et bactériologiques. Après des années de négociations, la convention a été adoptée en 1993 et est entrée en vigueur en 1997. Plus tard, après la chute du régime de Saddam Hussein, celui-ci et ses acolytes dont son cousin, «Ali, le Chimique», ont été jugés par des tribunaux irakiens et punis, entre autres crimes, pour le gazage de Halabja et les 182 000 victimes civiles kurdes des campagnes génocidaires «Anfal» de 1987-1988.

Vingt-cinq ans après Halabja, le Conseil de sécurité reste toujours divisé entre les souverainistes menés par l'axe Russie-Chine soutenu par nombre de pays du tiers-monde. La notion d'assistance à population en danger reste suspecte. L'Europe est plus divisée et passive que jamais. La partie du monde arabe engagée dans le soutien à l'opposition syrienne n'est pas un modèle de démocratie. Elle arme et soutient surtout les jihadistes dont la victoire éventuelle serait une catastrophe pour toute la région. Le soutien des démocraties occidentales a été jusqu'ici surtout politique et rhétorique et n'a pas permis aux éléments modérés de l'opposition de s'imposer sur le terrain ou de rassurer les minorités kurdes, chrétiennes et alaouites. Dans ce contexte, et après deux années de pourrissement de la situation, les options disponibles sont mauvaises. Ne pas sanctionner la Syrie, comme on a évité de punir

Saddam Hussein dans les années 80, y compris après Halabja, ruinerait la crédibilité occidentale et plus grave encore, rendrait la convention de 1993 sans valeur, ouvrant la voie à l'usage par Damas et par d'autres des armes prohibées. Dépositaire du protocole de Genève de 1925 et artisan de la convention de 1993, la France a une responsabilité morale particulière qui lui interdit l'inaction.

Intervenir à deux ou trois en bombardant quelques cibles symboliques pour se donner bonne conscience risque d'être un coup d'épée dans l'eau. Tant qu'à prendre des libertés avec la légalité de l'ONU, il faudrait envisager une intervention substantielle à même d'affaiblir considérablement les capacités

militaires de Damas, et cela dans le cadre d'une stratégie ayant pour but de soutenir sérieusement les composantes laïques et modérées de l'opposition, y compris la résistance kurde, et d'obtenir de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie qu'ils mettent un terme à leur complicité avec les mouvements jihadistes. Une telle détermination politique pourrait obliger les tenants du régime syrien et leurs alliés, mais aussi l'opposition syrienne immature et fragmentée, à s'engager dans la recherche d'une solution négociée pour mettre un terme à la tragédie syrienne qui n'a que trop duré.

Le Monde

27 septembre 2013



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

L'Iran vaut bien une partie de poker

En 1984, Margaret Thatcher, farouchement antisoviétique, avait conclu qu'« on pouvait faire affaire » avec Mikhaïl Gorbatchev. La très conservatrice première ministre britannique donnait foi à la volonté de libéralisation intérieure et extérieure manifestée par le chef du Parti communiste d'URSS. A de rares exceptions près, aucun expert n'y croyait. « Maggie » entreprit de convaincre son ami Ronald Reagan, le très républicain et très anticommuniste président américain de l'époque.

Ils eurent raison. Le pari « Gorby » était le bon. On pouvait s'entendre avec le nouveau secrétaire général du PC. Cinq ans plus tard, la guerre froide – quarante ans de conflit américano-soviétique – était enterrée. L'homme de la glasnost n'y était pas pour rien. Face à l'Iran, pays avec lequel les Etats-Unis n'ont plus de relations diplomatiques et entretiennent un conflit polymorphe depuis trente-trois ans, Barack Obama s'interroge : Hassan Rohani sera-t-il le Gorbatchev iranien ? A tout le moins, peut-on « faire affaire » avec le nouveau président de la République islamique ?

Par discours interposés, mardi 24 septembre à l'ONU, ils ont commencé à dialoguer.

M. Rohani tend la main et affirme que « l'Iran veut avoir de nouvelles relations avec les Etats-Unis ». Il multiplie les gestes d'ouverture et de courtoisie à l'adresse de Washington. M. Obama est attentif. Il reconnaît une opportunité à ne pas manquer, mais reste prudent : « La voie diplomatique mérite d'être tentée », dit-il.

L'enjeu est énorme. Une normalisation des relations entre Washington et Téhéran changerait le profil du Proche-Orient. Pour le meilleur. Le dégel américano-iranien conditionne la stabilité de la région – qu'il s'agisse de la Syrie, du conflit israélo-palestinien ou de l'affrontement entre chiïtes et sunnites.

La question nucléaire est la clé de la normalisation. Le problème est que sa solution suppose un minimum de confiance réciproque, donc un début de normalisation... Sur le turban de

ses plus grands ayatollahs, l'Iran jure qu'il n'a pas l'intention de se doter de l'arme nucléaire. L'ONU n'en croit rien. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie – demandent des preuves. Des années de négociations entre la République islamique d'un côté, les Cinq plus l'Allemagne, de l'autre, n'ont abouti à rien : ni preuves ni arrêt du programme iranien d'enrichissement de l'uranium.

Hassan Rohani a un profil gorbatchévien. Homme du sérail, professionnel des rouages compliqués du régime islamique, c'est un réformateur. Il est convaincu que la survie de la République islamique dépend de sa capacité à se réformer de l'intérieur, laquelle dépend de ses relations avec l'Ouest, lesquelles dépendent du dossier nucléaire. Il croit le régime assez fort pour courir le risque d'une évolution.

Les grincheux n'y croient pas

Elu sur une plate-forme réformatrice, il tient parole. Pêle-mêle : Rohani a formé un gouvernement de modérés ; il a nommé un ministre des affaires étrangères familier des Etats-Unis, Mohammad Javad Zarif, et a placé la négociation nucléaire sous la tutelle de ce dernier ; il a fait libérer des prisonniers politiques ; il a échangé des lettres avec Barack Obama ; il a tweeté ses bons vœux au Nouvel An juif, etc.

Les grincheux, qui ont souvent de la mémoire, refusent de se laisser séduire. On a déjà connu tout cela ou presque en 1997, après l'élection d'un autre réformateur à la présidence. Mohammad Khatami était aussi prometteur qu'Hassan Rohani. Mais toutes ses initiatives ont été enterrées par le Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei.

Cette fois, il y a une différence : le Guide aurait donné son feu vert à Rohani. Pilier de la ligne dure, Khamenei prône aujourd'hui ce qu'il appelle une attitude de « flexibilité héroïque ». Il avait jusqu'alors la main sur la négociation nucléaire ; il semble disposé à laisser faire

Rohani. Ce qui donne à ce dernier une assise politique très supérieure à celle de Khatami, relève Ahmad Salamati, l'un des observateurs les plus perspicaces de l'Iran contemporain.

Pourquoi ce revirement ? Les voies de la République islamique sont rarement transparentes. On spéculait sur l'impact des sanctions extrêmement sévères auxquelles l'Europe et les Etats-Unis soumettent l'Iran : pour obtenir un allègement de celles-ci, le Guide serait prêt à faire preuve de souplesse sur le nucléaire. On évoque l'isolement stratégique de l'Iran : l'alliance entre Téhéran et Damas isole le régime face à la plupart des pays arabes.

Rien n'est joué. Au minimum, l'Iran entend conserver une large capacité d'enrichissement de l'uranium – que lui conteste l'ONU et que lui interdisent ses propres engagements internationaux. Le nucléaire est une option stratégique dans laquelle le régime a lourdement investi. Les sceptiques ne manquent pas d'arguments, qui voient dans la posture prise par Hassan Rohani autant de vernis que de substance. Ils subodorent un repli tactique, ils craignent des concessions de pure forme.

S'il est sincère, le président iranien a une partie dialectique compliquée à mener. Obtenir suffisamment de Washington pour convaincre le Guide que les Etats-Unis ne veulent pas un changement de régime à Téhéran, seul argument qui pourrait justifier un changement de fond dans la politique nucléaire de l'Iran. La négociation est un pari pour Hassan Rohani comme pour Barack Obama. ■

frachon@lemonde.fr

Powers agree on enforcing Syria arms deal, diplomats say

UNITED NATIONS

U.N. Security Council has an outline for pact to eliminate chemical arms

BY MICHAEL R. GORDON
AND BEN HUBBARD

Diplomats said Thursday that the United States, Russia and other permanent members of the United Nations Security Council had agreed on the core elements of a draft resolution that would enforce an agreement on eliminating Syria's vast chemical weapons arsenal.

The draft, they said, would require Syria to dismantle its chemical stocks and make clear that if Damascus did not comply, the matter would be taken up again by the Security Council under Chapter 7 of the United Nations Charter, a provision that Russia and the United States had clashed over.

Chapter 7 allows Security Council members to resort to military or non-military measures in the face of aggression or threats to the peace. The draft, the diplomats said on condition of anonymity, would not specifically invoke the possibility of force.

But as a framework for a deal appeared to be coming into focus, a collection of some of Syria's most powerful rebel groups publicly abandoned the opposition's political leaders, casting their lot with an affiliate of Al Qaeda.

The fractured nature of the opposition, the rising radical Islamist character of some rebels and the increasing complexity of the battle lines have left the exiled leadership with diminished clout inside Syria and have raised the question of whether it could hold up its end of any agreement reached to end the war, another topic being debated in the United Nations this week.

Any Security Council resolution on chemical weapons would need the express approval of Russia, Syria's ally, and would have to deal with a complex matrix of enforcement, containment and disposal of the arms.

The provision invoking Chapter 7 thus appeared to allow the Western powers that are permanent members of the Council — the United States, Britain and France — to say they had secured a resolution with binding power demanding Syrian action and holding out the threat of punitive steps for noncompliance. But it would leave any final decision for the use of force to a second round of Security Council consultations, at which time Russia or China, the other permanent members of the Council, might still invoke their veto power.



A rebel fighter in the northern Syrian city of Aleppo on Thursday, the same day that talks at the United Nations centered on disarmament.

The diplomatic progress came at a point when the military balance in Syria showed signs of tipping away from the more moderate rebel groups supported by the West. As support for the Western-backed leadership has dwindled, a second, more extreme group linked to Al Qaeda has carved out footholds across parts of Syria, frequently clashing with mainline rebels who accuse it of making the establishment of an Islamic state a priority over the fight to topple President Bashar al-Assad.

The deep divide between many of those fighting in Syria and the political leaders who have represented the opposition abroad spilled into the open late Tuesday, when 11 rebel groups declared that the opposition could be represented only by people who have "lived their troubles and shared in what they have sacrificed."

Distancing themselves from the exiled opposition's call for a democratic, civil government to replace Mr. Assad, they called on all military and civilian groups in Syria to "unify in a clear Islamic frame." Those who signed included three groups aligned with the Western-backed opposition's Supreme Military Council.

Muhammad al-Najjar, an activist close to the leadership of one of the statement's most powerful signers, the Tawhid Brigade, said the group intended to send a message of disapproval to an exiled leadership it believes has accomplished little.

"We found it was time to announce publicly and clearly what we are after, which is Shariah law for the country and to convey a message to the opposition coalition that it has been three years and they have never done any good for

the Syrian uprising and the people suffering inside," he said.

The statement comes just as Western nations are striving to raise the profile of the "moderate" Syrian political opposition, which is led by Ahmad al-Jarba. The United States and its allies have been reluctant to fully align with and arm the rebels because their ranks are heavily populated by hard-line Islamists.

There was no immediate comment from Mr. Jarba, whose coalition is formally known as the National Coalition of Syrian Revolutionary and Opposition Forces.

A senior State Department official who accompanied Secretary of State John Kerry to the United Nations meetings this week said that the United States was still trying to strengthen Mr. Jarba's coalition and suggested that some of the factions that had broken with him might include extremists.

"As we've already said clearly before, we've been long working toward unity among the opposition," the official said. "But we also have had extreme concerns about extremists."

Another American official, speaking on the condition of anonymity because he was discussing internal deliberations, said the coalition had recently made "real progress" in broadening its base by including an array of Kurdish parties as well as members of local councils in "liberated" areas of northern and eastern Syria. But the official acknowledged that the coalition had more to do to build up its credibility inside the country since its headquarters are in Turkey and not Syria.

Noah Bonsey, who studies the Syrian opposition for the International Crisis

Group, said, "At this stage, the political opposition does not have the credibility with or the leverage over the armed groups on the ground to enforce an agreement that the armed groups reject."

"You need two parties for an agreement, and there is no viable political alternative to the coalition," he said, defining a disconnect between the diplomatic efforts taking shape in New York and the reality across Syria.

Inside Syria, rebel groups that originally formed to respond to crackdowns by Mr. Assad's forces on political protests have gradually merged into larger groupings, some commanded and staffed by Islamists. But differences in ideology and competition for scarce foreign support have made it hard for them to unite under an effective, single command.

Seeking to build a moderate front

against Mr. Assad, Western nations encouraged the formation of the opposition political coalition. Even though some of its leading members, like Mr. Jarba, have been imprisoned by the Assad government, the coalition has only loose links to many of the rebel fighters on the ground.

The rebel groups that assailed the political opposition are themselves diverse and include several that are linked to the coalition's Supreme Military Council. But more troubling to the West, those same groups signed with the Nusra Front, which the United States has linked to Al Qaeda and designated as a terrorist organization.

"The brigades that signed have political differences with Nusra, but we agree with them militarily since they want to topple the regime," said a rebel who gave his name as Abu Bashir.

A coalition member and aide to Mr.

Jarba said the opposition was still studying the development but was surprised at some of the groups that had signed on with the Nusra Front.

Further complicating the picture is the rise of the new Qaeda franchise, the Islamic State in Iraq and Syria, which has established footholds across northern and eastern Syria with the intention to lay the foundations of an Islamic state.

In recent months, it has supplanted Nusra as the primary destination for foreign jihadis streaming into Syria, according to rebels and activists who have had contact with the group.

Michael R. Gordon reported from the United Nations, and Ben Hubbard from Beirut. Karam Shoumali contributed reporting from Istanbul.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
SEPTEMBER 27, 2013

Iranian leader offers quieter nuclear tone



NEW YORK

BY RICK GLADSTONE,
MARK LANDLER
AND THOMAS ERDBRINK

President Hassan Rouhani of Iran told the United Nations on Thursday that "no nation should possess nuclear weapons" and said Israel should join the nonproliferation treaty, as Iran had done long ago, as part of a grander plan to create a nuclear-weapons-free zone in the Middle East.

In a speech at a special United Nations conference on disarmament on the sidelines of the annual General Assembly session, the newly installed Mr. Rouhani sought to portray Iran as a peace-loving nation that has always opposed the militarization of nuclear power, despite suspicions by the United States, Israel and other countries that it is secretly moving toward the ability to make nuclear weapons as well.

It was Mr. Rouhani's second major speech this week at the United Nations, where he has been engaged in a series of appearances and interviews with Western news media, sending the message that he is a reasonable, practical leader who differs from his bombastic predecessor, Mahmoud Ahmadinejad, and who wants to urgently solve Iran's protracted disputes with the West, most notably the nuclear issue.

Israel, which regards Iran as a threat to its existence, has repeatedly warned

that it may take military action to strike at Iran's uranium enrichment centers and other nuclear facilities that the Israelis say are part of an Iranian scheme to build a weapon.

The Iranians have frequently pointed out that they have publicly renounced nuclear arms and that — unlike Israel — Iran is member of the International Atomic Energy Agency, the United Nations' anti-proliferation monitor. The Iranians have also countered that Israel is believed to possess an arsenal of nuclear weapons, which it refuses to confirm or deny.

According to the Arms Control Association, a nonproliferation group in Washington, Israel is suspected of having 100 to 200 nuclear warheads. Israel has said it will "not be the first country to introduce nuclear weapons in the Middle East."

Mr. Rouhani said in his speech on Thursday that total elimination of nuclear weapons should be the goal, particularly in his part of the world.

"Almost four decades of international efforts to establish a nuclear-weapon-free zone in the Middle East have regrettably failed," Mr. Rouhani said in a translated version of his speech, furnished by the Iranian Mission to the United Nations. "Urgent practical steps toward the establishment of such a zone are necessary. Israel, the only nonparty to the Nonproliferation Treaty in this region, should join thereto without any further delay. Accordingly, all nuclear activities in the region should be subject to the I.A.E.A. comprehensive safeguards."

Mr. Rouhani said nothing in his remarks about Iran's own dispute with the

President Hassan Rouhani of Iran, at podium, addressed a special United Nations conference in New York on disarmament. He chided Israel on its nuclear arms stance.

agency, which wants access to some restricted military sites to verify that Iran's nuclear intentions are benign. He also made no reference to Iran's stalled negotiations on the larger dispute over uranium enrichment with a six-nation

group that comprises the permanent members of the Security Council — Britain, China, France, Russia and the United States — plus Germany.

He said in the speech that the establishment of a nuclear-free zone in the Middle East would "constitute a contribution to the objective of nuclear disarmament," and he called for a conference to establish such a zone "without any further delay, with the participation of all countries in the region to avoid unwanted consequences."

Mr. Rouhani's speech came a day after he set off a political storm here and in Iran with what seemed to be an acknowledgment and condemnation of the Holocaust that landed him in precisely the kind of tangled dispute he had hoped to avoid on his good-will tour.

Mr. Rouhani, in an interview on Tuesday with CNN, described the Holocaust as a "crime that the Nazis committed toward the Jews" and called it "reprehensible and condemnable." It was a groundbreaking statement, given that his predecessor, Mr. Ahmadinejad, had denied the systematic extermination of Jews during World War II. Mr. Rouhani largely repeated his comments in a meeting with news media executives on Wednesday.

But a semiofficial Iranian news agency accused CNN of fabricating portions of Mr. Rouhani's interview, saying he had not used the word Holocaust or characterized the Nazi mass murder as "reprehensible." Mr. Rouhani spoke in Persian; officials at CNN said they used an interpreter provided by the Iranian government for the interview, which was conducted by Christiane Amanpour.

The dispute over his comments reflects the delicacy of the Holocaust as an issue in Iranian-American relations. More broadly, it speaks to the political tightrope Mr. Rouhani is walking, trying

to negotiate a nuclear deal with the United States that will ease sanctions to please everyday Iranians without provoking a backlash by hard-liners.

When Mr. Rouhani sat down with Ms. Amanpour, he moved into fraught territory. Asked whether he shared his predecessor's belief that the Holocaust was a myth, Mr. Rouhani replied, according to CNN's translation, that he would leave it to historians to judge the "dimensions of the Holocaust."

But he added, "In general, I can tell you that any crime or — that happens in history against humanity, including the crime that the Nazis committed towards the Jews, as well as non-Jewish people — is reprehensible and condemnable, as far as we are concerned."

The Iranian news agency Fars, which has ties to the Islamic Revolutionary Guards Corps, posted its own translation of Mr. Rouhani's answer, and claimed that he did not use the word "reprehensible" and that he said historians should be left to judge "historical events," not "the Holocaust."

That translation resembles more closely the way Mr. Ahmadinejad used to discuss the issue. In an interview with CNN in 2012, he said: "Whatever event has taken place throughout history, or hasn't taken place, I cannot judge that. Why should I judge that?"

In what appeared to be an effort to head off criticism of Mr. Rouhani, Iran's official Islamic Republic News Agency reported Wednesday that the chief of staff of Iran's armed forces, Maj. Gen. Hassan Firouzabadi, said the president had presented Iran's clear and revolutionary stands in his speech to the General Assembly.

Mr. Ahmadinejad's refusal to recognize the Holocaust became a symbol of Tehran's implacable hostility. For Israel, it is evidence that Iran is bent on its

Mr. Rouhani said total elimination of nuclear weapons should be the goal, particularly in his part of the world.

elimination, providing one reason that Israel is determined to prevent Iran from acquiring a nuclear weapon.

While American Jewish leaders characterized Mr. Rouhani's remarks as a modest step forward, they remained deeply skeptical of Iran's intentions and its readiness to abandon its nuclear ambitions. "Assuming the accuracy of the translation, for me his comments are duly noted," said David Harris, executive director of the American Jewish

Committee. "But he's only acknowledging, and rather belatedly, the universally acknowledged truth of the last 70 years. That does not warrant a standing ovation."

Advisers and analysts close to the government in Tehran said that after weeks of conciliatory statements and gestures by Mr. Rouhani, the excitement had gotten out of hand.

"We need to gain something from the Americans before we pose and smile with them," said Hamid-Reza Taraghi, an official who is one of the few trusted to interpret the speeches of the supreme leader, Ayatollah Khamenei. "Of course, Mr. Rouhani also needed to convince some at home that he is not making any wild moves."

Mr. Rouhani himself suggested that a possible meeting with President Obama this week, which did not come to fruition, would have been premature and might actually have jeopardized the longer-term goal of striking an agreement on the nuclear program. Speaking to editors and columnists in New York on Wednesday, he said, "I believe we did not have enough time to make it happen."

"If we do not take our first steps carefully," he said, "we may not at the very least be able to obtain mutual goals that are in our minds."

Rick Gladstone reported from New York, Mark Landler from Washington, and Thomas Erdbrink from Tehran.

Turquie: 17 des 18 prisonniers kurdes évadés de prison capturés

ANKARA, 26 septembre 2013 (AFP)

LES FORCES DE sécurité turques ont capturé 17 des 18 détenus emprisonnés pour liens avec la rébellion kurde qui s'étaient évadés d'un pénitencier de l'est de la Turquie, a annoncé jeudi le ministre de l'Intérieur Muammer Güler.

"Dix-sept des évadés ont été appréhendés, les forces de sécurité sont à la recherche du dernier", a dit M. Güler sur son compte Twitter.

Le ministre a précisé que les prisonniers avaient été interpellés dans une zone rurale de la province de Bingöl, où est situé l'établissement dont ils se sont spectaculairement évadés mercredi en creusant un tunnel.

Les détenus étaient tous emprisonnés pour appartenance au mouvement rebelle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie.

L'est et le sud-est de la Turquie, peuplés en majorité de Kurdes, sont le théâtre d'affrontements entre les forces de sécurité et les rebelles du PKK depuis 1984. Ce conflit a fait plus de 40.000 morts, selon l'armée turque.

Des négociations de paix ont été engagées il y a près d'un an entre le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara et le chef emprisonné du PKK Abdullah Öcalan, qui a annoncé un cessez-le-feu unilatéral en mars dernier.

Le gouvernement turc a annoncé qu'il présenterait lundi prochain un ensemble de réformes législatives visant à démocratiser le pays et à répondre aux revendications de la minorité kurde. ○



Iraqi Shiites losing faith in leaders

BAGHDAD

Militiamen are rearming to fight Sunnis, raising specter of new civil war

BY TIM ARANGO

As Satar Jabar mourned the death of his mother a week ago, three explosions struck the funeral tent, killing nearly 100 people, including his young son and two of his brothers.

"I feel like I lost my life, my home," said Mr. Jabar, as he received mourners in his home Wednesday afternoon in Sadr City, the gritty and sprawling neighborhood where the attack occurred. "They destroyed everything."

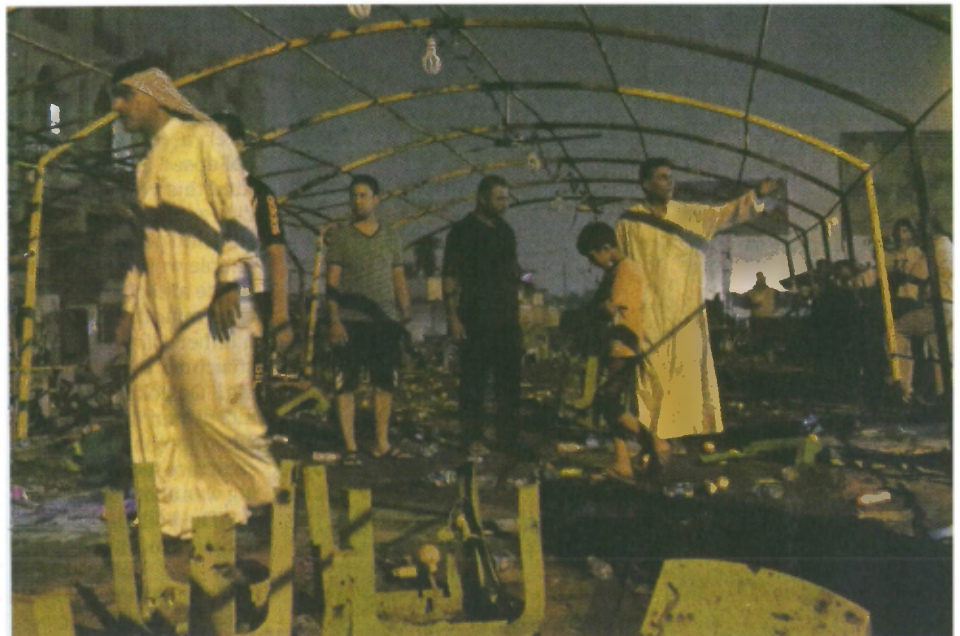
As visitors recited Koranic verses and sipped tea, angry residents gathered around the site of the attack, a charred truck and burned buildings, and demanded that the perpetrators be killed: "We want to execute them here," Mr. Jabar said.

The reaction to the terrorist strike here, the largest in recent memory, shows how the country's vast Shiite underclass, faced with a revived wave of Sunni terrorism, is losing faith in Iraq's Shiite-led government and insisting on taking matters into their own hands. Some Shiite groups are even rearming to fight Sunni insurgents themselves, rather than trusting the government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki and its police forces, raising the specter of a new outbreak of civil war.

Sadr City, home to Shiites loyal to the radical and political powerful cleric Moktada al-Sadr, has been consumed by grief. The funeral attack has also set off anger toward a government that the people here increasingly view as incompetent and corrupt, even illegitimate, adding to the isolation of a Shiite leadership already struggling to contain growing Sunni unrest.

As anger in the community reached a crescendo, with mobs of citizens gathering at the attack site and putting up barriers to block traffic, traces of government authority vanished. Security forces withdrew from the center of the neighborhood, with men in black outfits that identify them as militiamen granting access to certain areas. Workers in government buildings — a court, a health center, a Ministry of Education office, schools — went home after protesters demanded they leave.

The Shiite-dominated central government is battling an increasingly deadly Sunni insurgency that is morphing into a bloody sectarian fight reminiscent of the country's civil war of several years ago. The violence is relentless and daily: On Thursday morning, bombs struck public



An attack on a Shiite funeral in Baghdad last weekend that killed nearly 100 people was one of the deadliest in recent memory.

markets in two areas near Baghdad, one predominantly Shiite, the other Sunni, killing more than two dozen people.

As the government tries to put down the Sunni insurgency, it now faces rising unrest among the country's Shiite majority that is becoming more determined to take up the fight themselves. This is perhaps expressed most vividly in the sentiments roiling Sadr City, home to many former fighters in Mr. Sadr's militia, the Mahdi Army, who had largely put down their weapons in recent years and put their faith in the political process.

But now that their community suffers a deadly streak of terrorist violence and believes the government is incapable of protecting them, that calculus is changing, demonstrated by the protests and unrest this past week in Sadr City.

"The whole city is angry," said Razak Jassim, 43, a friend of Mr. Jabar's who joined him in mourning on Wednesday. "We are all boiling here. We are all waiting for an order from Moktada."

By that he meant an order from Mr. Sadr to rise up against both the government and the Sunni community — a move that, if it came, would destabilize the country further and could lead the country back to the dark times of the

sectarian civil war that gripped Iraq in 2006 and 2007. But so far Mr. Sadr, who became a kingmaker in Iraqi politics after the 2010 elections by supporting Mr. Maliki for a second term as prime minister, has urged caution. For instance, after militiamen in Sadr City apprehended four suspects in last weekend's attacks, locals said, he refused calls for public executions and ordered the men turned over to the government.

Mr. Sadr may be cautious, for now, but another powerful Shiite militia that is a rival to the Mahdi Army and also draws some support in Sadr City, Asaib al-Haq, has remobilized. Like other Shiite militias here, it has sent many fighters to Syria to fight on the side of the government of Bashar al-Assad, whose leadership is dominated by an offshoot of Shiite Islam, but it has also become stronger on the streets of Iraq.

The group, which is backed by Iran and split off from the Sadrist movement several years ago and was responsible for many deadly attacks on the American military when it was here, has seen its political wing welcomed into the government by Mr. Maliki. And as the security forces have proved ineffective in stemming attacks by Sunni insurgent

groups, its armed unit, according to militiamen, is increasingly working in secret with the government.

"We don't do anything until the government asks us," said one of the group's leaders, who gave his name as Abu Abdallah. "We have a direct connection with the leaders of the security forces."

In supporting Asaib al-Haq — militiamen and residents of Shiite areas say the group is given government badges and weapons and is allowed freedom of movement by security forces — Mr. Maliki has apparently made the risky calculation that by supporting some Shiite militias, even in secret, he can maintain control over the country's restive Shiite population and, ultimately, retain power after the next national elections, which are scheduled for next year.

But other powerful Shiite factions, including the Sadrist, which model their movement after Lebanon's Hezbollah,

are rivals to Asaib al-Haq, whose government support has inspired deep resentments among the followers of Mr. Sadr. It has also sparked frequent street clashes between Asaib al-Haq militiamen and gunmen loyal to Mr. Sadr, something that could presage a deadly fight for Shiite dominance in Iraq.

Echoing the sentiments of many of Mr. Sadr's followers, Karar Hassan, 46, who lost a son in last weekend's attacks in Sadr City, said this past week: "We have had enough killing. Now it is our turn to take action."

Hamid Khalaf, 37, who joined the protesters in Sadr City, said: "We will not be fooled again by government promises. We gave up our arms and put our faith in the security forces, and all we got was more death and more instability. We tell Maliki that this is your last chance. We will make a coup against your government or you will have to kill us all."

Sadr City is, in many ways, a community consumed by death, and notions of vengeance. Green, white and yellow banners honoring local men killed fighting in Syria are draped from walls at traffic intersections. Outside the homes that line the narrow and dusty streets are black banners with pictures of victims, some of them children, of terrorist attacks here.

A poster, hung by protesters, read, "We don't want water, or electricity, we just want to see the execution of our son's killers."

As Mr. Jabar walked along his street on Wednesday, he pointed to a neighbor's house.

"Someone was killed here," he said.

He pointed to another. "And here also."

Yasir Ghazi, Duraid Adnan and an employee of The New York Times contributed reporting.



Au Kurdistan irakien, on rêve "indépendance" sans trop y croire

ERBIL (Irak), 24 septembre 2013 (AFP)

AU KURDISTAN irakien, il y a un sujet sur lequel presque tout le monde est d'accord, mais dont on évite de parler: l'indépendance.

Le vieux rêve d'une "nation" kurde habite tous les esprits, mais pour le nouveau Parlement, élu dimanche, le principal problème à gérer sera surtout celui des relations toujours difficiles avec le gouvernement fédéral à Bagdad.

Et les avis divergent quant à savoir si la région a simplement besoin d'une pleine autonomie économique ou d'une vraie indépendance politique.

"Le rêve kurde d'indépendance est toujours là, nous avons un droit fondamental à ça, mais nous souhaitons le succès démocratique de l'Irak", affirme Barham Saleh, un ancien Premier ministre régional qui a également été vice-Premier ministre fédéral à Bagdad.

"La question de l'identité est très importante, c'est une question hautement émotionnelle", dit-il.

"Je suis fier de mon héritage et de mon identité kurde. J'aimerais beaucoup voir un Etat irakien démocratique, vraiment démocratique, respectueux des libertés individuelles qui nous rendrait tous fiers d'être Irakiens", ajoute-t-il.

"Mais cet Irak reste encore à faire", dit-il.

Mais dans les rues de la capitale kurde, les opinions sont plus tranchées.

"Je veux qu'on coupe les liens avec le centre. Je veux qu'on soit libres, seuls, et pas liés à quelque chose ailleurs", affirme ainsi Mohsen Ali, 57 ans, un ancien combattant kurde.

"Nous, les Kurdes de Syrie, de Turquie, d'Iran, d'Irak, nous voulons (...) être libres, être une nation libre", ajoute-t-il.

Les Kurdes forment une minorité importante ces quatre pays, mais historiquement ils se sont heurtés à l'hostilité des gouvernements centraux.

En Irak, les rebelles kurdes se sont battus pendant des années contre le régime de Saddam Hussein dont les forces ont utilisé des armes chimiques contre la population civile à Halabja en 1988.

Mais à partir de 1991, grâce à une zone d'exclusion aérienne imposée sur le Nord de l'Irak par les puissances occidentales, les Kurdes irakiens ont pu mettre en place leur propre administration.

Désormais, la région est autonome. Elle adopte ses propres lois, dispose de ses propres forces armées, contrôle l'entrée à son territoire et fait des affaires avec des compagnies étrangères.

Les jeunes Kurdes parlent de moins en moins arabe, et la population dispose de chaînes de télévision satellitaires en langue kurde.

Et, tandis qu'une bonne partie du restant de l'Irak est confrontée à la violence, le Kurdistan bénéficie d'une bonne situation sécuritaire.

"Nous étions des citoyens de seconde classe", dit Mohammed Saleh, un architecte qui a étudié à l'université de Bagdad sous Saddam Hussein, mais qui lui aussi prône l'indépendance.

"Les gens ici ne veulent pas être Irakiens," dit-il.

"Nous avons un gouvernement fédéral, mais il n'y a pas de lien entre eux et nous", ajoute-t-il.

Cependant, nombre d'entre eux admettent que l'indépendance n'est probablement pas pour demain.

Une telle déclaration sonnerait le glas des bonnes relations, notamment commerciales, que la région entretient avec les pays voisins.

"Tout le monde dans son coeur a le sentiment que l'indépendance du Kurdistan est un droit", assure Asos Hardi, un journaliste et analyste basé à Souleimaniyeh, la seconde ville de la région.

Mais "il serait très difficile d'imaginer que nous puissions avoir un Kurdistan indépendant dans les 10 ans", reconnaît-il.

"J'espère que nous pourrions mettre en place ici un système démocratique qui soutienne (...) le processus de paix en Turquie entre les Kurdes et l'Etat turc, ainsi que les Kurdes de Syrie et d'Iran", dit-il.

Les Kurdes d'Irak maintiennent des liens fraternels avec ceux des autres régions, mais l'échec du panarabisme au 20ème siècle pourrait servir de leçon à ceux qui voudraient mettre sur pied un grand Kurdistan, selon Abubaqr Ali, un membre influent de l'Union islamique du Kurdistan.

Parlant de la Ligue Arabe, qui compte aujourd'hui 22 membres, il ajoute que "même s'il y a indépendance, il y aura quatre pays" kurdes.

"Et alors nous aurons notre propre Ligue", ajoute-t-il en plaisantant. ○

RÉVÉLATIONS

OBJECTIF DAMAS

C'est l'histoire d'une intervention qui n'a pas eu lieu. Les Rafale étaient prêts à décoller, les cibles choisies et les communiqués déjà rédigés. Mais au tout dernier moment, François Hollande a dû annuler l'opération...

PAR VINCENT JAUVERT

Les frappes sont pour ce soir. » Le samedi 31 août, au matin, les plus hauts responsables français, civils et militaires, sont convaincus que le président de la République va déclencher le bombardement punitif de la Syrie la nuit suivante. Plus étonnant encore : François Hollande lui-même le croit aussi. Et cette incroyable méprise va durer jusqu'à la fin de l'après-midi. Entre-temps, pendant une dizaine d'heures, la machine de l'Etat aura été mise en branle pour effectuer ces frappes franco-américaines, les « vendre » à l'opinion et en gérer les conséquences diplomatiques.

Cette folle journée débute à 3 heures du matin, ce samedi 31 août, lorsque l'officier de permanence chargé des communications du président de la République reçoit un appel de son homologue américain. Ce dernier le prévient que Barack Obama va téléphoner à François Hollande sur la ligne directe et sécurisée qui relie l'Elysée à la Maison-Blanche. Quand ? Le jour même à 18h15, heure de Paris. Le malentendu transatlantique commence – un quiproquo risible s'il ne s'agissait de guerre.

Décalage horaire oblige, le conseiller diplomatique de François Hollande, Paul Jean-Ortiz, découvre le message de la Maison-Blanche à 8 heures, dès

qu'il arrive à son bureau, rue de l'Elysée. Il prévient illico François Hollande, qui décide de convoquer un conseil restreint juste après le coup de fil de Barack Obama. Devront être présents les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, ainsi que les « grands subordonnés » : le chef d'état-major, les patrons de la DGSE et du Renseignement militaire... Un conseil de guerre à l'issue duquel le chef de l'Etat va donner l'ordre formel du début des frappes françaises en Syrie. C'est du moins ce que croit François Hollande et, avec lui, toutes les personnalités convoquées.

Ce 31 août au matin, l'Elysée demande donc aux militaires de se tenir prêts à exécuter cet ordre supposé imminent. « *Le plan était de bombarder pendant une nuit, en commençant vers 3 heures du matin au moment où les gens sont profondément endormis, dit un haut responsable français. Il s'agissait de détruire notamment des batteries de missiles et des centres de commandement de la quatrième armée, la chimique.* » Les frappes doivent être réalisées par plusieurs Rafale volant en Méditerranée, au-dessus des eaux internationales. « *Nous ne voulions pas tirer à partir du ciel turc,* raconte un autre. *Nous redoutions qu'Assad n'invoque la légitime défense et ne bombarde son voisin, ce qui risquait d'impliquer l'Otan.* » Il y a un hic : les missiles de croisière Scalp prévus pour l'opération ayant une portée maximale de 250 kilomètres, les bombardements français ne pourront

atteindre que des points situés dans l'ouest de la Syrie, Damas compris. Les Américains se chargeront de tout le reste. « *Mais nous ne dépendions pas d'eux pour nos tirs et notre ravitaillement en vol, tient-on à préciser à la Défense. Il y a une seule chose que nous ne maîtrisons pas : le calen-*

drier. C'est Obama qui devait donner le top départ. »

Des preuves «déclassifiées»

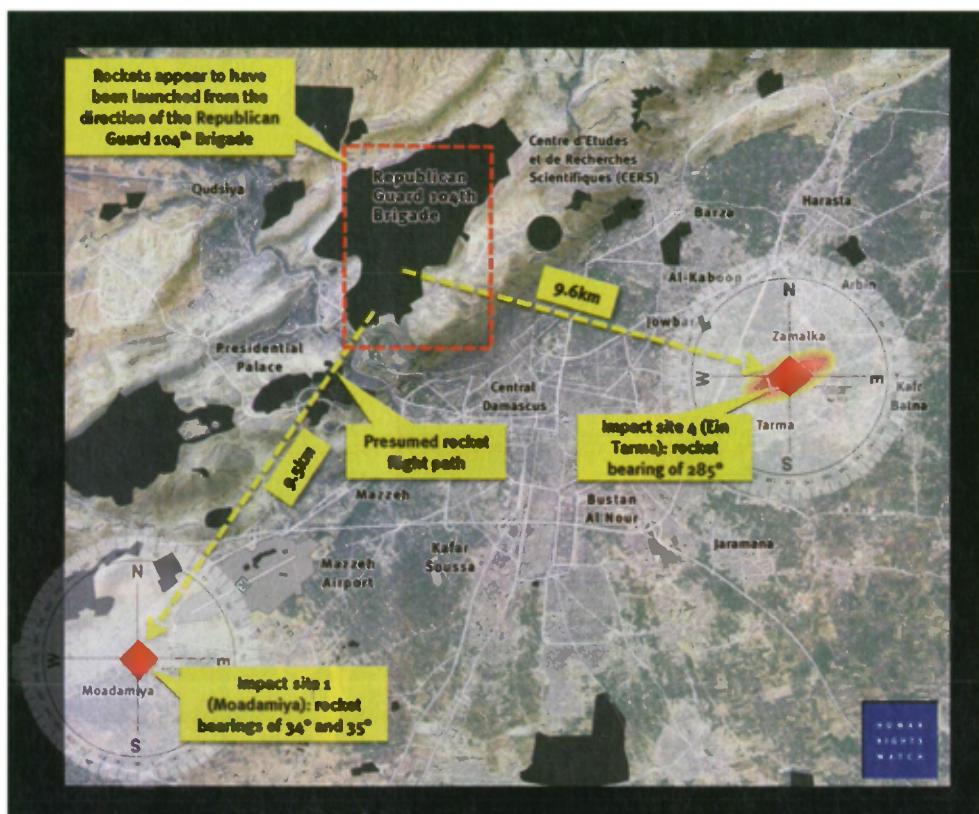
Pour prouver à l'opinion que François Hollande n'agit pas à la remorque des Etats-Unis, façon Tony Blair pendant la guerre en Irak, l'Elysée décide aussi, ce samedi 31 août, de « déclassifier » certaines preuves françaises de l'attaque chimique. « *Nous avons appelé ce document "Synthèse nationale de renseignement déclassifié" et nous avons mis un drapeau bleu, blanc, rouge sur chaque page* », raconte un officiel. Et, en prévision des frappes du soir, le ministère de la Défense fait fuiter ce texte dans le « Journal du Dimanche » à paraître le lendemain.

L'ensemble du plan de communication de l'opération est établi au cours d'une réunion à 14h30 ce même samedi dans le bureau de Paul Jean-Ortiz, avec les directeurs de cabinet des principaux ministères concernés. « *Nous avons discuté des images à fournir aux journaux télévisés, celles de la montée en puissance de l'opération qui étaient déjà prêtes, et celles des premières frappes que pourrions livrer très rapidement* », explique un officiel. « *Nous avons aussi débattu du moment où il faudrait informer certaines personnalités étrangères,* raconte l'un des participants. *Il a semblé évident que François Hollande prévient Angela Merkel, juste après le coup de fil d'Obama.* » D'où vient cette certitude que le président américain va donner le top départ ce samedi ? « *Tout nous conduisait à penser que le jour J était arrivé* », dit un responsable français. Cela faisait une semaine que la perspective d'une action militaire franco-américaine contre la Syrie apparaissait inéluctable.

Tout a commencé le dimanche précédent, c'est-à-dire quatre jours après l'attaque chimique contre les



Entre Hollande et Obama le grand malentendu



ATTAQUES CHIMIQUES : LES PREUVES DE L'ONU

En exploitant les informations contenues dans le rapport des inspecteurs des Nations unies sur l'usage d'armes chimiques en Syrie le 21 août, les experts de Human Rights Watch ont réussi à reconstituer les trajectoires des roquettes – de fabrication russe – utilisées pour délivrer les gaz de combat. Les recoupements montrent que les projectiles tirés sur les deux cibles principales (Ein Tarma et Moadamiya) provenaient de la même base militaire, située à une dizaine de kilomètres, qui abrite la 104^e brigade de la Garde républicaine.

populations civiles, quand Barack Obama et François Hollande ont discuté de plusieurs types de « punitions », y compris militaires. « Dès le lendemain, les états-majors des deux pays ont commencé à travailler à un plan de frappe commun », dit-on au ministère de la Défense. Certes, les jours suivants auraient pu tout faire dérailler. Le mercredi, à Londres, la Chambre des Communes a voté contre une participation britannique à ces frappes. Et, on le sait moins, le jeudi, les Français et leurs alliés ont raté leur « blitz » diplomatique visant à conférer, si ce n'est une légalité, du moins une certaine légitimité internationale à une action militaire contre la Syrie. Ils espéraient recueillir une majorité des voix au Conseil de Sécurité, et ainsi contraindre Pékin et Moscou à opposer leur veto. Malgré les efforts de

Laurent Fabius, Paris, Londres et Washington ne sont pas parvenus, selon nos informations, à rallier un nombre suffisant (six) de suffrages des pays membres non permanents dudit Conseil. Si bien que l'idée de passer par l'ONU a été abandonnée.

Pourtant, en fin de semaine, les Américains sont toujours aussi déterminés. Le jeudi, la conseillère de Barack Obama pour la sécurité, Susan Rice, fait savoir à Paul Jean-Ortiz que, malgré la défection britannique et le revers onusien, son patron est « tout près d'y aller ». Et le lendemain, le vendredi 30, plusieurs indicateurs en provenance de Washington font penser aux Français que des frappes américaines sont imminentes. « Ce jour-là, John Kerry s'est entretenu plusieurs fois avec Laurent Fabius, assure un officiel. Il lui a dit que Barack Obama

lui avait demandé de « préparer l'opinion publique à des frappes. » Au cours de cette même journée, dit un autre, « la Maison-Blanche a publié des preuves sur le massacre chimique ». Et toujours ce vendredi, François Hollande et Barack Obama ont de nouveau discuté longuement. Le président américain dit qu'il n'a pas encore pris sa décision définitive mais que celle-ci ne saurait tarder. Il ajoute que les frappes pourraient avoir lieu bientôt, « avant ou après le G20 », précise-t-il. « Rappelons-nous demain ou après-demain », conclut-il.

Le revirement d'Obama

Si bien qu'à l'annonce d'un nouveau coup de fil de la Maison-Blanche les conseillers de François Hollande sont persuadés ce samedi 31 août que le président américain a tranché dans la nuit et qu'il déclenche l'opération le soir même ou au plus tard dans la nuit du dimanche (hypothèse peu probable puisqu'il part en Europe le lendemain). Personne à l'Elysée n' imagine qu'après avoir reçu une lettre de 186 parlementaires lui demandant de faire voter le Congrès Barack Obama a décidé in extremis de leur donner raison et encore moins que les principaux responsables de la Chambre des Représentants et du Sénat sont déjà au courant – plusieurs heures donc avant François Hollande...

« J'ai décidé d'y aller, dit le chef de la Maison-Blanche à son homologue français ce samedi à 18h15, mais je vais d'abord demander l'aval du Congrès. » François Hollande est abasourdi. Il essaie de convaincre le président américain de revenir sur sa décision – en vain. Le chef de l'Etat rejoint alors les hommes qu'il a convoqués dans le salon vert pour un conseil restreint. Il ordonne aux militaires de rappeler les Rafale et évoque les prochaines fenêtres de tirs. De l'avis général, il n'en reste plus qu'une : aux alentours du 15 septembre, entre le vote des parlementaires américains et l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies. « Après ce sera très difficile, voire impossible », convient-on. Cette ultime fenêtre sera refermée la semaine suivante par une manœuvre diplomatique astucieuse de Vladimir Poutine. ■

L'Iran d'Hassan Rohani

« prêt à coopérer »

New York (Nations unies)

Envoyé spécial

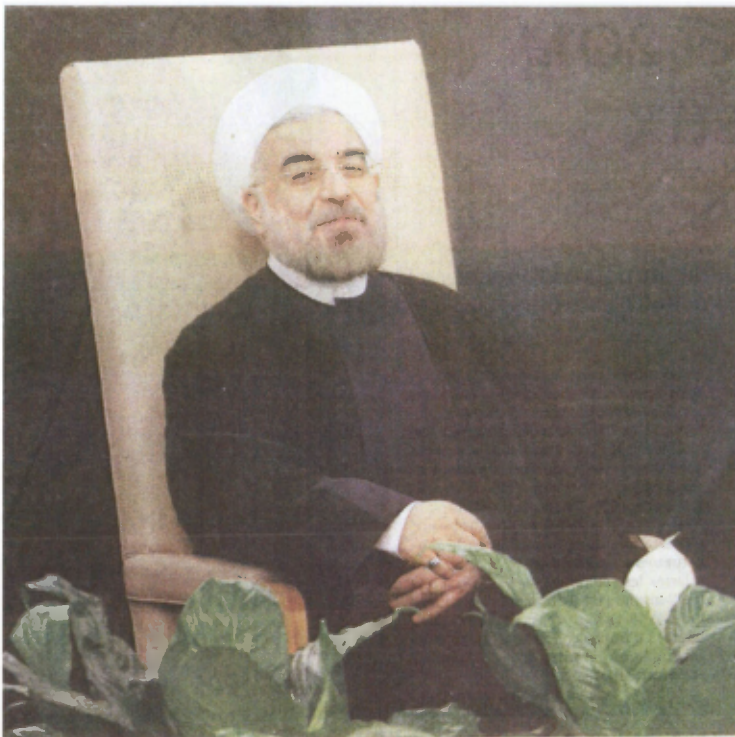
Le geste tant attendu n'a finalement pas eu lieu. Même sans poignée de main avec Barack Obama, le président iranien, Hassan Rohani, aura été l'homme le plus courtisé lors de l'ouverture de la 68^e Assemblée générale des Nations unies, mardi 24 septembre. Le nouveau chef d'Etat a été l'objet de toutes les attentions et a dominé l'ordre du jour de cette session, tant son pays est mêlé aux deux crises qui dominent les débats à New York : le conflit en Syrie, dont l'Iran est l'un des principaux alliés, et les négociations sur le volet militaire du programme nucléaire iranien, dans l'impasse après dix ans de pourparlers.

Même sans avancées tangibles sur ces questions, la vive curiosité dont a fait l'objet le président Rohani est déjà une victoire en soi pour la diplomatie iranienne et marque un spectaculaire retour sur le devant de la scène diplomatique de la République islamique, inimaginable du temps de son prédécesseur, Mahmoud Ahmadinejad. Toute la journée, les couloirs de l'ONU ont bourdonné de spéculations sur une éventuelle rencontre entre Barack Obama et son homologue iranien, élu en juin, et dont les récents gestes d'ouverture suscitent autant d'espoirs que d'interrogations. Elle n'a pas eu lieu.

Fins pacifiques

Lors de son discours très attendu devant l'Assemblée générale, Hassan Rohani a levé le voile sur ses intentions, dosant subtilement fermeté et compromis. Dans une référence à la crise syrienne, il a affirmé que l'Iran « *agira de manière responsable concernant la sécurité régionale et internationale* ». Et, tout en dénonçant avec véhémence les sanctions qui frappent son pays, il a souligné que Téhéran « *est prêt à coopérer* » de manière bilatérale et multilatérale avec d'« *autres acteurs responsables* ». Avant de souligner, à nouveau, que le nucléaire iranien ne servira qu'« *à des fins exclusivement pacifiques* ».

A défaut de poignée de main avec Barack Obama, il y a eu celle échangée entre Hassan Rohani et François Hollande, une première entre dirigeants iranien et français depuis 2005. La scène, en début



Le président iranien, Hassan Rohani, le 24 septembre, au siège des Nations unies, à New York. RAY STUBBLEBINE/REUTERS

d'après-midi, s'est déroulée dans le bureau de la représentation française au sein de l'immeuble de l'ONU. Elle a été protocolaire et courtoise, sans plus. François Hollande a adressé quelques mots de bienvenue au président iranien vêtu de sa tenue traditionnelle, turban blanc et aba noire. Les deux hommes, accompagnés de leurs ministres des affaires étrangères, se sont ensuite enfermés pour un entretien d'une quarantaine de minutes.

Selon un proche conseiller de l'Elysée, M. Rohani a été très « onc-

tueux », très « religieux » dans le style. « *C'était une discussion assez complète qui a porté à la fois sur la Syrie, le Liban et le nucléaire.* » De cette rencontre, dit-il, il est ressorti que « *l'Iran essaie de créer un nouveau climat, ils ont envie de revenir dans le jeu* ».

Au-delà de l'importance symbolique de ce rendez-vous, les attentes françaises étaient mesurées. « *Nous sommes prêts à engager le dialogue avec l'Iran mais, dans la vraie vie, nous avons de gros problèmes avec Téhéran : le programme*

nucléaire se poursuit, y compris dans ses aspects les plus dangereux », insiste un conseiller de l'Elysée. Pour Paris, dit-il, la continuation de ce dialogue est liée à une « *condition de base* » : que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique « *puissent tout inspecter* » et que l'Iran respecte les décisions du Conseil de sécurité. Sans cela, il ne peut être question de lever les sanctions internationales qui pèsent sur l'Iran. « *Rohani a besoin d'une levée des sanctions, car elles font mal* », dit-on dans l'entourage du président Hollande. « *Et il veut les obtenir au moindre coût sur le dossier nucléaire.* »

Cette même retenue était perceptible dès l'ouverture de l'Assemblée générale. Tant Barack Obama que François Hollande ont réservé un accueil prudent aux initiatives iraniennes. En écho au président américain, le chef de l'Etat a souligné que « *les déclarations du nouveau président iranien marquent une évolution. Ses mots doivent maintenant se traduire dans des actes* ». « *Ce que la France attend de l'Iran, a-t-il poursuivi, ce sont des gestes concrets qui témoignent que ce pays renonce à son programme nucléaire militaire.* » Avant d'ajouter : « *C'est pourquoi j'ai fait le choix d'un dialogue direct avec le président Rohani, qui n'exclut pas la fermeté* ». En attendant, c'est bien le président iranien qui a volé la vedette à l'ensemble des dirigeants de la planète présents à New York. ■

YVES-MICHEL RIOIS

Le président iranien condamne les crimes des nazis

Hassan Rohani a condamné, mardi 24 septembre, dans un entretien sur CNN, « *les crimes que les nazis ont commis envers les juifs* », prenant le contre-pied de son prédécesseur, Mahmoud Ahmadinejad, qui avait nié l'Holocauste. « *Tout crime contre l'humanité, y compris les crimes commis par les nazis*

envers les juifs, est répréhensible et condamnable », a-t-il déclaré. Mais « *cela ne veut pas dire que, puisque les nazis ont commis des crimes contre un groupe, ce groupe doit confisquer la terre d'un autre groupe et l'occuper* », a-t-il ajouté, en référence au conflit israélo-palestinien.

OPINION

Imagining a Remapped Middle East

By ROBIN WRIGHT

THE map of the modern Middle East, a political and economic pivot in the international order, is in tatters. Syria's ruinous war is the turning point. But the centrifugal forces of rival beliefs, tribes and ethnicities — empowered by unintended consequences of the Arab Spring — are also pulling apart a region defined by European colonial powers a century ago and defended by Arab autocrats ever since.

A different map would be a strategic game changer for just about everybody, potentially reconfiguring alliances, security challenges, trade and energy flows for much of the world, too.

Syria's prime location and muscle make it the strategic center of the Middle East. But it is a complex country, rich in religious and ethnic variety, and therefore fragile. After independence, Syria reeled from more than a half-dozen coups between 1949 and 1970, when the Assad dynasty seized full control. Now, after 30 months of bloodletting, diversity has turned deadly, killing both people and country. Syria has crumbled into three identifiable regions, each with its own flag and security forces. A different future is taking shape: a narrow statelet along a corridor from the south through Damascus, Homs and Hama to the northern Mediterranean coast controlled by the Assads' minority Alawite sect. In the north, a small Kurdistan, largely autonomous since mid-2012. The biggest chunk is the Sunni-dominated heartland.

Syria's unraveling would set precedents for the region, beginning next door. Until now, Iraq resisted falling apart because of foreign pressure, regional fear of going it alone and oil wealth that bought loyalty, at least on paper. But Syria is now sucking Iraq into its maelstrom.

"The battlefields are merging," the United Nations envoy Martin Kobler told the Security Council in July. "Iraq is the fault line between the Shia and the Sunni world and everything which happens in Syria, of course, has repercussions on the political landscape in Iraq."

Over time, Iraq's Sunni minority — notably in western Anbar Province, site of anti-government protests — may feel more commonality with eastern Syria's Sunni majority. Tribal ties and smuggling span the border. Together, they could form a de facto or formal Sunnistan. Iraq's south would effectively become Shiitestan, although separation is not likely to be that neat.

The dominant political parties in the two Kurdish regions of Syria and Iraq have longstanding differences, but when the border opened in August, more than 50,000 Syrian Kurds fled to Iraqi Kurdistan, creating new cross-border communities. Massoud Barzani, president of Iraqi Kurdistan, has also announced plans for the first summit meeting of 600 Kurds from some 40 parties in Iraq, Syria, Turkey and Iran this fall.

"We feel that conditions are now appropriate," said Kamal Kirkuki, the former speaker of Iraq's Kurdish Parliament, about trying to mobilize disparate Kurds to discuss their future.

Outsiders have long gamed the Middle East: What if the Ottoman Empire hadn't been divvied up by outsiders after World War I? Or the map reflected geographic realities or identities? Reconfigured maps infuriated Arabs who suspected foreign plots to divide and weaken them all over again.

I had never been a map gamer. I lived in Lebanon during the 15-year civil war and thought it could survive splits among 18 sects. I also didn't think Iraq would splinter during its nastiest fighting in 2006-7. But twin triggers changed my thinking.

The Arab Spring was the kindling. Arabs not only wanted to oust dictators, they wanted power decentralized to reflect local identity or rights to resources. Syria then set the match to itself and conventional wisdom about geography.

New borders may be drawn in disparate, and potentially chaotic,



ways. Countries could unravel through phases of federation, soft partition or autonomy, ending in geographic divorce.

Libya's uprising was partly against the rule of Col. Muammar el-Qaddafi. But it also reflected Benghazi's quest to separate from domineering Tripoli. Tribes differ. Tripolitarians look to the Maghreb, or western Islamic world, while Cyrenaicans look to the Mashriq, or eastern Islamic world. Plus, the capital hogs oil revenues, even though the east supplies 80 percent of it.

So Libya could devolve into two or even three pieces. The Cyrenaica National Council in eastern Libya declared autonomy in June. Southern Fezzan also has separate tribal and geographic identities. More Sahelian than North African in culture, tribes and identity, it could split off too.

Other states lacking a sense of common good or identity, the political glue, are vulnerable, particularly budding democracies straining to accommodate disparate constituencies with new expectations.

After ousting its longtime dictator, Yemen launched a fitful National Dialogue in March to hash out a new order. But in a country long rived by a northern rebellion and southern separatists, enduring success may depend on embracing the idea of federation — and promises to let the south vote on secession.

A new map might get even more intriguing. Arabs are abuzz about part of South Yemen's eventually merging with Saudi Arabia. Most southerners are Sunni, as is most of Saudi Arabia; many have family in the kingdom. The poorest Arabs, Yemenis could benefit from Saudi riches. In turn, Saudis would gain access to the Arabian Sea for trade, diminishing dependence on the Persian Gulf and fear of Iran's virtual control over the Strait of Hormuz.

The most fantastical ideas involve the Balkanization of Saudi Arabia, already in the third iteration of a country that merged rival tribes by force under rigid Wahhabi Islam. The kingdom seems physically secured in glass high-rises and eight-lane highways, but it still has disparate cultures, distinct tribal identities and tensions between a Sunni majority and a Shiite minority, notably in the oil-rich east.

Social strains are deepening from rampant corruption and about 30 percent youth unemployment in a self-indulgent country that may have to import oil in two decades. As the monarchy moves to a new generation, the House of Saud will almost have to create a new ruling family from thousands of princes, a contentious process.

Other changes may be de facto. City-states — oases of multiple identities like Baghdad, well-armed enclaves like Misurata, Libya's third largest city, or homogeneous zones like Jabal →

⇒ al-Druze in southern Syria — might make a comeback, even if technically inside countries.

A century after the British adventurer-cum-diplomat Sir Mark Sykes and the French envoy François Georges-Picot carved up the region, nationalism is rooted in varying degrees in countries initially defined by imperial tastes and trade rather than logic. The question now is whether nationalism is stronger than older sources of identity during conflict or tough transitions.

Syrians like to claim that nationalism will prevail whenever the war ends. The problem is that Syria now has multiple nationalisms. “Cleansing” is a growing problem. And guns exacerbate differences. Sectarian strife generally is now territorializing the split

between Sunnis and Shiites in ways not seen in the modern Middle East.

But other factors could keep the Middle East from fraying — good governance, decent services and security, fair justice, jobs and equitably shared resources, or even a common enemy. Countries are effectively mini-alliances. But those factors seem far off in the Arab world. And the longer Syria’s war rages on, the greater the instability and dangers for the whole region.

Robin Wright is the author of “Rock the Casbah: Rage and Rebellion Across the Islamic World” and a distinguished scholar at the United States Institute of Peace and the Wilson Center.

□□□



29 September 2013

Mixed Reaction to Latest Results from Kurdistan Polls

rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region — Political parties in the autonomous Kurdistan Region have expressed mixed reactions to the latest results from this month’s parliamentary vote, with two opposition parties saying the tally does not sound right.

The head of the Election Commission in Erbil, Serbast Amedi, gave reporters the latest results on Saturday, saying 95 percent of the votes had been counted.

The count placed the heavy-weight Kurdistan Democratic Party (KDP) in first place, the opposition Change Movement (Gorran) second, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) trailing third and two smaller Islamic parties coming fourth and fifth.

According to Amedi the KDP had received some 719,000 votes, Gorran’s share was 446,000 and PUK received close to 324,000 votes.

The KDP was quick to congratulate its supporters for a “resounding victory.”

“We owe this victory to our people,” read a KDP statement on Saturday. “And through providing better public services, expanding the freedoms and participation in the political process we will try to pay back that debt,” it vowed.

On the website of its main bureau in Sulaimani, PUK spokesman Azad Jundiani said: “Despite our reservations and



The head of the Election Commission in Erbil, Serbast Amedi, gave reporters the latest results on Saturday, saying 95 percent of the votes had been counted.

complaints, we respect the democratic decision and will of our people.”

He added that, “Kurdistan’s political situation has stepped into the stage of negotiations among the parties for deciding the region’s future political process and government.”

Jundiani said that the PUK — the KDP’s ruling partner in the Kurdistan Regional Government (KRG) — will responsibly play its role in the next parliament.

Recent statements by senior PUK officials demonstrate that the PUK has come to terms with the outcome of the elections and its true standing among all other groups.

“A dialogue and exchange of opinions would include all parties that ran in the elections and have

won seats in parliament,” said Jundiani.

The PUK was trounced at the polls by Gorran, which was formed in 2009 by a breakaway faction.

Aram Sheikh Muhammad, Gorran’s election commissioner, told his party’s mouthpiece website, sbeiy, that it is too soon “to accept the election results.”

Muhammad said that many of Gorran’s votes are still unaccounted for and that, “We will pursue until we have retrieved every single one of our votes.”

According to the Election Commission results from the September 21 polls Gorran has won 23.7 percent of the votes, giving it 24 seats — one short of the number of seats Gorran holds in the current 111-seat assembly.

“We still have time to compare the figures released by the election commission to what we have heard through our own sources,” said Muhammad.

Meanwhile Irfan Abdulaziz, leader of the Islamic Movement of Kurdistan, told a press conference that he believed the ballots “had been tampered with.” He said the IMK will complain to the Election Commission.

“The results released by the commission do not match the figures we received from our representatives,” said Abdulaziz. “We believe the ballots have been tampered with, but we don’t quite know in whose interest.”

The IMK, which used to be the third-strongest party in the Kurdistan Region in the 1990s — parallel to the PUK and KDP — lost its stature after several internal splits later that decade.

According to Saturday’s results the group has lost one of the only two seats it held in the Kurdish parliament.

Also on Saturday, Erbil police chief Abdulkhaiq Talaat warned that celebratory fire related to the elections results would not be tolerated, and that offenders would be prosecuted.

Last week, after an early count was released, several people were killed in Erbil, Sulaimani and Garmiyan by stray bullets and celebratory fire. ■

Cultural pride, and unlikely guests, at Kurdish Jewish festival

Muslim visitors travel from Syria and Iraq to join their brethren at the annual Saharane celebration in Jerusalem

By Lazar Berman
www.timesofisrael.com

It started with the sound of drums. Lorin Darwish, a Syrian Kurd born in Qamishli, stepped out of the parking garage. She could feel the percussion in her stomach as she started walking down the hill. The whine of the familiar shawm instrument swirled around her ears as she stepped onto the valley's green lawn. Moments later, she was walking through a crowd of mustachioed men, some decked out in flowing pants and turbans, chatting excitedly in Aramaic and Kurdish as women tended to meat on the grills set up around the park.

But Lorin wasn't heading through Qamishli, or any other part of historic Kurdistan, divided today between Syria, Iran, Iraq, and Turkey. She was in Jerusalem's Sacher Park, below the ridge on which the Knesset and Supreme Court sit, attending her first Saharane festival.

Saharane is the annual Kurdish Jewish holiday, now celebrated during Sukkot, when the ancient community gathers to sing, dance, eat, and trade stories from the old country in their traditional Aramaic tongue.

Last Sunday, Israel's Kurds marked Saharane in Israel's capital. Over 13,000 Israeli Kurds attended this year, according to Yehuda Ben Yosef, leader of the community in Israel. Smaller Saharane events were also subsequently held in Yokneam, Mevasseret Zion, and Yardena.

Jews in Kurdistan historically marked the beginning of spring with the Saharane festival, while at the same time their Muslim neighbors celebrated the Newroz holiday. They would head to the river banks and host mass picnics, complete with traditional garb and music competitions.

When the community emigrated to Israel in the early 1950s, they continued to celebrate



Kurdish Jews celebrate the 2013 Saharane festival in Jerusalem (photo credit: courtesy/Hemi Itz)

Darwish, whose extended family is still in war-torn Syria, came to Israel from the Netherlands especially for the festival. She found Ben-Yosef online, and contacted him before her trip.

"Yehuda is a special person," she said. "I don't feel that I was a guest. I feel directly that I was home. This feeling is not easy to get from everywhere. Because I know he's a Kurd, I'm a Kurd — I cannot explain it."

It was Darwish's second visit to Israel. She also came in July with three Kurdish friends living in Sweden, but seeing the Israeli community gather left a powerful impression on her.

"I was walking from the parking garage to the park, I heard the music and I said, 'Wow, it is so beautiful to hear the Kurdish music,'" she recalled.

"The Kurdish people you know are in four lands, and you go to Israel, a country like Israel — a powerful country, a big country — and you see Kurdish people there, and they are powerful, it makes you very very happy. I thought I will go and see old people, but I saw young people dancing, singing, it was really great."

Seeing an immigrant Kurdish community thrive was especially exciting for Darwish.

"Before I came to Israel, I thought, no, nobody helps us, no one gives us anything. But now that I was there, and I saw the people, I say why not, these people are Kurdish, and they are strong, and they get help from Israel. And I think that between Kurdistan and Israel the relation is very good.

"We Kurds, we love each other, we want to help each other...if I see somebody needs help, then we help," she added.

Several Iraqi Kurdish families were also in the crowd, tentatively pushing baby strollers as they looked for Israelis who could still speak Kurdish. They were in Israel for their young children, who are receiving life-saving heart surgery at Israeli hospitals. Two Israeli women noticed their Muslim headdress, and walked right up to strike up a conversation in Kurdish.

Bakhteyar Ibrahim, an Iraqi Kurd living in Germany, was in Israel for the first time. But Israel and the Jewish people have been on his mind for years.

Ibrahim is the president of the Kurdistan Israel Friendship Association, which he founded in Germany three years ago. Since then, KIFA chapters have emerged in Australia, German, England,

and Benelux. There are even chapters in Syria, Iraq, and Iran, according to Ibrahim. Surprisingly, he has not been able to get one going in Israel itself.

Israel began as an academic interest for Ibrahim, but he soon found an emotional attachment. "My heart was bitten for Israel," was his colorful description. "Judaism was a focus of my dissertation. I decided to learn the language. After that I feel that I am very relative to this people and this religion."

"I knew there were a lot of Kurdish people living here," Ibrahim continued. "A part of Kurdistan. They long for Kurdistan. I thought we had to found this organization to be a bridge between Kurdistan and Israel. At first I thought, let our focus only be on the Kurdish Jews, but after that we thought that there are Jews in every country we should work with."

KIFA is working with Israeli NGOs on a variety of projects. Ibrahim's dream is to open a school in Israel for Jewish Kurds, complete with Kurdish language courses. He also hopes his organization will serve as a bridge between Israel and the autonomous Kurdistan region of northern Iraq, helping the two sides open trade bureaus and even embassies if Kurdistan gains independence from Baghdad.

"Kurds think Israel are friends... even cousins, even blood," Ibrahim stressed. "We feel we are part of Israel, and they are part of our nation. These people," he said, pointing at the crowd, "represent the Kurdish people in Kurdistan."

PROPHETS, FALSE MESSIAHS AND A FEMALE TALMUD SCHOLAR

Today, there are almost 200,000 Kurdish Jews in Israel, about half of whom live in Jerusalem. There are also over 30 agricultural villages throughout the country that were founded by Kurds.

At the festival's temporary exhibit displaying the history of Kurdistan's Jews, Mordechai Yona directed volunteers as they hung pictures from his research trip to Iraqi Kurdistan more than a decade ago. Yona, who grew up in the city of Zakho on the Iraq-Turkey border until the age of 11, is regarded as a leading expert on his community. He authored a three-volume encyclopedia on Kurdish Jews, as well as a Hebrew-Aramaic-Kurdish dictionary.

According to Yona, his hometown had a community of 1,800 Jews, 10 percent of all of Kurdistan's Jews.

The Jews of Kurdistan have a long and storied past. According to tradition, Jews first arrived in the region, in the heart of the Assyrian Empire, after the Assyrians defeated the northern kingdom of Israel and carried the 10 "lost" tribes into captivity. In the first century BCE, the royal family of the kingdom of Adiabene, whose capital is in the current Iraqi Kurdish capital of Erbil, converted to Judaism. Queen Helene of Adiabene moved to Jerusalem and donated significant funds to the Second Temple, built palaces near the City of David, and became famous in Jewish lore as Heleni HaMalka.

The Jewish traveler Benjamin of Tudela ➤



Saharane during the intermediate days of Passover. However, the relatively small community felt their holiday was in danger of being swallowed up by Mimouna, the post-Passover holiday of the much larger Moroccan community. Ben Yosef's uncle, Aviv Shimoni, the leader of the community at the time, decided to move the celebration to Sukkot in 1975. Unfortunately, this disconnected Saharane from its roots as a celebration of the blossoming of nature after a cold winter.

'WE FEEL WE ARE PART OF ISRAEL'

As ties deepen between Kurds in Israel and those in the Kurdish heartland, more Muslim Kurds are making their way to Israel to visit their former neighbors.

► found a sizable and vibrant community in Kurdistan in the 12th century, with communities in over 100 villages and cities. In the same century, the self-proclaimed messiah David Alroy of Amadiya led an uprising of Kurdistan's Jews against their Seljuk rulers, telling his followers that he would take them to Jerusalem.

Kurdistan's conservative Jewish community even had a renowned female religious leader. After her husband passed away, Asenath Barzani headed the Amadiya yeshiva in the 17th century, and was widely recognized as Kurdistan's premier Torah scholar.

"Every big city had two to four synagogues," Yona explained. "Most were made of bricks, but Zakho's great synagogue was made of hewn stone. That synagogue was mostly destroyed, but when I visited in 2000, one of the walls still had the menorah hanging from it."

Kurdish Jews regularly visited and cared for the graves of biblical prophets believed to have been buried in the region. Ezekiel's tomb is situated in al-Kifl in southern Iraq; Daniel is said to be buried in Kirkuk; and Nahum, whom Kurdish Jews see as their patron prophet, lived and was buried in the Assyrian town of Alqosh, according to local tradition.

Jews used to visit Nahum's grave on the Shavuot holiday, renting rooms from the Aramaic-speaking Christians and staying for up to a month. K., an Assyrian shopkeeper in Alqosh, told The Times of Israel. A Jewish family lived next to the grave and took care of the site. Extensive Hebrew writing can still be seen in the crumbling building around the grave, and traces of mezuzot are visible on the doorposts of homes in the courtyard facing the grave.

Kurds began moving to Israel, primarily settling in the northern town of Safed, in the late 1500s. The vast majority, however, left shortly after the establishment of the State of Israel. With the exception of a few families who stayed behind in Iran, the entire community fled to Israel during Operation Ezra and Nehemiah between 1950 and 1952. Their arrival was anything but smooth, with families walking off the planes only to be

sprayed by the Israeli government with pesticides then sent to squalid tent camps.

Yona visited Kurdistan in 2000, entering Saddam Hussein-ruled Iraq through Turkey. "The Kurds knew I was from Israel, and they gave me great honor," he said.

Yona regularly receives Kurdish visitors in Israel. In August, a group of Syrian Kurds from Qamishli visited Israel. He believes that such



interactions are indicative of the potential political relationship between Kurds and Israel. "We will be the first to recognize an independent Kurdistan," he said.

'I WANT TO SEE MY FATHER'S STORE'

The Saharane festival, in addition to keeping a tradition alive, is an opportunity for the community to take pride in members who have risen to prominence in Israeli society, which initially saw them as illiterate peasants. Itzik Kala, a popular Israeli singer of Kurdish descent, sang songs in both Hebrew and Kurdish after the sun set.

Former defense minister Yitzhak Mordechai, born in Zakho, and Deputy Finance Minister Mickey Levy joined Yehuda Ben-Yosef on the stage to recognize Israeli hero Mordechai Rachamim as a community notable. Rachamim, an undercover air marshal, foiled a 1969 attack on an El Al plane in Switzerland by killing the leader of the Palestinian terrorist squad that was trying to take over the craft.

The Kurdish Jews sitting with their extended families at the event, drinking and eating barbecued meat, were eager to share their stories as well. Naim Eliyahu, from Moshav Agur, was born

in Koysinjaq in northern Iraq. He learned in the local Jewish study hall as a boy at the feet of a well-known teacher called Muallem Ezra; and Naim claims he had learned all of the Talmud by the age of 6.

His family came to Israel in 1951 and lived in military tents upon arrival. Naim served in the air force and formed a Kurdish band, "Naim and Naima," with his wife.

Taking me by the arm, Naim regaled me with a Kurdish folk song. He was also visibly excited by the opportunity to speak Kurdish with the families from Iraqi Kurdistan, and handed them meat off his family's barbecue.

Nahum Moshe, from Zakho, and his wife Tzipora, born in the city of Duhok, moved to the heavily Kurdish town of Mevaseret Zion just outside Jerusalem. They remembered good relations between Kurdish Jews and Muslims, but recalled stories of Jewish merchants being murdered by highwaymen as they moved their wares between cities. The couple maintain connection with Kurds still living in Iraq, and host Kurdish visitors to Israel every year.

The city of Halabja, infamous for Saddam Hussein's mass murder of Kurds with chemical weapons, still has a neighborhood called the Jewlakan, or Jewish quarter, to this day. Though the Jews all moved to Israel, tailors from the nearby bazaar are happy to point out old Jewish homes, hotels, and the brick synagogue.

Rachel Shalom, sitting with her husband on a small rise overlooking the main stage, fondly remembered her childhood in the city, playing in the streams running down from the mountains on the Iranian border.

"That was my uncle's house," she exclaimed as she scrolled through photographs of my recent trip to Halabja's Jewish quarter. "And that... that was a flour factory. And this one was the mayor's house, I remember those two doors. Why didn't you take pictures of the springs?"

"Wow, I remember it all!" Shalom said, tears coming to her eyes. "I want to see my father's store."

Turkey recaptures most escaped 'Kurd rebel' prisoners

AFP, Ankara - Turkish security forces have recaptured all but one of 18 escaped prisoners detained for suspected links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the interior minister said Thursday.

"Seventeen of the escapees have been apprehended. Security forces are looking for the last one," Muammer Guler said on his official Twitter account.

The minister said they had been seized in the countryside in the province of Bingol, not far from where they had staged a spectacular escape by tunneling their way out of prison.

Four of the fugitives had already been convicted and the remainder were being held, charged with "membership of a terrorist organization," the justice ministry said on Wednesday after the escape.

The PKK, listed as a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union, took up arms in the Kurdish-majority southeast of Turkey in 1984, sparking a conflict that has claimed about 45,000 lives.

Turkey has recently entered into a peace process with the Kurdish rebel movement after months of clandestine negotiations between the PKK's jailed leader Abdullah Ocalan and the Turkish secret service. Ocalan declared a truce in March.

But the process has been fragile and Kurdish rebels announced this month they had halted their pullout from Turkey, accusing the government of failing to deliver on the promised reforms to enhance the rights of the estimated 15 million Kurds in the country.



Turkish security forces have recaptured all but one of 18 escaped prisoners detained for suspected links with the outlawed Kurdistan Workers' Party. (File photo: AFP)

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's Islamic-rooted Justice and Development Party (AKP) is putting the final touches on a long awaited "democratization package" of reforms which will be unveiled on Sept. 30.



Des groupes rebelles syriens se rallient aux djihadistes

Ces défections en série compliquent le soutien des Occidentaux à l'opposition.

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

MOYEN-ORIENT C'est une mauvaise nouvelle pour les soutiens occidentaux de l'opposition modérée à Bachar el-Assad. Une douzaine de groupes rebelles, jusque-là affiliés ou proches de l'Armée syrienne libre (ASL), principal vecteur d'influence des Européens et des Américains sur le terrain, ont décidé de rompre avec celle-ci pour former une alliance avec le Front al-Nosra, lié à al-Qaida. Ces défections marquent une nouvelle perte d'influence des insurgés « modérés », au

profit des radicaux islamistes, hostiles à tout règlement négocié du conflit.

Parmi ces groupes, de puissants bataillons comme la faction salafiste Ahrar al-Cham, Liwa al-Tawhid, proche des Frères musulmans, et Liwa al-Islam, lié à l'Arabie saoudite. Bien implantés au nord de la Syrie, ces trois groupes totalisent au moins 40 000 hommes sur les 150 000 que compterait l'insurrection. La Coalition nationale syrienne (CNS), bras politique de l'opposition soutenue par les Occidentaux, « ne nous représente pas et nous ne la reconnaissons pas », soulignent dans un communiqué les treize groupes qui appellent à faire de la charia, la loi is-

lamique, « la seule source de législation ». Ils entendent constituer une nouvelle force islamique.

En vidant le courant modéré de l'insurrection, cette défection est un très mauvais coup porté à l'ASL et à son patron, le général Sélim Idriss, qui a annulé un séjour en France pour rentrer précipitamment dans les zones « libérées » du nord de la Syrie. Cette nouvelle complique la question de l'armement des rebelles, option relancée récemment par

150 000

hommes

C'est le nombre de rebelles que compterait l'insurrection

François Hollande. Comment faire lorsqu'une partie de ces modérés, qui ne représentaient déjà que 15 à 20 % des insurgés, passent du côté des radicaux islamistes ? Ce durcissement est la conséquence du renoncement américain à engager des frappes contre le pouvoir d'el-Assad, que la composante modérée de la rébellion attendait avec im-

patience pour enfin progresser face à ses rivaux djihadistes. Mais depuis, de nombreux insurgés ont perdu espoir et ont décidé de rallier les factions islamistes, qui disposent de plus d'argent et de davantage d'armes.

Ces défections sonnent aussi le glas d'un gouvernement transitoire que la CNS et certains de ses soutiens occidentaux - comme la France - souhaitent installer dans les régions nord de la Syrie, où le régime a perdu le contrôle d'une grande partie du territoire. « Les Occidentaux ont continué de croire le général Idriss quand il leur assurait avoir sous ses ordres 85 % des rebelles, commente un observateur à Damas. Ils se sont fait avoir. Ils avaient demandé au général Idriss de réclamer des commandants des conseils révolutionnaires locaux de publier des communiqués dans lesquels ils affirmaient répondre à son commandement. Les chefs locaux ont dit : OK, si vous nous donnez de l'argent et les armes. Ce qui ne les a pas empêchés ensuite de rejeter les ordres des cadres de l'ASL à l'extérieur de la Syrie. » Dans ces conditions, tout cessez-le-feu résultant d'une conférence internationale risquerait de ne pas être respecté par la mouvance radicale salafiste et djihadiste, la plus puissante désormais sur le terrain. Ajoutant à la confusion, plus de cent officiers supérieurs de l'ASL ont signé un appel à « boycotter » toute conférence sur la Syrie impliquant l'Iran.

Seule bonne nouvelle pour l'opposition modérée : la présence à Paris du général Ali Habib, le ministre de la Défense de Bachar el-Assad jusqu'à l'été 2011, qui a quitté la Syrie il y a trois semaines. Ali Habib pourrait être ce fameux général alaouïte, la minorité du président, capable de jouer un rôle dans une transition négociée du pouvoir en maintenant l'armée comme garante de l'intégrité de la Syrie. ■



Une brigade de l'Armée syrienne libre, fin août à l'est d'Alep.

STRINGER/REUTERS

Six morts dans des attentats à Erbil, au Kurdistan irakien



Par FRANCE 24

Le QG des services de sécurité d'Erbil, au Kurdistan irakien, a été visé par l'explosion de quatre véhicules piégés, dimanche. Au moins six personnes ont été tuées dans cette ville habituellement épargnée par les attentats.

Au moins six personnes ont été tuées, dimanche, après une série d'attentats qui ont visé le quartier général des services de sécurité à Erbil, au Kurdistan irakien.

Des responsables de sécurité précisent que la première explosion a été provoquée par un kamikaze au volant d'une voiture et qu'à l'arrivée des secours, une

ambulance, elle-aussi piégée, a explosé à son tour. Au total, quatre véhicules ont été utilisés par les terroristes.

Le Kurdistan irakien est généralement préservé de tout attentat terroriste. Erbil, la capitale de cette région autonome irakienne, n'avait plus été visée par de telles opérations depuis le 10 mai 2007. À l'époque, un camion piégé avait explosé, provoquant le décès de 14 personnes.

L'attentat de ce dimanche pourrait être lié aux relations houleuses qu'entretiennent les Kurdes et le Front al-Nosra, un mouvement islamiste impliqué notamment dans le mouvement de rébellion en Syrie.

"L'attaque d'aujourd'hui peut être une vengeance du Front al-Nosra contre les Kurdes à l'intérieur du Kurdistan", explique Ali al-Haidari, un analyste irakien.

Ces dernières semaines, des combats ont mis aux prises des milices djihadistes aux kurdes habitant le nord de la Syrie. Des heurts qui ont provoqué un afflux massif de réfugiés kurdes au Kurdistan irakien. Selon l'ONU, près de 161 000 Syriens, en majorité des Kurdes, auraient fui vers l'Irak depuis le début du conflit.

Cet attentat intervient une semaine après les élections législatives qui ont abouti au renouvellement du Parlement régional du Kurdistan irakien. ■

Al Qaeda, Kurdish militia clash on Syrian border with Turkey

By Khaled Yacoub Oweis / (Reuters)

AMMAN Seven al Qaeda-affiliated rebels were killed in a battle with a Syrian Kurdish militia on Wednesday, as violence between Syria's Arabs and Kurds increased, opposition activists said.

The fighting in Atma, a town on the Turkish border which is a main escape route for refugees fleeing the civil war, shows how the region has become a battleground for a myriad of armed groups in a scramble to grab territory, opposition sources said.

As well as the seven members of the al-Qaeda linked Islamic State of Iraq and the Levant killed in fighting with the PYD, the Syrian arm of the Kurdistan Workers Party (PKK), two women PKK recruits were also killed by mortar fire on the outskirts of the nearby town of Jandaris, the sources said.

Since the start of the revolt, President Bashar al-Assad's forces have pulled out of

Kurdish regions, including Ifrin, where Atma is located, handing de facto control to the PKK.

While fear is widespread among Kurds of a possible Islamist takeover if Assad falls, the PKK has come under criticism from other Kurdish groups for having ties with Assad's forces and has also been accused of killing peaceful Kurdish activists, charges the group denies.

Opposition activist Mohammad Abdallah said officers from Assad's army visited PKK leaders in Jandaris in the last week to discuss military cooperation, prompting the rebels to launch a pre-emptive strike.

"There is a feeling that the Kurds were fortifying Jandaris as part of a plan to carve a Kurdish zone in Ifrin with the help of the regime," Abdallah said. "Fighting has been heavy all day, and rebels have brought heavy guns to defend Atma and to target the

PKK."

Another activist in the town said the PKK had taken positions in high ground around Atma. "Most of Atma is now within site of PKK snipers. Clashes with rocket-propelled grenades are taking place on the hills," he said.

Kurds comprise around 10 percent of Syria's 21 million population. They are concentrated in Ifrin and other areas of the northwest, in parts of Damascus and in the northeastern oil producing area of Qamishli, where there has also been intense fighting between Kurds and rebel units and Arab tribes opposed to de facto Kurdish autonomy.

Seeking to mend ties with the Kurdish community, Syrian opposition leaders in exile attempted, at a meeting in Istanbul this month, to expand the Syrian National Coalition to include members of the Kurdish National Council, a grouping of the main Kurdish parties that does not include the PYD.

But the effort was put off as the coalition debated at length a joint declaration with the Kurdish Council that defines the Kurds as a separate people in a united Syria. □

Les Occidentaux et l'Iran relancent les négociations sur le contentieux nucléaire

La réunion, jeudi à New York, des Six avec Téhéran a été l'occasion d'une rencontre inédite entre chefs de la diplomatie iranienne et américaine

New York (Nations unies)
Envoyé spécial

Après des années d'impasse, les négociations sur le nucléaire iranien vont reprendre les 15 et 16 octobre à Genève. Ce déblocage a été confirmé par le ministre iranien des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, jeudi 26 septembre, à l'issue d'une réunion de deux heures des cinq membres du Conseil de sécurité plus l'Allemagne (5+1), en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, à New York. Au terme de cette rencontre, M. Zarif a précisé que l'objectif était d'aboutir à un accord « d'ici un an » sur le programme nucléaire iranien, alors que les Occidentaux soupçonnent Téhéran de vouloir développer l'arme atomique sous couvert de son programme nucléaire civil.

Cette réunion a aussi été l'occasion du premier contact entre les chefs de la diplomatie iranienne et américaine, qui ont prolongé la rencontre par un tête-à-tête pour la première fois depuis 1979. Un geste très symbolique après la poignée de mains ratée entre le président iranien, Hassan Rohani, et Barack Obama, en début de semaine.

A l'issue de ce conciliabule, le secrétaire d'Etat américain John

Kerry s'est réjoui du « changement de ton » de son interlocuteur, mais a souligné qu'il restait « beaucoup de travail à faire ».

Un constat partagé par une source diplomatique française. « L'atmosphère était très différente, M. Zarif a montré qu'il comprenait nos interrogations mais il n'a mis aucune proposition concrète sur la table », relève cette source.

La veille, poursuivant son opération de séduction auprès de l'opinion américaine, le président iranien, Hassan Rohani, avait préparé le terrain à la réunion avec les Six en dévoilant son intention d'avancer vite sur le dossier nucléaire. Dans un entretien au *Washington Post*, il s'était dit favorable à un calendrier rapide de négociations. « C'est une question de mois, pas d'années », avait-il affirmé.

Ce nouvel empressement des dirigeants iraniens est interprété comme un signe « d'ouverture » autant que comme l'expression d'une urgence politique. « Rohani a été élu pour lever les sanctions, mais sa marge de manœuvre est limitée face au Guide suprême, Ali Khamenei, peu disposé à des concessions », souligne un diplomate occidental. « Rohani a une fenêtre de tir limitée, il doit obtenir des résultats avant un an », estime cette source.

Tout en accueillant favorablement ce changement de ton, les Occidentaux demeurent prudents sur la réalité des intentions iraniennes. « On leur dit : on entend les signaux que vous nous envoyez,

on y est sensible, rentrons maintenant dans le vif du sujet », insiste un expert français impliqué dans le dossier.

C'est aussi le message qu'a adressé François Hollande à son homologue iranien pendant leur rencontre, mardi, à l'ONU. « Le président Rohani nous a dit : "Ce qu'il faut prouver, c'est l'existence d'un programme nucléaire militaire. Ce n'est pas à nous d'apporter la preuve de ce que l'on n'a pas" », rapporte l'entourage du chef de l'Etat. Le président Hollande lui a répondu : « Entre l'existence et la non-existence, il y a la transparence. » C'est la clef des futures négociations.

Téhéran a augmenté sa production ces derniers mois et dispose désormais de 185,8 kg d'uranium enrichi à 20 %

Pour créer ce climat de confiance, les Iraniens devront d'abord donner des gages : accepter l'inspection de tous leurs sites par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), accorder un accès aux individus et documents liés aux activités nucléaires et interrompre le programme d'enrichissement d'uranium. « Notre point de départ est clair, nous avons une offre sur la table, celle d'Almaty », relève une source diplomatique française, en référence à la proposi-

tion finalisée, en avril, lors de la réunion des Six avec l'Iran, à Alma-Ata, ex-capitale du Kazakhstan. Une offre, jusque-là, restée lettre morte.

Celle-ci prévoit la suspension de l'enrichissement de l'uranium à 20 %, la sortie du territoire iranien de la plus grande partie du stock déjà enrichi à cette hauteur et la désactivation du site militaire de Fordow, dont l'existence a été révélée en 2009 et qui est considéré comme une installation clandestine d'enrichissement d'uranium. D'après un récent rapport de l'AIEA, en date du 28 août, l'Iran a augmenté sa production au cours des derniers mois et dispose désormais de 185,8 kg d'uranium enrichi à 20 %, alors qu'il en faut 240 à 250 kg, selon les spécialistes, pour fabriquer une bombe atomique.

En contrepartie à d'éventuelles concessions, les Occidentaux s'engagent à un assouplissement progressif des sanctions commerciales, renforcées en 2011, dont l'impact pénalise lourdement l'économie iranienne, « à hauteur de 15 % à 20 % de son PIB », selon un diplomate. « On leverait d'abord les sanctions sur les produits pétrochimiques et les métaux précieux, notamment l'or. Mais on ne toucherait pas, dans un premier temps, à celles qui font très mal, et qui portent sur l'exportation des hydrocarbures ; l'épine dorsale de l'économie iranienne, ni aux restrictions sur les activités bancaires », note cet expert. Une année de négociations ne sera pas de trop. ■

Y.-M.R.



Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry (à gauche) et son homologue iranien Mohammed Javad Zarif (à droite), jeudi, lors d'une réunion avec les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies à New York. JASON DECROW/AP

Rare attack shakes Iraq's Kurdish area

Many see spillover of Syria violence

By **TIM ARANGO**

BAGHDAD — Several explosions, some of them from suicide bombers, struck the heart of Iraq's northern Kurdish region on Sunday, setting off chaos and gunfights in the streets of the capital, Erbil.

The attackers hit a building that houses the regional Kurdish government's security service, and the scenes that unfolded — terrified people fleeing black plumes of smoke, the charred and smoking husks of vehicles in the streets — were extraordinary for a region that has largely been spared the violence that for years has plagued the rest of Iraq.

In the aftermath, Iraqi forces swept across Erbil, and Sulaimaniya, another major Kurdish city, setting up checkpoints and other security measures familiar to residents of other Iraqi cities.

Officials said at least six people — all members of the Kurdish security forces — were killed and dozens more wounded in the attacks, which included at least five explosions. The violence gripped the region with the sort of fear that has long enveloped the rest of the country. A statement from the regional government said six attackers were also killed.

The attacks came just after the results of the region's parliamentary elections were announced, but much of the speculation surrounding the motivation for the attack centered on Syria, where Kurdish militias, some of them supported and trained by the security forces in Iraqi Kurdistan, have been fighting against jihadist groups linked to Al Qaeda. No group immediately claimed responsibility for the bombings.

"We all know that Kurdistan is part of an unstable region, and security breaches sometimes happen even in developed countries, and I think that what is happening in Syria has something to do with today's explosions," said Shwan Taha, a Kurdish member of Iraq's Parliament in Baghdad.

In a statement, the United Nations office in Baghdad expressed shock at the "daring attack."

"For many years, the city of Erbil has benefited from peace and security, and I urge the regional and national authorities to work together to ensure that calm and tranquillity will continue to prevail and that those responsible for the attack are brought to justice," Nikolay Mladenov, the United Nations representative to Iraq, said in the statement.

The self-governing Iraqi Kurdish region has been a haven of relative secu-



Kurdish security forces inspect the site of a bomb attack in the city of Erbil, the capital of the autonomous Kurdistan region, about 350 km (217 miles) north of Baghdad, September 29, 2013. Six people were killed on Sunday in a series of explosions outside a security directorate in the capital of Iraq's usually peaceful autonomous Kurdistan region, security and medical sources said. Gunfire could be heard after the blasts in Erbil that wounded a further 36 people, according to the city's health directorate. The victims were believed to be members of the Iraqi Kurdish security forces, known as asayesh. REUTERS/Azad Lashkari (IRAQ - Tags: POLITICS CIVIL UNREST)

urity and prosperity compared with the rest of the country, and it has attracted substantial foreign investment, including from foreign oil companies eager to develop the region's vast oil reserves. During the years that American troops were fighting in Iraq, not a single American soldier was killed in combat in Iraqi Kurdistan. But the attacks on Sunday demonstrated that no place in Iraq was truly safe, as the war in Syria increasingly spills over its borders and as Iraq's own Sunni insurgent groups accelerate their attacks.

Iraq's Qaeda affiliate has gained strength across the country, but particularly in the northern city of Mosul, not far from the border with Iraqi Kurdistan, leading to speculation that groups there could have been behind the bombings.

The last significant attacks in Iraqi Kurdistan occurred in 2007, when the Interior Ministry building in Erbil was struck.

Iraq's Kurdish leaders have sought to portray their region as a hub for foreign investment and a bastion of stability, but it has become increasingly affected by the war in Syria, where a minority Kurdish population has taken up arms to secure a measure of autonomy. Thousands of Syrian Kurdish refugees have streamed into northern Iraq, and Iraqi Kurdish leaders, especially the regional president, Massoud Barzani, have offered support to Kurdish militiamen within Syria. Mr.

Barzani has even threatened to intervene militarily in Syria with his own security forces, known as the pesh merga.

The attacks on Sunday appeared to have been coordinated and well organized, with the perpetrators wearing military uniforms. After the initial explosion, an ambulance filled with explosives, which apparently had been waved in by members of the security forces, also detonated, according to a security official in Erbil.

The Erbil attacks were the most remarkable ones on Sunday in Iraq because of their location, but they were not the deadliest. In the afternoon, two suicide bombers detonated explosives in a Shiite mosque south of Baghdad during a funeral for three members of a family who had been killed several days ago when their house was blown up by terrorists. In the bombing on Sunday, which was the latest in a string of terrorist strikes against funerals in Iraq, at least 31 people were killed and nearly 50 wounded.

As night fell in Iraq, another explosion occurred, this one in Sadr City, a Shiite stronghold in Baghdad, where a car bomb exploded at a vegetable market, killing at least five people and wounding more than a dozen. ■

First Suicide Bombing in Six Years Hits Iraqi Kurdistan

By: Wladimir van Wilgenburg for Al-Monitor



ERBIL, Kurdistan Region of Iraq — On Sept. 29, the Directorate of Security (Asayish) in Erbil became the target of a successful suicide attack and another that failed. According to a statement by the directorate, six security officers were killed in a firefight that followed the attack, and 62 people were injured, including 42 security and police officers. It is the first attack in six years in Erbil in the Kurdistan Region of Iraq. The region is known for its stability and security — in contrast to the rest of Iraq, where attacks are frequent — and has attracted impressive amounts of foreign investment.

The Asayish statement noted, “The attacks come at a time when Kurdistan has achieved another democratic milestone by holding its fourth free and fair parliamentary elections [on Sept. 21], the results of which were announced one day before the terrorist attacks. The attacks demonstrate that there are those who stand against our democratic journey.”

In the first attack, a suicide bomber attempted to drive into the Asayish building, killing four people when the vehicle exploded. Minutes later, an ambulance carrying two assailants approached the building, but they were stopped and killed.

“For many years, the city Erbil has benefited from peace and security, and I urge the regional and national authorities to work together to ensure that calm and tranquility will continue to prevail and that those responsible for the attack are brought to justice,” said Nickolay Mladenov, UN special representative of the United Nations secretary-general for Iraq.

Asayish is still investigating the incident and has not yet announced who it thinks, apart for “terrorists groups,” is responsible for the incident. Kurdistan Regional Government (KRG) President Massoud Barzani visited the victims of the attack in the hospital.

There are several organizations that could be behind the attack. A large number of Islamist organizations have emerged in the Iraqi Kurdistan Region since the 1980s. Some of them carried out attacks, but the majority decided to participate in the electoral system after Kurdistan became de-facto autonomous in 1991.

Ansar al-Islam, formed by the merger of several insurgent groups in December 2001, has in the past carried out attacks and assassinations in the area, but in 2003, US Special Forces and fighters from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) destroyed the group’s bases in Halabja. Taka Kamran, a former leading member of Ansar al-Islam, told Al Arabiya on July 22, 2011, “After the US forces entered the country in 2003 and bombed us for 13 days running, we went to Iran and then returned to Baghdad.”

After 2003, Ansar al-Islam, changed its name to Ansar al-Sunna and became one of the main Iraqi insurgent groups in the country, competing with but also cooperating with al-Qaeda. In 2007, the group reverted back to Ansar al-Islam. In February 2004, it killed 105 people in simultaneous suicide attacks in Erbil.

Another group, the al-Qaeda Kurdish Battalions, which swore allegiance to al-Qaeda and al-Qaeda in Iraq, carried out several attacks after its inception in 2007. A Stanford University profile says of the organization, “Considered weak in number and capability, the group has not carried out an attack since late September 2010, when a bomb went off while being defused in Sulaimaniyah, Iraq, wounding two police officers.”

The al-Qaeda Kurdish Battalions were designated a foreign terrorist organization by the US State Department in January 2012. It was responsible for truck bombing the building housing the Ministries of Interior and Security in Erbil in May 2007 in which 19 people were killed. It also killed seven border guards and one security officer in Penjwin, near the

Iranian border, in July 2007, and two police officers were hurt in a failed suicide attack in Sulaimaniyah.

Sources claim the al-Qaeda Kurdistan brigade had pledged allegiance to Abu Umar al-Baghdadi, the Islamic State of Iraq (ISI) leader killed by US forces in April 2010 and replaced by Abu Bakr al-Baghdadi. In April 2013, ISI became the Islamic State of Iraq and al-Sham, operating in Syria and in Iraq. Since mid-July, it has been involved in fighting the secular Kurdish People’s Defense Units (YPG), affiliated with the Kurdistan Workers Party (PKK).

In April 2013, President Barzani vowed to assist Syrian Kurds against al-Qaeda, following reports of Kurdish civilians being massacred in the countryside of Aleppo, in Syria. The PKK-affiliated Democratic Union Party (PYD), the main Syrian Kurdish party, has, however, rejected military assistance from Barzani. Nevertheless, it remains possible that the al-Qaeda outfit suspects Barzani of supporting the Syrian Kurds against them.

Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki and Barzani reached an agreement in May on forming a security committee to coordinate between the Iraqi government and Kurdish forces. On January 18, 2007, ISIS released a statement threatening Kurdish Peshmerga assigned to participate in the Baghdad security plan. Moreover, Al-Furqan, the media arm of al-Qaeda, released a video in 2010 called “Vanquisher of the Peshmerga” that was translated by the Ansar al-Mujahideen English Forum.

The late ISIS leader Abu Umar al-Baghdadi, said, “Not long ago, their grandfathers [Kurds] were praised with the scale of Sharia; and today things are reversed, and their politicians are the ones who allow the reign of the rejectionists on the Land of the Two Rivers [Iraq].”

An unofficial Twitter account attributed to Jabhat al-Nusra tweeted, “ISIS: four car bombs shake Arbil; north Iraq; response to what they’re doing in ash-Sham [Syria]. Allahu Akbar,” possibly referring to the fighting between the Kurds and jihadis in Syria.

Mohammed Baziani, an Islamic researcher and head of the al-Huda Center for Strategic Studies based in Erbil, told Al-Monitor that he does not think Ansar al-Islam is behind the bombing.

“The style of the explosion looks like al-Qaeda. It doesn’t look like what in the past Ansar al-Islam has done. Ansar al-Islam is not powerful enough to do it, to do this kind of explosion in Kurdistan. As a researcher, I don’t have proof, but this is my opinion. I think it belongs to a branch of al-Qaeda.”

The US Consulate in Erbil said it is monitoring reports of the attack. “The United States will continue to support the Kurdistan Regional Government, the Government of Iraq, and the people of Iraq in combating our common enemy of terrorism,” a US press release announced.

Hemin Hussein Hamawandi, an Erbil-based journalist, does not think the attack will make a huge impact on Kurdistan’s security going forward and might be a message from regional countries against the recent democratic elections.

“We passed this step [of insecurity]. We will never return to the past. All the people in Kurdistan help the security system, and security forces, and the KRG has full support for anti-terrorism.” ♦

Wladimir van Wilgenburg is a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. He currently writes for the Kurdish newspaper Rudaw.



SYRIA'S OTHER WAR

A GROWING FEUD BETWEEN JIHADISTS AND MODERATE REBEL GROUPS COULD BOOST U.S. INFLUENCE ON THE BATTLEFIELD

BY ARYN BAKER, BEIRUT AND JAY NEWTON SMALL, WASHINGTON

OVER THE PAST FEW weeks, while much of the world was transfixed by the high-stakes diplomatic wrangling between the U.S., Russia and Syria over how to respond to the Syrian regime's alleged use of chemical weapons, another face-off was taking shape on the Syrian battlefield. A rift in the rebel-dominated Syrian province of Aleppo that had been growing for months burst into public view in early September with a series of deadly clashes between rival factions seeking the overthrow of President Bashar Assad. In the town of Bab, about 25 km from the provincial capital, members of the al-Qaeda-affiliated Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) arrested a local cleric who had openly criticized the Islamist fighters' heavy-handed administration. The cleric's supporters, including U.S.-backed members of the Free Syrian Army (FSA), a loosely aligned umbrella organization of rebels that excludes groups linked with al-Qaeda, protested at the local ISIS headquarters, demanding the group leave town. According to an eyewitness and FSA member named Abu Mohammad, ISIS fighters fired on the crowd, wounding eight. "People are fed up with their behavior," Abu Mohammad told TIME via Skype. "Anyone who disagrees with them is an infidel. Any moderate person is an infidel. Simply if you are not with them, you are an infidel." (Abu Mohammad

asked to be identified only by a nickname out of fear for his safety. ISIS has, in the past, executed those it accuses of being infidels and traitors.)

The incident at Bab unleashed long-simmering frustrations with jihadists who had once been welcomed for their battlefield effectiveness but whose harsh interpretation of Islamic law had begun to grate on local customs. "ISIS, get out!" has become a rallying cry in protests across the province. ISIS responded to the growing opprobrium with a declaration of war on Sept. 13—not against the regime, but against FSA member groups who threatened ISIS's influence in the region. On Sept. 18, ISIS forces seized the border town of Azaz from the FSA in fierce fighting that resulted in at least six dead, according to local activists and the Syrian Support Group, which represents FSA interests in Washington. In another attack near the provincial capital, ISIS captured three FSA posts, injuring 50 soldiers and capturing another 35, according to the Syrian Support Group.

On the face of it, infighting among rebel groups is a dream come true for Assad. Without a united front, the rebels appear to stand little chance against the already overwhelming strength of the Syrian military. But the feuding could also present a longer-term opportunity for those opponents of the regime, including the Obama Administration and many members of

Congress, who would like to see an end to Assad's rule but, equally, want to prevent Syria tipping into inter-ethnic chaos or falling into the hands of extremists like the leaders of ISIS. Those concerns have made the Administration reluctant to arm even moderate rebels, largely out of fears that al-Qaeda-affiliated elements within the opposition might ultimately get hold of American weapons and become dominant in the fight against Assad. "If I were living in Syria, I would consider al-Qaeda just as much a threat as Assad," says Republican Senator Lindsey Graham, a staunch supporter of elements in the FSA. "But what they've done inside of Syria is turn the Syrian people against them as being any kind of an ally. So I think there'll be more of this, and this is good."

If the moderate-leaning rebel groups within the FSA can end their frequent battlefield alliances with the al-Qaeda affiliates for good, they are more likely to get support from Western backers wary of inadvertently assisting old enemies. Already U.S. support, in the form of field rations and medical supplies, light weapons and training, is being funneled to specially selected rebel groups on a limited scale. These initial consignments are meant to test the rebels. Can they be trusted to keep arms and ammunition out of the wrong hands? What is the risk that U.S.-trained and armed rebels might switch sides? Perhaps most important, how can the U.S. ensure that a rebel



Window of opportunity FSA rebels man their positions in Aleppo, which has been a battleground for more than a year

victory in Syria won't empower the jihadist factions that loathe the U.S. almost as much as they hate the Assad regime?

Pulling the moderate rebels away from the jihadists won't be easy—even as rival rebel groups spill each others' blood in Aleppo province, they have stood shoulder-to-shoulder in countless battles against regime forces elsewhere in the country over the past 2½ years of war. But the FSA leadership knows it needs substantial Western assistance to turn the tide decisively against Assad—and that assistance will remain at a trickle so long as American and European governments can't tell the good rebels from the bad.

Who Are the Rebels?

IT WASN'T LONG AFTER MARCH 2011, WHEN Assad's forces brutally cracked down on a peaceful uprising inspired by the Arab Spring, that citizen militias began to take up arms against the regime. In June of that year, a Syrian army lieutenant colonel named Hussein Harmoush publicly announced his defection, taking 150 of his soldiers to Turkey, where he hoped to raise an anti-Assad army. Hundreds of others followed, joining what was known then as the Free Officers Movement; later that summer, it formed the backbone of the Free Syrian Army.

Separately and simultaneously, there was a proliferation of local self-defense militias. There are now some 1,000 self-styled "brigades," adding up to a force of about 100,000, according to a report by the defense consultancy IHS Jane's. Even though many groups never pledged loyalty to a centralized leadership, they were happy to embrace the FSA brand,

a useful calling card of respectability when they went fundraising abroad.

Then, in January 2012, a new group burst onto the scene with a series of spectacularly effective suicide attacks: the al-Qaeda-affiliated Nusra Front, made up of local and foreign fighters, many of whom had been seasoned on the battlefields of Iraq. Nusra found that with success came funds and weapons, especially from other Arab governments and private donors in the Persian Gulf. By December, when the U.S. declared Nusra a terrorist organization, the jihadists had already become a formidable force. Last April, Iraq's al-Qaeda affiliate had joined with elements of Nusra to create the ISIS. (A rump Nusra group remains, with different leaders but similar ideology.) Together the two al-Qaeda-linked groups have an influence disproportionate to their size—estimated at about 10,000 fighters, according to Jane's. Unlike the FSA, whose principal goal is the overthrow of Assad, both ISIS and Nusra see the downfall of the regime as but the first step toward establishing an Islamic state.

In part to check the growing influence of extremist groups, political and military leaders in the Turkey-based Syrian opposition in December 2012 established the Supreme Joint Military Command Council, a centralized leadership cell meant to consolidate the rebel factions of the FSA under a unified command. Known as the Supreme Military Council (SMC), it was tasked with unifying and commanding the various brigades. Salim Idris, a dour former army general educated in the old East Germany, was nominated chief of staff by his fellow officers. Chosen for his engineer's attention to detail as much as his apparent lack of interest in becoming Syria's next military dictator, Idris has widespread support among Western backers who hope he can force the opposition's unruly brigades into ordered regiments.

Fighters inside Syria, however, remain ambivalent about the SMC. "How can I follow orders from someone who doesn't know what's on the ground?" asks Yamin Sheik Mohammad, a Damascus-based fighter in the Islamist Liwaa al-Islam Brigade, which joined the SMC soon after it

was formed. Like many rebels, he resents the high command for what he sees as their plush life in exile. "Sometimes we are fighting on the front lines and they are busy giving interviews," he says.

Nonetheless, Idris says the SMC controls some 90% of rebel fighters, a claim impossible to verify. All of them, he tells TIME, "are moderate fighters, fighting for democracy and freedom." But moderate is a somewhat fluid term in Syria. Jane's estimates that in addition to the 10,000 al-Qaeda-linked jihadists, 30,000 to 35,000 other rebels adhere to a fundamentalist interpretation of Islam but don't aspire to set up an Islamic state. Another 30,000 are Islamic moderates, leaving only a small fraction—perhaps 30%—of the sort of secular nationalists that the West hopes to encourage. "What General Idris means is, there are no U.S.-designated terrorist organizations in his ranks," says Andrew Tabler, a Syria expert at the Washington Institute for Near East Policy. But there are rebels under Idris' command who "are closer to Nusra on the ideological spectrum than to secularism," Tabler adds.

No Easy Separation

THE ANTI-ISIS PROTESTS ARE PUTTING rebel advances at risk in Aleppo, one of the first regions to be wrested from Assad's control. If SMC brigades and ISIS are at each other's throats instead of fighting their common enemy, their collective gains could be reversed. To Paul Salem, director of the Carnegie Middle East Center, an international-affairs think tank in Beirut, the risk is worthwhile. "The rise of [Nusra and ISIS] is a far bigger threat to the region than Assad staying on for a few more years in Damascus," he says. Idris and the SMC understand the importance of getting rid of ISIS, says Salem. "They know [the rebels] can't defeat the regime alone, and they know that the U.S. won't let them win if that means letting Nusra win. So they have realized that strategically speaking, Nusra is a no-go. So they have to divorce."

Cleaving pro-Western rebels from Islamists is easier planned in Turkey than executed in Syria. As recently as early September, Nusra fighters worked with SMC-affiliated brigades to defeat regime forces in Ma'aloula, a strategic town near Damascus. Such on-the-ground alliances are the rule rather than the exception, says Swedish analyst Aron Lund, who has just

completed a study of Syria's militias. It is rare that one group pulls off a military operation all by itself: usually, individual commanders from across the ideological spectrum join forces to plan an attack, each group contributing its specific expertise, and weapons cache. "It's unrealistic to expect that you can tell rebels to stay away from other rebels as long as civil war is going on," Lund says. Nusra, he points out, has a particularly effective battlefield weapon that few of the more moderate groups can claim: suicide bombers. The conquest of Ma'aloula started with a suicide attack by a Nusra fighter on the government checkpoint, according to fighters from Nusra as well as SMC commanders involved in the battle. "The suicide attack is a powerful weapon," says Lund. "That is what Nusra brings to the table."

The SMC's battlefield deficiencies can be overcome if it gets better funding and more supplies, says Carnegie's Salem. But it won't happen quickly—and shouldn't. What's at issue now is not so much arming the SMC to make a decisive push against the Assad regime as it is turning the group into part of a credible military and governmental entity. The broader objective, he says, should be to stabilize the rebel areas, open schools, establish medical clinics and practice good governance. Only then should rebels start talking about defeating the regime, says Salem. "If you can have a credible SMC in a few years, one that can bring governance, that has a military capacity, and that can control the jihadis, then the West might start saying, 'O.K., we can afford for Assad to fall.'"

Aid, With Conditions

THIS APRIL, FOLLOWING A MEETING IN Istanbul with the SMC's international supporters, the U.S. publicly pledged to increase its nonlethal aid offering to the opposition by \$123 million. The CIA began this summer to test the SMC's ability to disburse supplies effectively, say U.S. officials, starting with trial shipments of 300,000 military food rations. Field commanders sent back handwritten receipts. Pleased, the U.S. followed with a shipment of more than 200 medical kits and several truckloads of field-hospital surgical equipment. And then, finally, in August came arms. Though U.S. officials won't comment on the quantity of arms provided thus far, as of early September the number of fighters vetted and okayed to receive

weapons stood at fewer than 100. The program was not without hiccups: on Sept. 12, Idris contradicted U.S. officials, claiming he had yet to receive the weapons.

In addition, the CIA quietly launched a training program in Jordan for rebel fighters. According to several U.S. officials, graduates of the weeklong course number from 600 to 1,000. The rebels receive training on how to use light arms and anti-aircraft weapons, how to defend against chemical-weapon attacks and how to treat prisoners of war. But experienced military trainers say such short-duration courses are of little value. "U.S. soldiers require weeks of training to get the basics down—like how to use the radio or take care of their weapons, let alone work as a unit," says Robert Brown-sword, a former U.S. Army officer who has trained soldiers from both Iraq and Afghanistan. "A week of training is better than nothing, but not by much."

Nor can a few days' training ensure that human rights and the laws of war are respected, a key requisite for any substantial U.S. funding. While the number of reported rebel abuses pales in comparison with the brutality of the Assad regime, according to a recent U.N. study on human-rights abuses in Syria, there have been enough documented cases of torture, summary execution and desecration of the dead among SMC member groups to raise serious concerns about the leadership's commitment to human rights. SMC spokesmen acknowledge the SMC has distributed fewer than 500 booklets on war-crime regulations and ethics codes down the ranks. But Idris insists: "If anyone commits war crimes, you tell me their names, you tell me and they will be prosecuted." His commanders on the ground were not able to give any examples of such prosecutions.

THE FSA LEADERS KNOW THEY NEED SUBSTANTIAL WESTERN ASSISTANCE TO TURN THE TIDE AGAINST ASSAD

Republican Senator John McCain, who strongly favors U.S. funding for the rebels, says he asked the SMC leadership about human-rights abuses when he visited the rebel-held border crossing of Bab Salameh in the last week of May. They told him that it was not their policy to commit abuses, but added that war is war: when men are fighting to protect their families in a conflict marked by such brutality, some acts of revenge are inevitable. Assad's "people are indoctrinated and trained to rape, torture and murder, and that is not the case with the Free Syrian Army," McCain says. But, as Lund points out, many of the FSA commanders who defected from the Syrian army received similar indoctrination while they were serving the regime.

Unrealistic Expectations

WHAT, THEN, CAN THE U.S. AND OTHER Western governments achieve by increasing assistance to the SMC? More aid, especially of the military kind, would certainly affect the balance among rebel forces, says Lund. It could empower non-Islamist factions against the jihadists. But Lund cautions against hoping for dramatic, overnight change—whether in the composition of the rebel factions, or in their behavior on the battlefield. "The expectation from U.S. politicians that these forces will all be secular and liberal and won't commit abuses and will be good democrats is unrealistic," he says. "If you start pumping weapons into Syria, some will be put to good use, but some will be lost, some will be stolen and some will be sold up the chain. Some of the 'good' groups will defect to the Islamists, and war crimes will be committed."

Concerns about how—and how much—to help the rebels are now on hold. The Russian-brokered deal to secure Assad's chemical weapons has taken pressure off President Obama to follow through on his threats of air strikes. A plan to have the Pentagon take over from the CIA and ramp up the training and equipping of the rebels is unlikely to be implemented until the diplomacy plays out, congressional sources say. In the meantime, the onus is on the SMC to keep building daylight between its "brigades" and the Islamists of ISIS and Nusra. The uprising against the jihadists in Bab may be the forerunner of many more to come. —WITH REPORTING BY RAMI AYSHA/BEIRUT, ALEX ALTMAN AND ALEX ROGERS/WASHINGTON, AND PIOTR ZALEWSKI/ISTANBUL ■

Syrie : la résolution de l'ONU consacre le succès de Moscou

Le texte sur le démantèlement de l'arsenal chimique de Damas devrait être adopté vendredi

New York (Nations unies)
Envoysés spéciaux

C'est un coup de théâtre. Alors que l'ONU est paralysée depuis le début du conflit en Syrie par le veto systématique de la Russie et de la Chine contre toute initiative visant le régime de Bachar Al-Assad, les cinq pays permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, dont les Russes et les Chinois sont membres, se sont accordés sur un projet de résolution relatif à la destruction de l'arsenal chimique syrien, jeudi 26 septembre, à New York.

Ce texte a été débattu dans la soirée lors d'une réunion devant les quinze pays membres du Conseil et doit être formellement adopté vendredi. Avant ce vote, il faudra que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, basée à La Haye, définisse les modalités techniques du démantèlement et de la destruction des armes chimiques syriennes. Elle devrait le faire vendredi.

Du côté des capitales occidentales, l'heure est à l'autocongratulation. « Il y a encore deux semaines, l'avancée de ce soir semblait inimaginable », a affirmé Samantha Power, ambassadrice des Etats-Unis aux Nations unies. « Il y a deux semaines, a-t-elle poursuivi, le régime syrien ne reconnaissait même pas qu'il détenait des armes chimiques. Il s'agit d'une avancée très significative. »

Peu avant le début de la réunion du Conseil de sécurité, Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, s'est félicité, lors d'une brève déclaration, de cette résolution, qui « marque un pas en avant ». Il a souligné qu'elle reprenait trois exigences formulées par la France. « D'une part, préciser que toute utilisation des armes chimiques est une atteinte à la sécurité internationale, ce qui autorise du même coup les Nations unies à se saisir de cette question. D'autre part, rendre responsables ceux qui ont commis ces actes devant la jus-

stice. Troisièmement, elle fait référence au fameux chapitre VII, c'est-à-dire que si le régime syrien n'accepte pas de respecter cette résolution, il appartient au Conseil de sécurité de prendre les sanctions nécessaires sous chapitre VII », qui autorise un recours à la force en cas de non-respect des engagements par le régime syrien.

La réalité est plus nuancée. Le texte présenté au Conseil de sécurité est bien en deçà de la version initialement proposée par la France, le 10 septembre, au lendemain de l'accord américano-russe de Genève sur le démantèlement des armes chimiques syriennes.

Laurent Fabius avait été le premier à réagir en mettant sur la table un projet de résolution offensif. Il s'agissait alors de prendre les Russes au mot en réclamant un cadre strict pour éviter que les autorités syriennes puissent jouer la montre, en faisant traîner en longueur le processus de vérification de son dispositif chimique. Autre objectif : assurer la poursuite des auteurs du massacre du 21 août dans la banlieue de Damas, en invoquant un recours devant la Cour pénale internationale (CPI).

La France tentait ainsi de revenir au cœur du débat, alors qu'elle avait été mise hors jeu par la décision surprise de Barack Obama de suspendre, à la dernière heure, les frappes en sollicitant l'aval du Congrès, puis par l'accord de Genève entre les Etats-Unis et la Russie. Le texte français avait immédiatement été rejeté par la Russie qui l'avait jugé « inacceptable ».

Pourquoi, alors, celui soumis jeudi à l'ONU serait devenu acceptable ? Depuis quinze jours, « les Russes ont mis des mines partout », explique un conseiller français proche des négociations. Soucieux de protéger son allié syrien contre la menace de frappes aériennes, Moscou s'opposait catégoriquement à toute référence au chapitre VII. Le projet de résolution, mis au vote vendredi, n'est en fait pas



Le secrétaire d'Etat John Kerry et Samantha Power, ambassadrice américaine à l'ONU, aux Nations unies le 26 septembre. A. BURTON/GETTY/AFP

placé sous chapitre VII – ce qui autorise des sanctions automatiques –, mais se contente de le mentionner dans le corps du texte.

En clair, tout manquement aux obligations de la part de Damas devra faire l'objet d'une nouvelle résolution au Conseil de sécurité, où la Russie pourra encore exercer son droit de veto, comme elle l'a déjà fait à trois reprises sur la Syrie. Quant à la traduction en justice des commanditaires du massacre du 21 août, elle est certes mentionnée dans le projet de résolution, mais la référence à la CPI a disparu.

A peine Laurent Fabius avait-il terminé son intervention, qu'une délégation de la Coalition nationale syrienne (CNS), emmenée par son président, Ahmed Djarba, a fait son apparition dans le hall d'entrée des Nations unies. Elle sortait d'une réunion des Amis de la Syrie, à laquelle ont participé des représentants d'une centaine de pays, qui venaient d'afficher leur soutien à la CNS. Un lot de consolation alors que l'opposition syrienne appelait de ses vœux des frappes contre Bachar Al-Assad.

La résolution de l'ONU, qui installe à nouveau le pouvoir syrien au cœur du dispositif des négociations et préfigure de longues et tortueuses tractations sur le démantèlement de son arsenal chimique, n'est évidemment pas du goût des adversaires du régime.

L'embaras de la délégation de

La traduction en justice des commanditaires du massacre du 21 août est mentionnée mais sans référence à la CPI

la Coalition nationale syrienne était visible. Khalid Saleh, son porte-parole, s'est borné à rappeler que le débat sur les armes chimiques ne devait pas occulter la poursuite de la guerre. « Notre priorité est d'obtenir un cessez-le-feu, la libération des prisonniers et un calendrier strict pour des négociations politiques qui devront aboutir à la traduction devant la justice de Bachar Al-Assad », a-t-il déclaré au Monde.

Les mêmes réserves étaient apparentes lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe, mardi, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Selon un participant à cette rencontre, le Qatar avait demandé que la résolution de l'ONU mentionne la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, ainsi que la création de couloirs humanitaires.

De son côté, l'Arabie saoudite avait réclamé une référence à un cessez-le-feu. Autant d'éléments qui n'avaient aucune chance de figurer dans le texte, car « ils supposaient que l'on soit prêt à intervenir militairement, ce qui n'est plus à l'ordre du jour », remarque un diplomate européen.

Au final, le document de l'ONU consacre l'influence de la Russie. Un retournement de situation spectaculaire alors que Moscou était sur le point d'être marginalisé en cas de frappes occidentales contre Bachar Al-Assad. C'est désormais aux Russes de démontrer qu'ils ont le pouvoir et la volonté de faire fléchir le régime syrien. ■

ALEXANDRA GENESTE
ET YVES-MICHEL RIOIS

Coup de fil historique entre Obama et Rohani

Pour la première fois depuis la révolution islamique de 1979, les présidents américain et iranien ont eu un échange direct

Washington
Correspondante

A la dernière minute, la Maison Blanche a fait un geste historique, qui a été immortalisé par Pete Souza, le photographe officiel. Assis derrière le « Résolu », le bureau présidentiel, Barack Obama a passé un coup de téléphone au président iranien, Hassan Rohani, vendredi 27 septembre. Il était 14 h 30, la conversation a duré quinze minutes. C'était le premier contact d'un président américain avec un président iranien depuis 1979 et la prise d'otages qui a ouvert trois décennies houleuses de confrontation indirecte entre les deux pays.

Barack Obama a appelé son homologue alors qu'il quittait New York, en route pour l'aéroport. Hassan Rohani, qui est passé maître dans l'art de la twitter-diplomatie, a répercuté l'événement sur son fil. Les deux dirigeants se sont essayés à des formules de politesse dans la langue de « l'ennemi ». « *Have a nice day!* », a dit en anglais à Hassan Rouhani. « *Thank you* », a répondu @Barack Obama, avant d'ajouter en farsi : « *Khodahafez* »... (« au revoir »).

A 15 h 30, Barack Obama avait prévu une déclaration dans la salle de presse de la Maison Blanche. Tout le monde s'attendait à une sévère mise en garde aux républicains du Congrès, qui ont pris le budget 2014 en otage pour obtenir le démantèlement de la réforme de la santé. La surprise a été totale quand M. Obama a annoncé qu'avant de parler du « *shutdown* », il avait un sujet de politique étrangère à aborder : « *Je viens juste de parler avec le président iranien Rohani, a-t-il déclaré. Nous avons discuté de nos tentatives en cours pour parvenir à un accord sur le programme nucléaire iranien.* »

L'occasion avait été manquée à New York. Les deux dirigeants s'étaient évités alors qu'ils se trouvaient dans le même grand hall des Nations unies. Personne ne s'attendait plus à une conversation à haut niveau. Selon la



Barack Obama, dans le bureau Ovale, en conversation téléphonique avec Hassan Rohani, vendredi 27 septembre. PETE SOUZA/THE WHITE HOUSE/AFP

conseillère à la sécurité nationale Susan Rice, ce sont les Iraniens qui ont sollicité le contact. L'entretien a été « *cordial* » et « *constructif* », selon elle.

Après le coup de fil, Hassan Rohani, toujours sur le chemin de l'aéroport, a poursuivi ses petits messages attentionnés sur Twitter. « *Sur la question nucléaire, avec de la volonté politique, il y a moyen de résoudre la crise rapidement.* » Puis un message personnel à l'intention de Barack Obama :

« J'exprime ma gratitude pour votre hospitalité et votre coup de fil. Bonne journée M. le Président »

Dans une conférence téléphonique, les conseillers de Barack Obama ont indiqué qu'ils ne comptaient pas multiplier les contacts

**« J'exprime
ma gratitude pour
votre hospitalité
et votre coup de fil.
Bonne journée
M. le Président »**

Hassan Rohani

avec la présidence iranienne : la vraie discussion sur le nucléaire va avoir lieu au niveau multilatéral, ont-ils dit, ne serait-ce que parce qu'elle est très technique.

Pendant le coup de fil, M. Obama a pris soin de mentionner le

de trois Américains détenus ou disparus en Iran, dont Washington aimerait avoir des nouvelles. La Maison Blanche a aussi pris soin d'informer Israël avant l'appel. Le premier ministre Benjamin Netanyahu a appelé à ne pas tomber dans le « *piège* » tendu par les Iraniens. Il est attendu lundi 30 septembre à Washington.

Pourquoi cet échange vendredi alors qu'une poignée de mains avait été impossible mardi ? Le moment n'était pas « *mûr* », indique un officiel américain. Barack Obama ne voulait pas fermer la porte, mais il ne voulait pas s'avancer trop sans assurances de Téhéran. Il avait donné le feu vert à John Kerry pour rencontrer les Iraniens, un tabou dans la diplomatie américaine depuis 1979.

Jeudi, le secrétaire d'Etat a eu un entretien bilatéral avec son homologue Mohammad Javad Zarif en marge de la réunion multilatérale sur le nucléaire à New York. C'était déjà un moment historique, au regard du passif entre les deux

pays depuis 1979. Les résultats ont été jugés suffisamment sérieux – ouverture de négociations le 15 octobre à Genève – pour que le coup de fil puisse avoir lieu entre les présidents.

Américains et Iraniens ont aussi eu une série d'échanges et de petits signes très codés, comme s'ils se répondaient l'un à l'autre. Tous les deux ont mis en avant la nécessité de « *respect mutuel* ». Barack Obama a répété qu'il n'était pas question de « *changement de régime* ». Il a utilisé les mots-clés, affirmant le droit de l'Iran, comme tous les signataires du traité de non-prolifération, à l'atome « *civil* ». Il a parlé d'accord « *global* », réaffirmant qu'un accord sur le nucléaire pourrait être le précurseur de la normalisation et la reconnaissance du rôle régional, souhaités par Téhéran.

Hassan Rohani a eu la même attitude. A l'ONU, il a prononcé un discours plein de politesse ; appelant son homologue américain « *Président Obama* » au contraire de ses prédécesseurs qui ne parlaient que du « *Grand Satan* » américain. Mais sur le fond, pas de grand changement. Comme Hassan Rohani le répète depuis son élection, il n'est pas question de suspendre l'enrichissement de l'uranium, une position qui était envisageable dans les négocia-

tions en 2003 mais sûrement plus dix ans après, alors que l'Iran a acquis 15 500 centrifugeuses.

Mais en privé, et dans les présentations qu'il a faites dans les think tanks, le président iranien a eu à cœur de présenter le visage « *souriant* » de la nouvelle diplomatie de son pays et laissé entendre que Téhéran pourrait faire preuve de la « *flexibilité historique* » recommandée par le Guide suprême Ali

Khamenei. Il a juré que l'Iran ne chercherait jamais à posséder l'arme atomique. Sur CNN, il a reconnu la Shoah (un crime « *répréhensible et condamnable* »), ce qui n'a pas été sans polémique, l'agence de presse iranienne criant à l'erreur de traduction.

Pour Barack Obama, la détente avec l'Iran, à quoi s'ajoute l'accord sur les armes chimiques syriennes, tombe à pic, alors que sa populari-

té est à son plus bas niveau depuis deux ans (43%). Ses conseillers ont souligné que la main tendue aux Iramiens s'inscrit dans la continuité de ses déclarations de 2007.

Candidat à l'investiture démocrate, il avait créé des remous dans les cercles de politique étrangère en annonçant qu'il ne verrait pas d'inconvénient à engager des discussions avec Téhéran dès son élection. La Maison Blanche n'est pas

mécontente de pouvoir présenter, loin de l'image de « *diplomatie en zig-zag* » que dépeignent certains républicains, celle d'un président résolu. ■

CORINE LESNES

Le Monde

Dimanche 29 - Lundi 30 septembre 2013

L'ONU lance le processus de démantèlement de l'arsenal chimique du régime Assad

La résolution adoptée par le Conseil de sécurité constitue un « *maigre réconfort* » pour la population syrienne, estime Human Rights Watch

New York (Nations unies)
Correspondante

Quinze mains levées comme autant de mises en garde à Damas. En quelques minutes, l'image a fait le tour du monde. Pour la première fois depuis le début du conflit syrien il y a plus de deux ans, les 15 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont voté à l'unanimité, vendredi 27 septembre, une résolution contraignante sur la Syrie, l'intimant de démanteler et de détruire son arsenal d'armes chimiques.

« *Ce soir, la communauté internationale a rempli sa mission, c'est le premier signe d'espoir en Syrie depuis longtemps* », s'est félicité le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à l'issue du vote auquel participaient exceptionnellement les ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Chine et Russie).

La diplomatie occidentale peut se congratuler. Trois projets de résolution précédents avaient fait l'objet d'un double veto russo-chinois, Moscou et Pékin jugeant les textes trop hostiles à leur allié syrien. Qualifiée d'« *énorme victoire pour la communauté internationale* » par le président américain Barack Obama, cette percée diplomatique est perçue par certains comme un « *succès à double tranchant* ».

Si les Occidentaux ont réussi à imposer la mise sous contrôle international des armes chimiques syriennes – un arsenal estimé à plus de 1 000 tonnes –, les Russes viennent d'offrir à leurs alliés

syriens le plus beau des sauve-qui-peut, estiment des diplomates. La volte-face de Moscou il y a deux semaines, proposant de démanteler les armes chimiques syriennes, et l'accord qui en a résulté avec Washington étaient avant tout destinés à éviter une attaque militaire occidentale contre la Syrie.

La résolution qui vient d'être adoptée assure au régime de Bachar Al-Assad un « *confortable répit* » et fait de lui un « *partenaire dans les négociations* », relève une source du Conseil de sécurité. Elle ne menace pas le régime syrien de mesures coercitives en cas de recours à la force contre sa population, mais « *en cas de transfert non autorisé d'armes chimiques ou de toute utilisation* » de ces mêmes armes « *par quiconque* ».

Le cas échéant, un second vote serait nécessaire avant toute action punitive, Moscou rejetant toute idée de « *sanctions automatiques* ». « *Il ne s'agit pas de crier victoire*, affirme une source militaire de l'ONU, *mais au niveau de l'affichage politique, pour la première fois, la Syrie apparaît mise en joue*. » Un seul faux pas de Damas, et le Conseil de sécurité prévient qu'il adoptera des « *mesures sous chapitre VII* », allant de sanctions au recours à la force.

« *Cette résolution est un maigre réconfort pour tous les Syriens qui continuent à être visés par des armes conventionnelles, responsables de l'immense majorité des pertes civiles* », a déploré Philippe Bolo-pion, directeur ONU de Human Rights Watch, estimant que les membres du Conseil, au lieu de se

féliciter, devraient « *adopter des sanctions ciblées contre le gouvernement, ouvrir l'espace humanitaire et mettre fin à l'impunité en saisissant la Cour pénale internationale* ».

Ban Ki-moon lui-même a prévenu que cette résolution n'était pas « *une licence pour tuer avec des armes conventionnelles* ». Quelques heures avant le vote, le conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), basé à La Haye, avait validé une feuille de route pour la destruction des armes chimiques syriennes, censée débiter mi-2014. Les premières inspections sont prévues des mardi.

Sur le terrain, une autre équipe d'enquêteurs, de l'ONU cette fois, poursuit son travail d'investigation sur les allégations d'usage d'armes chimiques sur sept sites et doit rendre son rapport fin octo-

dant d'éliminer l'arsenal chimique de toute une nation et de manière pacifique », a insisté le chef de la diplomatie américaine John Kerry, qui a appelé à tirer parti de la « *cohésion retrouvée* » entre les Quinze.

Lors d'une réunion à huis clos avec les cinq membres permanents et son médiateur en Syrie, Lakhdar Brahimi, le secrétaire général de l'ONU a proposé d'organiser la conférence de paix, dite de Genève 2, mi-novembre, pour tenter d'amorcer une transition politique. Selon des diplomates, des contacts seront pris le mois prochain pour préparer ce rendez-vous et M. Brahimi fera le point des préparatifs fin octobre. Autant d'avancées qui faisaient dire à Laurent Fabius vendredi soir : « *qu'il s'agisse de la Syrie ou de l'Iran* », le marathon diplomatique qui vient de s'achever à l'ONU « *restera peut-être dans l'histoire comme la semaine internationale du dégel* ». ■

ALEXANDRA GENESTE

La résolution adoptée par le Conseil de sécurité assure au régime de Damas un « *confortable répit* » et fait de lui un « *partenaire dans les négociations* »

bre. « *Notre premier objectif était de dégrader la capacité militaire (chimique) de la Syrie, l'option d'une action militaire (...) aurait pu y parvenir, mais cette résolution permet d'aller bien au-delà, en déci-*

Turkey to lift ban on headscarf, introduce Kurdish education with democracy package



Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan revealed the details of a democratization package at a press conference in Ankara on Sept 30. DAILY NEWS photo, Selahattin SÖNMEZ



Kurds have long awaited the government's reform package

ANKARA

www.hurriyetdailynews.com

Turkey will lift the ban on the wearing of headscarves in public institutions and will introduce education in Kurdish in private schools as part of a series of democratic reforms revealed by Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan today.

Erdoğan revealed the details of the much-anticipated democratization package at a press conference in Ankara.

The prime minister said they would remove a headscarf ban in public institutions, except for judges, prosecutors, police officers and army members, as part of an amendment to the law's fifth article.

Rights for Turkey's ethnic minorities were also a big part of the package. Education in different languages and dialects will be permitted in private schools, although the Peace and Democracy Party (BDP) has long pushed for guaranteed mother-tongue education in public schools, according to reforms.

Erdoğan promised to end penalties for the use of certain letters, such as "q," "w" and "x," which are used in Kurdish.

The legal obstacle against the names of villages, particularly ones whose appellations were originally non-Turkish, names will be eliminated, he said.

The student oath, which starts with the words "I'm Turkish, right, and hard-working," will no longer be read in primary schools, he said.

MINORITY RIGHTS

In a move designed to please Alevis, Erdoğan said the name of Nevşehir University in the Central Anatolian province of Nevşehir would be altered to Hacı Bektaş Veli University, in honor of a medieval holy man that is revered by Alevis and who lived in a village on the

edge of Cappadocia.

The land of the Mor Gabriel Monastery will be given back to a Syrian community foundation, Erdoğan promised.

A Roma culture and language institution, as well as an institute that will work on problems of Roma minorities in the country, will also be established, he said.

"We will remove limitations on the collection of charities," Erdoğan said.

The package is a result of Turkey's democratization history, particularly over the past 11 years, said Erdoğan. "This package is not a first and will not be the last of such reforms," Erdoğan said.

The Prime Minister also paved the way for a change in Turkey's electoral system.

ELECTION SYSTEM

"The 10 percent threshold in the current election system is not a system that [the ruling Justice and Development Party] AKP introduced. This threshold was present when we entered the elections for the first time," he said.

"We are opening the floor to discussion on three alternatives to the threshold [which is currently 10 percent]," he said.

"First option is we can continue with the current system of 10 percent," Erdoğan said.

Erdoğan introduced the 2nd option as to lower the threshold to 5 percent while implementing single-member district constituency system in groups of 5.

"As the third option, we can remove the threshold altogether and fully implement the single-member district system," he concluded.

The 7 percent threshold to receive Treasury aid to political parties will be reduced to 3 percent, which will pave the way for more parties to obtain financial support, he said.

The government will also permit campaigning in different languages for political parties, including during non-election

times, he said.

"With another change, we are also opening the way for political parties to have co-chairs," he said. The BDP and several leftist parties are already employing the co-chair system.

The obstacles standing against membership in political parties will also be removed with a new amendment, he also said.

FIGHT AGAINST DISCRIMINATION, HATE CRIMES

"We will also increase the penalties from hate crimes from one year to three years to fight against discrimination," he said, adding that punishments for hate crimes, particularly those committed based on religion, nation or ethnicity, would be aggravated.

"We will establish an institution to fight against discrimination," he added.

Furthermore, there will be punishments for those that prevent religious groups from practicing their faith as part of the new package, he said.

FREEDOM OF ASSEMBLY

Regulations on rallies and demonstrations will also be eased to increase the freedom of assembly by extending the permitted period of demonstrations until midnight, later than the previous limit of sunset, he said.

The package also tightens policies on private data usage in line with amendments to the Constitution passed in a referendum in 2010, by guaranteeing that date will not be used by non-authorized people.

Erdoğan thanked several former presidents of the country, as well as his Cabinet members. He particularly also thanked fallen soldiers, saying the package was a result of the demands of the deal soldiers and was designed to end terrorism and strengthen the country's future.

"It is not a rational to expect

► this package to meet all the problems of the country, although we wish we could do this," said Erdoğan.

"It is hard to make reforms when deadlock has become a type of politics," said Erdoğan, adding that despite all threats and attacks against his party, they had not abandoned their path to democratization.

"We will continue to do whatever will please our people," Erdoğan added.

An understanding of the state that assimilates its citizens and shuts its ears to the demands of its people no longer exists in Turkey today, he said.

"The major obstacle toward reforms in

Turkey is the darkness of May 27," said Erdoğan, referring to Turkey's first military coup on May 27, 1960, when conservative Prime Minister Adnan Menderes was overthrown for growing increasingly authoritarian before being ultimately hanged.

"Those who claimed that Turkey is being divided for past 11 years will do the same today [after the package is announced] – you will see that," Erdoğan said.

The opposition must change and cease to be an obstacle standing in front of change, Erdoğan said, criticizing the opposition's stance toward reforms.

"The packages have surprising solu-

tions but the problems are not a surprise [to Turkey]. The problems in the package are the ones that have been present throughout the republican era," he said.

"This package is not a result of a negotiation. It is a result of the people's demands," Erdoğan said.

"Our reference is international human rights, the European Union acquis and the works of the Wise People [during the peace process]," he said.

"All the articles [in this package] were promised to our people and approved by our people in the past as we included them in our party's programs during the elections, Erdoğan said. □

L'EXPRESS

30 septembre 2013

Turquie: Erdogan annonce un "paquet démocratique" pour les droits des Kurdes

Très attendues en plein processus de paix, les réformes pour accroître les droits des Kurdes en Turquie sont essentiellement symboliques. Et ont été accueillies froidement.

(Avec AFP)

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan a dévoilé ce lundi des réformes visant notamment à accroître les droits des Kurdes très attendues en plein processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mais qui n'ont pas convaincu le mouvement kurde.

Alors que le PKK réclamait l'inscription dans la loi du droit à un enseignement dans sa langue maternelle dans les écoles publiques, le Premier ministre a limité sa réforme aux établissements privés. "Nous rendons à présent possible l'enseignement dans différentes langues et dialectes dans les écoles privées", a-t-il affirmé au cours d'une conférence de presse, précisant que certaines matières continueraient d'y être enseignées en turc.

Si des cours de kurde sont autorisés depuis près d'une décennie dans des instituts privés, aucune école publique ou privée ne peut pour l'heure dispenser une éducation dans la langue de cette minorité forte d'environ 15 millions de personnes (20% de la population de la Turquie).

DES MESURES SYMBOLIQUES...

Recep Tayyip Erdogan a en outre annoncé des mesures symboliques comme la possibilité pour certaines localités kurdes débaptisées après le coup d'Etat de 1980 de reprendre leur nom kurde, et la libre utilisation des lettres Q, W et X, longtemps bannies de Turquie car absentes de l'alphabet turc, mais présentes en kurde.

Sur le plan politique, le Premier ministre a



Le PKK accuse Ankara de ne pas respecter ses engagements du processus de paix, mais il promet de continuer d'observer un cessez-le-feu. | AFP/ADEM ALTAN

évoqué différentes options en vue d'un abaissement du seuil électoral minimum de 10% requis de tout parti au niveau national pour pouvoir disposer de députés au Parlement, sans trancher entre elles. Le mouvement kurde et les militants pour la démocratisation réclament l'abaissement ou l'abrogation totale de ce seuil qui empêche l'accession au Parlement de nombreux partis.

Le Premier ministre a en revanche promis qu'une aide de l'Etat serait offerte à toutes les formations politiques réalisant un score électoral supérieur à 3%, contre 7% actuellement. Il a également indiqué que les campagnes électorales pourraient être faites dans les langues locales, dont le kurde.

QUI ONT LEURS LIMITES

D'autres revendications du mouvement kurde, comme l'inscription d'une référence explicite à l'identité kurde dans la Constitution et une révision de la loi antiterroriste de façon à permettre la libération de milliers de militants kurdes déte-

nus pour des liens supposés avec le PKK, n'ont pas été évoquées par le chef de gouvernement.

Gültan Kisanak, la vice-présidente du principal parti défendant les droits des Kurdes de Turquie, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), a froidement accueilli cette série de réformes. "Soyons clairs: c'est un paquet qui ne répond aux intérêts de personne. Ce n'est pas un ensemble de réformes qui répond aux besoins de démocratisation de la Turquie", a-t-elle affirmé pendant une conférence de presse à Ankara, citée par l'agence de presse Dogan.

Ankara et le PKK, en lutte armée contre les forces turques depuis 1984, ont engagé il y a un an un processus de paix qui marque le pas. Après avoir annoncé en mars un cessez-le-feu unilatéral, puis entamé en mai le retrait de ses combattants du territoire turc, le PKK a annoncé au début du mois la suspension de ce retrait, accusant le gouvernement de ne pas tenir ses promesses de réformes. ●

Erdogan relance la polémique sur le foulard, élargit les droits des Kurdes

ANKARA, (AFP)

Trois mois après la fronde antigouvernementale de juin, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a remis lundi sur la table la question très controversée du foulard islamique en annonçant que les fonctionnaires auraient désormais le droit de le porter, et dévoilé des mesures pour renforcer les droits des minorités, notamment des Kurdes.

Dans un discours très attendu prononcé devant la presse et son gouvernement au grand complet, M. Erdogan a proclamé la fin de "l'interdiction dans les institutions publiques" des "mesures discriminatoires pour les femmes et les hommes", le foulard et la barbe.

"Ces restrictions violent le droit au travail, la liberté de pensée et de croyance", a-t-il expliqué, s'engageant à imposer "une sanction à ceux qui empêchent les gens d'exercer les droits liés à leurs devoirs religieux".

Ces interdictions resteront toutefois en vigueur pour les policiers, les militaires, les procureurs et les juges, a précisé le chef de gouvernement.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP) de M. Erdogan a fait de la levée de l'interdiction dans la fonction publique du foulard islamique, un symbole de la Turquie musulmane mais laïque voulue par le fondateur de la République Mustafa Kemal Atatürk, l'un de ses chevaux de bataille.

Déjà autorisé aux étudiantes sur certains campus, le port du foulard sera désormais permis aux professeurs et à tous les agents publics, ainsi qu'aux



Le Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a dévoilé lundi une série de réformes qui, trois mois après la fronde antigouvernementale qui a secoué la Turquie, autorisent le port du foulard islamique pour les fonctionnaires et élargissent les droits des minorités, notamment les Kurdes.

députées.

En 1999, Merve Kavakçı, une députée turco-américaine élue sous les couleurs d'un parti islamiste, s'était présentée devant ses pairs coiffée du voile pour prêter serment. Elle avait dû quitter l'hémicycle sous les huées, avant d'être déchuée de sa nationalité turque.

A six mois des municipales, l'annonce de M. Erdogan risque de raviver les plaies ouvertes par la vague de contestation sans précédent qui a secoué le pays en juin. Pendant près d'un mois, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les grandes villes, surtout à Istanbul, Ankara et Izmir (ouest), pour reprocher au gouvernement sa dérive "islamiste".

RÉFORME "SENSIBLE"

Dès lundi, le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), a tiré à boulets rouges sur le plan Erdogan. "C'est un sérieux coup à la République nationale et sécu-

laire", a déploré la députée Ayman Güler, "les divisions religieuses et ethniques vont désormais être entérinées par le code pénal".

"C'est une réforme très sensible, mais c'est un geste nécessaire car (...) des étudiantes ne pouvaient pas aller à l'université, des avocates ne pouvaient pas plaider", a pour sa part déclaré à l'AFP Umit Firat, de l'association pour les citoyens d'Helsinki.

Outre cette décision emblématique, le Premier ministre a présenté lundi des réformes pour renforcer les droits des minorités, dont les Kurdes, à l'heure où Ankara a engagé des pourparlers de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pour mettre un terme au conflit kurde, qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Egalement destinée à toutes les autres minorités de Turquie (Alévis, Roms, Syriaques), la série de mesures "démocratiques" du gouvernement auto-

rise l'enseignement en langue kurde dans les écoles privées ou son utilisation pour la propagande électorale.

Certaines localités du Sud-Est anatolien, qui abrite une large partie des 15 millions de Kurdes du pays, débaptisées après le coup d'Etat militaire de 1980, pourront aussi reprendre leur nom d'origine.

Sur le plan politique, M. Erdogan a promis une discussion sur l'abaissement du seuil de 10% des suffrages nécessaire pour entrer au Parlement.

M. Erdogan a qualifié son plan d'"historique". Mais, sans surprise, il a déçu les Kurdes, qui réclament l'enseignement de leur langue dans les écoles publiques et une mention explicite à leur identité dans la Constitution turque.

"Ce plan n'est pas en mesure de surmonter le blocage actuel du processus", a déploré la coprésidente du Parti kurde pour la paix et la démocratie (BDP), Gülten Kisanak.

Le PKK a annoncé au début du mois la suspension du retrait de ses combattants du territoire turc, engagé en mai, accusant Ankara de ne pas tenir ses promesses de réformes.

"Ce n'est pas une série de réformes pour la démocratisation, c'est une série de réformes pour les élections", a déploré Mme Kisanak.

Partisans de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE), les Verts européens ont, quant à eux, salué, par la voix de la députée Hélène Flautre, des mesures "qui vont dans le sens du renforcement du socle démocratique et des droits fondamentaux". ■